# FEUILLETONS

TOME UNIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

SESSION EXTRAORDINAIRE
SESION ORDINAIRE

# FEUILLETONS

DU 2 JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1951

SESSION EXTRAORDINAIRE : les 2 et 4 janvier 1951 (Nos 1 et 2)
SESSION ORDINAIRE : du 9 janvier au 31 décembre 1951 (Nos 3 à 100)

TOME UNIQUE

**Nos 1 à 100**

PARIS
IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE
*Palais du Luxembourg*

1951

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

SESSION EXTRAORDINAIRE

---

# FEUILLETON

# N° 1

---

# ORDRE DU JOUR

## Du Mardi 2 Janvier 1951.

---

### A SEIZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

Fixation de l'ordre du jour.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

**1er Étage :** Depuis M. BOURGEOIS, jusques et y compris M. CHAPALAIN.

**Tribunes :** Depuis M. CHARLES-CROS, jusque et y compris M. René DUBOIS.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 2 Janvier 1951.*

N° 872. — Proposition de loi de M. Lasalarié tendant à l'agrandissement et l'équipement du canal du Verdon.

N° 893. — Rapport de M. Brettes sur la proposition de loi tendant à permettre à des associations syndicales d'organiser la défense contre la grêle.

N 899. — Rapport de M. Robert Aubé sur le proposition de résolution tendant à instaurer un régime de soutien en faveur de la production aurifère des territoires de l'Union Française.

N° 909. — Projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 2 Janvier 1951.*

COMMISSION des finances, à 11 heures, local de la Commission.

SOUS-COMMISSION de contrôle des crédits affectés à la défense nationale, à 9 heures, local n° 341.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

SESSION EXTRAORDINAIRE

# FEUILLETON

# N° 2

## ORDRE DU JOUR

## Du Jeudi 4 Janvier 1951.

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant autorisation d'un programme de réarmement et des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 et fixant les modalités de leur financement. (N°s 909, année 1950, et 13, année 1951. — MM. Pierre Boudet et Pellenc, rapporteurs ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la défense nationale. — M. Jean de Gouyon, rapporteur.)

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Roger DUCHET, jusques et y compris M. Gaston FOURRIER.

Tribunes : Depuis M. de FRAISSINETTE, jusques et y compris M. Bernard LAFAY.

# ERRATA

*Au projet de loi (nº 909, année 1950)*, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *portant autorisation d'un* **programme** *de* **réarmement** *et des* **dépenses** *de* **défense nationale** *pour l'***exercice 1951** *et fixant les* **modalités** *de leur* **financement.**

Page 6, article 5, 2e alinéa, 2e et 3e lignes :

*Au lieu de* : « ... prévus à l'état A *bis*... »,

*Lire* : « ... prévus à l'article premier, I § *e*)... ».

Page 14, état A, colonne « Dépenses normales », Total pour l'équipement :

*Au lieu de* : « ... 7.484.550 »,

*Lire* : « ... 7.484.500 ».

Page 15, état A, section Guerre, titre premier :

*Au lieu de* : « Chapitre 8025. — Habillement et campement. — Programmes. »,

*Lire* : « Chapitre 3025. — Habillement et campement. — Programmes. »,

Page 16, état A, section Marine, Equipement, colonne « Dépenses extraordinaires, » chapitre 9011 :

*Au lieu de* : « 67.600 »,

*Lire* : « 67.000 ».

Page 16, état A, section Marine, Equipement, colonne « Dépenses extraordinaires », chapitre 9021 :

*Supprimer* le crédit de « 4.934 ».

Page 16, état A, section Marine, Equipement, colonne « Armement », Total pour l'équipement :

*Au lieu de* : « 471.502.000 »,

*Lire* : « 71.502.000 ».

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 4 Janvier 1951.*

---

N° 907 (année 1950). — Rapport général préliminaire de M. Jean Berthoin sur les projets de loi portant fixation du budget de l'exercice 1951.

N° 1. — Projet de loi modifiant la loi sur la propriété foncière en Algérie.

N° 2. — Projet de loi tendant à compléter l'ordonnance sur les gares routières de voyageurs.

N° 3. — Projet de loi instituant un fonds de garantie pour le service des prestations de chauffage au personnel retraité des exploitations minières.

N° 4. — Projet de loi portant déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la Place de Dra-El-Mizan.

N° 5. — Projet de loi relatif au déclassement du Front 31-32 à Bône.

N° 6. — Projet de loi relatif au déclassement de la Place de Mascara.

N° 7. — Projet de loi portant déclassement d'une partie du mur d'enceinte de la Place d'Arzew.

N° 8. — Projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la Place d'Aumale.

N° 9. — Projet de loi relatif au déclassement du Fort Cavaignac à Bou Saada.

N° 10. — Projet de loi relatif au déclassement des fortifications de Djelfa.

N° 13. — Rapport de MM. Pierre Boudet et Pellenc sur le projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 4 Janvier 1951.*

COMMISSION de la comptabilité, à 9 h. 30, local n° 272.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 11 heures, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

# N° 3

## ORDRE DU JOUR

## Du Mardi 9 Janvier 1951.

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Installation du Bureau d'âge.

2. — Scrutin à la tribune pour la nomination du Président du Conseil de la République.

3. — Nomination des quatre Vice-Présidents, des huit Secrétaires et des trois Questeurs du Conseil de la République.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Georges LAFFARGUE, jusques et y compris Claude LEMAITRE.

Tribunes : Depuis M. Emilien LIEUTAUD, jusques et y compris M. NOVAT.

# LISTES ÉLECTORALES DES MEMBRES DES GROUPES POLITIQUES

*remises au Président du Conseil de la République, le 8 janvier 1951, en exécution de l'article 9 du Règlement.*

---

**Groupe Communiste.**

(15 membres).

MM.

Berlioz.
Nestor Calonne, Chaintron.
Léon David, Demusois, Mlle Mireille Dumont, Mme Yvonne Dumont, MM. Dupic, Dutoit.
Mme Girault.
MM. Marrane, Henri Martel.
Primet.
Mme Marie Roche.
M. Souquière.

*Apparenté aux termes de l'article 16 du Règlement.*

(1 membre).

M. le Général Petit.

*Rattachés administrativement aux termes de l'article 16 du Règlement.*

(2 membres).

MM.

Franceschi.
Mostefaï El-Hadi.

*Le Président du groupe,*
*Signé :* Georges MARRANE.

---

**Groupe d'Action Démocratique et Républicaine.**

(57 membres).

MM.

Bataille, Beauvais, Bechir Sow, Bertaud, Bolifraud, Bouquerel, Bourgeois, Bousch.

Chapalain, Chatenay, Robert Chevalier, le Général Corniglion-Molinier, Couinaud, Coupigny, Cozzano.

Jacques Debû-Bridel, André Diethelm, Jean Doussot, Driant.

Mme Eboué, MM. Estève.

Fleury, Fouques-Duparc, Gaston Fournier, de Fraissinette.

Pierre de Gaulle, Lucien de Gracia.

Hébert, Hoeffel, Houcke.

Jacques-Destrée.

Kalb.

Lassagne, Le Basser, Lecacheux, Leccia, Le Digabel, Léger, Emilien Lieutaud, Lionel-Pélerin, Loison.

Michel-Madelin, Marchant, de Montalembert, Muscatelli.

Jules Olivier.

Pinvidic, de Pontbriand.

Rabouin, Radius.

Teisseire, Tharradin, Henry Torrès.

Pierre Vitter, Vourc'h.

Westphal.

Zussy.

*Rattaché administrativement aux termes de l'article 16 du Règlement.*

(1 membre).

M. Dronne.

*Le Président du groupe,*
*Signé :* André DIETHELM.

**Groupe des Républicains Indépendants.**

(42 membres).

MM.

Abel-Durand, Louis André.
Charles Barret, Boivin-Champeaux, Raymond Bonnefous, Brizard.
Henri Cordier, René Coty.
Delfortrie, René-Emile Dubois, Roger Duchet.
Fléchet, Bénigne Fournier.
Jean de Gouyon, Jean-Marie Grenier.
Louis Ignacio-Pinto.
Jozeau-Marigné.
Kalenzaga.
Henri Lafleur, Lelant, Le Léannec, Liotard.
Georges Maire, Marcilhacy, Jean Maroger, de Maupoue, Laillet de Montullé,
François Patenôtre, Plait.
de Raincourt, Randria, Paul Robert, Rogier, Romani, Rupied.
François Schleiter, Schwartz, Serrure, Nouhoum Signé.
Totolehibe.
Michel Yver.
Zafimahova.

*Le Président du groupe,*
*Signé :* Robert BRIZARD.

---

**Groupe du Centre Républicain d'Action Rurale et Sociale**

*Rattaché administrativement au groupe des Républicains Indépendants aux termes de l'article 16 du Règlement.*

(15 membres).

MM.

Biatarana, Martial Brousse.
Capelle, Chambriard.
Claudius Delorme.
Robert Gravier.
de Lachomette, Marcel Lemaire.
Marcel Molle, Monichon, Charles Morel.
Peschaud, Piales.
Joseph Renaud.
Gabriel Tellier.

*Le Président du groupe,*
*Signé :* Hector PESCHAUD.

---

**Groupe du Mouvement Républicain Populaire.**

(20 membres).

M. Pierre Boudet.
Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Clerc.
Gatuing, Giauque, Marcel Grimal.
Léo Hamon.
Yves Jaouen.
de Menditte, Menu.
Novat.
Paquirissamypoullé, Ernest Pezet, Poisson.
Razac, François Ruin.
Vauthier, Voyant.
Maurice Walker, Wehrung.

*Apparenté aux termes de l'article 16 du Règlement.*

(1 membre).

M. Claireaux.

*Rattaché administrativement aux termes de l'article 16 du Règlement.*

(1 membre).

M. Armengaud.

*Le Président du groupe,*
*Signé :* Ernest PEZET.

---

**Groupe du Parti Républicain de la Liberté.**

*Rattaché administrativement au groupe des Républicains Indépendants aux termes de l'article 16 du Règlement.*

(10 membres).

MM.

Alric.
Boisrond.
Delalande, René Depreux, Mme Devaud.

MM. Louis Gros.
Hubert Pajot, Georges Pernot.
Rochereau.
Ternynck.

*Apparentés aux termes de l'article 16 du Règlement.*

(2 membres).

MM.

Mathieu.
de Villoutreys.

*Le Président du groupe,*

*Signé :* Georges PERNOT.

---

**Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.**

(71 membres).

MM.

Avinin.
Baratgin, Bardon-Damarzid, Georges Bernard, Jean Berthoin, Bordeneuve, Borgeaud, Breton, Charles Brune, Louis Brunet.
Cassagne, Frédéric Cayrou, Chalamon, Claparède, Clavier, Colonna, Cornu, Mme Crémieux.
M. Michel Debré, Mme Delabie, MM. Delthil, Dulin, François Dumas, Jean Durand, Durand-Réville.
de Félice, Franck-Chante.
Jacques Gadoin, Gaspard, Gasser, Giacomoni, Gilbert Jules, Grassard, Jacques Grimaldi.
Héline.
Jézéquel.
Bernard Lafay, Georges Laffargue, de La Gontrie, Landry, Laurent-Thouverey, Robert Le Guyon, Claude Lemaître, Litaise, Lodéon, Longchambon.
Manent, Jacques Masteau, Henri Maupoil, Georges Maurice, Gaston Monnerville.
Pascaud, Paumelle, Pellenc, Pinton, Marcel Plaisant, Jules Pouget.
Restat, Réveillaud, Reynouard, Rotinat.
Saïah Menouar, Saint-Cyr, Sarrien, Satineau, Sclafer, Séné.
Tamzali Abdennour, Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
MM. Jules Valle, Varlot.

*Apparentés aux termes de l'article 16 du Règlement.*

(9 membres).

MM.

Robert Aubé.
Benchiha Abdelkader.
Julien Gautier.
Lagarrosse, Lassalle-Séré.
Ou Rabah Abdelmadjid.
Sid-Cara Chérif, Sisbane Chérif.
Tucci.

*Rattachés administrativement aux termes de l'article 16 du Règlemen.*

(6 membres).

MM.

Mamadou Dia.
Ali Djamah.
Gondjout.
Marc Rucart.
Saller.
Mme Jane Vialle.

*Le Président du groupe,*
*Signé :* Henri BORGEAUD.

---

**Groupe Socialiste.**

(59 membres).

MM.

Assaillit, Auberger, Aubert.
Henri Barré, Jean Bène, Boulangé, Bozzi, Brettes, Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
MM. Canivez, Carcassonne, Champeix, Charles-Cros, Gaston Charlet, Chazette, Chochoy, Courrière.
Darmanthé, Dassaud, Denvers, Paul-Emile Descomps, Ousmane Socé Diop, Amadou Doucouré.
Ferrant, Roger Fournier.
Jean Geoffroy, Grégory, Gustave.
Hauriou.

Louis Lafforgue, Albert Lamarque, Lamousse, Lasalarié, Léonetti.
Malécot, Jean Malonga, Pierre Marty, Hippolyte Masson, Mamadou M'Bodje, Méric, Minvielle, Marius Moutet.
Naveau, Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget, Pauly, Péridier, Pic, Pujol.
Alex Roubert, Emile Roux.
Siaut, Soldani, Southon, Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen, Verdeille.

*Apparentés aux termes de l'article 16 du Règlement.*

(3 membres).

MM.

de Bardonnèche.
Durieux.
Patient.

*Le Président du groupe,*
*Signé :* Alex ROUBERT.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 9 Janvier 1951.*

---

N° 12. — Proposition de loi de M. Boisrond tendant au rétablissement de la péréquation des différentes retraites mutualistes.

N° 14. — Rapport de M. Jules Pouget sur la proposition de loi tendant à la suppression du Comité consultatif du tourisme.

*N° 16. — Projet de loi portant augmentation des effectifs budgétaires en officiers et en sous-officiers servant au delà de la durée légale.

*N° 22. — Rapport de M. Jules Valle sur le projet de loi tendant à modifier les lois relatives à la propriété foncière en Algérie.

N° 23. — Projet de loi relatif aux droits de plaidoirie des avocats dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 4 janvier 1951.

---

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1

2
la C

Le
nent

1e
M. I

Tr

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

# N° 4

## ORDRE DU JOUR

### Du Jeudi 11 Janvier 1951.

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Installation du Bureau définitif.

2. — Nomination des membres des Commissions générales et de la Commission de comptabilité.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

**1er Étage** : Depuis M. Charles OKALA, jusques et y compris M. PINTON.

**Tribunes** : Depuis M. PINVIDIC, jusques et y compris M. SISBANE Cherif.

*Séance du Mardi 9 Janvier 1951*

---

## BUREAU D'AGE

---

*Président d'âge :*

M. Jules GASSER.

*Secrétaires d'âge :*

MM. Marcel BOULANGÉ.

Pierre VITTER.

André MÉRIC.

Norbert ZAFIMAHOVA.

Georges BOURGEOIS.

Maurice PIC.

---

*Séance du Mardi 9 Janvier 1951.*

---

SCRUTIN pour la nomination du Président du Conseil de la République.

| | |
|---|---|
| Nombre de votants | 262 |
| Bulletins blancs ou nuls | 42 |
| Suffrages exprimés | 220 |
| Majorité absolue | 111 |

Ont obtenu :

| | |
|---|---|
| MM. Gaston Monnerville | 189 voix |
| Henri Martel | 15 — |
| Divers | 16 — |

M. Gaston Monnerville, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est proclamé Président du Conseil de la République.

*Séance du Mardi 9 Janvier 1951.*

---

Le Conseil de la République a nommé :

*Vice-Présidents :*

M^me^ Gilberte Pierre-Brossolette.

MM. Paul-Jacques Kalb.

René Coty.

M^me^ Marcelle Devaud.

*Secrétaires :*

MM. Saïah Menouar.

Antoine Colonna.

Pierre Romani.

Marcel Léger.

Joseph Le Digabel.

Jean Léonetti.

Pierre Boudet.

Mme Suzanne Girault.

*Questeurs :*

MM. Paul Baratgin.

Robert Gravier.

Emile Vanrullen.

---

# BUREAU DÉFINITIF DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

*9 Janvier 1951.*

---

*Président :*

M. Gaston MONNERVILLE.

*Vice-Présidents :*

Mme Gilberte PIERRE-BROSSOLETTE.
MM. Paul-Jacques KALB.
René COTY.
Mme Marcelle DEVAUD.

*Secrétaires :*

MM. SAIAH Menouar.
Antoine COLONNA.
Pierre ROMANI.
Marcel LÉGER.
Joseph LE DIGABEL.
Jean LÉONETTI.
Pierre BOUDET.
Mme Suzanne GIRAULT.

*Questeurs :*

MM. Paul BARATGIN.
Robert GRAVIER.
Emile VANRULLEN.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 11 Janvier 1951.*

---

N° 894 (année 1950). — Proposition de loi de M. Pierre Boudet tendant à compléter l'article 340 du Code civil relatif à l'action en reconnaissance de paternité.

N° 895 (année 1950). — Rapport de M. René Coty sur la résolution décidant la révision de certains articles de la Constitution.

N° 17. — Rapport de M. Robert Le Guyon sur la proposition de loi concernant les débits de boissons détruits par les événements de guerre.

N° 28. — Projet de loi relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires.

Imprimerie du Conseil de la République

on

oudet
atif à

ésolu-
onsti-

on de
évé-

on du
ur le

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

# N° 5

## ORDRE DU JOUR

**Du Vendredi 12 Janvier 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article premier de la loi du 21 juin 1865 pour permettre à des associations syndicales d'organiser la défense contre la grêle. (N[os] 801 et 893, année 1950. — M. Brettes, rapporteur) *sous réserve qu'il n'y ait pas débat.*

2. — Fixation de l'ordre du jour.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

**1[er] Étage :** Depuis M. SOLDANI, jusques et y compris M. de VILLOUTREYS.

**Tribunes :** Depuis M. Pierre VITTER, jusques et y compris M. BORGEAUD.

# COMMISSIONS GÉNÉRALES

ET

# COMMISSION DE COMPTABILITÉ

**Nommées**

**le Jeudi 11 Janvier 1951**

---

I

## Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.

*Président :*

M. Georges Laffargue.

*Vice-Présidents :*

MM. Rochereau, Méric.

*Secrétaires :*

MM. Marcel Lemaire, Clerc.

*Membres :*

MM.

Bardon-Damarzid.
Beauvais.
Martial Brousse.
Nestor Calonne.
Cassagne.
Chatenay.
Claparède.
Henri Cordier.
Paul-Emile Descomps.
Franceschi.
Jacques Gadoin.
Julien Gautier.
Hoeffel.

MM.

Lagarrosse.
Landry.
Loison.
Longchambon.
Mamadou M'Bodje.
Naveau.
Pascaud.
François Patenôtre.
Pinvidic.
de Raincourt.
Siaut.
de Villoutreys.

## Commission des affaires étrangères.

*Président :*

M. Marcel Plaisant.

*Vice-Présidents :*

MM. Ernest Pezet, Carcassonne.

*Secrétaires :*

MM. Colonna, Lelant.

*Membres :*

MM.

Berlioz.
Biatarana.
Bolifraud.
Brizard.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette
Carcassonne.
Chazette.
René Coty.
Michel Debré.
Gasser.
Léo Hamon.
Jacques-Destrée.
Lassagne.
Léonetti.

MM.

Charles Morel.
Marius Moutet.
Ou Rabah Abdelmadjid.
Georges Pernot.
le Général Petit
Pinton.
Réveillaud.
Southon.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Henry Torrès.
Michel Yver.
Westphal.

## Commission de l'agriculture.

*Président :*

M. Dulin.

*Vice-Présidents :*

MM. Brettes, Robert Gravier.

*Secrétaires :*

MM. Le Léannec, de Pontbriand.

*Membres :*

MM.

Louis André.
de Bardonnèche.
Bataille.
Capelle.
Couinaud.
Darmanthé.
Claudius Delorme.
Jean Doussot.
Driant.
Jean Durand.
Durieux.
de Félice.
Ferrant.

MM.

Bénigne Fournier.
Hoeffel.
Marcel Lemaire.
Naveau.
Pascaud.
Primet.
Restat.
Saïah Menouar.
Saint-Cyr.
Tucci.
Voyant.
Wehrung.

## Commission de la défense nationale.

*Président :*

M. Rotinat.

*Vice-Présidents :*

MM. Lionel-Pélerin, Henri Barré.

*Secrétaires :*

MM. Pic, Piales.

*Membres :*

MM.

Alric.
Robert Aubé.
Boivin-Champeaux.
Borgeaud.
Boulangé.
Bousch.
Chochoy.
Clerc.
le Général Corniglion-Molinier.
Léon David.
Gaspard.
Giacomoni.
Jean de Gouyon.

MM.

Héline.
Kalb.
Bernard Lafay.
Michel Madelin.
le Général Petit.
Rogier.
Emile Roux.
Rupied.
François Schleiter.
Séné.
Voyant.
Westphal.

## Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.

---

*Président :*

M. Bordeneuve.

*Vice-Présidents :*

MM. Charles Morel, Pujol.

*Secrétaires :*

MM. Héline, de Maupeou.

*Membres :*

| MM. | MM. |
|---|---|
| Berlioz. | Manent. |
| Bertaud. | Georges Maurice. |
| Bouquerel. | Monichon. |
| Bourgeois. | Novat. |
| Canivez. | Jules Olivier. |
| Frédéric Cayrou. | Ou Rabah Abdelmadjid. |
| Mme Delabie. | Patient. |
| Delalande. | Poisson. |
| Mlle Mireille Dumont. | Southon. |
| Louis Lafforgue. | Totolehibe. |
| Lamousse. | Mme Jane Vialle. |
| Lassagne. | Zafimahova. |
| Lelant. | |

sports,

**Commission de la famille, de la population et de la santé publique.**

---

*Président :*

M. Bernard Lafay.

*Vice-Présidents :*

MM. Alfred Paget, Le Basser.

*Secrétaires :*

MM. Plait, Mathieu.

*Membres :*

MM.

Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Coupigny.
Mme Delabie.
Delthil.
René Dubois.
Gasser.
Mme Girault.
Leccia.
Le Digabel.
Robert Le Guyon,

MM.

Malécot.
Hippolyte Masson.
Menu.
Marcel Molle.
Arouna N'Joya.
Randria.
Réveillaud.
Paul Robert.
Emile Roux.
Varlot.
Pierre Vitter.
Vourc'h.

---

## Commission des finances.

---

*Président :*

M. Alex Roubert.

*Vice-Présidents :*

MM. Jean Maroger, Avinin.

*Secrétaires :*

MM. Jacques Debû-Bridel, Jacques Masteau.

*Rapporteur général :*

M. Jean Berthoin.

*Membres :*

| MM. | MM. |
|---|---|
| Alric. | Albert Lamarque. |
| Auberger. | Emilien Lieutaud. |
| Pierre Boudet. | Litaise. |
| Chapalain. | Marrane. |
| Clavier. | Minvielle. |
| Courrière. | de Montalembert. |
| Demusois. | Pauly. |
| André Diethelm. | Pellenc. |
| Roger Duchet. | Peschaud. |
| Fléchet. | Saller. |
| Jean-Marie Grenier. | Sclafer. |
| Louis Ignacio-Pinto. | Maurice Walker. |

---

**Liste des rapporteurs spéciaux de la Commission des finances.**

---

A. — *Dépenses civiles. — Budget général.*

| | MM. |
|---|---|
| Présidence du Conseil : | |
| Services administratifs. — Service de presse. — Journaux officiels. — Commissariat général au Plan. — Coopération économique européenne | André Diethelm |
| Services de la Défense nationale | Avinin |
| Affaires étrangères : | |
| Affaires étrangères<br>Haut-commissariat de la République en Sarre<br>Affaires allemandes et autrichiennes | Jean Maroger |
| Affaires économiques | Roger Duchet |
| Agriculture | de Montalembert |
| Anciens Combattants et Victimes de la guerre | Chapalain |
| Education nationale | Auberger |
| Education nationale (Jeunesse et Sports, Arts et Lettres) | Jacques Debû-Bridel |
| Finances | Pauly |
| France d'Outre-Mer | Saller |
| Industrie et Commerce | Marrane |
| Intérieur | Jacques Masteau |
| Justice | Emilien Lieutaud |
| Reconstruction et Urbanisme | Jean-Marie Grenier |
| Santé publique et Population | Clavier |
| Travail et Sécurité sociale | Demusois |

| | MM. |
|---|---|
| **Travaux publics et transports :** | |
| I. — Travaux publics, transports et tourisme..... | Albert Lamarque |
| II. — Marine marchande ..... | Courrière |
| III. — Aviation civile et commerciale ..... | Maurice Walker |

**B.** — *Dépenses civiles. — Budgets annexes.*

| | |
|---|---|
| Caisse nationale d'épargne ..... | Sclafer |
| P. T. T. ..... | |
| Imprimerie nationale ..... | Litaise |
| Légion d'Honneur ..... | |
| Ordre de la Libération ..... | |
| Monnaies et Médailles ..... | |
| Radiodiffusion française ..... | Minvielle |
| Prestations familiales agricoles ..... | de Montalembert |

**C.** — *Dépenses militaires. — Budget général.*

| | |
|---|---|
| I. — Section commune ..... | Pierre Boudet |
| II. — Air ..... | Pellenc |
| III. — Guerre ..... | Pierre Boudet |
| IV. — Marine ..... | Courrière |
| V. — France d'Outre-Mer ..... | Louis Ignacio-Pinto |

**D.** — *Dépenses militaires. — Budgets annexes.*

| | |
|---|---|
| Constructions aéronautiques..... | Pellenc |
| Constructions et armes navales ..... | Courrière |
| Fabrications d'armement ..... | Alric |
| Service des essences..... | |
| Service des poudres ..... | |

## Commission de la France d'Outre-Mer.

*Président :*

M. **Henri Lafleur.**

*Vice-Présidents :*

Mme **Eboué,** MM. Durand-Réville, Charles-Cros.

*Secrétaires :*

MM. **Bechir Sow,** Poisson, Mamadou Dia.

*Membres :*

| MM | MM. |
|---|---|
| Boisrond. | Lagarrosse. |
| Claireaux. | Lassalle-Séré. |
| Coupigny. | Jean Malonga. |
| Cozzano. | Plait. |
| Mme Crémieux. | Razac. |
| Léon David. | Romani. |
| Amadou Doucouré. | Marc Rucart. |
| Dronne. | Serrure. |
| Franceschi. | Siaut. |
| Grassard. | Nouhoum Sigué. |
| Gustave. | Mme Jane Vialle. |
| Louis Ignacio-Pinto. | |

## Commission de l'intérieur (Administration générale, départementale et communale, Algérie).

---

*Président :*

M. Cornu.

*Vice-Présidents :*

MM. Verdeille, Sarrien.

*Secrétaires :*

MM. Sisbane Chérif, Schwartz.

*Membres :*

| MM. | MM. |
|---|---|
| Assaillit. | Le Basser. |
| Raymond Bonnefous. | Lionel-Pélerin. |
| Borgeaud. | Lodéon. |
| Bozzi. | Marrane. |
| Champeix. | Muscatelli. |
| Mme Devaud. | Rogier. |
| François Dumas. | Rupied. |
| Fouques-Duparc. | Soldani. |
| de Fraissinette. | Symphor. |
| Franck-Chante. | Jules Valle. |
| Léo Hamon. | Vauthier. |
| de Lachomette. | Zussy. |
| de La Gontrie. | |

---

## Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.

*Président :*

M. Georges Pernot.

*Vice-Présidents :*

MM. de La Gontrie, Gaston Charlet.

*Secrétaires :*

MM. Georges Maire, Giacomoni.

*Membres :*

| MM. | MM. |
|---|---|
| Bardon-Damarzid. | Hauriou. |
| Beauvais. | Jozeau-Marigné. |
| Biatarana. | Kalb. |
| Boivin-Champeaux. | Marcilhacy. |
| Carcassonne. | Marcel Molle. |
| Robert Chevalier. | Péridier. |
| Delalande. | Rabouin. |
| Delthil. | Reynouard. |
| Mlle Mireille Dumont. | Souquière. |
| Estève. | Edgard Tailhades. |
| de Félice. | Tamzali Abdennour. |
| Jean Geoffroy. | Vauthier. |
| Gilbert Jules. | |

## Commission de la marine et des pêches.

*Président :*

M. Abel-Durand.

*Vice-Présidents :*

MM. Denvers, Léger.

*Secrétaires :*

MM. Jézéquel, Symphor.

*Membres :*

MM.

Louis Brunet.
Charles-Cros.
Claireaux.
Dutoit.
Mme Eboué.
Estève.
Lucien de Gracia.
Louis Gros.
Yves Jaouen.
Kalenzaga.
Albert Lamarque.
Lasalarié.
Lassalle-Séré.

MM.

Le Digabel.
Léonetti.
Mostefaï El-Hadi.
Paumelle.
Razac.
Rochereau.
Romani.
Satineau.
Sisbane Chérif.
Gabriel Tellier.
Tucci.
Voure'h.

## Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme.

---

*Président :*

M. Pinton.

*Vice-Présidents :*

MM. Jules Pouget, Bertaud.

*Secrétaires :*

MM. Lucien de Gracia, Kalenzaga.

*Membres :*

| MM. | MM. |
|---|---|
| Aubert. | Giauque. |
| Baratgin. | Jacques Grimaldi. |
| Henri Barré. | Hébert. |
| Boisrond. | Lodéon. |
| Bouquerel. | Hippolyte Masson. |
| Frédéric Cayrou. | de Menditte. |
| Chambriard. | Patient. |
| Rẹné Dubois. | Pic. |
| François Dumas. | Joseph Renaud. |
| Dupic. | Paul Robert. |
| Dutoit. | Saïah Menouar. |
| Fleury. | Verdeille. |
| Fouques-Duparc. | |

---

## Commission des pensions
## (Pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression).

---

*Président :*

M. Catuing.

*Vice-Présidents :*

MM. Radius, Jézéquel.

*Secrétaires :*

MM. Auberger, Laillet de Montullé.

*Membres :*

MM.

de Bardonnèche.
Bechir Sow.
Benchiha Abdelkader.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Chaintron.
Chalamon.
Robert Chevalier.
Dassaud.
Mamadou Dia.
Amadou Doucouré.
Jacques Gadoin.
Giauque.
Houcke.

MM.

Manent.
Pierre Marty.
Henri Maupoil.
Charles Okala.
François Patenôtre.
de Pontbriand.
Mme Marie Roche.
Rotinat.
François Schleiter.
Ternynck.
Michel Yver.
Zafimahova.

---

## Commission de la presse, de la radio et du cinéma.

---

*Président :*

M. le Général Corniglion-Molinier.

*Vice-Présidents :*

MM. Gaspard, Jean Bène.

*Secrétaires:*

MM. Emilien Lieutaud, de Maupeou.

*Membres :*

| MM. | MM. |
|---|---|
| Brizard. | Lamousse. |
| Chalamon. | Lasalarié. |
| Gaston Charlet. | Laurent-Thouverey. |
| Chazette. | Michel Madelin. |
| Cornu. | Marcilhacy. |
| Roger Duchet. | Georges Maurice. |
| Dulin. | Hubert Pajot. |
| Jean Durand. | Ernest Pezet. |
| Jean de Gouyon. | Mme Marie Roche. |
| Grégory. | François Ruin. |
| Houcke. | Soldani. |
| Jacques-Destrée. | Jules Valle. |
| de Lachomette. | |

---

## Commission de la production industrielle.

*Président :*

M. Delfortrie.

*Vice-Présidents :*

MM. Longchambon, Marchant.

*Secrétaires :*

MM. Gustave, Marcel Grimal.

*Membres :*

MM.

Armengaud.
Robert Aubé.
Aubert.
Charles Barret.
Bataille.
Bousch.
Nestor Calonne.
Cassagne.
Chambriard.
René Depreux.
Ferrant.
Julien Gautier.
Grassard.

MM.

Grégory.
Laurent-Thouverey.
Léger.
Jean Malonga.
Henri Martel.
Novat.
Piales.
Sid-Cara Chérif.
Tamzali Abdennour.
Tharradin.
Vanrullen.
de Villoutreys.

## Commission du ravitaillement et des boissons.

---

*Président :*

M. Martial Brousse.

*Vice-Présidents :*

MM. Georges Bernard, Pinvidic.

*Secrétaires :*

MM. Jean Bène, Satineau.

*Membres :*

| MM. | MM. |
|---|---|
| Charles Barret. | Jacques Debû-Bridel. |
| Benchiha Abdelkader. | Roger Fournier. |
| Pierre Boudet. | Gaston Fourrier. |
| Breton. | Henri Maupoil. |
| Brettes. | Laillet de Montullé. |
| Louis Brunet. | Jules Olivier. |
| Chapalain | Hubert Pajot. |
| Claparède. | Péridier. |
| Clavier. | Primet. |
| Henri Cordier. | Joseph Renaud. |
| Courrière. | Sarrien. |
| Cozzano. | Wehrung. |
| Darmanthé. | |

---

## Commission de la reconstruction et des dommages de guerre.

---

*Président :*

M. Chochoy.

*Vice-Présidents :*

MM. Paumelle, Jozeau-Marigné.

*Secrétaires :*

MM. Yves Jaouen, Bourgeois.

*Membres :*

MM.

Louis André.
Georges Bernard.
Canivez.
Capelle.
Couinaud.
Denvers.
Driant.
Mme Yvonne Dumont.
Dupic.
Durieux.
Fleury.
Gilbert Jules.
Hébert.

MM.

Le Léannec.
Claude Lemaître.
Liotard.
Malécot.
Marchant.
Jules Pouget.
Séné.
Edgard Tailhades.
Gabriel Tellier.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Varlot.
Maurice Walker.

---

uerre.

## Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.

---

*Président :*

M. de Montalembert.

*Vice-Présidents :*

Mme Crémieux, M. Assaillit.

*Secrétaires :*

MM. Robert Le Guyon, de Menditte.

*Membres :*

| MM. | MM. |
|---|---|
| Avinin. | Louis Gros. |
| Baratgin. | Hauriou. |
| Bozzi. | Georges Laffargue. |
| Champeix. | Landry. |
| Colonna. | Georges Maire. |
| René Coty. | Jean Maroger. |
| Michel Debré. | Monichon. |
| Demusois. | Muscatelli. |
| Paul-Emile Descomps. | Rabouin. |
| Ousmane Socé Diop. | Schwartz. |
| Dronne. | Teisseire. |
| Franck-Chante. | Henry Torrès. |
| Gatuing. | |

---

## Commission du travail et de la sécurité sociale.

---

*Président :*

M. Dassaud.

*Vice-Présidents :*

MM. Saint-Cyr, Tharradin.

*Secrétaires :*

MM. Menu, Zussy.

*Membres :*

MM.

Abel-Durand.
Boulangé.
Breton.
Mme Devaud.
Ali Djamah.
Jean Doussot.
Bénigne Fournier.
Roger Fournier.
Mme Girault.
Gondjout.
Leccia.
Claude Lemaître.
Loison.

MM.

Henri Martel.
Mathieu.
Méric.
Pujol.
de Raincourt.
Restat.
Reynouard.
François Ruin.
Sid-Cara Chérif.
Ternynck.
Vanrullen.
Pierre Vitter.

---

## Commission de comptabilité.

*Président :*

M. Jacques Gadoin.

*Secrétaire-rapporteur :*

M. Bolifraud.

*Membres :*

| MM. | MM. |
|---|---|
| Brizard. | Jean-Marie Grenier. |
| Clavier. | Minvielle. |
| Courrière. | François Ruin. |
| Estève. | |

## NOMINATION DE SOUS-COMMISSIONS LÉGALES

I. — **Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte** (article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947).

Ont été désignés pour faire partie de cette Sous-Commission :

1° Par la Commission des finances :

MM. ALRIC, COURRIÈRE, Jean-Marie GRENIER, Albert LAMARQUE, Emilien LIEUTAUD, LITAISE, PELLENC et Maurice WALKER ;

2° Par la Commission de la production industrielle :

MM. BOUSCH, DELFORTRIE, René DEPREUX et ARMENGAUD ;

3° Par la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales :

MM. BARDON-DAMARZID, MÉRIC, PASCAUD et François PATENOTRE ;

---

II. — **Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale** (article 71 de la loi du 21 mars 1947).

Ont été désignés pour faire partie de cette Sous-Commission :

1° Par la Commission des finances :

MM. ALRIC, Pierre BOUDET, COURRIÈRE, Louis IGNACIO-PINTO et PELLENC ;

2° Par la Commission de la défense nationale :

MM. GASPARD, Jean de GOUYON et PIC ;

3° Par la Commission de la France d'Outre-Mer ;

M. Marc RUCART ;

---

**III. — Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen** (article 3 de la loi du 25 novembre 1948).

Ont été désignés pour faire partie de cette Sous-Commission :

1° Par la Commission des finances :

MM. Roger DUCHET, SALLER et Jean MAROGER ;

2° Par la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales :

MM. Marcel LEMAIRE, LONGCHAMBON et ROCHEREAU ;

3° Par la Commission des affaires étrangères :

Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE, MM. Marius MOUTET et Henry TORRÈS ;

4° Par la Commission de la production industrielle :

MM. PIALES et GRÉGORY ;

5° Par la Commission de l'agriculture ;

MM. Louis ANDRÉ et NAVEAU ;

6° Par la Commission de la France d'Outre-Mer :

MM. LAGARROSSE et SIAUT ;

7° Par la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme :

MM. BOISROND et PINTON ;

8° Par la Commission du travail et de la sécurité sociale :

M. LOISON ;

9° Par la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre :

M. DRIANT.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 12 Janvier 1951.*

N° 18. — Rapport de M. François Dumas sur la proposition de résolution tendant à accorder dans le département de Saône-et-Loire des secours aux victimes des inondations.

N° 19. — Rapport de M. François Dumas sur la proposition de résolution tendant à venir en aide à la commune de Villard-sur-Doron.

N° 20. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi tendant à modifier les articles 64 et 64 *a* du Livre II du Code du travail relatif aux conditions d'entrée en France des étrangers.

N° 26. — Projet de loi tendant à ratifier la délibération du Conseil d'administration du Cameroun relative au service des douanes.

## CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Vendredi 12 Janvier 1951.*

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

## N° 6

## ORDRE DU JOUR

### Du Mardi 23 Janvier 1951.

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Paul-Emile Descomps expose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, la situation angoissante du département du Gers, presque totalement privé de l'apport des eaux du canal de la Neste depuis plusieurs mois,

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. BOULANGÉ, jusques et y compris M. CHAMBRIARD.

Tribunes : Depuis M. CHAMPEIX, jusques et y compris M. DRIANT.

par suite des détériorations subies par le canal sur une longueur de plus de 200 mètres aux environs du village de Hèches (Hautes-Pyrénées) ;

signale les inconvénients qui résultent de cet état de choses :

1° rationnement de l'eau dans les villes où l'adduction est réalisée par pompage dans les rivières ;

2° craintes au sujet de l'état sanitaire de la population ;

3° arrêt quasi total du travail dans les minoteries ;

4° difficultés d'abreuver les troupeaux des riverains ;

5° impossibilité de lutte efficace contre l'incendie ;

attire son attention sur les protestations émises par divers représentants des collectivités locales : conseillers généraux, maires, conseils municipaux, au sujet des moyens dérisoires mis en œuvre par les services des Ponts et Chaussées pour la reconstruction du canal ;

et demande quelles mesures il compte prendre pour que la situation normale soit rétablie au plus tôt (n° 162).

*(Question transmise par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme à M. le Ministre de l'Agriculture.)*

II. — M. Héline demande à M. le Ministre de la Défense nationale si les dispositions de la loi du 5 avril 1946 sur le dégagement des cadres des militaires de carrière ont bien été observées ;

expose que l'article 3 de cette loi indique que celle-ci ne comporte aucun caractère disciplinaire à l'égard de ceux auxquels elle s'est appliquée, mais qu'en fait, il semble qu'il y ait eu remplacement plutôt que dégagement ;

et demande :

1° quelles furent, dans ces conditions, les économies invoquées et recherchées comme but final de l'opération et quel fut celui-ci ;

2° quelles sont les intentions du Ministre de la Défense nationale pour le rappel à l'activité des officiers dégagés des cadres et n'ayant pas atteint la limite d'âge de leur grade ;

3° quelles sont les dispositions prises pour le calcul de la retraite des officiers dégagés des cadres et qui ne peuvent faire l'objet d'un rappel à l'activité ;

4° s'il a été envisagé que ces officiers pourraient effectuer des versements leur permettant d'atteindre le maximum d'annuités liquidables pour la retraite d'ancienneté ;

5° quelles sont les dispositions prises pour l'application des articles 27 et 16 de la loi du 5 avril 1946 concernant l'avancement dans les réserves des officiers dégagés des cadres ;

6° quelle est la suite donnée à la volonté exprimée par l'Assemblée Nationale le 9 mai 1950 de voir réaliser la revalorisation des soldes de dégagement ;

7° ce qui sera fait, en particulier, en faveur des aviateurs placés en congé de personnel navigant (n° 176).

III. — Mme Devaud demande à M. le Ministre de la Défense nationale de vouloir bien préciser quelle interprétation il faut donner à l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950, la position prise par le Gouvernement à l'Assemblée Nationale paraissant en contradiction avec les déclarations faites devant le Conseil de la République (n° 179).

IV.— M. Marius Moutet demande à M le Ministre d'Etat chargé des Relations avec les Etats associés :

1° comment il entend régler les dommages de guerre en faveur des Français qui sont obligés d'abandonner leurs domaines ou leurs entreprises dans les pays d'Indochine, soit en raison des dommages causés, soit par impossibilité de leur garantir la sécurité de leur exploitation ;

2° dans quelles conditions ces dommages de guerre pourraient être transférés soit en France, soit dans d'autres territoires d'Outre-Mer ;

3° quel est le montant des dommages de guerre qui ont été jusqu'à présent payés ;

4° à qui ces dommages de guerre ont été payés, et pour quel montant, pour les attributaires des sommes supérieures à 17 millions de francs (n° 177).

V. — M. Bertaud expose à M. le Ministre de l'Intérieur que les informations parues dans la presse en fin novembre 1950 relatives à la pollution des eaux consommées par la population de la région parisienne ont jeté un certain émoi parmi les habitants des départements de la Seine, Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne ;

qu'il conviendrait d'abord de prendre des mesures législatives ou réglementaires pour permettre une action efficace aux collectivités intéressées, désarmées par la dispersion et l'insuffisance des réglementations actuelles ;

qu'une étude est indispensable qui reprendrait tout le problème et permettrait de prendre des mesures réglementaires ou législatives nécessaires et d'instituer un véritable code de la protection des eaux ;

et demande :

1° ce qui a pu être fait dans cette voie ;

2° quel est son avis sur les considérations développées dans le vœu de l'Académie de médecine du 28 novembre 1950 ;

3° s'il pourrait se concerter sur les points qu'évoque la présente question orale avec MM. les Ministres de la Santé publique, de la Reconstruction et de l'Urbanisme, afin qu'ils puissent se mettre d'accord avec lui sur les réponses à faire, celles-ci étant en rapport avec les attributions respectives de leurs Départements (n° 182).

*(Question transmise par M. le Ministre de l'Intérieur à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population.)*

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Reconstruction et urbanisme). (N^os^ 849, année 1950 et 32, année 1951. — M. Jean-Marie Grenier, rapporteur.)

3. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Couinaud rappelle à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale les engagements qu'il a pris le 21 mars 1950 au Conseil de la République,

et lui demande quelles mesures il compte prendre pour réformer le régime de la Sécurité sociale afin d'éviter, dans l'intérêt même des assujettis, les abus et les erreurs déjà signalés.

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 64 et 64 a du Livre II du Code du travail, pour mettre ces textes en harmonie avec les dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers. (Nos 783, année 1950 et 20, année 1951. — M. Tharradin, rapporteur.)

---

## ERRATA

**à la liste des rapporteurs spéciaux de la Commission des finances**

(Feuilleton n° 5 du vendredi 12 janvier 1951).

14e ligne :

*Au lieu de* : Affaires économiques..... M. Roger Duchet,

*Lire* : Affaires économiques ..... M. Fléchet.

23e ligne :

*Au lieu de* : Industrie et Commerce ..... M. Marrane,

*Lire* : Industrie et Commerce ..... M. Roger Duchet.

---

*Au rapport* (n° 17) *de* M. Robert LE GUYON, *sur la proposition de loi,* ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *concernant les* **débits de boissons détruits** *par les* **événements de guerre.**

Page 2, à la suite du paragraphe *b*) ajouter un nouvel alinéa ainsi conçu :

« En réalité, la phrase « quel que soit son emplacement » n'est valable qu'à la condition que cet emplacement soit situé dans la zone non prohibée. »

## Groupes politiques.

M. Maurice WALKER a été nommé Président du groupe du Mouvement Républicain Populaire.

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 23 Janvier 1951.*

N° 895 *(rectifié)* (année 1950). — Rapport de M. René Coty sur la résolution décidant la revision de certains articles de la Constitution.

N° 30. — Allocution prononcée par M. Gaston Monnerville, Président du Conseil de la République.

N° 31. — Proposition de résolution de Mme Eboué tendant à venir en aide aux sinistrés de Pigeon, en Guadeloupe.

*N° 32. — Rapport de M. Jean-Marie Grenier sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Reconstruction et Urbanisme).

N° 35. — Rapport de M. Chochoy sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 50 de la loi relative aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 22 janvier 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 23 Janvier 1951.*

SOUS-COMMISSION convention de coopération économique européenne, première suspension, local n° 261.

SOUS-COMMISSION chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale, première suspension, local de la Commission des finances.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

na
(N
teu
blé
évo
ani

L
nent
1e
NIE
Tr
LAB

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

## N° 7

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 25 Janvier 1951.**

A QUINZE HEURES TRENTE

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Discussion de la résolution, adoptée par l'Assemblée Nationale, décidant la revision de certains articles de la Constitution. (Nos 798 et 895 *(rectifié)*, année 1950. — M. René Coty, rapporteur.)

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, concernant les débits de boissons détruits par les événements de guerre. (Nos 102 et 607, année 1950 et 17, année 1951. — M. Robert Le Guyon, rapporteur.)

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1er Étage : Depuis M. DRONNE, jusques et y compris M. Bénigne FOURNIER.**

**Tribunes : Depuis M. Roger FOURNIER, jusques et y compris M. François LABROUSSE.**

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à la suppression du Comité consultatif du Tourisme. (N^os^ 785, année 1950 et 14, année 1951. — M. Jules Pouget, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 relatif aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires. (N^os^ 825, année 1950 et 35, année 1951. — M. Chochoy, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Robert Aubé, Durand-Réville et Coupigny, tendant à inviter le Gouvernement à instaurer d'urgence un régime de soutien en faveur de la production aurifère des territoires de l'Union Française, par la création d'un fonds de soutien de l'or destiné à intensifier la prospection, à moderniser l'équipement d'extraction, à réduire les prix de revient et d'une manière générale à assurer la rentabilité des exploitations. (N^os^ 778 et 899, année 1950. — M. Robert Aubé, rapporteur.)

---

**La Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale** (article 71 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947) a nommé :

*Président :* M. Pierre BOUDET ;
*Secrétaire :* M. ALRIC.

---

**La Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen** a nommé :

*Président :* M. LONGCHAMBON ;
*Vice-Président :* M. ROCHEREAU.

## ERRATUM

*Au rapport* (n° 14) *de* M. Jules POUGET, *sur la proposition de loi,* ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à la* **suppression du Comité consultatif du Tourisme.**

Page 3, article 3, alinéa *f*), 2e ligne :

*Au lieu de* : « ... édicter... »,

*Lire* : « ... éditer... ».

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 25 Janvier 1951.*

N° 36. — Rapport de M. Delalande sur la proposition de résolution tendant à faire procéder au vote d'une loi réglementant les sociétés dites de crédit différé.

N° 37. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Services des Affaires étrangères).

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 25 Janvier 1951.*

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

# N° 8

## ORDRE DU JOUR

## Du Mardi 30 Janvier 1951.

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Héline demande à M. le Ministre de la Défense nationale si les dispositions de la loi du 5 avril 1946 sur le dégagement des cadres des militaires de carrière ont bien été observées ;

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. de LA CHOMETTE, jusques et y compris M. LE LÉANNEC.

Tribunes : Depuis M. Marcel LEMAIRE, jusques et y compris M. NAVEAU.

expose que l'article 3 de cette loi indique que celle-ci ne comporte aucun caractère disciplinaire à l'égard de ceux auxquels elle s'est appliquée, mais qu'en fait, il semble qu'il y ait eu remplacement plutôt que dégagement ;

et demande :

1° quelles furent, dans ces conditions, les économies invoquées et recherchées comme but final de l'opération et quel fut celui-ci ;

2° quelles sont les intentions du Ministre de la Défense nationale pour le rappel à l'activité des officiers dégagés des cadres et n'ayant pas atteint la limite d'âge de leur grade ;

3° quelles sont les dispositions prises pour le calcul de la retraite des officiers dégagés des cadres et qui ne peuvent faire l'objet d'un rappel à l'activité ;

4° s'il a été envisagé que ces officiers pourraient effectuer des versements leur permettant d'atteindre le maximum d'annuités liquidables pour la retraite d'ancienneté ;

5° quelles sont les dispositions prises pour l'application des articles 27 et 16 de la loi du 5 avril 1946 concernant l'avancement dans les réserves des officiers dégagés des cadres ;

6° quelle est la suite donnée à la volonté exprimée par l'Assemblée Nationale le 9 mai 1950 de voir réaliser la revalorisation des soldes de dégagement ;

7° ce qui sera fait, en particulier, en faveur des aviateurs placés en congé de personnel navigant (n° 176).

II. — Mme Devaud demande à M. le Ministre de la Défense nationale de vouloir bien préciser quelle interprétation il faut donner à l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950, la position prise par le Gouvernement à l'Assemblée Nationale paraissant en contradiction avec les déclarations faites devant le Conseil de la République (n° 179).

III. — M. Coupigny signale à M. le Ministre de la Défense nationale que le service de santé des troupes coloniales n'a plus de directeur depuis le 24 octobre 1950, date du décret appelant le médecin général inspecteur, directeur de ce service, à d'autres fonctions ;

que le service de santé des troupes coloniales étant ainsi décapité, cette situation est éminemment préjudiciable au service dans tous les domaines, tant à la direction au Ministère de la France d'Outre-Mer que dans les directions de la Santé publique dans les Territoires d'Outre-Mer ;

et demande dans quel délai une nomination doit intervenir en application des décrets du 4 novembre 1903 et du 25 janvier 1944 (n° 185).

IV. — M. Henri Maupoil expose à M. le Ministre de l'Agriculture que, par un arrêté du 5 décembre, le blocage de la plus grande partie de la récolte des vins de 1950 vient d'être ordonné ;

qu'il a d'abord supposé que cette mesure d'échelonnement était destinée à maintenir à un certain niveau le cours des vins de consommation courante ;

demande pourquoi les vins à appellation contrôlée, dont le prix de vente n'a aucune base commune avec celui des vins courants, sont compris dans la mesure édictée, ce qui est un non-sens inadmissible contre lequel il proteste énergiquement, et cela, d'accord avec propriété et commerce de sa région qui s'insurgent, à juste raison, contre cette décision (n° 183).

V. — M. Durand-Réville demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques les dispositions qu'il compte prendre pour faire assurer rapidement la dévolution des biens du Comité central des groupements professionnels coloniaux, dissous par ordonnance du 6 novembre 1944, au profit des syndicats professionnels qui lui ont en fait succédé, selon la promesse faite à cet égard par M. le Ministre de la France d'Outre-Mer dans une lettre n° 1097 CCNT/C du 2 juillet 1948, adressée à l'Union intersyndicale de l'industrie coloniale et, conformément aux principes posés, en ce qui concerne les comités d'organisation métropolitaine par la loi du 26 avrl 1946 qui a prévu que certains éléments d'actif de ces comités pourraient être transférés aux syndicats ayant hérité de leurs attributions(n° 184).

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Affaires étrangères. — Services des Affaires étrangères). (Nos 842, 907, année 1950 et 37, année 1951. — M. Jean Maroger, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, concernant les débits de boissons détruits par les événements de guerre. (Nos 102, 607, année 1950 et 17, année 1951. — M. Robert Le Guyon, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 relatif aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires. (Nos 825, année 1950 et 35, année 1951. — M. Chochoy, rapporteur ; et n° 41, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Jean-Marie Grenier, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Robert Aubé, Durand-Réville et Coupigny, tendant à inviter le Gouvernement à instaurer d'urgence un régime de soutien en faveur de la production aurifère des Territoires de l'Union Française, par la création d'un fonds de soutien de l'or destiné à intensifier la prospection, à moderniser l'équipement d'extraction, à réduire les prix de revient et d'une manière générale à assurer la rentabilité des exploitations. (Nos 778 et 899, année 1950. — M. Robert Aubé, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de résolution de MM. de La Gontrie et François Dumas, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour venir en aide à la commune de Villard-sur-Doron et aux victimes de l'éboulement du 17 novembre 1950. (Nos 808, année 1950 et 19, année 1951. — M. François Dumas, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Henri Maupoil, Joseph Renaud et Varlot, tendant à inviter le Gouver-

nement à prendre toutes mesures utiles pour accorder dans le département de Saône-et-Loire des secours d'urgence aux victimes des pluies torrentielles dans le vignoble en août 1950, ainsi qu'aux victimes des inondations qui, du 11 novembre au début de décembre 1950, ont recouvert, dans la vallée de la Saône et de ses affluents, les territoires de nombreuses communes. (Nos 817, année 1950 et 18, année 1951. — M. François Dumas, rapporteur.

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 30 Janvier 1951.*

---

N° 29. — Proposition de résolution de M. Restat tendant à faire fixer le prix des tabacs indigènes par la commission paritaire avant la période de livraison.

N° 39. — Rapport de M. Charles Barret sur la proposition de loi complétant l'article 18 de la loi relative à la protection des appellations d'origine.

N° 40. — Rapport de M. Péridier sur le projet de loi relatif au degré minimum des vins de coupage.

N° 43. — Rapport de M. Litaise sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Imprimerie nationale).

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 30 Janvier 1951.*

SOUS-COMMISSION chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte, à 15 heures, local n° 346.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

gestion
ixte, à

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

# N° 9

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 1er Février 1951.**

### A QUINZE HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 relatif aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires. (Nos 825, année 1950 et 35, année 1951. — M. Chochoy, rapporteur ; et n° 41, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Jean-Marie Grenier, rapporteur.)

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Arouna N'JOYA, jusques et y compris M. PIALES.

Tribunes : Depuis M. PIC, jusques et y compris M. SID-CARA Chérif.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à la ratification de la convention n° 10 fixant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa troisième session tenue à Genève du 25 octobre au 19 novembre 1921. (Nos 850, année 1950 et 50, année 1951. — M. Saint-Cyr, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, complétant l'article 18 de la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine. (Nos 853, année 1950 et 39, année 1951. — M. Charles Barret, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au degré minimum des vins de coupage. (Nos 881, année 1950 et 40, année 1951. — M. Péridier, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Imprimerie nationale). (Nos 839, 907, année 1950 et 43, année 1951. — M. Litaise, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Légion d'honneur et Ordre de la Libération). (Nos 840, 907, année 1950 et 44, année 1951. — M. Litaise, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Robert Aubé, Durand-Réville et Coupigny, tendant à inviter le Gouvernement à instaurer d'urgence un régime de soutien en faveur de la production aurifère des Territoires de l'Union Française, par la création d'un fonds de soutien de l'or destiné à intensifier la prospection, à moderniser l'équipement d'extraction, à réduire les prix de revient et d'une manière générale à assurer la rentabilité des exploitations. (Nos 778 et 899, année 1950. — M. Robert Aubé, rapporteur.)

**La Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte** a nommé :

*Président :* M. PELLENC ;

*Vice-Président :* M. Albert LAMARQUE ;

*Secrétaire :* M. François PATENOTRE.

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 1er Février 1951.*

---

N° 38. — Proposition de loi de M. Razac relative au statut des chefs coutumiers en A. O. F. et en A. E. F.

N° 42. — Proposition de résolution de M. Radius tendant à autoriser l'utilisation des produits chimiques usuels de conservation pour les conserves de poisson.

*N° 44. — Rapport de M. Litaise sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Légion d'honneur et Ordre de la Libération).

N° 49. — Rapport de M. Albert Lamarque sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Travaux publics, Transports et Tourisme).

*N° 50. — Rapport de M. Saint-Cyr sur le projet de loi tendant à la ratification de la convention fixant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture.

---

* **NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 31 janvier 1951.**

N° 51. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance modifiant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat.

N° 56. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Agriculture).

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 1er Février 1951.*

COMMISSION des finances, à 15 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 10 heures, local n° 215.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 10 heures, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 11 heures, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 15 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 heures, local n° 274.

---

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

## N° 10

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 6 Février 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Primet demande à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques quelles mesures il entend prendre pour empêcher le démantèlement et la fermeture de l'usine d'amiante de Rochefort (Mayenne) (n° 186).

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Nouhoum SIGUÉ, jusques et y compris M. VERDEILLE.

Tribunes : Depuis Mme Jane VIALLE, jusques et y compris M. Raymond BONNEFOUS.

II. — M. Naveau expose M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques qu'une circulaire du 26 août 1950, adressée aux services des contributions directes, précise que dans le cadre de l'article 30 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950, la surtaxe progressive de l'impôt sur le revenu calculée suivant les taux actuellement en vigueur serait supprimée pour les contribuables qui en sont passibles lorsque leur revenu imposable est égal ou inférieur à 150.000 francs ;

que cette règle, combinée avec l'abattement à la base à 120.000 francs, aboutit à laisser, après déduction de leur impôt, aux contribuables gagnant quelques milliers de francs de plus que 150.000 francs, un revenu net inférieur à celui des contribuables dont le revenu brut n'atteint pas 150.000 francs ;

que cette décision vise seulement les contribuables imposés individuellement et que, de ce fait, les assujettis entrant dans la même tranche de revenu, mais pour plusieurs parts, c'est-à-dire chargés de famille, sont exclus du bénéfice de cette mesure ;

et demande, pour remédier à cette situation, s'il ne serait pas possible d'envisager purement et simplement l'élévation du plafond de 120.000 à 150.000 francs (n° 188).

III. — M. Georges Laffargue expose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques que les dispositions fiscales contenues dans la loi sur le réarmement et portant à 34 0/0 l'impôt sur les sociétés, présentent des difficultés d'application du fait de leur rétroactivité ;

et lui demande s'il ne serait pas possible de diviser les bénéfices des exercices clos en 1950 en deux tranches proportionnelles au nombre de mois écoulés en 1949 et en 1950 et d'imposer ces tranches respectivement aux taux de 24 et 34 0/0 (n° 191).

IV. — M. Lamousse appelle l'attention de M. le Ministre de l'Intérieur sur les dispositions de l'arrêté conjoint des Ministres de l'Education nationale, de l'Intérieur et des Finances du 12 juin 1947 relatif à l'indemnité départementale des inspecteurs primaires aux termes duquel la majoration fixée ne pourra dépasser 140 0/0 du montant de 1939 ;

rappelle que cette majoration est dérisoire si on la compare à l'augmentation du coût de la vie et que les inspecteurs primaires ont décidé une grève de protestation qui menace d'avoir de graves répercussions dans tout l'enseignement primaire ;

et lui demande s'il pourrait, en accord avec les Ministères de l'Education nationale et des Finances, reviser cet arrêté en vue :

1° d'uniformiser l'indemnité sur le plan national ;

2° de la porter à un niveau décent, ce qui permettrait aux inspecteurs primaires de faire face aux charges de leurs fonctions (n° 187).

V. — M. Dronne demande à M. le Président du Conseil quelles mesures ont été prises à l'égard des responsables de la lâche agression commise en gare d'Avignon contre un train de blessés d'Indochine, et quelles dispositions il envisage afin d'éviter le retour d'incidents de cette nature (n° 189).

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre. (N°s 814, année 1950 et 73, année 1951. — M. Henri Barré, rapporteur ; et n° 77, année 1951, avis de la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression). — M. Ternynck, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, réglant la situation des militaires ayant appartenu aux forces supplétives d'Afrique du Nord et aux troupes spéciales du Levant et servant dans l'armée française. (N°s 819, année 1950 et 74, année 1951. — M. Henri Barré, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, complétant l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2609 du 2 novembre 1945 portant dérogation temporaire aux dispositions de l'article 15 de la loi du 9 mars 1928 concernant le recrutement des officiers de justice militaire. (N°s 820, année 1950 et 75, année 1951. — M. Henri Barré, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travaux publics, Transports et Tourisme. I. — Travaux publics Transports et Tourisme). (Nos 884, 907, année 1950 et 49, année 1951. — M. Albert Lamarque, rapporteur ; et n° 55, année 1951, avis de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme. — M. Bertaud, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Chapalain, Dronne, Robert Chevalier et Beauvais, tendant à inviter le Gouvernement à mettre en vente, par décret, un carburant agricole à prix réduit. (Nos 827, année 1950 et 72, année 1951. — M. Bénigne Fournier, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 6 Février 1951.*

---

N° 34. — Rapport de M. Léo Hamon sur la proposition de résolution tendant à développer en France l'étude des sciences administratives.

N° 47. — Rapport de M. Laillet de Montullé sur la proposition de résolution tendant à mettre en vigueur les dispositions prévues à l'article 367 du Code général des impôts.

N° 48. — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant au rétablissement de l'allocation de salaire unique aux membres de la famille d'un exploitant agricole.

N° 55. — Avis de M. Bertaud sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Travaux publics, Transports et Tourisme).

N° 58. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la Place de Dra-El-Mizan.

N° 59. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi relatif au déclassement du Front 31-32 à Bône.

N° 60. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi relatif au déclassement de la Place de Mascara.

N° 61. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi portant déclassement d'une partie du mur d'enceinte de la Place d'Arzew.

N° 62. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la Place d'Aumale.

N° 63. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi relatif au déclassement du Fort Cavaignac à Bou Saada.

N° 64. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi relatif au déclassement des fortifications de Djelfa.

N° 69. — Projet de loi étendant aux magistrats de l'ordre judiciaire certaines dispositions de la loi relative au statut des fonctionnaires.

N° 70. — Rapport de M. de Villoutreys sur la proposition de loi tendant à accorder aux ouvriers mineurs le payement de la journée chômée de la Sainte-Barbe.

N° 71. — Rapport de M. Roger Duchet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Industrie et Commerce).

*N° 72. — Rapport de M. Bénigne Fournier sur la proposition de résolution tendant à mettre en vente un carburant agricole à prix réduit.

*N° 73. — Rapport de M. Henri Barré sur le projet de loi tendant à ratifier les quatre conventions de Genève pour la protection des victimes de la guerre.

*N° 74. — Rapport de M. Henri Barré sur le projet de loi réglant la situation des militaires ayant appartenu aux forces supplétives d'Afrique du Nord.

*N° 75. — Rapport de M. Henri Barré sur le projet de loi complétant l'article 3 de l'ordonnance concernant le recrutement des officiers de Justice militaire.

N° 77. — Avis de M. Ternynck sur le projet de loi tendant à ratifier les quatre conventions de Genève pour la protection des victimes de la guerre.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 5 février 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 6 Février 1951.*

SOUS-COMMISSION « air » de la Commission de la défense nationale, à 15 h. 30, local n° 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

i réglant
ux forces

complé-
recrute-

nt à ra-
otection

MM. les

nse na-

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

## N° 11

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 8 Février 1951.**

**A QUINZE HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Industrie et Commerce). (N[os] 818 et 907, année 1950 et 71, année 1951. — M. Roger Duchet, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma. — M. Cornu, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. , rapporteur.)

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1[er] Étage : Depuis M. BORDENEUVE, jusques et y compris M. Frédéric CAYROU.**

**Tribunes : Depuis M. CHAINTRON, jusques et y compris M. Ousmane Socé DIOP.**

2. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. (Nos 793, 866, année 1950 et 86, année 1951. — M. Rochereau, rapporteur ; et n° 904, année 1950, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. de La Gontrie, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder aux ouvriers mineurs le payement de la journée chômée de la Sainte-Barbe. (Nos 822, année 1950 et 70, année 1951. — M. de Villoutreys, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Léo Hamon et Menu, tendant à inviter le Gouvernement à restreindre le nombre des documents d'état civil requis devant les administrations et à instituer un livret de famille national modèle. (Nos 95 et 499, année 1950. — M. Rabouin, rapporteur ; et n° 549, année 1950, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Léo Hamon, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de M. Delalande tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder d'urgence au vote d'une loi réglementant les sociétés dites de crédit différé. (Nos 363, année 1950 et 36, année 1951. — M. Delalande, rapporteur.)

6. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Michel Debré, relative à une politique du logement ; 2° de MM. Brizard et Rochereau, tendant à inviter le Gouvernement à réserver à la reconstruction et à la construction d'immeubles neufs une beaucoup plus large part des fonds provenant de l'aide Marshall. (Nos 820, année 1949, 191 et 273, année 1950. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, rapporteur.)

## Décès d'un Sénateur.

Au cours de la séance du 6 février 1951, le décès de M. Félix Totolehibe, Sénateur de Madagascar, (2e section), a été annoncé au Conseil de la République.

## Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.

*Groupe des Républicains Indépendants.*

(41 membres au lieu de 42).

Supprimer le nom de M. Totolehibe.

## Election d'un Sénateur.

M. MARCOU a été élu, le 4 février 1951, Sénateur de la Guinée (1re section), en remplacement de M. Ferracci, décédé.

M. Marcou est appelé à faire partie du 4e bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

**Rectificatifs au feuilleton n° 5**
du 12 janvier 1951.

---

1° **Liste des rapporteurs spéciaux de la Commission des finances.**

. . . . . .

C. — *Dépenses militaires. — Budget général.*

. . . . . .

Page 12, 21e ligne :

*Au lieu de :*

V. — France d'Outre-Mer . . . . . Louis Ignacio-Pinto

*Lire :*

V. — France d'Outre-Mer . . . . . André Diethelm

2° NOMINATIONS DE SOUS-COMMISSIONS LÉGALES

. . . . . .

II. — **Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale** (article 71 de la loi du 21 mars 1947).

Ont été désignés pour faire partie de cette Sous-Commission :

Page 26, 21e ligne :

*Au lieu de :*

1° Par la Commission des finances :

MM. ALRIC, Pierre BOUDET, COURRIÈRE, Louis IGNACIO-PINTO et PELLENC ;

. . . . . .

*Lire :*

1° Par la Commission des finances :

MM. ALRIC, Pierre BOUDET, COURRIÈRE, André DIETHELM, PELLENC.

. . . . . .

## ERRATUM

*Au rapport* (n° 70) *de* M. de VILLOUTREYS, *sur la proposition de loi,* ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à accorder aux* **ouvriers mineurs** *le* **payement** *de la* **journée chômée** *de la* **Sainte-Barbe.**

Page 7, article 5, première ligne :

*Au lieu de :* « ... articles 99 c et 31 z du Livre Ier... »

*Lire :* « ... articles 99 c et 31 z b du Livre Ier... ».

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 8 Février 1951.*

N° 52. — Proposition de loi de M. Landry tendant à organiser un contrôle effectif sur l'action sanitaire et sociale confiée aux caisses de sécurité sociale.

N° 65. — Rapport de M. Restat sur la proposition de résolution tendant à faire fixer le prix des tabacs indigènes par la Commission paritaire avant la période de livraison.

N° 66. — Proposition de loi de M. Chazette tendant à compléter l'article 23 de la loi du 19 octobre 1946 en faveur des diminués physiques.

N° 67. — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à abroger les dispositions législatives interdisant le cumul des professions de marchand de chevaux et de marchand de bestiaux.

N° 68. — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à rétablir l'allocation de salaire unique aux membres salariés de la famille des exploitants agricoles.

N° 79. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Marine marchande).

N° 80. — Projet de loi portant création d'un contingent spécial de décorations en faveur des militaires en opérations en Indochine.

N° 81. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, complétant les articles 639 et 640 du Code d'instruction criminelle.

N° 82. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à subventionner l'achèvement du Monument des Bretons des Forces Françaises Libres.

N° 83. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la compétence des juges de paix en matière de contrat de travail.

N° 84. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi relative aux mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques.

N° 86. — Rapport supplémentaire de M. Rochereau sur le projet de loi sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 8 Février 1951.*

COMMISSION de la comptabilité, à 9 h. 30, local n° 272.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 207.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

SOUS-COMMISSION « Contrôle des crédits de défense nationale », à 10 heures, Palais-Bourbon, 6e bureau.

SOUS-COMMISSION « Entreprises nationalisées », à 14 h. 30, local de la Commission des finances.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

et
po
cer
orc
sio

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

## N° 12

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 13 Février 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

**1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :**

I. — M. Durand-Réville demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques les dispositions qu'il compte prendre pour faire assurer rapidement la dévolution des biens du Comité central des groupements professionnels coloniaux, dissous par ordonnance du 6 novembre 1944, au profit des syndicats professionnels qui lui ont en fait succédé, selon la promesse faite à cet

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Ali DJAMAH, jusques et y compris M. FERRANT.

Tribunes : Depuis M. FLÉCHET, jusques et y compris M. JÉZÉQUEL.

égard par M. le Ministre de la France d'Outre-Mer dans une lettre n° 1097 CCNT/C du 2 juillet 1948, adressée à l'Union intersyndicale de l'industrie coloniale et, conformément aux principes posés, en ce qui concerne les comités d'organisation métropolitaine par la loi du 26 avril 1946 qui a prévu que certains éléments d'actif de ces comités pourraient être transférés aux syndicats ayant hérité de leurs attributions (n° 184).

II. — M. Dronne demande à M. le Président du Conseil quelles mesures ont été prises à l'égard des responsables de la lâche agression commise en gare d'Avignon contre un train de blessés d'Indochine, et quelles dispositions il envisage afin d'éviter le retour d'incidents de cette nature (n° 189).

*(Question transmise par M. le Président du Conseil à M. le Ministre de l'Intérieur.)*

III. — M. Léo Hamon demande à M. le Ministre de l'Intérieur :

1° si les manifestations antiracistes de différents groupements d'étudiants lui paraissent de nature à devoir troubler l'ordre public ;

2° dans la négative, ce qui explique les mesures de rigueur prises contre une toute récente manifestation qui s'est déroulée au Quartier latin ;

3° si ces dispositions paraissent injustifiées, quelles mesures administratives seront prises pour éviter le renouvellement de semblables errements ;

4° quelles mesures seront, en tout cas, prises pour éviter le renouvellement des excès évidents qui ont eu lieu dans l'exécution des dispositions prohibitives sus-évoquées ;

5° quelles mesures sont envisagées pour rappeler aux autorités de police la nécessité de concilier l'indispensable maintien de l'ordre avec le respect des traditionnelles libertés d'expression de la jeunesse universitaire ;

6° quelles dispositions il compte prendre pour interdire la vente au Quartier latin des publications tombant sous le coup du décret-loi du 21 avril 1939 pour excitation à la haine antiraciale ou antireligieuse (n° 192).

IV. — M. Cozzano, ému de la façon dont ont disparu ou ont été liquidés les biens de la Ciconie (Compagnie cotonnière de Diré), demande à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer :

1° s'il est avéré que ces biens étaient la propriété du Gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française (l'inventaire dressé en 1938 par M. l'Inspecteur des Affaires administratives Mourgues, et le payement de huit millions par le Gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française pour la liquidation de la Société semblent l'indiquer suffisamment) ;

2° s'il a eu connaissance des conditions dans lesquelles a disparu ou a été liquidé le matériel utilisable de la Ciconie ;

demande également qu'une enquête administrative soit envisagée afin d'établir les responsabilités dans cette affaire (n° 193).

V. — M. Ferrant rappelle à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale qu'il a décidé, au mois d'août dernier, que la plupart des vieux métayers qui, jusqu'alors, avaient été considérés comme vieux travailleurs salariés et percevaient de ce fait l'allocation correspondante, ne pourraient désormais prétendre au bénéfice de cette allocation ;

et demande s'il avait le droit d'interpréter un texte et, en vertu de cette inteprétation, de faire exécuter les instructions qu'il donne ;

demande également s'il ne pourrait, en faisant supprimer le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés à certains vieux métayers, leur faire automatiquement accorder l'allocation temporaire, la plupart de ces vieux et indiscutables travailleurs étant dans un dénnement absolu (n° 195).

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Industrie et Commerce). (N°s 818 et 907, année 1950 et 71, année 1951. — M. Roger Duchet, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma. — M. Cornu, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Bousch, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder aux ouvriers mineurs le payement de la journée chômée de la Sainte-Barbe. (Nos 822, année 1950 et 70, année 1951. — M. de Villoutreys, rapporteur ; et n° année 1951, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — M. Vanrullen, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 13 Février 1951.*

N° 46. — Proposition de loi de Mme Devaud tendant à modifier l'article 10 de la loi sur les prestations familiales.

N° 57. — Rapport de M. Variot sur la proposition de résolution tendant à étendre aux personnels de l'Etat les avantages des prestations familiales spéciales en faveur des enfants partant en vacances.

N° 78. — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à adapter les montants maxima des prêts consentis pour les habitations à loyer modéré, aux prix réels de la construction.

N° 85. — Rapport de M. Emilien Lieutaud sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi sur les publications destinées à la jeunesse.

N° 89. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique.

*N° 90. — Proposition de résolution de M. Vanrullen tendant à venir en aide aux familles des victimes de la catastrophe minière de Divion.

N° 92. — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi tendant à compléter, en vue de son application à l'Algérie, la loi relative aux conventions collectives.

N° 97. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Budget annexe des Monnaies et Médailles).

N° 98. — Rapport de M. Robert Chevalier sur la proposition de loi tendant à affirmer l'insaisissabilité du traitement afférent aux décorations militaires.

N° 99. — Projet de loi créant un Institut national de la propriété industrielle.

N° 100. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à permettre la tierce opposition à l'encontre de certaines décisions judiciaires.

N° 101. — Projet de loi majorant à titre provisoire certaines prestations familiales.

N° 102. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au titre de « combattant volontaire ».

---

* **NOTA.** — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 8 février 1951.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

# N° 13

## ORDRE DU JOUR

**Du Mercredi 14 Février 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la Place de Dra-El-Mizan (Algérie). (N[os] 4 et 58, année 1951. — M. Robert Aubé, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1[er] Étage : Depuis M.** JOZEAU-MARIGNÉ, **jusques et y compris M.** LECCIA.

**Tribunes : Depuis M.** Robert LE GUYON, **jusques et y compris M.** MOSTEFAI El-Hadi.

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au déclassement du Front 31-32 à Bône (Algérie). (Nos 5 et 59, année 1951. — M. Robert Aubé, rapporteur,)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

3. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au déclassement de la Place de Mascara (Algérie). (Nos 6 et 60, année 1951. — M. Robert Aubé, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

4. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale portant déclassement d'une partie du mur d'enceinte et de terrains militaires dépendant de la Place d'Arzew (Algérie). (Nos 7 et 61, année 1951. — M. Robert Aubé, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

5. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la Place d'Aumale (Algérie). (Nos 8 et 62, année 1951. — M. Robert Aubé, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

6. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au déclassement du Fort Cavaignac à Bou Saada (Algérie). (Nos 9 et 63, année 1951. — M. Robert Aubé, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

7. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au déclassement des fortifications de Djelfa (Sud-Algérien) (Nos 10 et 64, année 1951. — M. Robert Aubé, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

8. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Industrie et Commerce). (Nos 818 et 907, année 1950 et 71, année 1951. — M. Roger Duchet, rapporteur ; et n° 106, année 1951, avis de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma. — M. Cornu, rapporteur ; et n° 107, année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Bousch, rapporteur.)

## Décès d'un Sénateur.

Au cours de la séance du 13 février 1951, le décès de M. Arthur Marchant, Sénateur du Nord, a été annoncé au Conseil de la République.

## Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.

*Groupe d'Action Démocratique et Républicaine.*

(56 membres au lieu de 57).

Supprimer le nom de M. Marchant.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mercredi 14 Février 1951.*

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION des affaires étrangères, à 15 heures, local n° 201.

COMMISSION de l'agriculture, à 15 h. 30, local n° 214.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 10 heures, local n° 207.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 17 heures, local n° 207.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 10 heures, local n° 213.

SOUS-COMMISSION « Contrôle des crédits de défense nationale », à 15 heures et 16 h. 30, local n° 341.

SOUS-COMMISSION « guerre » de la Commission de la défense nationale, à 15 h. 30, local n° 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

# N° 14

## ORDRE DU JOUR

### Du Jeudi 15 Février 1951.

### A QUINZE HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à à transférer à l'association dite « Centre national de transfusion sanguine », le bénéfice de l'expropriation prononcée au profit de l'Œuvre de la transfusion sanguine d'urgence par application de l'article 2 de la loi n° 49-762 du 10 juin 1949. (Nos 887, année 1950 et 110, année 1951. — M. Plait, rapporteur.)

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Marius MOUTET, jusques et y compris M. PESCHAUD.

Tribunes : Depuis M. le Général PETIT, jusques et y compris M. SÉNÉ.

2. — Discussion des questions orales avec débat suivantes :

I. — M. Léo Hamon demande à M. le Ministre de l'Intérieur quelles mesures il entend prendre pour assurer à la fois le respect de la plus traditionnelle liberté de manifestation des étudiants au Quartier Latin et l'interdiction d'une propagande provocatrice tombant directement sous le coup du décret du 21 avril 1939.

II. — M. Jacques Debû-Bridel demande à M. le Ministre de l'Intérieur, en vertu de quelles instructions et pour quelles raisons M. le Préfet de la Seine a cru bon de porter atteinte aux libertés traditionnelles de la presse, telles qu'elles sont établies par les lois de 1881 et 1889 en interdisant la vente des journaux le samedi après-midi dans certaines artères de Paris ;

demande, d'une façon générale, pour quels motifs les pouvoirs de tutelle tendent, à l'heure actuelle, à limiter et à réduire les libertés traditionnelles de la Ville de Paris.

III. — M. Yves Jaouen a l'honneur de demander à M. le Ministre de l'Intérieur de préciser l'action qu'il entend entreprendre en vue de la protection et de la sauvegarde de la population civile en temps de guerre.

3. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Chapalain, Dronne, Robert Chevalier et Beauvais, tendant à inviter le Gouvernement à mettre en vente, par décret, un carburant agricole à prix réduit. (Nos 827, année 1950 et 72, année 1951. — M. Bénigne Fournier, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Restat, Bardon-Damarzid, Gaston Monnerville, Jean Berthoin, Bordeneuve, Pierre Boudet, Breton, Brettes, Frédéric Cayrou, Michel Debré, Delthil, Dulin, Lucien de Gracia, François Dumas, Jean Durand, de Félice, Franck-Chante, Héline, de La Gontrie, Claude Lemaître, Monichon, Pascaud, Réveillaud et Sclafer, tendant à inviter le Gouvernement à faire fixer le prix des tabacs indigènes par la Commission paritaire avant la période de livraison. (Nos 29 et 65, année 1951. — M. Restat, rapporteur.)

## ERRATA

*Au projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **développement** *des* **crédits** *affectés aux dépenses de fonctionnement des* **services civils** *pour l'***exercice 1951** *(Budget annexe des* **Monnaies et Médailles**).

1° Page 6, chapitre 3070 :

*Au lieu de :* « ... 101.172 »,

*Lire :* « ... 101.712 ».

2° Page 7, chapitre 6000 :

*Au lieu de :* « 300 »,

*Lire :* « 400 ».

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 15 Février 1951.*

N° 87. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à permettre aux commerçants d'introduire une action en revision du prix de leur loyer.

N° 88. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Haut-Commissariat de la République Française en Sarre).

N° 103. — Projet de loi relatif au régime de l'assurance-vieillesse

N° 104. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à assurer le maintien des services de contrôle du conditionnement dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

N° 110. — Rapport de M. Plait sur la proposition de loi tendant à transférer au « Centre national de transfusion sanguine » le bénéfice de l'expropriation prononcée au profit de l'Œuvre de la transfusion sanguine d'urgence.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 15 Février 1951.*

COMMISSION de la comptabilité, à 9 h. 45, local n° 272.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 11 heures, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 heures, local n° 215.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 15 h. 15, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 45, local n° 202.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 11 heures, local n° 201.

SOUS-COMMISSION « Entreprises nationalisées », à 14 h. 30, local de la Commission des finances.

SOUS-COMMISSION « marine » de la Commission de la défense nationale, à 11 heures, local n° 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

# N° 15

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 20 Février 1951.**

**A QUINZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Nomination, par suite de vacances, de membres de Commissions générales.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. SERRURE, jusques et y compris M. Jules VALLE.

Tribunes : Depuis M. VARLOT, jusques et y compris M. BOISROND.

2. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Marius Moutet demande à M. le Ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés :

1° comment il entend régler les dommages de guerre en faveur des Français qui sont obligés d'abandonner leurs domaines ou leurs entreprises dans les pays d'Indochine, soit en raison des dommages causés, soit par impossibilité de leur garantir la sécurité de leur exploitation ;

2° dans quelles conditions ces dommages de guerre pourraient être transférés soit en France, soit dans d'autres Territoires d'Outre-Mer ;

3° quel est le montant des dommages de guerre qui ont été jusqu'à présent payés ;

4° à qui ces dommages de guerre ont été payés, et pour quel montant, pour les attributaires des sommes supérieures à 17 millions de francs (n° 177).

II. — M. Carcassonne expose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population que depuis plusieurs années les eaux du Rhône sont polluées par des déversements industriels provenant notamment des usines Progil, à Pont-de-Claix (Isère) ;

que dans les communes d'Arles et des Saintes-Maries-de-la-Mer spécialement, ces eaux sont absolument inutilisables pour les populations ;

que malgré de précédentes réclamations, il n'a été apporté aucun remède à cette situation ;

et demande quelles mesures il compte prendre pour y mettre fin (n° 196).

III. — M. Radius demande à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale s'il entre dans les attributions des caisses d'allocations familiales de distribuer des subventions à des organismes quelconques, et notamment, à des syndicats revêtant un caractère politique (n° 197).

IV. — M. Saint-Cyr appelle l'attention de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme sur les conséquences extrêmement graves de la non-application de l'article 40 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 prévoyant l'attribution aux locataires économiquement faibles d'une allocation compensatrice de l'augmentation des loyers ;

et lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre et dans quel délai, pour assurer le respect de la loi et mettre fin à des situations pénibles et souvent dramatiques (n° 198).

V. — M. Marcel Plaisant demande à M. le Ministre de la Défense nationale pourquoi son Département ne produit aucun communiqué relatif au bataillon des volontaires français en Corée, commandé par le général Monclar, de nature à édifier les Français et les étrangers sur les faits d'armes et les affaires auxquels participe cette unité française pour la défense de l'indépendance et de la liberté des peuples (n° 199).

3. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter, en vue de son application à l'Algérie, la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail. (Nos 882, année 1950 et 92, année 1951. — M. Rogier, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

4. — Vote de la proposition de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à affirmer l'insaisissabilité du traitement afférent aux décorations militaires et de la retraite du combattant. (Nos 885, année 1950 et 98, année 1951. — M. Robert Chevalier, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 8 de la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive (libération conditionnelle, patronage, réhabilitation). (Nos 903, année 1950 et 114, année 1951. — M. Carcassonne, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux droits de plaidoiries des avocats dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. (Nos 23 et 115, année 1951. — M. Kalb, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Affaires étrangères. — III. — Haut-Commissariat de la République Française en Sarre). (Nos 846 et 907, année 1950 et 88, année 1951. — M. Jean Maroger, rapporteur.)

8. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. de Félice demande à M. le Ministre des Affaires étrangères par quels moyens il entend assurer la mise en œuvre des recommandations votées par l'Assemblée consultative européenne de Strasbourg avec le plein accord du Parlement.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 20 Février 1951.*

N° 93. — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Marine marchande).

N° 105. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général.

N° 108. — Proposition de loi de M. Razac tendant à compléter l'article 1er de la loi portant organisation de la Marine marchande.

N° 109. — Rapport de M. Jules Pouget sur le projet de loi prorogeant le délai imparti pour les expropriations nécessaires à la construction d'un pont à Tancarville.

N° 111. — Rapport de M. Menu sur le projet de loi tendant à élever le maximum des bonifications de rentes accordées aux déposants de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse atteints d'incapacité de travailler.

*N° 114. — Rapport de M. Carcassone tendant à modifier l'article 8 de la loi sur les moyens de prévenir la récidive.

*N° 115. — Rapport de M. Kalb sur le projet de loi relatif aux droits de plaidoirie des avocats dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle.

N° 117. — Rapport de M. Siaut sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du Conseil d'administration du Cameroun relative au service des douanes au Cameroun.

---

* NOTA. — Ces documents ont été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 19 février 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 20 Février 1951.*

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 heures, local n° 215.

COMMISSION de la production industrielle, à 14 h. 30, local n° 274.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 15 heures, local n° 213

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Com-

local

30,

titu-
21.

ures,

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

## N° 16

## ORDRE DU JOUR

**Du Mercredi 21 Février 1951.**

**A QUINZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

Suite de la discussion de la question orale avec débat suivante :

M. de Félice demande à M. le Ministre des Affaires étrangères par quels moyens il entend assurer la mise en œuvre des recommandations votées par l'Assemblée consultative européenne de Strasbourg avec le plein accord du Parlement.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. BOIVIN-CHAMPEAUX, jusques et y compris M. CARCASSONNE.

Tribunes : Depuis Mme Marie-Hélène CARDOT, jusques et y compris M. Paul-Emile DESCOMPS.

## Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 20 février 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. RESTAT, membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, en remplacement de M. Landry ;

M. LANDRY, membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale, en remplacement de M. Restat.

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 21 Février 1951.*

N° 113. — Rapport de M. Le Basser sur le projet de loi relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale.

N° 116. — Rapport de M. Pujol sur la proposition de loi relative au statut du personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mercredi 21 Février 1951.*

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de l'agriculture, à 15 h. 30, local n° 214.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 10 h. 30, local n° 207.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 17 heures, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 9 h. 30, local n° 215.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1.
par
de la
houi

Les
nent

1er

Trib
PINT

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

# N° 17

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 22 Février 1951.**

### A NEUF HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête présentée par la Commission de la production industrielle, sur le problème de la fermeture de certains puits d'extraction dans les gisements houillers de la France métropolitaine.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Mamadou DIA, jusques et y compris Mme ÉBOUÉ.

Tribunes : Depuis M. ESTÈVE, jusques et y compris M. Louis IGNACIO-PINTO.

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au statut du personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré. (Nos 873, année 1950 et 116, année 1951. — M. Pujol, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Auberger, rapporteur.)

3. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à subventionner l'achèvement du Monument des Bretons des Forces Françaises Libres, à Camaret. (Nos 717, année 1950, 82 et 129, année 1951. — M. Avinin, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et l'Amérique centrale, et la France et l'Extrême-Orient, l'Océan Indien, la Nouvelle-Calédonie et la Méditerranée orientale. (Nos 889, année 1950 et 105, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur; et n° 118, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Courrière, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Marine marchande). (Nos 907, année 1950, 79 et 93, année 1951. — M. Courrière, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires. (Nos 28 et 113, année 1951. — M. Le Basser, rapporteur; et n° 126, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Jacques Masteau, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à élever le maximum des bonifications de rentes susceptibles d'être accordées aux déposants de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse atteints d'une incapacité absolue de travailler. (Nos 901, année 1950 et 111, année 1951. — M. Menu, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, majorant à titre provisoire certaines prestations familiales. (Nos 101 et 125, année 1951. — M. Menu, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. , rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. , rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Aubert, rapporteur.)

---

**Désignation de candidatures par la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, pour les trois sièges du Comité constitutionnel à la nomination du Conseil de la République.**

(Application de l'article 91 de la Constitution.
de la résolution du 28 janvier 1947 et de l'article 10 du Règlement.)

---

La Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, après examen des titres des candidats et conformément aux conclusions de son rapport n° 127, présente au Conseil de la République, les candidatures suivantes :

MM. Jacques DONNEDIEU de VABRES,

Maurice DELÉPINE,

Marcel PRÉLOT.

---

## ERRATUM

*Au rapport* (n° 113) de M. LE BASSER *sur le projet de loi*, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif aux modalités de* **répartition** *du* **produit** *de la* **taxe locale** *additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires.*

Page 11, 4e ligne :

Le 2e, 3e, 4, 5e, 6e et 7e alinéas, des mots : « Les attributions... », jusqu'aux mots : « ... majoration de 0,25 0/0 » — doivent être imprimés en petits caractères et renvoyés en note au bas de la page.

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 22 Février 1951.*

---

N° 33. — Rapport d'information de M. Armengaud sur les recherches et l'exploitation du pétrole et du gaz naturel.

N° 53. — Proposition de loi de Mme Marcelle Devaud instituant un contrôle parlementaire des organismes de sécurité sociale.

N° 112. — Proposition de résolution de M. Liotard tendant à apporter une aide immédiate à la circonscription de Fort-Dauphin éprouvée par un récent cyclone.

N° 118. — Avis de M. Courrière sur le projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général.

N° 119. — Projet de loi tendant à ratifier la conventign signée entre la France et la Grande-Bretagne en vue d'éviter les double impositions.

N° 120. — Projet de loi tendant à ratifier un avenant à la convention franco-suédoise tendant à éviter les doubles impositions.

N° 121. — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la pharmacie.

N° 123. — Projet de loi tendant à constituer des détachements de météorologie affectés à certaines grandes unités et formations de l'armée de l'air.

N° 125. — Rapport de M. Menu sur le projet de loi majorant à titre provisoire certaines prestations familiales.

N° 126. — Avis de M. Jacques Masteau sur le projet de loi relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 22 Février 1951.*

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 11 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 15 h. 15, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 45, local n° 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 30, local n° 213.

SOUS-COMMISSION chargée de suivre et d'apprécier la gestion des Entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte, à 14 h. 30, local de la Commission des finances.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

départe-

iminelle

ansports

h. 30,

ages de

la ges-
sociétés
on des

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

# N° 18

## ORDRE DU JOUR

**Du Vendredi 23 Février 1951.**

### A NEUF HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de trois membres de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel (Application de la loi n° 50-1336 du 13 décembre 1950).

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. JACQUES-DESTRÉE, jusques et y compris M. LAURENT-THOUVEREY.

Tribunes : Depuis M. LE BASSER, jusques et y compris M. de MONTALEMBERT.

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, prorogeant le délai imparti pour les expropriations nécessaires à la construction d'un pont sur la Seine à Tancarville. (Nos 883, année 1950 et 109, année 1951. — M. Jules Pouget, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

3. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à ratifier la délibération du Conseil d'administration du Cameroun en date du 9 avril 1948 demandant la modification du décret du 17 février 1921 portant réglementation du service des douanes au Cameroun. (Nos 26 et 117, année 1951. — M. Siaut, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

4. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires. (Nos 28 et 113, année 1951. — M. Le Basser, rapporteur; et no 126, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Jacques Masteau, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à élever le maximum des bonifications de rentes susceptibles d'être accordées aux déposants de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse atteints d'une incapacité absolue de travailler. (Nos 901, année 1950 et 111, année 1951. — M. Menu, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, majorant à titre provisoire certaines prestations familiales. (Nos 101 et 125, année 1951. — M. Menu, rapporteur; et no , année 1951, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. , rapporteur; et no , année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. Durieux, rapporteur; et no , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Aubert, rapporteur.)

**Nomination d'un Vice-Président d'une Commission générale.**

La Commission de la production industrielle a nommé :

*Vice-Président :* M. BOUSCH, en remplacement de M. Marchant, décédé.

---

## ERRATA

*Au rapport* (n° 105) de M. ABEL-DURAND *sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *concernant l'exploitation des* **services maritimes d'intérêt général** *entre le continent et la* **Corse,** *entre la France, les* **Etats-Unis d'Amérique,** *le* **Mexique,** *les* **Antilles** *et l'***Amérique centrale,** *et la France et l'***Extrême-Orient,** *l'***Océan Indien,** *la* **Nouvelle-Calédonie** *et la* **Méditerranée orientale.**

1° Page 46, art. 8 :

Ajouter *in fine* l'alinéa suivant :

« Le changement ainsi intervenu dans l'exploitation des services ne portera pas atteinte aux droits reconnus au personnel de la Compagnie des Messageries Maritimes par les dispositions transitoires des statuts prises en application de la convention antérieure. »

2° Page 9 :

Rétablir ainsi l'art. 13 :

« Conformément aux dispositions de l'article 29 de la loi du 28 février 1948 portant organisation de la Marine Marchande, la convention, le cahier des charges, les avenants sont enregistrés gratuitement. Il en sera de même des conventions à intervenir entre lesdites sociétés et le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le Ministre de la France d'outre-mer ou les pays de l'Union Française pour compléter les prescription du cahier des charges relatives aux transports à exécuter pour le compte de l'Etat ou des territoires d'outre-mer. »

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 23 Février 1951.*

N° 122. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Justice).

N° 127. — Rapport de M. Montalembert en vue de présenter les candidatures pour les trois sièges du Comité constitutionnel.

N° 130. — Projet de loi tendant à ratifier la convention créant l'organisation maritime consultative intergouvernementale.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Vendredi 23 Février 1951.*

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 15 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

# FEUILLETON

# N° 19

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 27 Février 1951.**

**A QUINZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Nomination de trois membres du Comité constitutionnel en application de l'article 91 de la Constitution.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. LAILLET de MONTULLÉ, jusques et y compris M. PELLENC.

Tribunes : Depuis M. PÉRIDIER, jusques et y compris M. François SCHLEITER.

2. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Saint-Cyr appelle l'attention de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme sur les conséquences extrêmement graves de la non-application de l'article 40 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 prévoyant l'attribution aux locataires économiquement faibles d'une allocation compensatrice de l'augmentation des loyers ;

et lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre et dans quel délai, pour assurer le respect de la loi et mettre fin à des situations pénibles et souvent dramatiques (n° 198).

II. — M. Liotard demande à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer quelles mesures a prises son Département pour venir en aide aux populations de Madagascar éprouvées par des cyclones récents, notamment :

1° Antalaha (février 1950), à la suite duquel les intéressés demandaient des secours aux populations les plus nécessiteuses et, pour la plus grande partie des dégâts, des emprunts à long terme et à faible intérêt ;

2° Fort-Dauphin (janvier 1951), etc. ;

souligne l'intérêt d'une réserve de crédits destinés à faire face aux conséquences les plus brutales des calamités de cet ordre (n° 200).

III. — M. Durand-Réville demande à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme :

1° si une enquête est en cours en vue de rechercher les causes de la catastrophe aérienne du Brazzaville-Paris, le 3 février au Cameroun, et, dans l'affirmative, quelles sont les explications proposées de l'accident difficilement compréhensible aux familiers de cette ligne ;

2° les dispositions que son Département compte prendre pour éviter le retour de catastrophes de cette nature, en particulier sur cette ligne aérienne essentielle à la vie de l'Afrique Equatoriale Française et du Cameroun (n° 201).

IV. — Mme Marie-Hélène Cardot signale à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques qu'en cas de décès d'une veuve de guerre, les orphelins complets qu'elle laisse se voient réclamer des droits de succession pour la transmission du carnet de pension et le payement des arrérages éventuellement dus à leur mère ;

et lui demande s'il compte prendre des mesures pour faire cesser cette situation injustifiable (n° 202).

V. — M. Ernest Pezet expose à M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre la regrettable situation faite aux anciens combattants français de la Principauté de Monaco ;

rappelle que la Caisse autonome des retraites de la Principauté de Monaco a prescrit aux chefs d'établissements de mentionner sur les certificats de travail les périodes d'activité effectuées par leurs employés ;

que la période du service militaire n'est pas considérée comme une période d'activité ;

que, de ce fait, elle se trouvera retranchée, comme le sont déjà les années de guerre, dans la computation des mois de travail pour le calcul de la retraite des vieux travailleurs ;

signale que cela se traduira, pour la plupart des Français de Monaco, par la défalcation de six ans, ou même plus, d'activité et entraînera un abaissement important du montant de leur retraite ;

que les anciens militaires et anciens combattants français lésés gravement, au bénéfice de citoyens monégasques et italiens qui n'ont rempli aucune obligation militaire, seront en somme pénalisés pour avoir servi la France et contribué à la protection de la Principauté de Monaco ;

et lui demande les mesures envisagées, en accord avec M. le Ministre des Affaires étrangères s'il en est besoin, pour défendre les intérêts légitimes et la dignité des anciens militaires et combattants de Monaco (n° 203).

*(Question transmise à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.)*

3. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Georges Pernot demande à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour assurer le contrôle efficace des établissements destinés à recevoir des enfants débiles ou déficients et pour veiller, non seulement à ce que ces enfants n'y soient pas l'objet de mauvais traitements, mais qu'ils soient entourés des soins attentifs et vigilants que réclament leur âge et leur état de santé.

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, majorant à titre provisoire certaines prestations familiales. (Nos 101 et 125, année 1951. — M. Menu, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. , rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. Durieux, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Aubert, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la composition et au fonctionnement du Conseil Economique. (Nos 12 (*rectifié*), année 1950, 89 et 128, année 1951. — M. de Villoutreys, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions. — M. , rapporteur.)

---

**Nomination de membres d'une Commission extraparlementaire.**

Dans sa séance du 23 février 1951, le Conseil de la République a nommé :

MM. ABEL-DURAND, DENVERS et LÉGER, membres de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel (Application de la loi n° 50-1536 du 13 décembre 1950).

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 27 Février 1951.*

---

N° 124. — Proposition de loi de M. Courrière tendant à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie, en matière de pension.

*N° 128. — Rapport de M. de Villoutreys sur la proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique.

N° 133. — Projet de loi tendant à interdire aux agents d'affaires et conseils juridiques de se prévaloir du titre d'ancien magistrat, d'ancien avocat ou d'ancien officier public.

N° 134. — Rapport de M. Schwartz sur le projet de loi relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives.

N° 137. — Rapport de M. François Dumas sur le projet de loi tendant à compléter l'ordonnance sur les gares routières de voyageurs.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 23 février 1951.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

1. -
blée
du 16
(Nos
rappo
l'éduc
des lo

Les
nent :

1er
TORR

Tribu

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 20

## ORDRE DU JOUR

### Du Jeudi 1er Mars 1951.

### A QUINZE HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse. (Nos 886, année 1950, et 85, année 1951. — M. Emilien Licutaud, rapporteur; et n° , année 1951, avis de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. Lassagne, rapporteur.)

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. SCHWARTZ, jusques et y compris M. Henry TORRÈS.

Tribunes : Depuis M. TUCCI, jusques et y compris M. BIATARANA.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant la loi du 4 août 1926 sur la propriété foncière en Algérie et l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie. (Nos 1 et 136, année 1951. — M. Jules Valle, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2497 du 24 octobre 1945 sur les gares routières de voyageurs, en vue de permettre la participation des départements et des communes aux sociétés chargées d'exploiter des gares routières publiques de voyageurs. (Nos 2 et 137, année 1951. — M. François Dumas, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme. — M. , rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant un fonds de garantie et de compensation pour le service des prestations de chauffage et de logement au personnel retraité des exploitations minières et assimilées. (Nos 3 et 132, année 1951. — M. Nestor Calonne, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, étendant aux magistrats de l'ordre judiciaire certaines dispositions de la loi du 19 octobre 1946, relative au statut général des fonctionnaires. (Nos 69 et 138, année 1951. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, complétant les articles 639 et 640 du Code d'instruction criminelle. (Nos 81 et 142, année 1951. — M. Gaston Charlet, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à permettre la tierce opposition à l'encontre de certaines décisions judiciaires. (Nos 100 et 141, année 1951. — M. Georges Maire, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives. (Nos 800, année 1950 et 134, année 1951. — M. Schwartz, rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à assurer le maintien des services de contrôle du conditionnement dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. (Nos 104 et 135, année 1951. — M. Symphor, rapporteur.)

10. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Chapalain, Dronne, Robert Chevalier et Beauvais, tendant à inviter le Gouvernement à mettre en vente, par décret, un carburant agricole à prix réduit. (Nos 827, année 1950 et 72, année 1951. — M. Bénigne Fournier, rapporteur.)

---

**Comité constitutionnel.**

Dans sa séance du mardi 27 février 1951, le Conseil de la République a nommé :

MM. Jacques DONNEDIEU de VABRES,

Maurice DELÉPINE,

Marcel PRELOT,

membres du Comité constitutionnel.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 1er Mars 1951.*

---

*N° 132. — Rapport de M. Nestor Calonne sur le projet de loi instituant un fonds de garantie pour le service des prestations de chauffage et de logement du personnel retraité des exploitations minières.

*N° 135. — Rapport de M. Symphor sur la proposition de loi tendant à assurer le maintien des services de contrôle du conditionnement dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

*N° 136. — Rapport de M. Jules Valle sur le projet de loi modifiant la loi sur la propriété foncière en Algérie.

*N° 138. — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur le projet de loi étendant aux magistrats de l'ordre judiciaire certaines dispositions de la loi relative au statut général des fonctionnaires.

N° 139. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la réglementation du commerce d'importation des produits de la pêche maritime.

N° 140. — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale n° 94 concernant les clauses de travail dans les contrats passés par une autorité publique.

*M° 141. — Rapport de M. Georges Maire sur la proposition de loi tendant à permettre la tierce opposition à l'encontre de certaines dispositions judiciaires.

*N° 142. — Rapport de M. Gaston Charlet sur la proposition de loi complétant les articles 639 et 640 du Code d'instruction criminelle.

*N° 143. — Proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à inviter le Gouvernement à obtenir que l'Assemblée des Nations Unies se tienne en 1951 à Paris.

N° 146. — Projet de loi portant création de trois contingents exceptionnels de Croix du mérite maritime.

N° 147. — Projet de loi maintenant provisoirement en vigueur certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre.

N° 148. — Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1951.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 28 février 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 1er Mars 1951.*

2e BUREAU, à 18 heures, local n° 201.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 11 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 15 h. 15, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 10 heures, local n° 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

SOUS-COMMISSION des « entreprises nationalisées », à 14 h. 15, local de la Commission des finances.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

éparte-

nelle et

sports

h. 30,

h. 15,

1. –

n° 51

d'ense

Les

aentr

1re É

Tribu

DEPR

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 21

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 13 Mars 1951.**

**A SEIZE HEURES**

## SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de membres de la Commission créée par la loi n° 51-258 du 2 mars 1951, chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. BOISROND, jusques et y compris M. CAPELLE.

Tribunes : Depuis M. CARCASSONNE, jusques et y compris M. René DEPREUX.

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse. (N^os 886, année 1950, et 85, année 1951. — M. Emilien Lieutaud, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. Lassagne, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant la loi du 4 août 1926 sur la propriété foncière en Algérie et l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie. (N^os 1 et 136, année 1951. — M. Jules Valle, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2497 du 24 octobre 1945 sur les gares routières de voyageurs, en vue de permettre la participation des départements et des communes aux sociétés chargées d'exploiter des gares routières publiques de voyageurs. (N^os 2 et 137, année 1951. — M. François Dumas, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme. — M. Dupic, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant un fonds de garantie et de compensation pour le service des prestations de chauffage et de logement au personnel retraité des exploitations minières et assimilées. (N^os 3 et 132, année 1951. — M. Nestor Calonne, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, étendant aux magistrats de l'ordre judiciaire certaines dispositions de la loi du 19 octobre 1946, relative au statut général des fonctionnaires. (N^os 69 et 138, année 1951. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, complétant les articles 639 et 640 du Code d'instruction criminelle. (N^os 81 et 142, année 1951. — M. Gaston Charlet, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à permettre la tierce opposition à l'encontre de certaines décisions judiciaires. (Nos 100 et 141, année 1951. — M. Georges Maire, rapporteur.)

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives. (Nos 800, année 1950 et 134, année 1951. — M. Schwartz, rapporteur.)

10. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à assurer le maintien des services de contrôle du conditionnement dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. (Nos 104 et 135, année 1951. — M. Symphor, rapporteur.)

11. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Chapalain, Dronne, Robert Chevalier et Beauvais, tendant à inviter le Gouvernement à mettre en vente, par décret, un carburant agricole à prix réduit. (Nos 827, année 1950 et 72, année 1951. — M. Bénigne Fournier, rapporteur.)

---

## Proclamation d'un Sénateur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département du Nord en date du 2 mars 1951 que M. Jean VANDAELE a été proclamé, à cette date, Sénateur du département du Nord, en remplacement de M. Arthur Marchant, décédé.

M. Jean VANDAELE est appelé à faire partie du 3e bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 13 Mars 1951.*

N° 149. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Intérieur).

N° 150. — Projet de loi modifiant l'article 4 de la loi réglementant les courses de chevaux.

N° 152. — Rapport de M. Léger sur le projet de loi autorisant la ratification de la Convention créant l'organisation maritime consultative intergouvernementale.

N° 154. — Rapport de M. Liotard sur la proposition de résolution tendant à apporter une aide à la circonscription de Fort-Dauphin (Madagascar).

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

## N° 22

## ORDRE DU JOUR

### Du Jeudi 15 Mars 1951.

**A QUINZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Justice). (N^os^ 122 et 158, année 1951. — M. Emilien Lieutaud, rapporteur.)

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1^er^ Étage : Depuis M. Paul-Emile DESCOMPS, jusques et y compris M. DUTOIT.

Tribunes : Depuis Mme ÉBOUÉ, jusques et y compris M. HOUCKE.

2. — Discussion de la proposition de résolution de M. Radius et des membres du groupe d'Action Démocratique et Républicaine, tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux personnels civils et militaires de l'Etat ainsi qu'aux personnels des collectivités locales les avantages des prestations familiales spéciales accordées par les Caisses départementales des allocations familiales aux salariés du secteur privé, en faveur des enfants partant en vacances. (Nos 523, année 1950, et 57, année 1951. — M. Varlot, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de résolution de M. Couinaud tendant à inviter le Gouvernement à mettre en vigueur par décret les dispositions prévues à l'article 367 du Code général des impôts. (Nos 764, année 1950 et 47, année 1951. — M. Laillet de Montullé, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Sclafer, rapporteur.)

---

**Nomination de membres d'une Commission extraparlementaire.**

Dans sa séance du 13 mars 1951, le Conseil de la République a nommé membres de la Commission, créée par la loi n° 51-258 du 2 mars 1951, chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales :

— pour représenter la Commission du travail et de la sécurité sociale :

M. ABEL-DURAND, Mme Marcelle DEVAUD et M. LANDRY ;

— pour représenter la Commission de la famille, de la population et de la santé publique :

MM. MENU, Marcel MOLLE et RÉVEILLAUD ;

— pour représenter la Commission de l'agriculture :

MM. BRETTES et SAINT-CYR (et comme membre suppléant : M. Robert GRAVIER) ;

— pour représenter la Commission de la production industrielle :

M. ARMENGAUD ;

— pour représenter la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme :

M. PIC ;

— pour représenter la Commission de l'intérieur :

M. SYMPHOR ;

— pour représenter la Commission des finances :

M. Jean BERTHOIN ;

— pour représenter la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale :

M. de FÉLICE ;

— pour représenter la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre :

M. CANIVEZ (et comme membre suppléant : M. JOZEAU-MARIGNÉ) ;

— pour représenter la Commission de la marine et des pêches :

M. DENVERS ;

— pour représenter la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales :

M. ROCHEREAU.

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 15 Mars 1951.*

---

N° 157. — Rapport de M. Roger Fournier sur le projet de loi relatif au régime de l'assurance-vieillesse.

*N° 158. — Rapport de M. Emilien Lieutaud sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Justice).

N° 165. — Rapport de M. Léo Hamon sur la proposition de résolution tendant à prendre toutes initiatives pour que l'Assemblée des Nations Unies se tienne à Paris.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 14 mars 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 15 Mars 1951.*

2e BUREAU, à 11 heures, local n° 201.

4e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 207.

COMMISSION de l'agriculture, à 11 heures, local n° 214.

COMMISSION des finances, à 16 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 14 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 45, local n° 202.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

SOUS-COMMISSION des « entreprises nationalisées », à 14 h. 45, local de la Commission des finances.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. —

Elec
décédé

Elec
décédé

Les bi
nent

1re É
M. LAS

Tribun
M. MO

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 23

## ORDRE DU JOUR

### Du Mardi 20 Mars 1951.

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification des pouvoirs :

DEUXIÈME BUREAU

Election de M. MARCOU, en remplacement de M. Ferracci, décédé (Guinée, 1re section). — M. Schwartz, rapporteur.

QUATRIÈME BUREAU

Election de M. VANDAELE, en remplacement de M. Marchant, décédé (département du Nord). — M. Alfred Paget, rapporteur.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1er Étage : Depuis M. Louis IGNACIO-PINTO, jusques et y compris M. LASSALLE-SÉRÉ.

Tribunes : Depuis M. LAURENT-THOUVEREY, jusques et y compris M. MONICHON.

2. — Nomination de deux membres du Conseil supérieur des transports.

3. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Durand-Réville demande à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme :

1° si une enquête est en cours en vue de rechercher les causes de la catastrophe aérienne du Brazzaville-Paris, le 3 février au Cameroun, et, dans l'affirmative, quelles sont les explications proposées de l'accident difficilement compréhensible aux familiers de cette ligne ;

2° les dispositions que son Département compte prendre pour éviter le retour de catastrophes de cette nature, en particulier sur cette ligne aérienne essentielle à la vie de l'Afrique Equatoriale Française et du Cameroun (n° 201).

II. — Mme Marcelle Devaud demande à M. le Ministre de l'Education nationale, s'il est exact qu'une réduction de 200 millions doit être opérée sur les crédits affectés à la sécurité sociale des étudiants pour l'exercice 1951 ;

et, dans l'affirmative, comment son Département fera face aux obligations qui lui sont imposées par la loi du 23 septembre 1948 (n° 204).

III. — M. Chazette demande à M. le Ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés quels moyens ont été employés pour obtenir l'échange des prisonniers avec le Viet-Minh, le retour des corps des prisonniers décédés, la sauvegarde des blessés et des malades, les nouvelles des prisonniers et la correspondance avec leurs familles ;

combien de corps de militaires tués ou décédés en Indochine ont été rapatriés à ce jour, combien il en reste à rapatrier, et quelles mesures ont été prises pour les ramener en France et quels délais sont envisagés (n° 205).

IV. — M. Primet signale à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme que, par lettre datée du 11 janvier 1951,

M. le Ministre de la Défense nationale (Secrétariat d'Etat aux Forces armées) a fait connaître son intention de faire évacuer la totalité de la caserne Mayran à Mayenne (Mayenne) pour y implanter un escadron de garde républicaine ;

et lui demande quelles mesures il compte prendre pour :

1° reloger les 80 familles ouvrières sinistrées ainsi menacées d'expulsion ;

2° fournir des locaux suffisants au centre d'apprentissage, la plupart des immeubles sinistrés de la ville n'étant pas encore reconstruits (n° 206).

V. — M. Naveau expose à M. le Ministre de l'Agriculture que la nomenclature des véhicules à retenir pour la ristourne sur carburants parue au *Journal officiel* du 7 novembre 1950 ne comprend pour la catégorie : « Jeep » que la seule Jeep Willys Overland du type C J2 A ou C J3 A importée en France depuis 1947, d'une puissance à la poulie de 32 CV et à relevage hydraulique ;

que de ce fait, de nombreux petits exploitants se voient injustement privés de la ristourne sur carburants, leurs moyens financiers ne leur ayant permis que de faire l'acquisition d'une « Jeep » de type ordinaire, qui sert pourtant à l'exploitation agricole, car elle permet divers travaux de culture et remplace très souvent un tracteur dans le transport des récoltes ou des produits de la ferme ;

et demande de faire étudier à nouveau cette question et de lui indiquer les mesures qu'il aura prescrites pour remédier à l'oubli de la « Jeep » ordinaire sur la liste des appareils à retenir pour le calcul de la ristourne sur carburants (n° 208).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Budget annexe des Monnaies et Médailles). (Nos 907, année 1950, 97 et 175, année 1951. — M. Litaise, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au régime de l'assurance-vieillesse. (Nos 103 et

157, année 1951. — M. Roger Fournier, rapporteur ; et n° année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. , rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur.)

6. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Michel Debré, relative à une politique du logement ; 2° de MM. Brizard et Rochereau, tendant à inviter le Gouvernement à réserver à la reconstruction et à la construction d'immeubles neufs une beaucoup plus large part des fonds provenant de l'aide Marshall. (Nos 820, année 1949, 191 et 273, année 1950. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 20 Mars 1951.*

---

N° 155. — Rapport de M. Jacques Gadoin sur le projet de loi créant un institut de la propriété industrielle.

N° 156. — Avis de M. Armengaud sur le projet de loi créant un institut de la propriété industrielle.

*N° 159. — Rapport de M. Rogier sur la proposition de résolution tendant à abroger la disposition illégale de l'arrêté concernant le payement des émoluments aux secrétaires des Conseils de Prud'hommes.

*N° 161. — Rapport de M. Rogier sur la proposition de loi portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance modifiant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat.

---

* NOTA. — Ces documents ont été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 16 mars 1951.

N° 163. — Rapport de M. Yves Jaouen sur le projet de loi portant création de trois contingents de Croix du Mérite maritime destinés à récompenser les artisans de la reconstruction de la flotte de commerce.

N° 167. — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Agriculture).

N° 175. — Rapport de M. Litaise sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Monnaies et Médailles).

N° 178. — Projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères et pensions.

## CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 20 Mars 1951.*

COMMISSION de l'agriculture, à 15 heures, local n° 214.

COMMISSION des finances, à 11 heures, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. –
par l
d'écon

Les
nent

1er
M. PA
Tribu

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 24

## ORDRE DU JOUR

**Du Mercredi 21 Mars 1951.**

**A NEUF HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission de la France d'Outre-Mer sur les Sociétés d'économie mixte ou similaires intéressant l'Union Française.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1er Étage : Depuis M. de MONTALEMBERT, jusques et y compris M. PAUMELLE.

Tribunes : Depuis M. PELLENC, jusques et y compris M. SATINEAU.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Agriculture). (N[os] 907, année 1950, 56 et 167, année 1951. — M. de Montalembert, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. Driant, rapporteur.)

---

## Vérifications de pouvoirs.

Dans sa séance du 20 mars 1951, le Conseil de la République a vérifié les pouvoirs de M. MARCOU, Sénateur de la Guinée (1[re] section) et de M. VANDAELE, Sénateur du Nord.

---

## Nomination de membres d'organisme extraparlementaire.

Dans sa séance du 20 mars 1951, le Conseil de la République a nommé :

MM. Henri BARRÉ et Paul ROBERT, membres du Conseil supérieur des transports (application des articles 5 et 6 de la loi du 3 septembre 1947).

## ERRATA

*Au rapport (n° 167) de* M. de MONTALEMBERT *sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **développement** *des* **crédits** *affectés aux dépenses de fonctionnement des* **services civils** *pour l'*exercice 1951 (Agriculture).

1° Page 9, 9e ligne :

*Au lieu de :* « en millions de francs »,

*Lire :* « en *milliards* de francs ;

2° Page 16, 2e ligne :

*Au lieu de :* « ... le système de la taxation... »,

*Lire :* « ... le système de la *garantie de prix*... ».

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 21 Mars 1951.*

N° 171. — Proposition de résolution de M. Cornu tendant à accorder une aide financière au Comité d'érection d'un monument à la mémoire des victimes de la frégate *Laplace*.

N° 172. — Rapport de M. Héline sur la proposition de résolution tendant à fixer la date des vacances scolaires du 1er juillet au 15 septembre.

N° 177. — Rapport de M. Jacques Masteau sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Intérieur),

## CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mercredi 21 Mars 1951.*

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 17 heures, local n° 215.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 25

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 22 Mars 1951.**

**A NEUF HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance du 13 avril 1943 modifiant et complétant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat et de l'Algérie et au domaine public national. (N[os] 51 et 161, année 1951. — M. Rogier, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. François SCHLEITER, jusques et y compris Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE.

Tribunes : Depuis M. Henry TORRÈS, jusques et y compris M. Jean BERTHOIN.

**2.** — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Agriculture). (N^os^ 907, année 1950, 56 et 167, année 1951. — M. de Montalembert, rapporteur ; et n° 202, année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. Driant, rapporteur.)

**3.** — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de Mme Devaud, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le crédit de 400 millions prévu au budget du Ministère de l'Education Nationale (chapitre 4070) comme contribution au régime de sécurité sociale des étudiants. (N° 198, année 1951. — M. , rapporteur.)

**4.** — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Intérieur). (N^os^ 907, année 1950, 149 et 177, année 1951. — M. Jacques Masteau, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 22 Mars 1951.*

N° 160. — Proposition de loi de M. Verdeille tendant à modifier les lois concernant la pêche à la ligne.

N° 164. — Proposition de loi de M. Denvers relative aux droits à pension proportionnelle des anciens marins invalides de guerre.

N° 168. — Proposition de loi de M. Champeix tendant à relever le plafond d'exonération des droits de soulte quand il y a partage d'une petite propriété.

N° 169. — Proposition de loi de M. Boulangé tendant à permettre la validation pour la retraite de certains services accomplis par les fonctionnaires.

N° 170. — Proposition de résolution de M. Ferrant tendant à rétablir en faveur des vieux métayers le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs.

N° 173. — Proposition de résolution de M. Jean Malonga tendant à rendre obligatoire l'enseignement primaire en Afrique Française.

N° 176. — Proposition de résolution de M. Chatenay tendant à accorder un secours aux victimes de l'ouragan qui a ravagé le Maine-et-Loire.

N° 179. — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant les forêts.

N° 180. — Projet de loi tendant à autoriser le transfert des débits de boissons sur les aérodromes civils.

N° 181. — Projet de loi tendant à créer un poste de conseiller délégué à la protection de l'enfance à la Cour d'appel d'Alger.

N° 182. — Projet de loi portant déclassement des lignes de Marcq-Saint-Juvin à Dun-Doulcon et de Saulmory à Baroncourt.

N° 183. — Projet de loi tendant à rétablir dans les Territoires d'Outre-Mer l'article 248 du Code pénal dans le texte arrêté par la loi du 7 juillet 1948.

N° 184. — Projet de loi étendant aux Territoires d'Outre-Mer les dispositions de la loi complétant l'article 161 du Code pénal.

N° 185. — Projet de loi instituant dans les Territoires d'Outre-Mer un système de perception immédiate d'amendes forfaitaires.

N° 186. — Projet de loi tendant à ratifier la Convention entre la France et la Suisse relative à l'exercice de la profession d'expert-comptable.

N° 187. — Projet de loi portant validation de l'acte dit loi fixant le délai imparti aux Caisses autonomes mutualistes de retraites pour le remboursement des majorations de rentes à la charge de l'Etat.

N° 189. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à porter à 120.000 francs l'allocation pour tierce personne des grands mutilés.

N° 190. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la remise d'un diplôme d'honneur aux familles des « Morts pour la France » de la guerre 1939-1945.

N° 191. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à préciser à l'égard du personnel des Caisses d'épargne la portée de l'article 2 de la loi sur les conventions collectives.

N° 198. — Proposition de résolution de Mme Marcelle Devaud tendant à rétablir le crédit prévu comme contribution au régime de sécurité sociale des étudiants.

N° 199. — Projet de loi tendant à ratifier la Convention n° 63 concernant les statistiques des salaires.

N° 200. — Projet de loi tendant à ratifier les Conventions n° 77 et 78 concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi des enfants dans l'industrie et aux travaux non industriels.

N° 201. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à étendre aux conseillers prud'hommes le bénéfice de la loi permettant aux salariés membres d'un conseil général de participer aux délibérations de ce conseil.

N° 205. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux.

N° 206. — Projet de loi portant ouverture de crédits en vue de couvrir les dépenses entraînées par le voyage du Président de la République.

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 22 Mars 1951.*

COMMISSION des finances, première suspension de séance de l'après-midi, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 11 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 15 heures, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 10 heures, local n° 202.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 11 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 15 h. 45, local n° 213.

---

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. -

I. -
été li
Diré),

1° s
ment
dressé

Les
nent :

1er E

Tribu

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 26

## ORDRE DU JOUR

### Du Mardi 3 Avril 1951.

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Cozzano, ému de la façon dont ont disparu ou ont été liquidés les biens de la Ciconic (Compagnie cotonnière de Diré), demande à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer :

1° s'il est avéré que ces biens étaient la propriété du Gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française (l'inventaire dressé en 1938 par M. l'Inspecteur des Affaires administratives

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. BIATARANA, jusques et y compris M. CANIVEZ.

Tribunes : Depuis M. CAPELLE, jusques et y compris M. DENVERS.

Mourgues, et le payement de huit millions par le Gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française pour la liquidation de la Société semblent l'indiquer suffisamment) ;

2° s'il a eu connaissance des conditions dans lesquelles a disparu ou a été liquidé le matériel utilisable de la Ciconic ;

demande également qu'une enquête administrative soit envisagée afin d'établir les responsabilités dans cette affaire (n° 193).

II. — M. Liotard demande à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer quelles mesures a prises son Département pour venir en aide aux populations de Madagascar éprouvées par des cyclones récents, notamment :

1° Antalaha (février 1950), à la suite duquel les intéressés demandaient des secours aux populations les plus nécessiteuses et, pour la plus grande partie des dégâts, des emprunts à long terme et à faible intérêt ;

2° Fort-Dauphin (janvier 1951), etc. ;

souligne l'intérêt d'une réserve de crédits destinés à faire face aux conséquences les plus brutales des calamités de cet ordre n° 200).

III. — M. Durand-Réville demande à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme :

1° si une enquête est en cours en vue de rechercher les causes de la catastrophe aérienne du Brazzaville-Paris, le 3 février au Cameroun, et, dans l'affirmative, quelles sont les explications proposées de l'accident difficilement compréhensible aux familiers de cette ligne ;

2° les dispositions que son Département compte prendre pour éviter le retour de catastrophes de cette nature, en particulier sur cette ligne aérienne essentielle à la vie de l'Afrique Equatoriale Française et du Cameroun (n° 201).

IV. — M. Ernest Pezet expose à M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre la regrettable situation

faite aux anciens combattants français de la Principauté de Monaco ;

rappelle que la Caisse autonome des retraites de la Principauté de Monaco a prescrit aux chefs d'établissements de mentionner sur les certificats de travail les périodes d'activité effectuées par leurs employés ;

que la période du service militaire n'est pas considérée comme une période d'activité ;

que, de ce fait, elle se trouvera retranchée, comme le sont déjà les années de guerre, dans la computation des mois de travail pour le calcul de la retraite des vieux travailleurs ;

signale que cela se traduira, pour la plupart des Français de Monaco, par la défalcation de six ans, ou même plus, d'activité et entrainera un abaissement important du montant de leur retraite ;

que les anciens militaires et anciens combattants français lésés gravement, au bénéfice de citoyens monégasques et italiens qui n'ont rempli aucune obligation militaire, seront en somme pénalisés pour avoir servi la France et contribué à la protection de la Principauté de Monaco ;

et lui demande les mesures envisagées, en accord avec M. le Ministre des Affairés étrangères s'il en est besoin, pour défendre les intérêts légitimes et la dignité des anciens militaires et combattants de Monaco (n° 203).

*(Question transmise à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.)*

V. — M. Lucien de Gracia expose à M. le Ministre de l'Intérieur, qu'un arrêté du 28 mai 1946 autorise le port d'armes de 1re, 4e et 6e catégories aux convoyeurs, chauffeurs de voitures transportant des titres ou espèces, encaisseurs-payeurs des banques nationalisées ;

que ce fait est de nature à attirer l'attention sur les autres banques dont le personnel n'est pas autorisé à être armé, et permet ainsi des opérations de gangsters, comme le fait s'est produit dernièrement pour le Crédit commercial de Bordeaux ;

et demande s'il ne pense pas utile d'étendre le bénéfice du port d'armes au personnel intéressé de toutes les banques (n° 207).

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant création de trois contingents exceptionnels de Croix du Mérite maritime destinés à récompenser, le premier, les meilleurs artisans de la reconstruction de la flotte de commerce et de pêche, le second, les personnes qui ont pris une part prépondérante à la réalisation des grands travaux portuaires d'Abidjan, le troisième, les mérites du personnel de la Compagnie du canal de Suez qui s'est spécialement distingué lors du creusement du canal dérivé. (Nos 146 et 163, année 1951. — M. Yves Jaouen, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention du 6 mars 1948 créant l'organisation maritime consultative intergouvernementale. (Nos 130 et 152, année 1951. — M. Léger, rapporteur; et n° , année 1951, avis de la Commission des affaires étrangères. — M. Lassagne, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Intérieur). (Nos 907, année 1950, 149 et 177, année 1951. — M. Jacques Masteau, rapporteur.)

---

## Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques

*Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique*

(Apparentés aux termes de l'article 16 du Règlement).

(10 membres au lieu de 9).

Ajouter le nom de M. MARCOU.

***Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 3 Avril 1951.***

N° 188. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Aviation civile et commerciale).

N° 192. — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de résolution tendant à venir en aide aux sinistrés de Pigeon.

N° 193. — Proposition de résolution de M. Mostefaï El-Hadi tendant à la désignation d'une commission à l'effet d'enquêter sur le malaise algérien.

N° 197. — Proposition de résolution de M. Primet tendant à accorder des secours aux victimes de la tornade qui a ravagé la Mayenne.

N° 203. — Rapport de M. Brettes sur la proposition de résolution tendant à rétablir l'allocation de salaire unique aux membres salariés de la famille des exploitants agricoles.

N° 204. — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à admettre qu'en matière de recouvrement d'impôts aucun recours ne pourra être exercé contre les créanciers de l'Etat.

N° 222. — Projet de loi portant modification de l'ordonnance relative à l'enfance délinquante.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 27

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 5 Avril 1951.**

### A QUINZE HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, créant un Institut national de la propriété industrielle. (Nos 99 et 155, année 1951. — M. Jacques Gadoin, rapporteur ; et n° 156, année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur.)

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. René DEPREUX, jusques et y compris M. DURIEUX.

Tribunes : Depuis M. DUTOIT, jusques et y compris M. HOEFFEL.

2. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Intérieur). (Nos 907, année 1950, 149 et 177, année 1951. — M. Jacques Masteau, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Cornu, Henri Cordier et Jézéquel, tendant à inviter le Gouvernement à fixer la date des vacances scolaires du 1er juillet au 15 septembre. (Nos 838, année 1950 et 172, année 1951. — M. Héline, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Naveau, Durieux et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi rétablissant l'allocation de salaire unique et l'allocation de logement aux membres salariés de la famille des exploitants agricoles. (Nos 68 et 203, année 1951. — M. Brettes, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 5 Avril 1951.*

---

No 194. — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à permettre l'accroissement de la production de l'énergie électrique.

No 213. — Proposition de résolution de M. Monichon tendant à relever les maxima dans les limites desquels les communes sont autorisées à passer des marchés de gré à gré.

No 220. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Travail et Sécurité sociale).

No 221. — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à amender les dispositions de l'article 2 de la loi du 2 août 1949 relatives au règlement des dommages de guerre.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 5 Avril 1951.*

COMMISSION de comptabilité, à 9 h. 45, local n° 272.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. —

Réunion

Les billet
nent :

1er Étage

Tribunes

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

## N° 28

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 10 Avril 1951.**

**A QUINZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Nomination d'un membre du Comité consultatif de la Réunion des Théâtres lyriques nationaux.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. HOUCKE, jusques et y compris M. LASALARIÉ.

Tribunes : Depuis M. LASSAGNE, jusques et y compris M. MINVIELLE

2. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Mamadou Dia signale à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer que la saison des pluies 1950 vient malheureusement de se terminer au Sénégal par une inondation du grand fleuve qui, par suite de la rupture de certaines digues mal conçues ou insuffisamment entretenues et l'absence en certains endroits de moyens de protection, a détruit des villes et des villages entiers ;

que l'importance des dégâts matériels pose des problèmes graves de responsabilité administrative et nécessite l'étude et la mise en œuvre de moyens puissants d'endiguement ;

appelle, en outre, une aide immédiate en faveur des populations durement éprouvées par cette catastrophe ;

et demande quelles mesures il compte prendre :

1° pour déterminer les responsabilités encourues et les sanctionner ;

2° pour mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation d'un programme sérieux d'endiguement ;

3° pour venir en aide aux populations sinistrées (N° 160).

II. — M. Durand-Réville demande à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme :

1° si une enquête est en cours en vue de rechercher les causes de la catastrophe aérienne du Brazzaville-Paris, le 3 février au Cameroun, et, dans l'affirmative, quelles sont les explications proposées de l'accident difficilement compréhensible aux familiers de cette ligne ;

2° les dispositions que son Département compte prendre pour éviter le retour de catastrophes de cette nature, en particulier sur cette ligne aérienne essentielle à la vie de l'Afrique Equatoriale Française et du Cameroun (n° 201).

III. — M. Naveau expose à M. le Ministre de l'Agriculture que la nomenclature des véhicules à retenir pour la ristourne sur carburants parue au *Journal officiel* du 7 novembre 1950 ne comprend pour la catégorie : « Jeep » que la seule Jeep Willys Over-

land du type C J2 A ou C J3 A importée en France depuis 1947, d'une puissance à la poulie de 32 CV et à relevage hydraulique ;

que de ce fait, de nombreux petits exploitants se voient injustement privés de la ristourne sur carburants, leurs moyens financiers ne leur ayant permis que de faire l'acquisition d'une « Jeep » de type ordinaire, qui sert pourtant à l'exploitation agricole, car elle permet divers travaux de culture et remplace très souvent un tracteur dans le transport des récoltes ou des produits de la ferme ;

et demande de faire étudier à nouveau cette question et de lui indiquer les mesures qu'il aura prescrites pour remédier à l'oubli de la « Jeep » ordinaire sur la liste des appareils à retenir pour le calcul de la ristourne sur carburants (n° 208).

IV. — M. Léger attire l'attention de M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce sur la situation dramatique dans laquelle se trouve la population havraise par suite de la pénurie de charbon ;

et demande quelles mesures il compte prendre pour approvisionner la population en charbon pour foyers domestiques et les navires en charbon de soute (n° 209).

V. — M. Jacques Debû-Bridel attire l'attention de M. le Ministre de la Défense nationale sur les conditions dans lesquelles sont délivrés les certificats d'appartenance aux Forces françaises de l'Intérieur dans le département de la Seine (1re région militaire) ;

expose qu'il ressort des renseignements qui lui ont été fournis que plusieurs intéressés ayant incontestablement appartenu à des formations de résistance depuis au moins 1942 n'ont vu leurs services validés que pour des périodes strictement limitées à celles des combats de la Libérations de Paris (19 au 25 août 1944) et perdent de ce fait tout bénéfice de leur action clandestine, ce qui, pour certains (fonctionnaires, militaires...), représente un préjudice très grave ;

et demande quelles mesures il compte prendre pour réparer ces injustices (n° 211).

3. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Dronne expose à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer que les principes fondamentaux de la liberté de la Presse, de l'indépendance de la Magistrature et de la gestion des finances publiques sont fréquemment transgressés en Afrique Occidentale Française, et lui demande quelles mesures il compte prendre afin de rétablir l'application de la légalité républicaine dans ces Territoires.

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, créant un Institut national de la propriété industrielle. (Nos 99 et 155, année 1951. — M. Jacques Gadoin, rapporteur; et n° 156, année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Cornu, Henri Cordier et Jézéquel, tendant à inviter le Gouvernement à fixer la date des vacances scolaires du 1er juillet au 15 septembre. (Nos 838, année 1950 et 172, année 1951. — M. Héline, rapporteur.)

---

**Additif et rectificatif au feuilleton n° 5**
du 12 janvier 1951.

**1° Liste des rapporteurs spéciaux de la Commission des finances.**

. . . . . .

A. — *Dépenses civiles. — Budget général.*

. . . . . .

Page 11, entre les 22e et 23e lignes :

*Ajoutez :*

Etats associés . . . . . Diethelm

.....

Page 11, 28e ligne :

*Au lieu de :*

Travail et Sécurité sociale ..... Demusois

*Lire :*

Travail et Sécurité sociale ..... Minvielle

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 10 Avril 1951.*

---

N° 224. — Proposition de résolution de M. Delalande tendant à venir en aide aux victimes de la tornade qui a ravagé la Mayenne.

N° 227. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Services financiers).

N° 228. — Projet de loi tendant à modifier la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale.

N° 229. — Projet de loi étendant à la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion la législation relative aux chambres de commerce.

N° 230. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant abrogation du 2e alinéa de l'article 4 de la loi modifiant l'article 340 du Code civil.

N° 231. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à ouvrir un crédit pour venir en aide aux marins-pêcheurs de St-Jean-de-Luz.

N° 232. — Projet de loi relatif à la culture de la chicorée à café.

N° 233. — Projet relatif au développement des crédits affectés au dépenses des services civils (Présidence du Conseil).

N° 234. — Projet de loi portant ratification de la convention pour la concession de la construction d'un pont sur la Seine à Tancarville.

N° 235. — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant les pensions de retraite.

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 10 Avril 1951.*

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 14 h. 30, local n° 202.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

fectés
l).

pour
ine à

n des

nelle

titu-
21.

1. —

dant à

sinistrés

M. Lode

*(Sous*

Les bill

nent :

1er Éta

Tribune

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 29

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 12 Avril 1951.**

**A QUINZE HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Vote de la proposition de résolution de Mme Eboué, tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide aux sinistrés de Pigeon en Guadeloupe. (N[os] 31 et 192, année 1951. — M. Lodéon, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. Marcel MOLLE, jusques et y compris M. PATIENT.

Tribunes : Depuis M. PAULY, jusques et y compris M. SALLER.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travaux publics, Transports et Tourisme. — II. Aviation civile et commerciale). (Nos 907, année 1950, 188 et 225, année 1951. — M. Maurice Walker, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi du 2 juillet 1850 relative aux mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques. (Nos 84 et 241, année 1951. — M. Biatarana, rapporteur.)

---

## Nomination d'un membre d'un organisme extraparlementaire.

Dans sa séance du 10 avril 1951, le Conseil de la République a nommé M. Georges LAMOUSSE membre du Comité consultatif de la Réunion des Théâtres lyriques nationaux (application de l'article 4 du décret du 11 mai 1939).

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 12 Avril 1951.*

*N° 225. — Rapport de M. Maurice Walker sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Aviation civile et commerciale).

N° 236. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Services des Affaires allemandes et autrichiennes).

N° 237. — Projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la législation métropolitaine sur les warrants agricoles.

N° 238. — Projet de loi assurant la sécurité dans les établissements de natation.

N° 239. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 4 de la loi relative au dégagement des cadres.

N° 240. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger le délai prévu par l'article 3 de la loi relative au statut des combattants volontaires de la Résistance.

*N° 241. — Rapport de M. Biatarana sur la proposition de loi tendant à compléter la loi relative aux mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques.

N° 242. — Rapport de M. Courrière sur la proposition de loi tendant à ouvrir un crédit pour venir en aide aux marins-pêcheurs des conserveries de Saint-Jean-de-Luz.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 11 avril 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 12 Avril 1951.*

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

SOUS-COMMISSION des « entreprises nationalisées », à 14 h. 45, local de la Commission des finances.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 15 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 30

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 17 Avril 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission de la France d'Outre-Mer sur l'Office du Niger.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. SARRIEN, jusques et y compris M. TERNYNCK.

Tribunes : Depuis M. THARRADIN, jusques et y compris M. BERLIOZ.

2. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Liotard demande à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer quelles mesures a prises son Département pour venir en aide aux populations de Madagascar éprouvées par des cyclones récents, notamment :

1° Antalaha (février 1950), à la suite duquel les intéressés demandaient des secours aux populations les plus nécessiteuses et, pour la plus grande partie des dégâts, des emprunts à long terme et à faible intérêt ;

2° Fort-Dauphin (janvier 1951), etc. ;

souligne l'intérêt d'une réserve de crédits destinés à faire face aux conséquences les plus brutales des calamités de cet ordre n° 200).

II. — M. Saller expose à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer qu'il ressort nettement des dispositions des articles 60, 72, 74, 76, 77 et 79 de la Constitution du 27 octobre 1946, que la République Française est composée, d'une part, de la France métropolitaine et des départements d'Outre-Mer, d'autre part, des Territoires d'Outre-Mer, lesquels constituent, par suite, des entités politiques et administratives analogues à l'entité métropole et ayant, de ce fait, une prépondérance constitutionnelle et politique certaine sur les groupements de Territoires prévus à l'article 78,

et demande, en conséquence :

1° pour quelles raisons, le 28 décembre 1950, le Gouverneur général Haut-Commissaire de la République en Afrique Occidentale Française, traitant de la revision des listes électorales, a cru devoir adresser directement des instructions aux maires des communes de plein exercice et des communes mixtes, ainsi qu'aux chefs des circonscriptions administratives qui, tous, relèvent directement des autorités de chaque Territoire, et se borner seulement « à communiquer » ces instructions aux Gouverneurs, alors que ces hauts fonctionnaires sont constitutionnellement les dépositaires des pouvoirs de la République dans les huit Territoires composant l'Afrique Occidentale Française ;

2° s'il ne lui paraît pas que cette initiative constitue une violation flagrante des dispositions de la Constitution, lesquelles devraient s'imposer à tous et, d'abord, à ceux qui ont la charge de représenter, Outre-Mer, la République Française ;

3° si cette initiative ne porte pas également une très grave atteinte aux principes de la hiérarchie, de nature à détruire, au profit du Haut-Commissaire, l'autorité des Gouverneurs, puisque ceux-ci sont ouvertement considérés, aux yeux de leurs subordonnés, comme n'étant qu'accessoirement intéressés par une question, celle des élections, qui, pourtant, ne peut présenter qu'un caractère local ;

4° s'il faut voir une corrélation quelconque entre cette manière d'agir — insolite à coup sûr — et l'orientation que l'on pourrait craindre devoir donner aux élections ;

5° quelles dispositions il compte prendre pour mettre fin à ces anomalies et rétablir le fonctionnement normal de l'administration française en Afrique Occidentale Française (n° 210).

III. — M. Léger attire l'attention de M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce sur la situation dramatique dans laquelle se trouve la population havraise par suite de la pénurie de charbon ;

et demande quelles mesures il compte prendre pour approvisionner la population en charbon pour foyers domestiques et les navires en charbon de soute (n° 209).

IV. — M. Bernard Lafay attire l'attention de M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale sur le caractère rigoureusement illégal de la pratique du tiers-payant en matière d'honoraires médicaux et chirurgicaux, la législation sur la Sécurité sociale ayant expressément spécifié que les honoraires des médecins, chirurgiens et spécialistes doivent être remboursés aux malades, et non versés directement à des tiers, intermédiaires entre les malades et les praticiens ;

et demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser les tentatives illégales de certaines caisses de sécurité sociale, notamment dans la région parisienne, en vue d'imposer progressivement aux médecins la pratique du tiers-payant (n° 212).

V. — M. Dronne expose à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques que les primes à la production chanvrière pour les récoltes 1948, 1949 et 1950 ne sont pas encore payées, que leur montant et leurs modalités d'attribution ne sont même pas définitivement fixés, et qu'il résulte de ce long retard une incertitude et une inquiétude légitime chez les producteurs,

et lui demande quelles mesures il compte prendre afin de mettre fin le plus rapidement possible à cette situation (n° 214).

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention signée entre la France et la Grande-Bretagne le 14 décembre 1950, en vue d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus. (N^os^ 119 et 243, année 1951. — M. Jean Maroger, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier un avenant signé le 28 octobre 1950 à la Convention franco-suédoise du 24 décembre 1936 tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs. (N^os^ 120 et 244, année 1951. — M. Jean Maroger, rapporteur.)

5. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Dronne expose à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer que les principes fondamentaux de la liberté de la Presse, de l'indépendance de la Magistrature et de la gestion des finances publiques sont fréquemment transgressés en Afrique Occidentale Française, et lui demande quelles mesures il compte prendre afin de rétablir l'application de la légalité républicaine dans ces Territoires.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 17 Avril 1951.*

---

N° 166. — Rapport annuel de M. Armengaud au nom de la sous-commission chargée de suivre la gestion des entreprises industrielles nationalisées (Les ateliers de la S. N. C. F.).

N° 226. — Rapport de M. Lucien de Gracia sur la proposition de loi tendant à compléter la réglementation du commerce d'importation des produits de la pêche.

*N° 243. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi tendant à ratifier la Convention signée entre la France et la Grande-Bretagne en vue d'éviter les doubles impositions.

*N° 244. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi tendant à ratifier un avenant à la Convention franco-suédoise tendant à éviter les doubles impositions.

N° 250. — Projet de loi modifiant les articles 196 et 234 du Code d'instruction criminelle.

N° 251. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Radiodiffusion française).

N° 254. — Projet de loi relatif à l'indemnisation des Alsaciens et Lorrains ayant contracté une invalidité dans le service allemand du travail.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 16 avril 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 17 Avril 1951.*

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

SOUS-COMMISSION « automobile » de la Commission de la production industrielle, à 17 heures, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

nission.

onstitu-
° 221.

n de la

Su

M.
que
l'inde
publi
Fran
de ré
toi res

Les
nent :

1er
BROU

Tribu
DELO

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 31

## ORDRE DU JOUR

**Du Mercredi 18 Avril 1951.**

**A QUINZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

Suite de la discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Dronne expose à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer que les principes fondamentaux de la liberté de la Presse, de l'indépendance de la Magistrature et de la gestion des finances publiques sont fréquemment transgressés en Afrique Occidentale Française, et lui demande quelles mesures il compte prendre afin de rétablir l'application de la légalité républicaine dans ces Territoires.

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1er Étage : Depuis M. Georges BERNARD, jusques et y compris M. Martial BROUSSE.**

**Tribunes : Depuis M. Louis BRUNET, jusques et y compris M. Claudius DELORME.**

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 18 Avril 1951.*

N° 246. — Rapport de M. Rabouin sur le projet de loi tendant à interdire aux agents d'affaires de se prévaloir du titre d'ancien magistrat.

N° 247. — Rapport de M. Michel Madelin sur le projet de loi tendant à constituer des détachements de météorologie affectés à certaines grandes unités de l'armée de l'air.

N° 257. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils.

## CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mercredi 18 Avril 1951.*

COMMISSION des affaires étrangères, à 15 heures, local n° 201.

COMMISSION de l'agriculture, à 15 heures, local n° 214.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 17 heures, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 10 h. 45, local de la Commission.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 32

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 19 Avril 1951.**

**A QUINZE HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances. — II. — Services financiers). (Nos 907, année 1950, 227 et 255, année 1951. — M. Pauly, rapporteur.)

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. DELTHIL, jusques et y compris M. DUPIC.

Tribunes : Depuis M. Jean DURAND, jusques et y compris M. HAURIOU.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à interdire aux agents d'affaires et conseils juridiques de se prévaloir du titre de magistrat honoraire, d'ancien magistrat, d'avocat honoraire, d'ancien avocat, d'officier public ou ministériel honoraire ou d'ancien officier public ou ministériel. (Nos 133 et 246, année 1951. — M. Rabouin, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à constituer des détachements de météorologie affectés organiquement à certaines grandes unités et formations de l'armée de l'air, ainsi qu'à fixer le régime des fonctionnaires de la météorologie en service dans ces détachements. (Nos 123 et 247, année 1951. — M. Michel Madelin, rapporteur.)

4. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale. (Nos 228, 249 et 263, année 1951. — M. Monichon, rapporteur.)

---

N° 2
N° 25
N° 25
N° 25
N° 26
N° 261
N° 262
N° 264.
N° 265.
N° 266.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 19 Avril 1951.*

N° 248. — Proposition de résolution de M. Tharradin tendant à organiser le reclassement professionnel des militaires rapatriés d'Indochine.

N° 255. — Rapport de M. Pauly sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Services financiers).

N° 258. — Projet de loi ayant pour objet de supprimer le cautionnement des courtiers maritimes.

N° 259. — Projet de loi modifiant le taux de compétence de diverses juridictions.

N° 260. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal.

N° 261. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à rendre obligatoire la numérotation des mouvements de montres.

N° 262. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, créant des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit d'anciens combattants de la guerre 1914-1918.

N° 264. — Projet de loi prorogeant la loi portant organisation des transports maritimes.

N° 265. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à attribuer au Ministère de la Défense Nationale un contingent de distinctions dans la Légion d'honneur en faveur des aveugles de la Résistance.

N° 266. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 19 Avril 1951.*

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 10 heures, local n° 215.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON
# N° 33

## ORDRE DU JOUR
### Du Vendredi 20 Avril 1951.

**A QUINZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Nomination de quatre membres de la Commission chargée d'étudier l'ensemble du problème des émissions de radiodiffusion vers l'étranger.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. HÉBERT, jusques et y compris M. LAMOUSSE.

Tribunes : Depuis M. LANDRY, jusques et y compris M. MENU.

2. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la réglementation du commerce d'importation des produits de la pêche maritime. (Nos 139 et 226, année 1951. — M. Lucien de Gracia, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

3. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale. (Nos 228, 249 et 263, année 1951. — M. Monichon, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 20 Avril 1951.*

---

N° 245. — Proposition de loi de M. Denvers tendant à exonérer les patrons-pêcheurs payés « à la part » du versement forfaitaire de 5 0/0.

*N° 263. — 2e rapport de M. Monichon sur le projet de loi tendant à modifier la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale.

N° 270. — Projet de loi portant statut du personnel des communes.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 19 avril 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Vendredi 20 Avril 1951.*

COMMISSION des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 11 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 14 h. 30, local n° 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Suite
semblée
5 octobre
National
rapporte

Les bille
nent :

1re Étage

Tribunes
M. RUPIE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 34

## ORDRE DU JOUR

**Du Samedi 21 Avril 1951.**

A DIX HEURES

**SÉANCE PUBLIQUE**

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale. (Nos 228, 249 et 263, année 1951. — M. Monichon, rapporteur.)

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. MÉRIC, jusques et y compris M. PASCAUD.

Tribunes : Depuis M. François PATENOTRE, jusques et y compris M. RUPIED.

## Nomination de membres d'une Commission extraparlementaire.

Dans sa séance du 20 avril 1951, le Conseil de la République a nommé :

MM. GASPARD, LASSAGNE, le Général CORNIGLION-MOLINIER et MINVIELLE, membres de la Commission chargée d'étudier l'ensemble du problème des émissions de radiodiffusion vers l'étranger (application de l'arrêté interministériel du 14 février 1951).

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Samedi 21 Avril 1951.*

N° 256. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à réaliser une plus juste application de la loi relative à la fermeture des maisons de tolérance.

N° 275. — Projet de loi relatif à la mise en vente des appareils dangereux.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 35

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 24 Avril 1951.**

**A QUINZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Léger attire l'attention de M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce sur la situation dramatique dans laquelle se trouve la population havraise par suite de la pénurie de charbon ;

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. SAINT-CYR, jusques et y compris M. TEISSEIRE.

Tribunes : Depuis M. Gabriel TELLIER, jusques et y compris M. BENCHIHA Abdelkader.

et demande quelles mesures il compte prendre pour approvisionner la population en charbon pour foyers domestiques et les navires en charbon de soute (n° 209).

II. — M. André Diethelm demande à M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, de lui faire connaître les raisons qui l'ont amené, en accord avec M. le Ministre de la Défense nationale, à modifier la procédure d'attribution de la Légion d'Honneur aux militaires des réserves et aux combattants de la Résistance (n° 222).

*(Question transmise par M. le Président du Conseil à M. le Ministre de la Défense nationale).*

III. — M. Durand-Réville demande à M. le Président du Conseil:

1° quel est l'état actuel des effectifs de la garnison de Koufra;

2° s'il est exact que cette garnison ait récemment subi des pertes, au cours d'engagements avec les habitants d'une oasis voisine;

3° quelles dispositions sont prises pour renforcer, si ces informations sont exactes, la garnison de Koufra, et en général, pour assurer le maintien de la présence française au Fezzan (n° 224).

*(Question transmise par M. le Président du Conseil à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer).*

IV. — M. Robert Chevalier expose à M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la guerre que tous les Français et les Anciens Combattants plus particulièrement, ont été profondément émus et horrifiés par le scandale révélé par la presse et causé par un entrepreneur chargé de l'exhumation des corps de soldats et victimes de la guerre, ayant ou s'étant fait le complice du découpage de cadavres, dans le but de recevoir des indemnités importantes,

et lui demande dans quelles conditions cet hodieux personnage a été recruté, quelles sanctions ont été prises à son égard, et quelles mesures il compte prendre pour que pareil scandale ne se renouvelle pas (n° 223).

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Affaires

étrangères. — II. Services des Affaires allemandes et autrichiennes). (Nos 907, année 1950, 236 et 268, année 1951. — M. Jean Maroger, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1951. — Nos 257 et 267, année 1951. — M. Jean Berthoin, rapporteur général ; et n° , année 1951, Avis de la Commission de l'agriculture. — M. , rapporteur ; et n° 277, année 1951, Avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 24 Avril 1951.*

N° 252. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale n° 94 concernant les clauses de travail dans les contrats passés par une autorité publique.

*N° 267. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils.

*N° 268. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Affaires allemandes et autrichiennes).

N° 271. — Rapport de M. Darmanthé sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les forêts.

N° 277. — Avis de M. Armengaud sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés au dépenses d'équipement des services civils.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 23 avril 1951.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. —
Nationa
latifs c
et 273, a
année 19
— M. A

Les bill
nent :

1re Éta

Tribune

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 36

## ORDRE DU JOUR

### Du Jeudi 26 Avril 1951.

**A QUINZE HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la pharmacie et la santé publique. (Nos 121 et 273, année 1951. — M. Bernard Lafay, rapporteur ; et n° 280, année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur.)

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Jean BÈNE, jusques et y compris M. BRETTES.

Tribunes : Depuis M. BRIZARD, jusques et y compris M. DELALANDE.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1951. (Nos 257 et 267, année 1951. — M. Jean Berthoin, rapporteur général ; et n° , année 1951, Avis de la Commission de l'agriculture. — M. Driant, rapporteur ; et n° 277, année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale n° 94 concernant les clauses de travail dans les contrats passés par une autorité publique, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 32e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949. (Nos 140 et 252, année 1951 — M. Abel-Durand, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les forêts. (Nos 179 et 271, année 1951. — M. Darmanthé, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi. (Nos 266 et 279, année 1951. — M. Auberger, rapporteur.)

---

## ERRATUM

*Au projet de loi* (n° 284), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif aux* **comptes spéciaux du Trésor.**

Rétablir ainsi le titre du projet de loi :

« *Relatif aux* **comptes spéciaux du Trésor** *pour l'*année 1951. »

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 26 Avril 1951.*

---

N° 269. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à la suppression de la contribution des patentes.

N° 272. — Rapport de M. de Menditte sur le projet de loi portant ratification de la convention passée avec la Chambre de commerce du Havre pour la construction d'un pont à Tancarville.

*N° 273. — Rapport de M. Bernard Lafay sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant la pharmacie.

N° 276. — Proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à attribuer l'allocation compensatrice de l'augmentation des loyers aux économiquement faibles.

N° 278. — Rapport de M. Michel Yver sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant les pensions.

*N° 279. — Rapport de M. Auberger sur la proposition de loi relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi.

N° 280. — Avis de M. Armengaud sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la pharmacie.

N° 282. — Projet de loi relatif à l'honorariat des anciens magistrats consulaires.

N° 283. — Projet de loi étendant aux Territoires d'Outre-Mer la loi relative à la contrainte par corps.

N° 284. — Projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor.

N° 285. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 1590 du Code civil.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 25 avril 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 26 Avril 1951.*

COMMISSION des affaires étrangères, à 15 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de comptabilité, à 9 h. 45, local n° 272.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 10 heures, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 11 heures, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

SOUS-COMMISSION des « entreprises nationalisées », à 14 h. 45, local dela Commission des finances.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 37

## ORDRE DU JOUR

**Du Vendredi 27 Avril 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Examen d'une demande présentée par la Commission des pensions tendant à l'octroi des pouvoirs d'enquête pour une mission chargée de s'informer sur les problèmes posés par l'exhumation et le rapatriement des corps des victimes de guerre françaises inhumées en Allemagne et en Autriche et sur l'entretien des cimetières français dans ces deux pays.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. DELFORTRIE, jusques et y compris Mlle Mireille DUMONT.

Tribunes : Depuis Mme Yvonne DUMONT, jusques et y compris M. HAIDARA Mahamane.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Radiodiffusion française). (Nos 907, année 1950, 251 et 286, année 1951. — M. Minvielle, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma. — M. , rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi. (Nos 266 et 279, année 1951. — M. Auberger, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 27 Avril 1951.*

N° 45. — Proposition de loi de Mme Devaud relative à la protection des mères abandonnées.

N° 286. — Rapport de M. Minvielle sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Radiodiffusion française).

N° 289. — Projet de loi accordant une avance de trésorerie à la Caisse autonome de sécurité sociale dans les mines.

N° 290. — Projet de loi tendant à ratifier les avenants à la Convention entre la France et la Sarre sur la sécurité sociale.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Vendredi 27 Avril 1951.*

**COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.**

**COMMISSION de la production industrielle, à 11 heures, local n° 274.**

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. —
semblée
matière
M. Delal

Les bille
nent

1er Étag
GONTRIE

Tribunes
M'BODJE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 38

## ORDRE DU JOUR

**Du Lundi 30 Avril 1951.**

### A SEIZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la compétence des juges de paix en matière de contrat de travail. (N[os] 83 et 306, année 1951. — M. Delalande, rappporteur.)

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent**

**1[er] Étage : Depuis M. Léo HAMON, jusques et y compris M. de LA GONTRIE.**

**Tribunes : Depuis M. Albert LAMARQUE, jusques et y compris M. Mamadou M'BODJE.**

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à créer un poste de conseiller délégué à la protection de l'enfance à la Cour d'appel d'Alger et des postes de juges des enfants dans certains tribunaux du ressort de cette Cour. (Nos 181 et 305, année 1951. — M. Vauthier, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Lundi 30 Avril 1951.*

---

N° 13. — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement (Première partie (suite) : Air et Constructions aéronautiques).

N° 281. — Proposition de résolution de M. Leccia tendant à étendre le bénéfice de l'article 4 de la loi du 2 août 1949 aux agents des poudreries nationales.

N° 287. — Rapport de M. Ferrant sur la proposition de résolution tendant à rétablir en faveur des vieux métayers le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

N° 288. — Rapport de M. Hoeffel sur le projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la législation métropolitaine sur les warrants agricoles.

N° 300. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'élection des députés dans les Territoires d'Outre-Mer.

N° 301. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Education Nationale).

N° 302. — Projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé.

N° 303. — Projet de loi portant déclaration d'utilité publique de la construction d'une autoroute de dégagement du sud de la région lilloise.

N° 304. — Projet de loi instituant un régime transitoire d'assurances sociales agricoles dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

*N° 305. — Rapport de M. Vauthier sur le projet de loi tendant à créer un poste de conseiller délégué à la protection de l'enfance à la Cour d'appel d'Alger.

*N° 306. — Rapport de M. Delalande sur la proposition de loi relative à la compétence des juges de paix en matière de contrat de travail.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 28 avril 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Lundi 30 Avril 1951.*

COMMISSION des finances, à 15 heures, local de la Commission.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 15 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 39

## ORDRE DU JOUR

**Du Mercredi 2 Mai 1951.**

### A NEUF HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ratification de la Convention passée entre l'Etat et la Chambre de commerce du Havre en vue de la concession à cette dernière de la construction et de l'exploitation d'un pont sur la Seine à Tancarville. (N[os] 234 et 272, année 1951. — M. de Menditte, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1er Étage : Depuis M. de MENDITTE, jusques et y compris M. Hubert PAJOT.

Tribunes : Depuis M. PAQUIRISSAMYPOULLÉ, jusques et y compris M. Marc RUCART.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'exercice 1951. (Nos 907, année 1950, 284 et 291, année 1951. — M. Jean Berthoin, rapporteur général ; et n° , année 1951, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. , rapporteur ; et n° 311, année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Bousch, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Présidence du Conseil). (Nos 907, année 1950, 233 et 307, année 1951. — MM. André Diethelm et Avinin, rapporteurs.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 2 Mai 1951.*

---

N° 208. — Proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à assurer un meilleur contrôle de la gestion de la Sécurité sociale.

*N° 291. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor.

N° 293. — Rapport de M. Radius sur le projet de loi relatif à l'indemnisation des Alsaciens et Lorrains ayant contracté une invalidité dans le service allemand du travail.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 30 avril 1951.

N° 294. — Rapport de M. Jean Malonga sur la proposition de résolution tendant à rendre obligatoire l'enseignement primaire en Afrique française.

N° 295. — Rapport de M. le Général Corniglion-Molinier sur la proposition de loi relative au titre de « Combattant volontaire ».

N° 307. — Rapport de MM. André Diethelm et Avinin sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés au dépenses des services civils (Présidence du Conseil).

N° 310. — Rapport de M. Jacques Debû-Bridel sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Education nationale) (Tome premier).

N° 311. — Avis de M. Bousch sur le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor.

N° 312. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (France d'Outre-Mer).

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mercredi 2 Mai 1951.*

COMMISSION de l'agriculture, à 15 heures, local n° 214.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 10 heures, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 15, local n° 202

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 9 h. 30, local n° 221.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 10 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 40

## ORDRE DU JOUR

**Du Vendredi 4 Mai 1951.**

**A QUINZE HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1 — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au titre de « Combattant volontaire ». (Nos 102 et 295, année 1951. — M. le Général Corniglion-Molinier, rapporteur.)

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1er Étage : Depuis M. François RUIN, jusques et y compris M. Edgard TAILHADES.

Tribunes : Depuis M. TAMZALI Abdennour, jusques et y compris M. BEAUVAIS.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la législation métropolitaine sur les warrants agricoles. (Nos 237 et 288, année 1951. — M. Hoeffel, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Ferrant, Darmanthé et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir immédiatement en faveur des vieux métayers le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés. (Nos 170 et 287, année 1951. — M. Ferrant, rapporteur.)

4. —Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la réglementation du commerce d'importation des produits de la pêche maritime. (Nos 139 et 226, année 1951. — M. Lucien de Gracia, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les pensions civiles et militaires de retraite. (Nos 235 et 278, année 1951. — M. Michel Yver, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Education nationale). (Nos 907, année 1950, 301 et 310, année 1951. — MM. Jacques Debû-Bridel et Auberger, rapporteurs.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 4 Mai 1951.*

N° 296. — Rapport de M. Siaut sur le projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer la loi complétant l'article 161 du Code pénal.

N° 297. — Rapport de M. Siaut sur le projet de loi tendant à rétablir dans les territoires d'outre-mer l'article 248 du Code pénal dans le texte arrêté par la loi du 7 juillet 1948.

N° 298. — Rapport de M. Siaut sur le projet de loi instituant dans les territoires d'outre-mer un système de perception immédiate d'amendes forfaitaires.

N° 310. — Rapport de M. Auberger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Education nationale) (Tome second).

N° 313. — Rapport de M. Minvielle sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Travail).

N° 317. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à surseoir aux expulsions de locataire.

*N° 319. — Projet de loi tendant à modifier la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale.

N° 321. — Projet de loi relatif aux droits des membres participants des sociétés mutualistes mobilisés.

N° 322. — Projet de loi tendant à ratifier la Convention concernant la liberté syndicale.

N° 323. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 84 de la loi portant codification des lois sur les habitations à loyer modéré.

N° 324. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 201 du décret portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines.

N° 325. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 74 du décret sur la police des chemins de fer.

N° 326. — Projet de loi complétant, en ce qui concerne les victimes de la guerre, la loi instituant l'ordre des géomètres-experts.

N° 327. — Projet de loi modifiant la loi portant organisation des corps d'officiers de l'armée de l'air.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 2 mai 1951.

N° 328. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi portant statut des vins délimités de qualité supérieure.

N° 329. — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du Grand Conseil de l'Afrique Equatoriale Française relative au Code des douanes.

N° 330. — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du Grand Conseil de l'Afrique Occidentale Française relative au régime de l'admission temporaire.

---

## CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Vendredi 4 Mai 1951.*

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 10 h. 30, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 15 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 10 heures, local n° 215.

SOUS-COMMISSION « Air » de la Commission de la défense nationale, à 11 heures, local n° 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 41

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 8 Mai 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses de M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale aux questions orales suivantes :

I. — M. Bernard Lafay attire l'attention de M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale sur le caractère rigoureusement illégal de la pratique du tiers-payant en matière d'honoraires

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. BECHIR SOW, jusques et y compris M. BOZZI.

Tribunes : Depuis M. BRETON, jusques et y compris M. Michel DEBRÉ.

médicaux et chirurgicaux, la législation sur la Sécurité sociale ayant expressément spécifié que les honoraires des médecins, chirurgiens et spécialistes doivent être remboursés aux malades, et non versés directement à des tiers, intermédiaires entre les malades et les praticiens ;

et demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser les tentatives illégales de certaines caisses de Sécurité sociale, notamment dans la région parisienne, en vue d'imposer progressivement aux médecins la pratique du tiers-payant (n° 212).

II. — M. Wehrung rappelle à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale sa réponse à sa question écrite n° 1969 du 13 juillet 1950 aux termes de laquelle chaque employeur ou entrepreneur doit, pour participer aux adjudications et marchés, justifier qu'il a bien effectué le payement de ses cotisations de Sécurité sociale ;

lui signale un cas récent de fournitures de cuirs finis pour la fabrication de chaussures pour la Défense nationale où le cahier des charges ne révèle aucune condition semblable,

et demande s'il ne serait pas possible d'exiger cette condition dans tous les marchés ou adjudications de l'Etat et même plus généralement d'exiger la production d'une pièce justifiant du payement des impôts (n° 217).

III. — M. Ernest Pezet expose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale que, aux termes de sa décision n° 7220 du 4 octobre 1950 les prestations de Sécurité sociale ne peuvent plus être accordées aux assujettis français résidant habituellement, ou non, sur le territoire de la Principauté de Monaco ;

que les soins donnés par des praticiens ou dans les établissements monégasques à des retraités résidant en territoires français ne peuvent plus être remboursés ;

que les allocations familiales doivent être, et ont été, retirées aux familles françaises résidant en territoires français, leurs enfants fréquentant des écoles sises en territoire monégasque ;

que ces mesures gravement préjudiciables à la colonie française composée de quelques 12.000 Français à elle seule, ne ton-

chent aucunement les citoyens monégasques, au nombre de 2.200 environ ;

que ces mesures n'impressionnent nullement le Gouvernement monégasque et qu'elles vont ainsi à l'encontre du but poursuivi ;

et lui demande de rapporter la décision susdite parce qu'à la fois inopérante et gravement préjudiciable aux intérêts des seules familles des travailleurs et salariés français (nº 218).

IV. — M. Ernest Pezet expose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale que l'ordonnance-loi monégasque de retraite pour les vieux travailleurs ne considère pas les années de guerre et de service militaire comme des années de travail effectif et les défalque dans le décompte de la retraite ;

que cette disposition cause un grave préjudice aux anciens militaires et combattants en quelque sorte pénalisés pour avoir servi et défendu, à la fois, et leur pays et la Principauté ;

que l'esprit de cette ordonnance-loi est en contradiction avec celui des ordonnances-lois nºs 284 et 290 du 23 octobre 1939 et du 28 mai 1940 ;

et lui demande quelles mesures sont envisagées, en accord au besoin avec M. le Ministre des Affaires étrangères, pour faire traiter équitablement et dignement les anciens combattants et militaires français de Monaco, conformément au vœu unanime du Conseil économique de la Principauté, en date du 3 avril 1950, et en exécution du protocole du 9 avril 1948, signé à Monaco par les représentants des syndicats et des retraités, et par M. le Ministre d'Etat (nº 219).

V. — M. Ernest Pezet expose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale que la colonie française de la Principauté de Monaco s'étonne et s'inquiète de ce que le Gouvernement de la République Française et celui de la Principauté n'aient pas encore réussi à s'approcher pour négocier enfin au sujet de la Sécurité sociale et trouver, aux problèmes qu'elle pose, les solutions appropriées aux positions respectives particulières de la France et de Monaco, positions qui postulent coordination plutôt que réciprocité ;

et lui demande où en sont exactement les rapports de Paris et de Monaco en cette affaire (n° 220).

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant validation de l'acte dit « loi du 20 janvier 1941 » fixant le délai imparti aux caisses autonomes mutualistes de retraites pour le remboursement des majorations de rentes à la charge de l'Etat. (Nos 187 et 253, année 1951. — M. Tharradin, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Ferrant, Darmanthé et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir immédiatement en faveur des vieux métayers le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés. (Nos 170 et 287, année 1951. — M. Ferrant, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travail et Sécurité sociale). (Nos 907, année 1950, 220 et 313, année 1951. — M. Minvielle, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (France d'Outre-Mer. —I. Dépenses civiles). (Nos 907, année 1950, 312 et 331, année 1951. — M. Saller, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à rétablir dans les Territoires d'Outre-Mer au Cameroun et au Togo, l'article 248 du Code pénal dans le texte arrêté par la loi du 7 juillet 1948 réprimant la remise ou la sortie irrégulière de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques destinés aux détenus ou provenant des détenus. (Nos 183 et 297, année 1951. — M. Siaut, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, étendant aux Territoires d'Outre-Mer, au Togo et au

Cameroun, les dispositions de la loi du 27 août 1948 complétant l'article 161 du Code pénal. (Nos 184 et 296, année 1951. — M. Siaut, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant dans les Territoires d'Outre-Mer, au Togo et au Cameroun, un système de perception immédiate d'amendes forfaitaires pour certaines contraventions de simple police. (Nos 185 et 298, année 1951. — M. Siaut, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 8 Mai 1951.*

*N° 253. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi portant validation de l'acte dit loi fixant le délai imparti aux caisses autonomes de retraites pour le remboursement des majorations de rentes à la charge de l'Etat.

N° 299. — Proposition de résolution de M. le Général Corniglion-Molinier tendant à fixer la date limite de recevabilité des propositions relatives aux questions de résistance.

*N° 331. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (France d'Outre-Mer).

334. — Projet de loi complétant l'article 38 de la loi sur la liberté de la presse.

340. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Caisse nationale d'épargne).

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 7 mai 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 8 Mai 1951.*

**COMMISSION des finances, à 14 h. 30, local de la Commission.**

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

nission.

1. — S
blée Nat
dépenses
(France
312 et 33

Les bille
nent

1er Étag
M. Roger

Tribunes

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 42

## ORDRE DU JOUR

### Du Mercredi 9 Mai 1951.

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (France d'Outre-Mer. —I. Dépenses civiles). (N[os] 907, année 1950, 312 et 331, année 1951. — M. Saller, rapporteur.)

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1[er] Étage : Depuis M. Jacques DEBU-BRIDEL, jusques et y compris M. Roger DUCHET.

Tribunes : Depuis M. DULIN, jusques et y compris M. Jacques GRIMALDI.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à rétablir dans les Territoires d'Outre-Mer, au Cameroun et au Togo, l'article 248 du Code pénal dans le texte arrêté par la loi du 7 juillet 1948 réprimant la remise ou la sortie irrégulière de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques destinés aux détenus ou provenant des détenus. (N^os^ 183 et 297, année 1951. — M. Siaut, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, étendant aux Territoires d'Outre-Mer, au Togo et au Cameroun, les dispositions de la loi du 27 août 1948 complétant l'article 161 du Code pénal. (N^os^ 184 et 296, année 1951. — M. Siaut, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant dans les Territoires d'Outre-Mer, au Togo et au Cameroun, un système de perception immédiate d'amendes forfaitaires pour certaines contraventions de simple police. (N^os^ 185 et 298, année 1951. — M. Siaut, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, accordant une avance de trésorerie à la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines. (N^os^ 289 et 358, année 1951. — M. Courrière, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Vanrullen, rapporteur.)

**Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.**

I. — *Groupe du Mouvement Républicain Populaire.*

Supprimer la rubrique :

Rattaché administrativement aux termes de l'article 16 du Règlement
(1 membre).

M. ARMENGAUD.

II. — *Groupe des Républicains Indépendants.*

Ajouter la rubrique :

Rattaché administrativement aux termes de l'article 16 du Règlement
(1 membre).

M. ARMENGAUD.

---

***Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 9 Mai 1951.***

N° 332. — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur le projet de loi modifiant l'article 4 de la loi réglementant les courses de chevaux.

N° 333. — Rapport de M. Robert Chevalier sur le projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères.

N° 335. — Rapport de M. Siaut sur le projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation relative aux chambres de commerce.

N° 336. — Rapport de M. Siaut sur la proposition de loi tendant à rendre obligatoire la numérotation des mouvements de montres.

N° 339. — Rapport de M. Naveau sur le projet de loi relatif à la culture de la chicorée à café.

N° 344. — Rapport de M. Marcel Molle sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance relative à l'enfance délinquante.

N° 348. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Santé publique et Population).

N° 349. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Postes, Télégraphes et Téléphones).

---

## CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mercredi 9 Mai 1951.*

COMMISSION des affaires étrangères, à 15 heures, local n° 201.

COMMISSION du ravitaillement et des boissons à 15 heures, local n° 214.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 9 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 43

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 10 Mai 1951.**

**A QUINZE HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'indemnisation des Alsaciens et Lorrains ayant contracté une invalidité dans le service allemand du travail. (Nos 254 et 293, année 1951. — M. Radius, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1er Étage : Depuis M. Louis GROS, jusques et y compris M. Louis LAFFORGUE.

Tribunes : Depuis M. Henri LAFLEUR, jusques et y compris M. de MAUPROU.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant majoration de certaines rentes viagères et pensions. (Nos 556, année 1950, 178 et 333, année 1951. — M. Robert Chevalier, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Courrière, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. (Nos 222 et 344, année 1951. — M. Marcel Molle, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux. (Nos 150 et 332, année 1951. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la culture et au prix de la chicorée à café. (Nos 232 et 339, année 1951. — M. Naveau, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Marcilhacy, rapporteur.)

---

***Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 10 Mai 1951.***

N° 341. — Rapport de M. Robert Chevalier sur la proposition de loi tendant à proroger le délai prévu par l'article 3 de la loi relative au statut des combattants volontaires de la Résistance.

N° 342. — Rapport de M. Robert Chevalier sur la proposition de loi tendant à la remise d'un diplôme d'honneur aux familles des « morts pour la France » de la guerre 1939-1945.

N° 34
N° 35
N° 351
N° 352
N° 353
N° 354.
N° 355.
N° 356.
N° 362.

N° 343. — Projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'Outre-Mer.

N° 350. — Projet de loi autorisant le remplacement de l'appellation d'officier radiotélégraphiste de la marine marchande par celle d'officier radioélectricien de la marine marchande.

N° 351. — Projet de loi modifiant l'article 5 de la loi fixant le régime des prestations familiales.

N° 352. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder un délai aux infirmiers pour déposer la demande prévue par la loi du 8 avril 1946.

N° 353. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 11 de la loi portant codification des textes relatifs aux pouvoirs publics.

N° 354. — Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la nationalité française.

N° 355. — Projet de loi tendant à majorer les rentes viagères servies par la Caisse de retraites des agents des chemins de fer secondaires.

N° 356. — Projet de loi tendant à ratifier les conventions concernant les congés payés des marins et le logement de l'équipage à bord.

N° 362. — Proposition de loi de M. Longchambon portant ouverture d'un crédit destiné à porter secours aux Français expulsés des pays étrangers.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 10 Mai 1951.*

COMMISSION de l'agriculture, à 18 heures, local n° 214.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 10 heures, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 44

## ORDRE DU JOUR

**Du Samedi 12 Mai 1951.**

**A NEUF HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

Transmission éventuelle du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

**1er Étage :** Depuis M. Henri MAUPOIL, jusques et y compris M. Jules OLIVIER.

**Tribunes :** Depuis M. OU RABAH Abdelmadjid, jusques et y compris M. ROTINAT.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Samedi 12 Mai 1951.*

---

N° 338. — Rapport de M. Dassaud sur la proposition de résolution tendant à créer un Centre national de rééducation fonctionnelle des mutilés.

N° 345. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la Convention entre la France et la Suisse relative à l'exercice de la profession d'expert-comptable.

N° 346. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la Convention concernant les statistiques des salaires.

N° 347. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi concernant l'examen d'aptitude à l'emploi des enfants dans l'industrie.

N° 357. — Rapport de M. Bertaud sur le projet de loi assurant la sécurité dans les établissements de natation.

N° 365. — Projet de loi relatif aux dépenses d'investissement (investissements économiques et sociaux).

N° 366. — Projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1949 à l'exercice 1950.

N° 368. — Projet de loi portant réalisation d'un plan de 25 milliards d'économies.

N° 370. — Rapport de M. Hœffel sur le projet de loi instituant un régime transitoire d'assurances sociales agricoles dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Samedi 12 Mai 1951.*

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 10 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. —

I. —

Budget
militaire
sur la su
(nº 213).

Les bill
nent

1re Éta
QUIÈRE.

Tribunes

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 45

## ORDRE DU JOUR

## Du Mardi 15 Mai 1951.

### A QUINZE HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — Mme Marcelle Devaud demande à M. le Ministre du Budget s'il est admissible que les ascendants ou descendants de militaires morts en Indochine soient tenus d'acquitter des droits sur la succession de ces militaires et, notamment, sur leur pécule (n° 213).

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1er Étage : Depuis M. Alex ROUBERT, jusques et y compris M. SOUQUIÈRE.

Tribunes : Depuis M. SOUTHON, jusques et y compris M. Henri BARRÉ.

II. — M. Henri Maupoil demande à M. le Ministre du Budget si, dans le cas d'exploitation viticole familiale, et en raison des prix actuellement très élevés des instruments aratoires et de la construction, il ne serait pas possible, pour le décompte des différentes prestations, de modifier par décret la définition de l'exploitation viticole qui est donnée par l'article 48 du Code du vin et aux termes de laquelle il est nécessaire pour qu'il y ait exploitation distincte que la culture se fasse avec du matériel particulier et que la vinification s'effectue dans des chais différents (n° 215).

III. — M. Michel Madelin demande à M. le Ministre de la Défense nationale :

1° si l'articulation du commandement des forces atlantiques telle qu'elle a paru dans la presse a reçu l'assentiment du Gouvernement ;

2° si un commandement stratégique réel est confié à un officier général français ;

3° si un commandement tactique aérien réel est confié à un officier général de l'armée de l'air ;

4° quelles ont été, éventuellement, les contre-propositions du Gouvernement de la République (n° 225).

IV. — M. Pierre Boudet demande à M. le Ministre de la Défense nationale quelle a été l'importance des sabotages constatés dans la fabrication des avions Vampires par la S. N. C. A. N. ;

quelles dispositions sont prises dans la lutte contre le sabotage dans les ateliers et entreprises travaillant pour le Ministère de la Défense nationale, en particulier dans les entreprises nationales travaillant pour le Ministère de l'Air ;

quelles mesures d'ordre réglementaire ou législatif il envisage pour lutter efficacement contre le sabotage du matériel militaire, et notamment s'il ne serait pas souhaitable d'étendre aux personnels des entreprises nationalisées travaillant pour l'armée les dispositions statutaires concernant le personnel civil des établissements de la Défense nationale (n° 227).

V. — M. Laillet de Montullé expose à M. le Ministre de l'Education nationale qu'un inspecteur d'Académie a cru pouvoir, en octobre 1950, exiger du directeur d'un collège technique la limitation à cinq du nombre d'élèves pouvant se prévaloir d'un même correspondant pour leurs sorties ;

et demande si cette mesure est basée sur une disposition législative ou réglementaire,

et, dans le cas contraire, ainsi qu'il semble résulter d'une réponse faite par l'un de ses prédécesseurs à une question écrite parue au *Journal officiel* du 25 novembre 1931, quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette discrimination arbitraire (n° 226).

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, la législation métropolitaine relative aux chambres de commerce. (N^os^ 229 et 335, année 1951. — M. Siaut, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

3. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à rendre obligatoire la numérotation des mouvements de montres. (N^os^ 261 et 336, année 1951. — M. Siaut, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant réalisation d'un plan de 25 milliards d'économies en application de l'article premier, paragraphe 2, de la loi du 8 janvier 1951 portant autorisation d'un programme de réarmement. (N^os^ 368 et 376, année 1951. — M. Jean Berthoin, rapporteur général.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant un régime transitoire d'assurances sociales et d'accidents du travail agricoles dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. (N^os^ 304 et 370, année 1951. — M. Hoeffel, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de résolution de M. Jean Malonga et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi rendant obligatoire l'enseignement primaire en Afrique Occidentale Française, en Afrique Equatoriale Française, au Cameroun et au Togo. (Nos 173 et 294, année 1951. — M. Jean Malonga, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 15 Mai 1951.*

---

N° 367. — Rapport de M. Bertaud sur le projet de loi portant déclassement de la ligne d'intérêt général de Marcq-Saint-Juvin à Dun-Doulcon.

N° 372. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 6 de la loi portant statut des déportés.

N° 376. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant réalisation d'un plan de 25 milliards d'économie.

N° 377. — Rapport de M. Sclafer sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (P. T. T.).

N° 378. — Rapport de M. Sclafer sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Caisse nationale d'épargne).

N° 379. — Rapport de M. Clavier sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Santé publique).

N° 381. — Avis de M. Lucien de Gracia sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (P. T. T.).

*N° 382. — Projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 12 mai 1951.

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 15 Mai 1951.*

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 15 h. 30, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 15 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 11 heures, local n° 201.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. — N
commiss

2. —
National
loi n° 49-
combatta
année 19

(*Sous

Les billet
nent :

1er Étage
QUEREL.

Tribunes
MANTHÉ.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 46

## ORDRE DU JOUR

**Du Mercredi 16 Mai 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre d'une commission générale.

2. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger le délai prévu par l'article 3 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance. (N°s 240 et 341, année 1951. — M. Robert Chevalier, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Charles BARRET, jusques et y compris M. BOUQUEREL.

Tribunes : Depuis M. BOURGEOIS, jusques et y compris M. DARMANTHÉ.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones). (Nos 907, année 1950; 349 et 377, année 1951. — M. Sclafer, rapporteur ; et n° 381, année 1951, avis de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme. — M. Lucien de Gracia, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Budget annexe de la Caisse nationale d'épargne). (Nos 907, année 1950, 340 et 378, année 1951. — M. Sclafer, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Santé publique et Population). (Nos 907, année 1950, 348 et 379, année 1951. — M. Clavier, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. , rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et la Suisse relative à l'exercice des professions d'expert-comptable et de comptable agréé signée à Lugano le 27 avril 1948. (Nos 186 et 345, année 1951 — M. Abel-Durand, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 63 concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa 24e session tenue à Genève du 2 au 22 juin 1938 (Nos 199 et 346, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 77, concernant l'examen médical d'aptitude à

l'emploi dans l'industrie des enfants et des adolescents, et la Convention n° 78, concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi aux travaux non industriels des enfants et des adolescents. (N^os 200 et 347, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 16 Mai 1951.*

---

N° 309. — Proposition de loi de M. Delalande portant modification de la loi sur la répression des attentats commis envers les enfants.

N° 361. — Rapport de M. Denvers sur la proposition de loi tendant à porter à 120.000 francs l'allocation pour tierce personne des grands mutilés.

N° 371. — Rapport de M. Longchambon sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 201 du décret portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines.

N° 374. — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi modifiant les articles 196 et 234 du Code d'instruction criminelle.

N° 375. — Rapport de M. Gaston Charlet sur la proposition de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal.

N° 380. — Rapport de M. Reynouard sur le projet de loi relatif à l'honorariat des anciens magistrats consulaires.

N° 389. — Projet de loi relatif au dévéloppement des dépenses d'investissement (Réparation des dommages de guerre).

N° 391. — Rapport de M. Delalande sur le projet de loi modifiant le taux de compétence de diverses juridictions.

N° 392. — Rapport de M. Bernard Lafay sur le projet de loi tendant à autoriser le transfert des débits de boissons sur les aérodromes civils.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mercredi 16 Mai 1951.*

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de l'agriculture, à 15 h. 30, local n° 214.

COMMISSION des finances, à 11 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 14 h. 30, local n° 215.

COMMISSION de la production industrielle, à 18 heures, local n° 274.

COMMISSION du ravitaillement et des boissons, à 14 h. 45, local n° 214.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 15 heures, local n° 221.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 10 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 47

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 17 Mai 1951.**

### A NEUF HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre du Conseil supérieur de la Mutualité.

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, assurant la sécurité dans les établissements de natation. (N^os^ 238 et 357, année 1951. — M. Bertaud, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1^er^ Étage : Depuis M. DASSAUD, jusques et y compris M. DRIANT.

Tribunes : Depuis M. DRONNE, jusques et y compris M. GRÉGORY.

3. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à préciser à l'égard du personnel des Caisses d'épargne ordinaires la portée de l'article 2 de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives du travail. (Nos 101 et 405, année 1951. — Mme Marcelle Devaud, rapporteur.)

4. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à étendre aux conseillers prud'hommes le bénéfice de la loi du 2 août 1949 permettant aux salariés membres d'un conseil général, d'un conseil municipal ou d'un conseil d'administration d'un organisme de sécurité sociale de participer aux délibérations de ce conseil et des commissions qui en dépendent. (Nos 803, année 1949, 201 et 406, année 1951. — M. de Raincourt, rapporteur.)

5. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder un délai aux infirmiers et infirmières pour déposer la demande prévue à l'article 13 de la loi no 46-630 du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'assistantes ou d'auxiliaires de service social et d'infirmières ou d'infirmiers, modifié par la loi no 48-813 du 13 mai 1948. (No 352, année 1951. — M. Pierre Vitter, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Santé publique et Population). (Nos 907, année 1950, 348 et 379, année 1951. — M. Clavier, rapporteur; et no , année 1951, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. René Dubois, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et la Suisse relative à l'exercice des professions d'expert-comptable et de comptable agréé signée à Lugano le 27 avril 1948. (Nos 186 et 345, année 1951 — M. Abel-Durand, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 63 concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa 24e session tenue à Genève du 2 au 22 juin 1938. (Nos 199 et 346, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 77, concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi dans l'industrie des enfants et des adolescents, et la Convention n° 78, concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi aux travaux non industriels des enfants et des adolescents. (Nos 200 et 347, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (Réparation des dommages de guerre et construction). (Nos 907, année 1950, 389 et 397, année 1951. — M. Jean-Marie Grenier, rapporteur.)

11. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant les articles 196 et 234 du Code d'instruction criminelle. (Nos 250 et 374, année 1951. — M. Gaston Charlet, rapporteur.)

12. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant le taux de compétence de diverses juridictions. (Nos 259 et 391, année 1951. — M. Delalande, rapporteur.)

13. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal. (Nos 260 et 375, année 1951. — M. Gaston Charlet, rapporteur.)

14. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'honorariat des anciens magistrats consulaires. (Nos 282 et 380, année 1951. — M. Reynouard, rapporteur.)

**15.** — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'acte dit loi du 24 septembre 1941 sur l'alcoolisme et à autoriser le transfert des débits de boissons sur les aérodromes civils. (Nos 180 et 392, année 1951. — M. Bernard Lafay, rapporteur.)

**16.** — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à porter à 120.000 francs par an l'allocation spéciale pour tierce personne des grands mutilés, pensionnés de la Caisse de prévoyance des Inscrits maritimes. (Nos 189 et 361, année 1951. — M. Denvers, rapporteur.)

**17.** — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant déclassement des lignes d'intérêt général de Marcq-Saint-Juvin à Dun-Doulcon et de Saulmory à Baroncourt et de leurs raccordements à l'exclusion du raccordement de Baroncourt-Est. (Nos 182 et 367, année 1951. — M. Bertaud, rapporteur.)

**18.** — Discussion de la proposition de loi, adoptée por l'Assemblée Nationale, étendant l'application des dispositions de la loi du 27 avril 1916 en vue de la remise d'un diplôme d'honneur aux familles des « morts pour la France » de la guerre 1939-1945. (Nos 190 et 342, année 1951. — M. Robert Chevalier, rapporteur.)

---

## Nomination d'un membre d'une Commission générale.

Dans sa séance du 16 mai 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. MARCOU, membre de la Commission de la marine et des pêches, en remplacement de M. Sisbane Chérif.

---

Nº 35
Nº 360
Nº 363
Nº 383
Nº 384.
Nº 385.
Nº 386.
Nº 387.
Nº 388.
Nº 393.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 17 Mai 1951.*

N° 359. — Proposition de loi de M. Chalamon tendant à supprimer les droits de succession entre époux et en ligne directe pour les biens agricoles.

N° 360. — Proposition de loi de M. Hoeffel, tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance relative au statut de la coopération agricole.

N° 363. — Proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à faire bénéficier les militaires des territoires d'Outre-Mer servant sur les théâtres d'opérations d'Extrême-Orient des mêmes droits que ceux de la métropole pour les congés de fin de campagne.

N° 383. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'aménagement des lotissements défectueueux.

N° 384. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi relative à la nationalisation des combustibles minéraux.

N° 385. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi sur les accidents du travail.

N° 386. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la procédure devant le juge de paix en matière de contestations nées à l'occasion des élections de délégués du personnel.

N° 387. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant création d'une Société d'Etudes d'Economie mixte pour l'aménagement des régions comprises entre Rhône et Océan.

N° 388. — Projet de loi remplaçant la loi sur l'équipement rural.

N° 393. — Projet de loi portant répartition de l'indemnité globale accordée par l'État polonais aux ressortissants français touchés par la loi polonaise sur les nationalisations.

N° 394. — Projet de loi tendant à ratifier l'accord franco-hongrois relatif à certains intérêts français en Hongrie.

N° 395. — Projet de loi portant répartition de l'indemnité globale accordée par l'État hongrois aux Français dont les biens ont étc affectés par les mesures de nationalisation.

N° 397. — Rapport de M. Jean-Marie Grenier sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement (Réparation des dommages de guerre).

N° 399. — Projet de loi tendant à ratifier l'accord franco-tchécoslovaque relatif à l'indemnisation de certains intérêts français en Tchécoslovaquie.

N° 405. — Rapport de Mme Devaud sur la proposition de loi tendant à préciser pour le personnel des Caisses d'épargne la portée de l'article 2 de la loi sur les conventions collectives.

N° 406. — Rapport de M. de Raincourt sur la proposition de loi tendant à étendre aux conseillers prud'hommes la loi permettant aux salariés membres d'un conseil général de participer aux délibération de ce conseil.

N° 407. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la Convention concernant la liberté syndicale.

N° 408. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier les avenants à la Convention entre la France et la Sarre sur la sécurité sociale.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 17 Mai 1951.*

COMMISSION de la défense nationale, à 16 heures, local n° 217.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 10 heures, local n° 202.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 16 h. 30, local n° 215.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 heures, local n° 213.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. — I
projet d
construc
Durand.

---

Les bille
uent :

1er Étag
LACHOMB

Tribunes
MASSON.

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 48

## ORDRE DU JOUR

**Du Vendredi 18 Mai 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la construction navale. (N[os] 412 et 426, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. Jean-Marie GRENIER, jusques et y compris M. de LACHOMETTE.

Tribunes : Depuis M. Bernard LAFAY, jusques et y compris M. Hippolyte MASSON.

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte. (Nos 327 et 429, année 1951. — M. François Schleiter, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat polonais aux ressortissants français touchés par la loi polonaise du 3 janvier 1946 sur les nationalisations. (Nos 393 et 401, année 1951. — M. Longchambon, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-hongrois du 12 juin 1950 relatif à certains intérêts français en Hongrie et à l'exécution de certaines clauses du Traité de paix. (Nos 394 et 413, année 1951. — M. Longchambon, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat hongrois aux ressortissants français dont les biens, droits et intérêts en Hongrie ont été affectés par les mesures de nationalisation, d'expropriation ou de restrictions d'un caractère similaire prises par l'Etat hongrois, ainsi qu'en exécution de certaines clauses du traité de paix. (Nos 395 et 414, année 1951. — M. Longchambon, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-tchécoslovaque du 2 juin 1950 relatif à l'indemnisation de certains intérêts français en Tchécoslovaquie et organisant la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par le Gouvernement tchécoslovaque en vertu dudit accord. (Nos 399 et 415, année 1951. — M. Longchambon, rapporteur.)

7. — **Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier les avenants nos 1 et 2 et l'accord complémentaire no 5 à la Convention générale entre la France et la Sarre sur la sécurité sociale, signés le 27 juillet 1950.** (Nos 290 et 408, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

8. — **Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention no 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical.** (Nos 322 et 407, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

---

**Nomination de membre d'un organisme extraparlementaire.**

**Dans sa séance du 17 mai 1951, le Conseil de la République a** nommé :

M. SAINT-CYR, membre du Conseil supérieur de la Mutualité (application de l'article 69 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).

---

***Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 18 Mai 1951.***

No 398. — Rapport supplémentaire de M. Rogier sur la proposition de résolution tendant à abroger la disposition illégale de l'arrêté concernant le payement des émoluments aux secrétaires des conseils de prud'hommes.

No 400. — **Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale,** tendant à étendre le bénéfice de la loi sur les irrigations aux adductions d'eau potable.

N° 403. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Finances et Affaires économiques).

N° 409. — Rapport de M. Tharradin sur la proposition de loi tendant à modifier la loi sur les accidents du travail.

N° 410. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi relatif à la mise en vente des appareils dangereux.

N° 412. — Projet de loi relatif à la construction navale.

N° 416. — Rapport de M. Claparède sur la proposition de loi tendant à compléter la loi portant statut des vins délimités de qualité supérieure.

N° 426. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi relatif à la construction navale.

N° 429. — Rapport de M. François Schleiter sur le projet de loi modifiant la loi relative aux corps d'officiers de l'armée de mer.

N° 434. — Projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires pour l'exercice 1950.

## CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Vendredi 18 Mai 1951.*

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 49

## ORDRE DU JOUR

**Du Samedi 19 Mai 1951.**

**A QUINZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Nomination d'un membre de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires.

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1er Étage : Depuis M. Jacques MASTEAU, jusques et y compris M. Arouna N'JOYA.**

**Tribunes : Depuis M. NOVAT, jusques et y compris Mme Marie ROCHE.**

2. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 201 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines. (N^os^ 324 et 371, année 1951. — M. Longchambon, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

3. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (Investissements économiques et sociaux). (N^os^ 907, année 1950, 365 et 436, année 1951. — M. Pellenc, rapporteur; et n° 437, année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — MM. Vanrullen, Aubert, de Villoutreys et Armengaud, rapporteurs.)

4. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances et Affaires économiques). (N^os^ 907, année 1950, 403 et 435, année 1951. — M. Pauly, rapporteur.)

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Samedi 19 Mai 1951.*

---

N° 421. — Projet de loi tendant à ratifier la convention concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociations collective.

N° 422. — Projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et la République fédérale d'Allemagne relative à la Sécurité sociale.

N° 427. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Prestations familiales agricoles).

N° 428. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Affaires économiques).

N° 433. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Anciens Combattants).

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1.

proje
loppe
tionn
natio
MM.

Les
nent

1er
SIGU

Trib

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 50

## ORDRE DU JOUR

**Du Lundi 21 Mai 1951.**

### A DIX HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Défense nationale). (Nos 907, année 1950, 452 et 453, année 1951. MM. Pierre Boudet, Pellenc, Courrière et Alric, rapporteurs.)

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1er Étage : Depuis M. ROCHEREAU, jusques et y compris M. Nouhoum SIGUÉ.**

**Tribunes : Depuis M. SISBANE Chérif, jusques et y compris M. Oumar BA.**

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (France d'Outre-Mer et Etats associés). (Nos 907, année 1950 et 454, année 1951. — M. André Diethelm, rapporteur )

3. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950. (N° 434, année 1951. — M. Pierre Boudet, rapporteur.)

4. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Affaires économiques). (Nos 907, année 1950 et 428, année 1951. — M. Alric, rapporteur.)

5. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951. (Anciens Combattants et Victimes de la guerre). (Nos 907, année 1950 et 433, année 1951. — M. Chapalain, rapporteur.)

6. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Budget annexe des prestations familiales agricoles). (Nos 907, année 1950 et 427, année 1951. — M. , rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. , rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils

et militaires de l'Etat, modifié par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948. (N^os 239 et 438, année 1951. — M. Léo Hamon, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression). — M. , rapporteur.)

---

## ERRATA

*Au projet de loi* (n° 433), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **développement** *des* **crédits** *affectés aux dépenses de fonctionnement des* **services civils** *pour l'*exercice 1951. (Anciens Combattants et Victimes de la guerre).

1° Page 11, 4e partie, chapitre 1000 :

*Au lieu de :* « 386.380 »,

*Lire :* « 386.377 » ;

2° Page 13, 7e partie, chapitre 5000 :

*Au lieu de :* « 3.550.000 »,

*Lire :* « 3.549.999 » ;

3° Page 13, total pour la 7e partie :

*Au lieu de :* « 3.551.499 »,

*Lire :* « 3.551.498 » ;

4° Page 14, Récapitulation, 8e partie :

*Au lieu de :* « 894.410 »,

*Lire :* « 894.409 ».

## Nomination d'un membre d'une Commission extraparlementaire.

Dans sa séance du 19 mai 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. GILBERT JULES, membre de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires, en remplacement de M. Reynouard, démissionnaire.

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Lundi 21 Mai 1951.*

N° 423. — Projet de loi relatif à la répression des crimes commis contre les enfants.

N° 432. — Rapport de M. Driant sur le projet de loi remplaçant la loi sur l'équipement rural.

N° 438. — Rapport de M. Léo Hamon sur la proposition de loi relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats.

N° 439. — Projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Sétif.

N° 440. — Projet de loi modifiant l'article premier de la loi portant relèvement des pensions allouées aux sapeurs-pompiers.

N° 441. — Projet de loi étendant à la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et la Guyane, la loi relative à la classification des aérodromes.

N° 442. — Projet de loi relatif à l'introduction à la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion de la loi sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée.

N° 443. — Projet de loi concernant la procédure de codification des textes relatifs aux instruments monétaires.

N° 444. — Projet de loi tendant à ratifier la Convention concernant les travailleurs frontaliers.

N° 445. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au transfert au Panthéon du corps du professeur Hyacinthe Vincent.

N° 446. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au branchement à l'égout dans l'agglomération rouennaise.

N° 447. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à inclure, en Algérie, le cadre spécial des instituteurs dans le cadre normal.

N° 448. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, prorogeant la loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports.

N° 449. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant organisation du département de la Guyane.

N° 450. — Proposition de loi. adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à instituer des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris part à la Résistance.

N° 452. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (Défense nationale).

N° 453. — Rapport de MM. Pierre Boudet, Pellenc, Courrière et Alric sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (Défense nationale).

N° 454. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (France d'Outre-Mer et Etats associés).

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Lundi 21 Mai 1951.*

COMMISSION de l'agriculture, à 15 heures, local n° 214.

COMMISSION des finances, à 9 h. 15, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 h. 30, local n° 215.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

...l.
...ission.
..., local
...nstitu-
...221.

1. –
à inv
l'arrê
aux s
159 et

(So

Les
nent :

1er
M. BO

Tribu

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 51

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 22 Mai 1951.**

A DIX HEURES

**PREMIÈRE SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Vote de la proposition de résolution de M. Cornu, tendant à inviter le Gouvernement à abroger la disposition illégale de l'arrêté du 16 mars 1949 concernant le payement des émoluments aux secrétaires des Conseils de Prud'hommes. (N^os^ 425, année 1950, 159 et 398, année 1951. — M. Rogier, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprenant :**

**1^er^ Étage :** Depuis M. BARDON-DAMARZID, jusques et y compris M. BORDENEUVE.

**Tribunes :** Depuis M. BORGEAUD, jusques et y compris M. COURRIÈRE.

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951. (Anciens Combattants et Victimes de la guerre). (Nos 907, année 1950, 433 et 460, année 1951. — M. Chapalain, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 4 de la loi nº 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi nº 48-1227 du 22 juillet 1948. (Nos 239 et 438, année 1951. — M. Léo Hamon, rapporteur ; et nº , année 1951, avis de la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression). — M. Giauque, rapporteur.)

## A QUINZE HEURES

## DEUXIÈME SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Michel Madelin demande à M. le Ministre de la Défense nationale :

1º si l'articulation du commandement des forces atlantiques telle qu'elle a paru dans la presse a reçu l'assentiment du Gouvernement ;

2º si un commandement stratégique réel est confié à un officier général français ;

3º si un commandement tactique aérien réel est confié à un officier général de l'armée de l'air ;

4º quelles ont été, éventuellement, les contre-propositions du Gouvernement de la République (nº 225).

II. — M. Pierre Boudet demande à M. le Ministre de la Défense nationale quelle a été l'importance des sabotages constatés dans la fabrication des avions Vampires par la S. N. C. A. N. ;

quelles dispositions sont prises dans la lutte contre le sabotage dans les ateliers et entreprises travaillant pour le Ministère de la Défense nationale, en particulier dans les entreprises nationales travaillant pour le Ministère de l'Air ;

quelles mesures d'ordre réglementaire ou législatif il envisage pour lutter efficacement contre le sabotage du matériel militaire, et notamment s'il ne serait pas souhaitable d'étendre aux personnels des entreprises nationalisées travaillant pour l'armée les dispositions statutaires concernant le personnel civil des établissements de la Défense nationale (n° 227).

III. — M. Laillet de Montullé expose à M. le Ministre de l'Education nationale qu'un inspecteur d'Académie a cru pouvoir, en octobre 1950, exiger du directeur d'un collège technique la limitation à cinq du nombre d'élèves pouvant se prévaloir d'un même correspondant pour leurs sorties ;

et demande si cette mesure est basée sur une disposition législative ou réglementaire,

et, dans le cas contraire, ainsi qu'il semble résulter d'une réponse faite par l'un de ses prédécesseurs à une question écrite parue au *Journal officiel* du 25 novembre 1931, quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette discrimination arbitraire (n° 226).

IV. — M. Loison demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques s'il ne pourrait pas modifier, à l'égard de l'industrie du bâtiment, l'actuelle politique restrictive du crédit, les difficultés de trésorerie de ce secteur de l'économie empêchant la conclusion de marchés importants, nuisant ainsi considérablement à la Reconstruction (n° 228).

V. — M. Michel Debré demande à M. le Ministre des Affaires étrangères s'il estime que les dispositions du traité sur la commu-

nauté européenne « charbon-acier » ne nuisent pas dangereusement à la poursuite de notre politique à l'égard de la Sarre (n° 229).

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi de finances, pour l'exercice 1951, adopté par l'Assemblée Nationale. (N° 451, année 1951. — M. , rapporteur.)

3. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture d'une première tranche de crédits en vue de la préparation de la sixième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. (N° 466, année 1951. — M. , rapporteur.)

4. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Budget annexe des prestations familiales agricoles). (N^os 907, année 1950, 427 et 459, année 1951. — M. Pierre Boudet, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. , rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, créant des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit d'anciens combattants de la guerre 1914-1918, en supplément de celles prévues par la loi n° 49-588 du 25 avril 1949, modifiée par la loi n° 50-917 du 9 août 1950. (N^os 262 et 430, année 1951. — M. François Schleiter, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi n° 49-1603 du 18 décembre 1949 portant statut légal des vins délimités de qualité supérieure. (N^os 328 et 416, année 1951. — M. Claparède, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, annulant et remplaçant la loi du 15 juillet 1942 sur l'équipement rural. (N^os 388 et 432, année 1951. — M. Driant, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la mise en vente des appareils, machines ou éléments de machines dangereux et des produits, appareils ou dispositifs de protection. (Nos 275 et 410, année 1951. — M. Tharradin, rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les dispositions de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles. (Nos 385 et 409, année 1951. — M. Tharradin, rapporteur.)

---

## ERRATA

1° *Au projet de loi* (n° 454).

Rétablir ainsi le titre du projet de loi :

*Projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **développement** *des* **crédits** *affectés aux* **dépenses militaires** *de fonctionnement et d'équipement pour l'***exercice 1951 (France d'Outre-Mer et Etats associés).**

2° *Au rapport* (n° 453) *de* MM. Pierre BOUDET, PELLENC, COURRIÈRE et ALRIC *sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **développement** *des* **crédits** *affectés aux* **dépense militaires** *de fonctionnement et d'équipement pour l'***exercice 1951 (Défense nationale).**

Page 68, avant-dernière ligne :

*Au lieu de :* **« La suite du projet de loi... »,**

*Lire :* **« Le texte du projet de loi... ».**

---

***Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 22 Mai 1951.***

---

**N° 411.** — Rapport de M. Yves Jaouen sur le projet de loi autorisant le remplacement de l'appellation d'officier radiotélégraphiste de la Marine marchande par celle d'officier radioélectricien de la Marine marchande.

**N° 424.** — Rapport de M. Cornu sur la proposition de loi portant création d'une Société d'Études d'Économie mixte pour l'àménagement des régions comprises entre Rhône et Océan.

**N° 431.** — Rapport de M. Vourc'h sur le projet de loi tendant à ratifier les conventions concernant les congés payés des marins et le logement de l'équipage à bord.

**N° 451.** — Projet de loi de finances pour l'exercice 1951.

**N° 463.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la prorogation de certains baux de locaux à usage commercial.

**N° 465.** — Projet de loi portant modification de la loi relative à la construction d'un pipe-line entre la Basse-Seine et la région parisienne.

**N° 466.** — Projet de loi portant ouverture de crédits pour la sixième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

**N° 467.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger la loi maintenant dans les lieux les locataires dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 22 Mai 1951.*

COMMISSION **de comptabilité, à** 16 h. 30, **local n° 272.**

COMMISSION **des finances, à** 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION **de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 11 heures, local n° 202.**

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. —

I. —

Défen

1° s
telle q
verner

Les
nent :

1er

Tribu
de GOU

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 52

## ORDRE DU JOUR

### Du Mardi 22 Mai 1951.

### A QUINZE HEURES

### DEUXIÈME SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Michel Madelin demande à M. le Ministre de la Défense nationale :

1° si l'articulation du commandement des forces atlantiques telle qu'elle a paru dans la presse a reçu l'assentiment du Gouvernement ;

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. COZZANO, jusques et y compris M. Ali DJAMAH.

Tribunes : Depuis M. Amadou DOUCOURÉ, jusques et y compris M. Jean de GOUYON.

2° si un commandement stratégique réel est confié à un officier général français ;

3° si un commandement tactique aérien réel est confié à un officier général de l'armée de l'air ;

4° quelles ont été, éventuellement, les contre-propositions du Gouvernement de la République (n° 225).

II. — M. Pierre Boudet demande à M. le Ministre de la Défense nationale quelle a été l'importance des sabotages constatés dans la fabrication des avions Vampires par la S. N. C. A. N. ;

quelles dispositions sont prises dans la lutte contre le sabotage dans les ateliers et entreprises travaillant pour le Ministère de la Défense nationale, en particulier dans les entreprises nationales travaillant pour le Ministère de l'Air ;

quelles mesures d'ordre réglementaire ou législatif il envisage pour lutter efficacement contre le sabotage du matériel militaire, et notamment s'il ne serait pas souhaitable d'étendre aux personnels des entreprises nationalisées travaillant pour l'armée les dispositions statutaires concernant le personnel civil des établissements de la Défense nationale (n° 227).

III. — M. Laillet de Montullé expose à M. le Ministre de l'Education nationale qu'un inspecteur d'Académie a cru pouvoir, en octobre 1950, exiger du directeur d'un collège technique la limitation à cinq du nombre d'élèves pouvant se prévaloir d'un même correspondant pour leurs sorties ;

et demande si cette mesure est basée sur une disposition législative ou réglementaire,

et, dans le cas contraire, ainsi qu'il semble résulter d'une réponse faite par l'un de ses prédécesseurs à une question écrite parue au *Journal officiel* du 25 novembre 1931, quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette discrimination arbitraire (n° 226).

IV. — M. Loison demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques s'il ne pourrait pas modifier, à l'égard de

l'industrie du bâtiment, l'actuelle politique restrictive du crédit, les difficultés de trésorerie de ce secteur de l'économie empêchant la conclusion de marchés importants, nuisant ainsi considérablement à la Reconstruction (n° 228).

V. — M. Michel Debré demande à M. le Ministre des Affaires étrangères s'il estime que les dispositions du traité sur la communauté européenne « charbon-acier » ne nuisent pas dangereusement à la poursuite de notre politique à l'égard de la Sarre (n° 229).

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948. (Nos 239 et 438, année 1951. — M. Léo Hamon, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression). — M. Giauque, rapporteur.)

3. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951. (Anciens Combattants et Victimes de la guerre). (Nos 907, année 1950, 433 et 460, année 1951. — M. Chapalain, rapporteur.)

*(Discussion immédiate ordonnée).*

4. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture d'une première tranche de crédits en vue de la préparation de la sixième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. (N° 466, année 1951. — M. Emilien Lieutaud, rapporteur.)

5. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Budget annexe des prestations

familiales agricoles). (Nos 907, année 1950, 427 et 459, année 1951, — M. Pierre Boudet, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. , rapporteur.)

6. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi de finances, pour l'exercice 1951, adopté par l'Assemblée Nationale. (N° 451, année 1951. — M. , rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, créant des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit d'anciens combattants de la guerre 1914-1918, en supplément de celles prévues par la loi n° 49-588 du 25 avril 1949, modifiée par la loi n° 50-917 du 9 août 1950. (Nos 262 et 430, année 1951. — M. François Schleiter, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi n° 49-1603 du 18 décembre 1949 portant statut légal des vins délimités de qualité supérieure. (Nos 328 et 416, année 1951. — M. Claparède, rapporteur.)

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, annulant et remplaçant la loi du 15 juillet 1942 sur l'équipement rural. (Nos 388 et 432, année 1951. — M. Driant, rapporteur.)

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la mise en vente des appareils, machines ou éléments de machines dangereux et des produits, appareils ou dispositifs de protection. (Nos 275 et 410, année 1951. — M. Tharradin, rapporteur.)

11. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les dispositions de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles. (Nos 385 et 409, année 1951. — M. Tharradin, rapporteur.)

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 53

## ORDRE DU JOUR

### Du Jeudi 5 Juillet 1951.

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à ratifier le décret du 11 janvier 1950 approuvant une délibération prise le 25 octobre 1949 par le Grand Conseil de l'Afrique Equatoriale Française demandant la modification du Code des douanes en vigueur dans ce territoire. (N[os] 329 et 417, année 1951. — M. Georges Laffargue, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1[er] Étage : Depuis M. Lucien de GRACIA, jusques et y compris M. JOZEAU-MARIGNÉ.**

**Tribunes : Depuis M. KALENZAGA, jusques et y compris M. MARRANE.**

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à ratifier le décret du 13 janvier 1950 approuvant une délibération prise le 20 septembre 1949 par le Grand Conseil de l'Afrique Occidentale Française demandant la modification du décret du 9 juin 1938 sur le régime de l'admission temporaire dans ce territoire. (Nos 330 et 418, année 1951. — M. Georges Laffargue, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

3. — Fixation de l'ordre du jour.

---

## ERRATA

I. — *Au projet de loi de finances pour* l'**exercice 1951** (n° 451).

1° Page 10 :

*Rétablir* ainsi le début de l'article 14 *ter* :

« A compter de la promulgation de la présente loi, les taxes intérieures... » ;

2° Page 14, article 14 *octies*, 2e ligne :

*Au lieu de :* « ... les ventes à consommer sur place... »,

*Lire :* « ... les vins à consommer sur place... ».

II. — *Au projet de loi* (n° 452), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **développement** *des* **crédits** *affectés aux* **dépenses militaires** *de fonctionnement et d'équipement pour* l'**exercice 1951 (Défense nationale).**

Page 23, chapitre 1012 :

*Au lieu de :* « 432.813 »,

*Lire :* « 532.812 ».

III. — *Au projet de loi* (n° 454), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **développement** *des* **crédits** *affectés aux* **dépenses militaires** *de fonctionnement et d'équipement pour* **l'exercice 1951 (France d'Outre-Mer et Etats associés).**

Page 4, article 6, 2e ligne :

*Lire :* « ... réalisées dans les territoires *et départements* d'outre-mer... »

---

***Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 5 Juillet 1951.***

N° 404. — Proposition de résolution de M. Jean Bène tendant à accorder une aide efficace à un chai de stockage pilote intercoopératif.

**N° 417. — Rapport de M. Georges Laffargue sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du Grand Conseil de l'Afrique Equatoriale Française relative au Code des douanes.

**N° 418. — Rapport de M. Georges Laffargue sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du Grand Conseil de l'Afrique Occidentale Française relative à l'admission temporaire.

N° 458. — Projet de loi portant modification des articles 48 à 58 de la loi sur les dommages de guerre.

N° 462. — Proposition de loi de M. Léo Hamon portant modification de l'ordonnance relative aux frais de mission des maires.

N° 464. — Proposition de loi de M. Marius Moutet tendant à suspendre les effets du décret supprimant le tribunal de première instance de Die.

*N° 471. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, concernant la prorogation de la durée des droits de propriété littéraire et artistique.

N° 481. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à réglementer l'indemnisation des propriétaires dont les immeubles font l'objet d'opérations d'utilité publique.

N° 482. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à permettre la prise de possession immédiate des terrains expropriés par les offices publics d'habitation.

N° 489. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à rendre applicable aux personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes la loi relative aux pensions civiles et militaires.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 22 mai 1951.

**NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 4 juillet 1951.

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 5 Juillet 1951.*

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 45, local n° 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 16 heures, local n° 274.

---

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 54

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 10 Juillet 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

Discussion de la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant abrogation du deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 16 novembre 1912, modifiant l'article 340 du Code civil. (N[os] 36, année 1950, 230, 497 et 498, année 1951. — Mme Jane Vialle, rapporteur.)

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. Henri MARTEL, jusques et y compris M. Marius MOUTET.

Tribunes : Depuis M. MUSCATELLI, jusques et y compris M. RÉVEILLAUD.

## Décès d'un Sénateur.

Au cours de la séance du 5 juillet 1951, le décès de M. Marcel Breton, Sénateur de la Dordogne, a été annoncé au Conseil de la République.

---

## Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.

*Groupe d'Action Démocratique et Républicaine.*

(55 membres au lieu de 56).

Supprimer le nom de M. Lecacheux.

*Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique*

(69 membres au lieu de 71).

Supprimer les noms de M. Breton et de M. Michel Debré.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 10 Juillet 1951.*

N° 495. — Proposition de résolution de M. Paumelle tendant à augmenter l'allocation d'alcool en franchise des bouilleurs de cru.

N° 496. — Rapport de M. Jean de Gouyon sur la proposition de résolution tendant à accorder une aide financière au Comité d'érection d'un monument à la mémoire des victimes de la frégate *Laplace*.

N° 498. — 2e rapport de Mme Jane Vialle sur la proposition de loi relative à l'article 340 du Code civil.

## CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 10 Juillet 1951.*

COMMISSION de la marine et des pêches, à 16 heures, local n° 215.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à l'issue de la séance, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1.—

National

rale des

son avis

blée Nat

Les bille

nent :

1er Étag

Tribunes

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 55

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 31 Juillet 1951.**

**A QUINZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1.— Examen d'une motion tendant à demander à l'Assemblée Nationale, en raison de la crise ministérielle, la prolongation générale des délais impartis au Conseil de la République pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi adoptés par l'Assemblée Nationale, dont il est saisi actuellement.

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1er Étage : Depuis M. REYNOUARD, jusques et y compris M. SERRURE.**

**Tribunes : Depuis M. SIAUT, jusques et y compris M. AUBERGER.**

2. — Examen d'une motion présentée par la Commission de l'intérieur, tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation spéciale du délai imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur le projet de loi portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux.

---

## Démissions de Sénateurs.

Dans sa séance du mardi 10 juillet 1951, le Conseil de la République a pris acte des démissions de MM. Demusois et André Diethelm, Sénateurs de Seine-et-Oise.

---

## Proclamation de Sénateurs.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du bureau de recensement du département de Seine-et-Oise en date du 19 juillet 1951 que MM. Xavier PIDOUX de La MADUÈRE et Louis NAMY ont été proclamés, à cette date, Sénateurs du département de Seine-et-Oise, en remplacement, respectivement, de MM. André Diethelm et Demusois, démissionnaires.

M. PIDOUX de La MADUÈRE est appelé à faire partie du 4me bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

M. NAMY est appelé à faire partie du 6me bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

**Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.**

---

*Groupe communiste.*

(14 membres au lieu de 15).

Supprimer le nom de M. Demusois.

---

*Groupe d'Action Démocratique et Républicaine.*

(54 membres au lieu de 55).

Supprimer le nom M. André Diethelm.

---

## ERRATUM

*A la proposition de résolution (n° 495) de M. Paumelle, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi augmentant* l'allocation d'alcool en franchise *dont bénéficient les* bouilleurs de cru.

*Première page :*

*Au lieu de :*

« (Renvoyée à la commission de l'agriculture.) »

*Lire :*

« (Renvoyée à la commission du ravitaillement et des boissons.) »

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 31 Juillet 1951.*

---

N° 494. — Proposition de loi de M. Paumelle tendant à modifier l'article 184 du Code général des impôts.

N° 501. — Proposition de loi de M. Marius Moutet tendant à suspendre les effets du décret supprimant le tribunal de première instance de Die.

N° 502. — Proposition de résolution de M. Jean Geoffroy relative au régime fiscal des fruits et légumes.

N° 503. — Proposition de loi de M. Monichon tendant à modifier la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale.

N° 504. — Proposition de résolution de M. Martial Brousse tendant à prendre les mesures nécessaires en vue d'obtenir une production suffisante de blé.

N° 513. — Proposition de résolution de M. Courrière tendant à accorder une aide aux victimes des orages de grêle de l'Aude.

N° 515. — Rapport de M. Bouquerel sur le projet de loi portant déclaration d'utilité publique de la construction d'une autoroute de dégagement du sud de la région lilloise.

N° 516. — Rapport de M. Bertaud sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 74 du décret sur la police des chemins de fer.

---

Imprimerie du Conseil de la République

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 56

## ORDRE DU JOUR

**Du Samedi 11 Août 1951.**

**A SEIZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Nomination de trois membres du Comité directeur du F.I.D.E.S. en application de la loi n° 51 599 du 24 mai 1951.

2. — Nomination par suite de vacance d'un membre d'une Commission générale.

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1er Étage : Depuis M. AUBERT, jusques et y compris M. BOIVIN-CHAMPEAUX.**

**Tribunes : Depuis M. BOLIFRAUD, jusques et y compris M. CORNU.**

3. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le remplacement de l'appellation d'officier ou d'opérateur radiotélégraphiste de la Marine marchande par celle d'officier ou d'opérateur radioélectricien de la Marine marchande (Nos 350 et 411, année 1951. — M. Yves Jaouen, rapporteur).

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

4. — Discussion immédiate éventuelle de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union Française pour l'exercice 1951 (N° 582, année 1951, M. , rapporteur).

5. — Fixation de l'ordre du jour.

---

## Démissions de Sénateurs.

Dans sa séance du mardi 31 juillet 1951, le Conseil de la République a pris acte de la démission de MM. Henri Martel, Sénateur du Nord, Chatenay, Sénateur du Maine-et-Loire, Pinvidic, Sénateur du Finistère, Lucien de Gracia, Sénateur de la Gironde, Pierre de Gaulle, Sénateur de la Seine et Jules Valle, Sénateur de Constantine (1er Collège).

---

## Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.

*Groupe communiste.*

(13 membres au lieu de 14).

Supprimer le nom de M. Henri Martel.

*Groupe d'Action Démocratique et Républicaine.*

(50 membres au lieu de 54).

Supprimer les noms MM. Chatenay, Pierre de Gaulle, Lucien de Gracia et Pinvidic.

---

*Groupe des Républicains Indépendants.*

(43 membres au lieu de 41).

Ajouter les noms de MM. LECACHEUX et VANDAELE.

---

*Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.*

(68 membres au lieu de 69).

Supprimer le nom de M. Jules Valle.

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Samedi 11 Août 1951.*

---

N° 506. — Proposition de loi de M. Ousmane Socé Diop, tendant à créer en Afrique française une cantine scolaire.

N° 507. — Proposition de loi de M. Ousmane Socé Diop, tendant à créer en Afrique française une institution nationale des invalides de la France d'Outre-Mer.

N° 508. — Proposition de loi de M. Ousmane Socé Diop, tendant à garantir les droits fonciers des indigènes en Afrique française.

N° 509. — Proposition de loi de M. Ousmane Socé Diop, tendant à rendre applicable aux Territoires d'Outre-Mer la loi portant aménagement de certaines dispositions de la réglementation des changes.

N° 510. — Proposition de loi de M. Ousmane Socé Diop, tendant à instituer en Afrique française des sociétés coopératives africaines de construction.

N° 511. — Proposition de loi de M. Delalande abrogeant les conditions exceptionnelles d'arrestation des contrevenants en matière de contributions indirectes.

N° 512. — Proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à déterminer la situation, au point de vue fiscal, des sociétés exerçant leur activité dans l'Union française.

N° 514. — Rapport de M. Pinton sur le projet de loi tendant à majorer les rentes viagères servies par la Caisse de retraites des agents des chemins de fer secondaires.

N° 517. — Proposition de loi de M. Patient tendant au rétablissement d'une Cour d'appel autonome en Guyane.

N° 518. Proposition de loi de M. Chalamon tendant à supprimer les droits de succession entre époux et en ligne directe pour les biens agricoles.

N° 521. — Proposition de loi de M. Georges Maurice relative aux communications du texte officiel des émissions de radiodiffusion mettant des tiers en cause.

N° 522. — Proposition de loi de M. Denvers tendant à modifier la loi relative au régime d'assurance des marins.

N° 523. — Proposition de loi de M. Denvers relative aux droits à pension proportionnelle des anciens marins du commerce invalides de guerre.

N° 524. — Proposition de loi de M. Denvers tendant à exonérer les patrons-pêcheurs payés « à la part » du versement forfaitaire de 5 %.

N° 525. — Proposition de loi de M. Landry tendant à organiser un contrôle effectif sur l'action sanitaire et sociale confiée aux Caisses de sécurité sociale.

N° 526. — Proposition de loi de M. Landry tendant à rétablir la subvention au profit de la Corse.

N° 527. — Proposition de loi de M. Chazette concernant les justices de paix des stations thermales.

N° 528. — Proposition de loi de M. Chazette tendant à compléter les articles de la loi sur les loyers concernant le droit de reprise.

N° 529. — Proposition de loi de M. Chazette tendant à compléter l'article 23 de la loi du 19 octobre 1946 en faveur des diminués physiques.

N° 530. — Proposition de loi de M. Boulangé tendant à permettre la validation pour la retraite de certains services accomplis par les fonctionnaires des préfectures.

N° 532. — Proposition de loi de M. Dulin portant création d'attachés agricoles.

N° 533. — Proposition de loi de M. Delalande portant modification de la loi sur la répression des attentats commis envers les enfants.

N° 534. — Proposition de loi de M. Rabouin tendant à permettre une révision exceptionnelle des listes électorales.

N° 535. — Proposition de loi de M. Verdeille tendant à modifier les lois concernant la pêche à la ligne.

N° 537. — Proposition de loi de M. Mamadou Dia tendant à modifier, en faveur des étudiants de l'Union française, l'âge limite fixée par la loi étendant aux étudiants les assurances sociales.

N° 582. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française.

---

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

difier les

; à mo-
e, l'âge
es assu-

tionale,
e appli-
le l'As-

1. —
missio

Les bi
sent :

1er É
DIA.

Tribun
BERT J

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 57

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 21 Août 1951.**

**A QUINZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Nomination par suite de vacances de membres de Commissions générales.

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1er Étage : Depuis M. COUPIGNY, jusques et y compris M. Mamadou DIA.**

**Tribunes : Depuis M. Ousmane Socé DIOP, jusques et y compris M. GILBERT JULES.**

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant déclaration d'utilité publique de la construction d'une autoroute de dégagement du sud de la région lilloise. (Nos 303 et 515, année 1951. — M. Bouquerel, rapporteur).

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 74 du décret validé du 22 mars 1942 sur la police des chemins de fer. (Nos 325 et 516, année 1951. — M. Bertaud, rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant prorogation de l'homologation d'une cotisatation professionnelle. (Nos 474 et 576, année 1951. — M. Maurice Walker, rapporteur).

---

## Démissions de Sénateurs.

Dans sa séance du mardi 11 août 1951, le Conseil de la République a pris acte de la démission de MM. Joseph Renaud, Sénateur de Saône-et-Loire, Cassagne, Sénateur des Basses-Pyrénées, de Félice, Sénateur du Loiret, Georges Bourgeois, Sénateur du Haut-Rhin, Fouques-Duparc, Sénateur d'Oran (1er Collège), du Général Corniglion-Molinier, Sénateur de la Seine et de M. Couinaud, Sénateur de l'Orne.

---

## Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.

*Groupe communiste.*

(14 membres au lieu de 13).

Ajouter le nom de M. NAMY.

*Groupe d'Action Démocratique et Républicaine.*

Ce groupe prend la dénomination de :

*Groupe du Rassemblement du Peuple Français.*

---

*Groupe du Centre Républicain d'Action Rurale et Sociale.*

(14 membres au lieu de 15).

Supprimer le nom de M. Joseph Renaud.

---

*Groupe du Parti Républicain de la Liberté.*

(9 membres au lieu de 10).

Supprimer le nom de Mme Marcelle Devaud.

---

*Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.*

(66 membres au lieu de 68).

Supprimer les noms MM. Cassagne et de Félice.

---

*Groupe du Rassemblement du Peuple Français.*

(49 membres au lieu de 50).

Supprimer les noms de MM. Bourgeois, le Général Corniglion-Molinier, Couinaud et Fouques-Duparc.

Ajouter les noms de M. Michel DEBRÉ, Mme Marcelle DEVAUD et M. PIDOUX de LA MADUÈRE.

**Nomination d'un membre d'une Commission générale.**

Dans sa séance du 11 août 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. BOLIFRAUD, membre de la Commission des finances en remplacement de M. André Diethelm.

---

**Nomination de membres d'un organisme extraparlementaire.**

Dans sa séance du 11 août 1951, le Conseil de la République a nommé :

MM. DURAND-RÉVILLE, SERRURE et SALLER, membres du Comité directeur du F. I. D. E. S. (application de l'article 19 de la loi n° 51-599 du 24 mai 1951).

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 21 Août 1951.*

N° 519. — Proposition de résolution de M. Alex Roubert tendant à venir en aide aux victimes de la tornade qui a ravagé l'arrondissement de Grasse.

N° 520. — Proposition de résolution de M. Méric tendant à venir en aide aux populations de la Haute-Garonne victimes des orages.

N° 531. — Proposition de loi de M. Dulin portant modification de l'ordonnance relative au statut de la coopération agricole.

N° 538. — Proposition de résolution de M. Boulangé tendant à venir en aide aux populations du Territoire de Belfort, éprouvées par les orages.

N° 539. — Demande en autorisation de poursuite contre un membre du Conseil de la République.

N° 540. — Proposition de loi de M. Armengaud instituant des licences obligatoires d'exploitation des brevets d'invention.

N° 541. — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à aménager les rapports commerciaux entre Electricité de France et les producteurs d'énergie électrique exclus de la nationalisation.

N° 542. — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à permettre l'accroissement de la production de l'énergie électrique.

N° 544. — Proposition de loi de M. Armengaud sur les marques de fabrique.

N° 546. — Proposition de résolution de M. Grégory tendant à venir en aide aux agriculteurs des Pyrénées-Orientales, victimes d'orages.

N° 547. — Proposition de résolution de M. Auberger tendant à venir en aide aux populations de l'Allier, victimes des orages.

N° 549. — Proposition de loi de M. Mamadou M'Bodje tendant à établir une concordance universitaire entre les diplômes délivrés par les grandes écoles de l'A. O. F. et les diplômes délivrés dans la Métropole.

N° 550. — Proposition de loi de M. Amadou Doucouré tendant à rendre obligatoire la fréquentation des établissements scolaires dans tous les territoires d'Outre-Mer.

N° 551. — Proposition de loi de M. Amadou Doucouré tendant à incorporer dans l'armée coloniale les appelés de la deuxième portion du contingent en A. O. F.

N° 552. — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie aux anciens combattants 1939-45.

N° 553. — Proposition de résolution de M. Jacques Debû-Bridel tendant à prendre des mesures afin que les livraisons de charbon aux chantiers de la région parisienne soient faites en temps utile.

N° 554. — Proposition de résolution de M. Robert Gravier tendant à accorder une aide aux victimes des tornades qui ont ravagé la Meurthe-et-Moselle.

N° 555. — Proposition de loi de M. Boisrond tendant à promouvoir certains aménagements au bénéfice des retraites mutualistes servies par les caisses d'anciens combattants.

N° 556. — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel portant modifications aux articles 592 et 593 du Code de procédure civile.

N° 557. — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel portant extension à toutes les condamnations civiles et commerciales de la disposition du décret-loi du 17 juin 1938 relative au recouvrement des droits d'enregistrement.

N° 558. — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel portant modification du taux d'échelonnement et de la durée de la contrainte par corps.

N° 560. — Proposition de-loi de M. Jacques Debû-Bridel tendant à modifier le régime de l'assistance judiciaire.

N° 561. — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à transférer aux juridictions de droit commun les attributions des tribunaux paritaires de baux à ferme.

N° 563. — Proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à instituer un Code de la navigation fluviale dans les Territoires d'Outre-Mer.

N° 564. — Proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à modifier la loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale dans les Territoires d'Outre-Mer.

N° 565. — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à encourager l'amélioration de l'habitat rural.

N° 567. — Proposition de loi de M. François Schleiter tendant à accorder une aide aux victimes des tornades qui ont ravagé la Meuse.

N° 568. — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à modifier les lois relatives à l'exercice de la pharmacie et aux brevets d'invention.

N° 575. — Rapport de M. Litaise sur le projet de loi concernant la procédure de codification des textes relatifs aux instruments monétaires.

*N° 576. — Rapport de M. Maurice Walker sur le projet de loi portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle.

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 20 août 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 21 Août 1951.*

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 15 heures, local n° 221.

Imprimerie du Conseil de la République

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 58

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 23 Août 1951.**

### A QUINZE HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux droits des membres participants des sociétés mutualistes, mobilisés, prisonniers de guerre, déportés politiques, résistants, travailleurs non volontaires, réfractaires au service du travail obligatoire et anciens combattants (N[os] 321 et 570, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur).

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1[er] Étage : Depuis M. GONDJOUT, jusques et y compris M. JÉZÉQUEL.**

**Tribunes : Depuis M. JOZEAU-MARIGNÉ, jusques et y compris M. Jean MAROGER.**

**2.** — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention nº 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective adoptée par la Conférence internationale du Travail dans sa 32e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949 (Nos 421 et 571, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur).

**3.** — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la convention générale, le protocole général et les accords complémentaires relatifs à la Sécurité sociale intervenus le 10 juillet 1950 à Paris entre la France et la République fédérale d'Allemagne (Nos 422 et 572, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur).

**4.** — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la Convention concernant les travailleurs frontaliers, signée le 17 avril 1950 entre les cinq pays co-signataires du Traité de Bruxelles (Nos 444 et 573, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur).

**5.** — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de M. Bordeneuve tendant à inviter le Gouvernement à prévoir pour la préparation et la participation de la France aux Jeux Olympiques de 1952 un crédit de 100 millions de francs (Nº 581, année 1951. — M. , rapporteur).

---

## Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 21 août 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. NAMY, membre de la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) en remplacement de M. Chaintron.

M. NAMY, membre de la Commission du ravitaillement et des boissons en remplacement de M. Primet.

M. PRIMET, membre de la Commission des finances en remplacement de M. Demusois.

M. CHAINTRON, membre de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions en remplacement de M. Demusois.

---

## Démissions de Sénateurs.

Dans sa séance du mardi 21 août 1951, le Conseil de la République a pris acte de la démission de MM. Bernard Lafay, Sénateur de la Seine, Saint-Cyr, Sénateur de l'Ain et Dronne, Sénateur de la Sarthe.

---

## Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.

*Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.*

(64 membres au lieu de 66).

Supprimer les noms de MM. Bernard Lafay et Saint-Cyr.

*Groupe du Rassemblement du Peuple Français.*

Supprimer la rubrique :

*Rattaché administrativement aux termes de l'article 16 du Règlement.*

(1 membre.)

M. Dronne.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 23 Août 1951.*

N° 548. — Proposition de résolution de M. Gabriel Tellier tendant à indemniser les victimes de l'orage de grêle d'Audruicq (Pas-de-Calais).

N° 562. — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à modifier l'ordonnance relative à la fixation des prix des tabacs indigènes.

N° 566. — Proposition de résolution de M. Driant tendant à fixer, pour l'année 1951, le prix du blé à 3.800 francs le quintal.

N° 569. — Proposition de résolution de M. Chochoy tendant à venir en aide aux victimes des orages de grêle qui se sont abattus sur le Pas-de-Calais.

*N° 570. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi relatif aux droits des membres participants des sociétés mutualistes, mobilisés, prisonniers de guerre, déportés.

*N° 571. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi autorisant la ratification de la Convention n° 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective.

*N° 572. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi autorisant la ratification de la Convention générale relative à la Sécurité sociale intervenue entre la France et la République fédérale d'Allemagne.

*N° 573. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à la ratification de la Convention concernant les travailleurs frontaliers.

N° 574. — Proposition de loi de M. Héline tendant à étendre à tous les fonctionnaires de l'Etat le bénéfice des dispositions relatives à la retraite des fonctionnaires de l'enseignement public.

N° 580. — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à attribuer un crédit complémentaire pour les opérations prévues par la législation sur les Habitations à Loyer Modéré.

N° 581. — Proposition de résolution de M. Bordeneuve tendant à prévoir pour la participation de la France aux Jeux Olympiques de 1952 un crédit de 100 millions de francs.

N° 598. — Proposition de résolution de M. Léon David tendant à accorder une aide aux victimes des orages de grêle dans les Bouches-du-Rhône.

N° 599. — Proposition de résolution de M. Rotinat tendant à la création d'une médaille spéciale dite « Médaille de Corée ».

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 22 août 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 23 Août 1951.*

**COMMISSION** de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 9 h. 30, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 30, local n° 202

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

léparte-

minelle

h. 30,

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 59

## ORDRE DU JOUR

### Du Mardi 28 Août 1951.

A QUATORZE HEURES TRENTE

**RÉUNION DANS LES BUREAUX**

Nomination d'une Commission de six membres, chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 539, année 1951).

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1er Étage : Depuis M. MARRANE, jusques et y compris M. Marius MOUTET.**

**Tribunes : Depuis M. MUSCATELLI, jusques et y compris M. RÉVEILLAUD.**

## A QUINZE HEURES

## SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination par suite de vacances de membres de Commissions générales.

2. — Nomination d'un membre de la Commission chargée d'étudier l'ensemble du problème des émissions de radiodiffusion vers l'étranger (application de l'arrêté interministériel du 14 février 1951).

3. — Nomination d'un membre du Comité directeur du Fonds de Progrès social de l'Algérie (application du décret nº 50-269 du 4 mars 1950).

4. — Réponses des Ministres à cinq questions orales :

I. — M. Wehrung rappelle à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale sa réponse à sa question écrite nº 1969 du 13 juillet 1950 aux termes de laquelle chaque employeur ou entrepreneur doit, pour participer aux adjudications et marchés, justifier qu'il a bien effectué le payement de ses cotisations de Sécurité sociale ;

lui signale un cas récent de fournitures de cuirs finis pour la fabrication de chaussures pour la Défense nationale où le cahier des charges ne révèle aucune condition semblable,

et demande s'il ne serait pas possible d'exiger cette condition dans tous les marchés ou adjudications de l'Etat et même plus généralement d'exiger la production d'une pièce justifiant du payement des impôts (nº 217).

II. — M. Michel Debré demande à M. le Ministre des Affaires étrangères s'il estime que les dispositions du Traité sur la communauté européenne « charbon-acier » ne nuisent pas dangereusement à la poursuite de notre politique à l'égard de la Sarre (nº 229).

III. — M. Bousch signale à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques que malgré le vote de la loi nº 50-1427 du 18 novembre 1950 concernant l'application du décret-loi du 29 octobre 1936, les travailleurs de Charbonnages de France visés par cette loi sont toujours dans l'attente du versement de leurs arrérages de pension ;

que, dans chaque cas, les services des finances se livrent à des enquêtes pour déterminer la situation exacte de ces travailleurs au regard du statut du mineur en vue de ne faire bénéficier des dispositions de la loi que les catégories auxquelles s'applique effectivement ce statut, c'est-à-dire les plus privilégiées, alors que la volonté clairement exprimée du législateur était de faire bénéficier tous les travailleurs de Charbonnages de France, en fonction avant l'intervention de la loi de nationalisation, de la possibilité du cumul de leur pension avec leur traitement d'activité ;

et demande comment il entend appliquer les dispositions de la loi du 18 novembre 1950 et s'il n'envisage pas de donner des instructions pour qu'il soit mis fin aux retards qui frappent actuellement le versement des pensions dues à des travailleurs qui ont accepté des emplois très modestes pour améliorer une situation souvent difficile en raison du montant insuffisant de leur pension (nº 235).

IV. — M. Tharradin rappelle à M. le Ministre de l'Intérieur qu'en vertu d'un décret du 25 août 1948, les maxima pour le payement des dépenses communales avec dispense de marchés écrits sont fixés à :

125.000 francs pour les communes de moins de 20.000 habitants ;

250.000 francs pour celles de plus de 20.000 habitants ;

et demande s'il ne serait pas souhaitable, en raison de la hausse des prix des fournitures et des travaux, de relever ces maxima, afin de simplifier et de faciliter l'administration communale ;

expose d'autre part que l'application de la même règle à toutes les communes au-dessous de 20.000 habitants ne paraît pas juste ;

qu'il en est d'ailleurs de même pour les villes au-dessus de 20.000 habitants ;

et demande s'il ne serait pas possible de créer plusieurs échelons supplémentaires et en même temps de relever les limites dans lesquelles les communes sont autorisées à traiter de gré à gré (n° 236).

V. — M. Michel Debré demande à M. le Ministre de l'Education nationale s'il n'estime pas opportun de faire un effort particulier, à l'intérieur de l'Université française, en faveur des intellectuels étrangers, professeurs, maîtres de conférence, étudiants, membres de professions libérales, qui, expulsés ou réfugiés, cherchent en France et dans d'autres nations européennes encore libres, le moyen d'employer au mieux leurs aptitudes et leurs capacités (n° 237).

**5.** — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier les conventions internationales du travail n° 91 concernant les congés payés des marins et n° 92 concernant le logement de l'équipage à bord, adoptées par la Conférence internationale du Travail dans sa 32e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949. (Nos 356 et 431, année 1951. — M. Vourc'h, rapporteur).

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

**6.** — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à majorer les rentes viagères servies par la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways (Nos 355 et 514, année 1951. — M. Pinton, rapporteur).

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

**7.** — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la Convention concernant les travailleurs frontaliers, signée le 17 avril 1950 entre les cinq pays co-signataires du Traité de Bruxelles (Nos 444 et 573, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur).

**8.** — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, ayant pour objet de supprimer le cautionnement des courtiers maritimes (Nos 258 et 610, année 1951. — M. Léger, rapporteur).

9. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, prorogeant la loi n° 51-15 du 4 janvier 1951 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports. (Nos 448 et 609, année 1951. — M. Le Digabel, rapporteur).

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant déclaration d'utilité publique de la construction d'une autoroute de dégagement du sud de la région lilloise. (Nos 303 et 515, année 1951. — M. Bouquerel, rapporteur).

11. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 74 du décret validé du 22 mars 1942 sur la police des chemins de fer. (Nos 325 et 516, année 1951. — M. Bertaud, rapporteur).

12. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la procédure devant le juge de paix en matière de contestation nées à l'occasion des élections de délégués du personnel et de délégués au comité d'entreprise. (Nos 386 et 602, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur).

13. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, complétant l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. (Nos 334 et 606, année 1951. — M. Gilbert Jules, rapporteur).

---

## Proclamation de Sénateurs.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du bureau de recensement du département de la Gironde, en date du 22 août 1951, que M. Georges MILH a été proclamé Sénateur de la Gironde, en remplacement de M. Lucien de Gracia, démissionnaire.

M. Georges MILH est appelé à faire partie du 5e bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du bureau de recensement du département de la Seine, en date du 23 août 1951, que MM. Jean GUITTER, Charles DEUTSCHMANN et Jean FLEURY ont été proclamés Sénateurs de la Seine, en remplacement, respectivement, de MM. Pierre de Gaulle, le Général Corniglion-Molinier et Bernard Lafay, démissionnaires.

MM. Jean GUITER et Jean FLEURY sont appelés à faire partie du 2e bureau, auquel appartenaient leurs prédécesseurs.

M. Charles DEUTSCHMANN est appelé à faire partie du 3e bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du bureau de recensement du département du Finistère, en date du 25 août 1951, que M. Yves LE BOT a été proclamé Sénateur du Finistère, en remplacement de M. Pinvidic, démissionnaire.

M. Yves LE BOT est appelé à faire partie du 4e bureau auquel appartenait son prédécesseur.

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 28 Août 1951.*

N° 543. — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à supprimer certaines atteintes à la liberté du commerce.

N° 600. — Proposition de résolution de M. Lasalarié tendant à venir en aide aux populations des Bouches-du-Rhône éprouvées par les orages.

*N° 602. — Rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de loi relative à la procédure devant le juge de paix en matière de contestations nées à l'occasion des élections de délégués du personnel.

N° 604. — Rapport de M. Le Basser sur la proposition de loi relative au branchement à l'égout dans l'agglomération rouennaise.

N° 605. — Rapport de M. François Dumas sur le projet de loi portant statut du personnel des communes.

*N° 606. — Rapport de M. Gilbert Jules sur le projet de loi complétant l'article 38 de la loi sur la liberté de la presse.

*N° 609. — Rapport de M. Le Digabel sur la proposition de loi prorogeant la loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports.

*N° 610. — Rapport de M. Léger sur le projet de loi ayant pour objet de supprimer le cautionnement des courtiers maritimes.

N° 611. — Rapport de M. Poisson sur le projet de loi étendant aux Territoires d'Outre-Mer la loi relative à la contrainte par corps.

N° 612. — Projet de loi collectif d'ordonnancement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950.

N° 613. — Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Affaires étrangères).

N° 614. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, prorogeant certaines dispositions relatives aux jardins ouvriers.

N° 615. — Rapport de M. Delalande sur le projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé.

N° 616. — Rapport de M. Kalb sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 1590 du Code civil.

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 27 août 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 28 Août 1951.*

1er BUREAU, à 14 h. 30, local n° 215.

2e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 201.

3e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 207.

4e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 202.

5e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 217.

6e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 221.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 11 heures, local n° 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 60

# ORDRE DU JOUR

## Du Mercredi 29 Août 1951.

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification de pouvoirs.

DEUXIÈME BUREAU

Département de la Gironde. — Proclamation de M. MILH, en remplacement de M. Lucien de Gracia, démissionnaire. — (M. Razac, rapporteur).

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1er Étage : Depuis M. REYNOUARD, jusques et y compris M. SIAUT.**

**Tribunes : Depuis M. SID-CARA CHÉRIF, jusques et y compris M. AVININ.**

Département du Finistère. — Proclamation de M. Le BOT, en remplacement de M. Pinvidic, démissionnaire. — (M. Jean Guiter, rapporteur).

CINQUIÈME BUREAU

Département de la Seine. — Proclamation de MM. Jean GUITER, DEUTSCHMANN et Jean FLEURY, en remplacement, respectivement de MM. Pierre de Gaulle, le Général Corniglion-Molinier et Bernard Lafay, démissionnaires. — (M. François Schleiter, rapporteur).

SIXIÈME BUREAU

Département de Seine-et-Oise. — Proclamation de MM. PIDOUX de la MADUÈRE et NAMY, en remplacement, respectivement, de MM. André Diethelm et Demusois, démissionnaires. — (M. Lelant, rapporteur).

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, concernant la procédure de codification des textes législatifs relatifs aux instruments monétaires et aux médailles. (Nos 443 et 575, année 1951. — M. Litaise, rapporteur).

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux. (Nos 270 et 605, année 1951. — M. François Dumas, rapporteur ; et no , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Jacques Masteau, rapporteur).

**Commission de six membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République** (N° 539, année 1951).

(Nommée le 28 août 1951.

1er Bureau : M. LEGER ;

2e Bureau : M. THARRADIN ;

3e Bureau : M. Charles BARRET ;

4e Bureau : M. PIDOUX de la MADUÈRE ;

5e Bureau : M. BERTAUD ;

6e Bureau : M. LELANT.

---

## Démission d'un Sénateur.

Dans sa séance du mardi 28 août 1951, le Conseil de la République a pris acte de la démission de M. Ou Rabah Abdelmadjid, Sénateur du département de Constantine (2e collège).

---

## Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.

*Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.*

Apparentés aux termes de l'article 16 du Règlement.
(9 membres au lieu de 10).

Supprimer le nom de M. Ou Rabah Abdelmadjid.

## Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 28 août 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. Georges BERNARD, membre de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) en remplacement de M. Jules Valle.

M. Jacques GADOIN, membre de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) en remplacement de M. Cornu.

M. MARCOU, membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma en remplacement de M. Jules Valle.

M. RESTAT, membre de la Commission de la presse, de la radio et du Cinéma en remplacement de M. Cornu.

M. LANDRY, membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique en remplacement de M. Bernard Lafay.

M. PIDOUX de la MADUÈRE, membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre en remplacement de M. Bourgeois.

M. Jacques DEBU-BRIDEL, membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma en remplacement de M. le Général Corniglion-Molinier.

M. ESTÈVE, membre de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs en remplacement de M. Bourgeois.

M. SERRURE, membre de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs en remplacement de M. Totolehibe.

**Nomination de membres d'organismes extraparlementaires.**

Dans sa séance du 28 août 1951, le Conseil de la République a nommé :

MM. HÉLINE et de MAUPÉOU, membres de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (U.N.E.S.C.O.) (application de l'article 4 du décret du 2 mai 1951).

M. ROGIER, membre du Comité directeur du Fonds du Progrès social de l'Algérie (application du décret n° 50-269 du 4 mars 1950), en remplacement de M. Jules Valle.

Et M. LIONEL-PÉLERIN, membre de la Commission chargée d'étudier l'ensemble du problème des émissions de radiodiffusion vers l'étranger (application de l'arrêté interministériel du 14 février 1951) en remplacement de M. le Général Corniglion-Molinier.

---

***Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 29 Août 1951.***

N° 603. — Avis de M. Saller sur la proposition de loi portant création d'une Société d'études d'économie mixte pour l'aménagement des régions comprises entre Rhône et Océan.

N° 617. — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de loi portant organisation du département de la Guyane.

N° 621. Rapport de Mme Marie-Hélène Cardot sur la proposition de loi tendant à attribuer un contingent de distinctions dans l'Ordre de la Légion d'Honneur en faveur des aveugles de la Résistance.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mercredi 29 Août 1951.*

COMMISSION de l'agriculture, à 14 h. 30, local n° 214.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 18 heures, local n° 207.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 h. 30, local n° 215.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 45, local n° 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 16 heures, local n° 274.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 9 h. 45, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

.

a santé

), local

éparte-

minelle

heures,

9 h. 45,

1.
blée

Les
nent

1er
BON

Tri

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 61

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 30 Août 1951.**

**A QUINZE HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Nomination par suite de vacance d'un membre de l'Assemblée de l'Union Française.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Oumar BA, jusques et y compris M. Raymond BONNEFOUS.

Tribunes : Depuis M. BORDENEUVE, jusques et y compris M. Léon DAVID.

2. — Scrutin pour l'élection d'un membre titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe (en remplacement de M. de Félice, démissionnaire de son mandat de Sénateur).

*(En application de l'article 76 du Règlement, ce scrutin aura lieu, pendant la séance publique, dans le salon voisin de la salle des séances.)*

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à attribuer au Ministre de la Défense nationale un contingent exceptionnel de distinctions dans l'Ordre de la Légion d'Honneur en faveur des aveugles de la Résistance. (Nos 265 et 621, année 1951. — Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, étendant aux Territoires d'Outre-Mer, au Togo et au Cameroun, les dispositions de la loi n° 48-1979 du 31 décembre 1948 modifiant l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867 sur la contrainte par corps. (Nos 283 et 611, année 1951. — M. Poisson, rapporteur).

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au branchement à l'égout dans l'agglomération rouennaise. (Nos 446 et 604, année 1951. — M. Le Basser, rapporteur).

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant organisation du département de la Guyane française. (Nos 449 et 617, année 1951. — M. Lodéon, rapporteur).

7. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux. (Nos 270 et 605, année 1951. — M. François Dumas, rapporteur ; et n° 627, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Jacques Masteau, rapporteur).

8. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 1590 du Code civil. (Nos 285 et 616, année 1951. — M. Kalb, rapporteur ; et n° 624, année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Léger, rapporteur).

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux entreprises de crédit différé. (Nos 302 et 615, année 1951. — M. Delalande, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Courrière, rapporteur).

10. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de M. Rotinat, tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant création d'une médaille spéciale dite « Médaille de Corée » et destinée à distinguer les hauts faits d'armes du bataillon français de l'O. N. U. combattant en Corée. (Nos 599 et 625, année 1951. — M. Rotinat, rapporteur).

---

## Vérification de pouvoirs.

Dans sa séance du mercredi 29 août 1951, le Conseil de la République a validé les pouvoirs de MM. MILH, Sénateur de la Gironde ; Le BOT, Sénateur du Finistère ; Jean GUITER, DEUTSCHMANN, Jean FLEURY, Sénateurs de la Seine ; PIDOUX de la MADUÈRE et NAMY, Sénateurs de Seine-et-Oise.

## Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 29 août 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. LITAISE, membre de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs en remplacement de M. Ou Rabah Abdelmadjid.

M. ROGIER, membre de la Commission des finances en remplacement de M. Roger Duchet.

M. François SCHLEITER, membre de la Commission de la presse, de la radio et du Cinéma en remplacement de M. Roger Duchet.

## Nomination de membres de Commissions extraparlementaires.

Dans sa séance du 29 août 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. DELALANDE, membre de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales (application de la loi n° 51-258 du 2 mars 1951), en remplacement de M. de Félice.

M. Jean DURAND, membre de la Commission consultative de la viticulture (application du décret du 16 juillet 1947), en remplacement de M. Roger Duchet.

M. Robert GRAVIER, membre de la Commission supérieure des allocations familiales agricoles (application du décret n° 48-1197 du 19 juillet 1948), en remplacement de M. Saint-Cyr.

M. Robert GRAVIER, membre de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales (application de la loi n° 51-258 du 2 mars 1951) en remplacement de M. Saint-Cyr.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 30 Août 1951.*

N° 601. — Proposition de loi de M. Hoeffel tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance relative au statut de la coopération agricole.

N° 624. — Avis de M. Léger sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 1590 du Code civil.

N° 625. — Rapport de M. Rotinat sur la proposition de résolution tendant à créer une « Médaille de Corée ».

## CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 30 Août 1951.*

COMMISSION des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 11 heures, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 heures, local n° 274.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 heures, local n° 213.

COMMISSION chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites (n° 539), à 11 heures, local n° 207.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 62

## ORDRE DU JOUR

**Du Vendredi 31 Août 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à diverses mesures contribuant au redressement financier de la Sécurité sociale. (Nos 634 et 640, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur).

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1er Étage : Depuis M. Michel DEBRÉ, jusques et y compris M. DULIN.**

**Tribunes : Depuis M. François DUMAS, jusques et y compris M. HAIDARA** (Mahamane)

**2.** — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, prorogeant certaines dispositions relatives aux jardins ouvriers. (Nos 614 et 636, année 1951. — Mme Marcelle Devaud, rapporteur).

**3.** — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 5 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales. (Nos 351 et 637, année 1951. — Mme Marcelle Devaud, rapporteur).

**4.** — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés. (No 641, année 1951. — M. , rapporteur).

---

**Nomination d'un membre de l'Assemblée de l'Union Française.**

Dans sa séance du 30 août 1951, le Conseil de la République, en application de l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946, a nommé M. Pierre CORNET, membre de l'Assemblée de l'Union Française, au titre du groupe du Parti Républicain de la Liberté, en remplacement de M. Jacques Fourcade.

## Séance du jeudi 30 août 1951.

Scrutin pour l'élection d'un membre titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe (en remplacement de M. de Félice, démissionnaire de son mandat de Sénateur).

| | |
|---|---|
| Nombre de votants ..... | 111 |
| Bulletins blancs ou nuls ..... | 9 |
| Suffrages exprimés ..... | 102 |
| Majorité absolue des votants... | 56 |

Ont obtenu :

| | |
|---|---|
| M. Marcel Plaisant ..... | 99 suffrages |
| Divers..... | 3 suffrages. |

M. Marcel PLAISANT, ayant obtenu la majorité absolue des votants, est proclamé membre titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe.

## Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.

*Groupe du Rassemblement du Peuple Français.*

(54 membres au lieu de 49).

Ajouter les noms de MM. DEUTSCHMANN, Jean FLEURY, Jean GUITER, LE BOT et MILH.

**Commission de la presse, de la radio et du cinéma.**

La Commission de la presse, de la radio et du cinéma a nommé:

*Président :* M. Emilien LIEUTAUD,

en remplacement de M. le Général Corniglion-Molinier, démissionnaire.

---

**Commission de six membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (N° 539, année 1951).**

(Nommée le 28 août 1951.

La Commission a désigné :

*Président* ..... M. LELANT ;

*Secrétaire-rapporteur*. M. LEGER.

---

**Nomination de membre de Commission extraparlementaire.**

Dans sa séance du 30 août 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. René DUBOIS, membre de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux (application du décret du 6 novembre 1934), en remplacement de M. Lucien de Gracia, démissionnaire.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 31 Août 1951.*

N° 607. — Proposition de loi de M. Bouquerel tendant au classement des agents de travaux des Ponts et Chaussées dans les emplois de la catégorie des « Services actifs ».

N° 618. — Proposition de résolution de M. Pellenc tendant à réformer l'exploitation des lignes d'intérêt secondaire de la S. N. C. F.

N° 634. — Projet de loi relatif à diverses mesures contribuant au redressement financier de la Sécurité sociale.

N° 636. — Rapport de Mme Marcelle Devaud sur la proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux jardins ouvriers.

N° 637. — Rapport de Mme Marcelle Devaud sur le projet de loi modifiant l'article 5 de la loi fixant le régime des prestations familiales.

N° 641. — Projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés.

## CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Vendredi 31 Août 1951.*

COMMISSION des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1.

I.

rieur

rienn

Les

nent

1er

LAMA

Trib

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 63

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 4 Septembre 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres à cinq questions orales :

I. — M. Tamzali Abdennour expose à M. le Ministre de l'Intérieur, qu'un vote a été émis le 30 mars 1951 par l'Assemblée algérienne portant abandon par l'Algérie, pour l'année 1951, de la

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1er Étage : Depuis M. Léo HAMON, jusques et y compris M. Albert LAMARQUE.**

**Tribunes : Depuis M. LAMOUSSE, jusques et y compris M. de MENDITTE.**

somme de 1.200 millions de francs correspondant à l'intégralité des trois-quarts de sa participation aux dépenses militaires précédemment affectées par la loi du 26 décembre 1948 au financement du plan de progrès social musulman :

1° lui demande si les attributions de l'Assemblée algérienne fixées par le statut de l'Algérie autorisent l'Assemblée à modifier le principe et les modalités d'affectation et de répartition de crédits prévus par la loi ;

2° souligne que cette grave décision, prise à un moment où ne font que se dessiner les perspectives heureuses du plan de progrès social, a fait naître d'évidentes inquiétudes et une émotion légitime parmi les populations musulmanes ;

3° devant la portée sociale et politique de cette décision susceptible de ralentir dangereusement l'effort de progrès économique et de justice sociale poursuivi par la France en Algérie, lui demande quelle politique il entend suivre à cet égard et quelles mesures il compte prendre pour assurer l'exécution sincère et totale du plan de progrès social élaboré par la Commission des réformes musulmanes en 1945 (n° 230).

II. — M. Bousch signale à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques que malgré le vote de la loi n° 50-1427 du 18 novembre 1950 concernant l'application du décret-loi du 29 octobre 1936, les travailleurs de Charbonnages de France visés par cette loi sont toujours dans l'attente du versement de leurs arrérages de pension ;

que, dans chaque cas, les services des finances se livrent à des enquêtes pour déterminer la situation exacte de ces travailleurs au regard du statut du mineur en vue de ne faire bénéficier des dispositions de la loi que les catégories auxquelles s'applique effectivement ce statut, c'est-à-dire les plus privilégiées, alors que la volonté clairement exprimée du législateur était de faire bénéficier tous les travailleurs de Charbonnages de France, en fonction avant l'intervention de la loi de nationalisation, de la possibilité du cumul de leur pension avec leur traitement d'activité ;

et demande comment il entend appliquer les dispositions de la loi du 18 novembre 1950 et s'il n'envisage pas de donner des ins-

tructions pour qu'il soit mis fin aux retards qui frappent actuellement le versement des pensions dues à des travailleurs qui ont accepté des emplois très modestes pour améliorer une situation souvent difficile en raison du montant insuffisant de leur pension (n° 235).

III. — M. de La Gontrie signale à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques que l'Administration des Domaines a annoncé que, le 27 décembre 1950, aurait lieu aux magasins généraux de Lyon la vente de vingt tonnes de vareuses et de capotes militaires ;

précise que ce lot était composé de vêtements militaires neufs ou presque neufs ;

que, quinze jours environ avant la date de cette adjudication, ordre a été donné de procéder à la lacération de ces vingt tonnes de vêtements ; et que, pendant plusieurs jours, un personnel embauché spécialement à cet effet a procédé à cette mutilation à coups de couteaux ;

indique enfin que, moyennant quoi, cette importante quantité de vêtements a été adjugée, comme de simples chiffons, à raison de 180 francs seulement le kilog ;

et demande :

1° comment l'Etat a pu mettre en vente du matériel d'habillement militaire à une époque où chacun regrette de ne pouvoir mettre à la disposition de l'armée française les vêtements qui lui sont indispensables ;

2° comment il est possible de tolérer que des marchandises en bon état puissent être volontairement détériorées avec toutes les conséquences que cette détérioration comporte ;

3° les sanctions nécessaires qui n'ont pas dû manquer d'être prises à la suite de ces faits (n° 238).

IV. — M. Grassard expose à M. le Ministre du Commerce et des Relations économiques extérieures qu'incessamment doivent commencer les négociations pour l'établissement d'un accord commer-

cial et de payement franco-brésilien, qui comportera sans doute l'importation d'un tonnage de cafés brésiliens de diverses qualités ;

et demande quelles mesures seront prises pour que les arrivages dans les ports français ne coïncident pas avec les périodes d'importation de la production de café de l'Union Française, production à laquelle il est nécessaire d'assurer, dans la Métropole et en Afrique du Nord, à la fois un débouché préférentiel et une protection contre la concurrence étrangère (n° 240).

V. — M. de Villoutreys demande à M. le Ministre de l'Industrie et de l'Energie quelle politique il compte suivre à l'égard de la création éventuelle, en France, d'une industrie du caoutchouc synthétique (n° 241).

**2.** — Discussion des conclusions du rapport de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République. (N^os^ 539 et 635, année 1951. — M. Léger, rapporteur).

**3.** — Discussion de la proposition de résolution de M. Rotinat, tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant création d'une médaille spéciale dite « Médaille de Corée » et destinée à distinguer les hauts faits d'armes du bataillon français de l'O. N. U. combattant en Corée. (N^os^ 599 et 625, année 1951. — M. Rotinat, rapporteur).

**4.** — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des lois sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée et sur le remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs en danger moral et des enfants anormaux. (N^os^ 442 et 630, année 1951. — M. Arouna N'Joya, rapporteur).

**5.** — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à rendre applicable aux personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 relative aux pensions civiles et militaires. (N^os^ 489 et 642, année 1951. — M. René Dubois, rapporteur).

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant création d'une Société d'études d'économie mixte pour l'aménagement général des régions comprises entre Rhône et Océan (S. E. A. R. O.). (Nos 387 et 424, année 1951. — M. Sarrien, rapporteur ; et no , année 1951, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Chochoy, rapporteur ; et no 603, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Saller, rapporteur ; et no , année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Bousch, rapporteur).

7. — Discussion de la proposition de résolution de M. Martial Brousse et des membres du groupe du Centre Républicain d'Action Rurale et Sociale tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue d'obtenir une production suffisante de blé pour assurer une alimentation normale et permanente en pain aux consommateurs français. (Nos 504 et 638, année 1951. — M. Durieux, rapporteur).

8. — Discussion de 17 propositions de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de récentes calamités atmosphériques dans divers départements. (Nos 176, 197, 224, 364, 513, 519, 520, 538, 546, 547, 548, 554, 567, 569, 598, 600, 628 et 629, année 1951. — M. Restat, rapporteur).

---

## Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 31 août 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. de MAUPEOU, membre de la Commission de la défense nationale, en remplacement de M. Rogier.

M. VANDAELE, membre de la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), en remplacement de M. François Schleiter.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 4 Septembre 1951.*

N° 584. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à rendre obligatoire la création de commissions spécialisées auprès des conseils municipaux.

N° 585. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à majorer d'une unité les charges des veuves de guerre non remariées pour les avantages en faveur des familles nombreuses.

N° 588. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à faire modifier le mode de calcul de la population dans les communes en voie d'ascension rapide.

N° 591. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à exonérer les départements des taxes sur le chiffre d'affaires.

N° 592. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à compléter l'article 8 de la loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires.

N° 594. — Proposition de loi de M. Léo Hamon portant modification de l'ordonnance relative aux frais de mission des maires.

N° 595. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à réglementer l'indemnisation des propriétaires dont les immeubles font l'objet d'opérations d'utilité publique.

N° 596. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à permettre la prise de possession immédiate des terrains expropriés par les offices publics d'habitation.

*N° 629. — Rapport de M. Restat sur les propositions de résolution relatives aux calamités atmosphériques.

*N° 630. — Rapport de M. Arouna N'Joya sur le projet de loi relatif à l'introduction à la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion de la loi relative à la surveillance des établissements de bienfaisance privée.

N° 631. — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur la proposition de loi tendant à surseoir aux expulsions de locataires dont le relogement préalable n'est pas assuré.

N° 632. — Rapport de M. Georges Pernot sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 11 de la loi portant codification des textes relatifs aux pouvoirs publics.

N° 633. — Rapport de M. Robert Chevalier sur la proposition de loi tendant à modifier la loi sur les irrigations.

*N° 635. — Rapport de M. Léger sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République.

*N° 638. Rapport de M. Durieux sur la proposition de résolution tendant à obtenir une production suffisante de blé pour assurer une alimentation normale en pain.

N° 639. — Rapport de M. Péridier sur la proposition de loi concernant la prorogation de la durée des droits de propriété littéraire.

*N° 642. — Rapport de M. René Dubois sur la proposition de loi tendant à rendre applicable aux personnels des hôpitaux psychiatriques la loi relative aux pensions civiles et militaires.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 3 septembre 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 4 Septembre 1951.*

**COMMISSION** des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.

**COMMISSION** de la production industrielle, à 14 heures, **local n° 274.**

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 64

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 6 Septembre 1951.**

**A QUINZE HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE.**

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à surseoir aux expulsions de locataires ou occupants de bonne foi dont le relogement préalable n'est pas assuré. (Nos 317 et 631, année 1951. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Jozeau-Marigné, rapporteur).

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1er Étage : Depuis M. MENU, jusques et y compris M. Hubert PAJOT.**

**Tribunes : Depuis M. PAQUIRISSAMYPOULLÉ, jusques et y compris M. François RUIN.**

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier et à compléter l'article 11 de la loi n° 50-10 du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics. (Nos 353 et 632, année 1951. — M. Georges Pernot, rapporteur).

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi du 29 avril 1845 sur les irrigations, en étendant le bénéfice de ses dispositions aux adductions d'eau potable. (Nos 400 et 633, année 1951. — M. Robert Chevalier, rapporteur).

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, concernant la prorogation, en raison de la guerre, de la durée des droits de propriété littéraire et artistique et abrogeant la loi validée du 22 juillet 1941 relative à la propriété littéraire. (Nos 471 et 639, année 1951. — M. Péridier, rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux entreprises de crédit différé. (Nos 302, 615 et 656, année 1951. — M. Delalande, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Courrière, rapporteur).

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux. (Nos 384 et 646, année 1951. — M. Bousch, rapporteur ; et n° 654, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Courrière, rapporteur).

---

## Election d'un Sénateur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département de la Dordogne, en date du 2 septembre 1951, que M. BELS a été élu, à cette date, Sénateur de la Dordogne, en remplacement de M. Breton, décédé.

M. BELS est appelé à faire partie du 5e bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

## ERRATUM

*Au rapport (n° 631) de M. Boivin-Champeaux sur la proposition de loi* ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à* **surseoir** *aux* **expulsions de locataires** *ou* **occupants de bonne foi** *dont le relogement préalable n'est pas assuré.*

*Page 7, article premier, 5e ligne :*

*Au lieu de :*

« ...de l'article 3 de la loi du 30 juillet 1947, de la loi du 27 décembre 1947... »

*Lire :*

« ...de l'article 4 de la loi du 30 juillet 1947 modifiée par la loi du 27 décembre 1947... »

---

***Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 6 Septembre 1951.***

N° 545. — Proposition de loi de M. Gaston Monnerville tendant à la création de « vergers de raisins de table ».

N° 590. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à permettre aux femmes fonctionnaires le travail à mi-temps.

N° 593. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à permettre aux commerçants d'introduire une action en révision du prix de leur loyer.

N° 643. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O. N. I. C. pour leurs effets délivrés en payement des blés qu'ils stockent.

N° 644. — Proposition de résolution de M. Namy tendant à accorder une aide aux sinistrés du fait des orages en Seine-et-Oise.

*N° 646. — Rapport de M. Bousch sur la proposition de loi tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi relative à la nationalisation des combustibles minéraux.

N° 647. — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à l'établissement d'un plan de financement pour la construction de bâtiments publics.

N° 649. — Proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à promouvoir un plan de financement pour la construction de bâtiments publics.

N° 654. — Avis de M. Courrière sur la proposition de loi tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi relative à la nationalisation des combustibles minéraux.

N° 655. — Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale).

N° 656. — Rapport supplémentaire de M. Delalande sur le projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 5 septembre 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 6 Septembre 1951.*

**COMMISSION** des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 16 heures, local n° 207.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 11 heures, local n° 221.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 heures, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 11 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. –

2.
l'Asse
la loi

Les
nent :

1er
Abden

Trib
Abdell

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 65

## ORDRE DU JOUR

### Du Mardi 11 Septembre 1951.

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de membres de Commissions générales.

2. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre de l'Assemblée de l'Union Française. (Appplication de l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946 et de la résolution du 2 mars 1950).

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

**1er Étage :** Depuis M. RUPIED, jusques et y compris M. TAMZALI Abdennour.

**Tribunes :** Depuis M. TEISSEIRE, jusques et y compris M. BENCHIHA Abdelkader.

3. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. de La Gontrie signale à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques que l'Administration des Domaines a annoncé que, le 27 décembre 1950, aurait lieu aux magasins généraux de Lyon la vente de vingt tonnes de vareuses et de capotes militaires ;

précise que ce lot était composé de vêtements militaires neufs ou presque neufs ;

que, quinze jours environ avant la date de cette adjudication, ordre a été donné de procéder à la lacération de ces vingt tonnes de vêtements ; et que, pendant plusieurs jours, un personnel embauché spécialement à cet effet a procédé à cette mutilation à coups de couteaux ;

indique enfin que, moyennant quoi, cette importante quantité de vêtements a été adjugée, comme de simples chiffons, à raison de 180 francs seulement le kilog ;

et demande :

1° comment l'Etat a pu mettre en vente du matériel d'habillement militaire à une époque où chacun regrette de ne pouvoir mettre à la disposition de l'armée française les vêtements qui lui sont indispensables ;

2° comment il est possible de tolérer que des marchandises en bon état puissent être volontairement détériorées avec toutes les conséquences que cette détérioration comporte ;

3° les sanctions nécessaires qui n'ont pas dû manquer d'être prises à la suite de ces faits (n° 238).

II. — M. Grassard expose à M. le Ministre du Commerce et des Relations économiques extérieures qu'incessamment doivent commencer les négociations pour l'établissement d'un accord commercial et de payement franco-brésilien, qui comportera sans doute l'importation d'un tonnage de cafés brésiliens de diverses qualités ;

et demande quelles mesures seront prises pour que les arrivages dans les ports français ne coïncident pas avec les périodes d'importation de la production de café de l'Union Française, production

à laquelle il est nécessaire d'assurer, dans la Métropole et en Afrique du Nord, à la fois un débouché préférentiel et une protection contre la concurrence étrangère (n° 240).

III. — M. Mamadou Dia signale à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer que l'attribution de l'aval du territoire aux coopératives de production auprès de la B. A. O. ne semble pas s'effectuer au Sénégal en vertu de règles rigoureusement établies ;

qu'il en résulte des déviations dangereuses de l'idée coopérative et un gaspillage des deniers publics ;

et demande quelles mesures compte prendre le Gouverneur :

1° pour opérer, d'ores et déjà, le redressement qui s'impose ;

2° pour assurer l'avenir de la coopération en Afrique noire, inconcevable sans une politique de formation de cadres et d'éducation coopérative (n° 242).

IV. — M. Mamadou Dia expose à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer que les mesures contradictoires prises successivement au cours de la campagne 1950-1951 en ce qui concerne la commercialisation des arachides, ont eu des conséquences fâcheuses sur l'économie de certains territoires producteurs, qu'en particulier les coopératives de production ont souffert gravement de cet état de choses ;

et demande si l'on n'envisage pas d'arrêter en matière de commercialisation d'arachides une politique rationnelle conforme à l'intérêt du producteur d'Outre-Mer et du consommateur métropolitain (n° 243).

V. — M. Loison demande à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme :

1° si l'augmentation massive des tarifs des transports de la région parisienne (S. N. C. F., R. A. T. P. métropolitain) n'est qu'une mesure transitoire prise en attendant les réformes de structure et d'exploitation nécessaires pour résorber le déficit ;

2° au cas où ces hausses qui pèsent lourdement sur le budget des travailleurs seraient définitives, quelles sont les mesures envisagées pour atténuer l'effet ce ces charges nourvelles (n° 244).

**4.** — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, complétant, en ce qui concerne les victimes de la guerre, la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts. (N^os^ 326 et 662, année 1951. — M. Bertaud, rapporteur).

**5.** — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 84 de la loi du 5 décembre 1922 portant codification des lois sur les habitations à loyer modéré et la petite propriété. (N^os^ 323 et 657, année 1951. — M. Malécot, rapporteur).

**6.** — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale). (N^os^ 655 et 664, année 1951. — M. Lassagne, rapporteur ; et n° 667, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Courrière, rapporteur).

---

**Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques.**

*Groupe du Rassemblement du Peuple Français.*

(53 membres au lieu de 54).

Supprimer le nom de M. de Fraissinette.

***Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 11 Septembre 1951.***

N° 583. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à la réforme des finances locales.

N° 586. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à modifier l'article 59 de l'acte dit loi de finances du 31 décembre 1942.

N° 587. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à attribuer aux instituteurs secrétaires de mairie un complément de pension de retraite.

N° 623. — Rapport de M. Héline sur le projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Sétif.

N° 650. — Proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à créer des « Facultés ouvrières de culture et de technique ».

N° 651. — Proposition de résolution de M. Lodéon tendant à accorder une aide aux victimes du cyclone qui s'est abattu sur la Martinique.

N° 653. — Rapport de M. Lodéon sur le projet de loi étendant à la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et la Guyane la loi relative à la classification des aérodromes.

*N° 657. — Rapport de M. Malécot sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 84 de la loi sur les habitations à loyer modéré.

*N° 662. — Rapport de M. Bertaud sur le projet de loi complétant la loi instituant l'ordre des géomètres-experts.

*N° 664. — Rapport de M. Lassagne sur le projet de loi portant ouverture de crédits (Education nationale).

N° 665. — Rapport de M. Jean Geoffroy sur le projet de loi relatif à la répression des crimes contre les enfants.

N° 666. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant la loi réglementant la profession de « courtiers de campagne ».

N° 667. — Avis de M. Courrière sur le projet de loi portant ouverture de crédits (Education nationale).

---

***NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 10 septembre 1951.**

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 11 Septembre 1951.*

**COMMISSION** des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 14 h. 30, local n° 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

portant

i relatif

tionale,
ourtiers

ouver-

MM. les

aires et
n° 217.

Sui
Natio
catio
rappo
finan

Les
nent :

1er
BROU

Trib
DIA.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 66

## ORDRE DU JOUR

**Du Mercredi 12 Septembre 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale). (Nos 655 et 664, année 1951. — M. Lassagne, rapporteur; et n° 667, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Courrière, rapporteur).

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Jean BÈNE, jusques et y compris M. Martial BROUSSE.

Tribunes : Depuis M. Louis BRUNET, jusques et y compris M. Mamadou DIA.

## Démission d'un Sénateur.

Dans sa séance du 11 septembre 1951, le Conseil de la République a pris acte de la démission de M. Saïah Menouar, Sénateur du département d'Alger (2e collège).

---

## Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.

*Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.*

(63 membres au lieu de 64).

Supprimer le nom de M. Saïah Menouar.

*Groupe Socialiste S. F. I. O.*

(58 membres au lieu de 59).

Supprimer le nom de M. Siaut.

**Nomination de membres de Commissions générales.**

---

Dans sa séance du 11 septembre 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. Jean GUITER, membre de la Commission du ravitaillement et des boissons, en remplacement de M. Pinvidic.

M. LE BOT, membre de la Commission de l'agriculture en remplacement de M. Couinaud.

M. Jean GUITER, membre de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, en remplacement de M. Dronne.

M. MILH, membre de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, en remplacement de M. Fouques-Duparc.

M. LE BOT, membre de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, en remplacement de M. Lucien de Gracia.

M. MILH, membre de la Commission de la marine et des pêches, en remplacement de M. Lucien de Gracia.

M. Jean FLEURY, membre de la Commission de la production industrielle, en remplacement de M. Marchant.

M. ZUSSY, membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, en remplacement de M. Marchant.

---

## Nomination, par suite de vacance, d'un membre de l'Assemblée de l'Union Française.

Dans sa séance du 11 septembre 1951, le Conseil de la République, en application de l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946 et de la résolution du 2 mars 1950, a nommé M. Vincent DELPUECH, membre de l'Assemblée de l'Union Française, au titre du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique, en remplacement de M. Henri Laforest, démissionnaire.

---

***Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 12 Septembre 1951.***

N° 632 *(rectifié)*. — Rapport de M. Georges Pernot sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 11 de la loi portant codification des textes relatifs aux pouvoirs publics.

N° 658. — Proposition de résolution de M. Léon David tendant à arrêter toute fermeture de puits de mine.

N° 660. — Rapport de M. Soldani sur la proposition de loi tendant à instituer des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris part à la Résistance.

N° 668. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à instituer un compte spécial du Trésor.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mercredi 12 Septembre 1951.*

2e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de l'agriculture, à 15 h. 30, local n° 214.

COMMISSION de la défense nationale, à 14 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 h. 30, local n° 215.

COMMISSION du ravitaillement et des boissons, à 14 h. 30, local n° 214.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. –

Ele
— (M

Les
nent :

1er
M. FL

Tribu
LABR

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 67

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 13 Septembre 1951.**

**A QUINZE HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Vérification de pouvoirs.

DEUXIÈME BUREAU

Election de M. BELS, en remplacement de M. Breton, décédé. — (M. Jean Guiter, rapporteur).

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1er Étage : Depuis M. Ousmane Socé DIOP, jusques et y compris M. FLÉCHET.**

**Tribunes : Depuis M. Jean FLEURY, jusques et y compris M. François LABROUSSE.**

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, étendant aux départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane française les dispositions de la loi du 2 octobre 1946, relative à la classification des aérodromes. (N^os^ 441 et 653, année 1951. — M. Lodéon, rapporteur).

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à instituer des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics. (N^os^ 450 et 660, année 1951. — M. Soldani, rapporteur; et n° , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la répression des crimes et délits commis contre les enfants. (N^os^ 250, année 1950, 423 et 665, année 1951. — M. Jean Geoffroy, rapporteur).

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier et à compléter l'article 11 de la loi n° 50-10 du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics. (N^os^ 353 et 632 *rectifié*, année 1951. — M. Georges Pernot, rapporteur).

---

## Proclamation d'un Sénateur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Bureau de recensement du département du Nord, en date du 10 septembre 1951, que M. Marcel ULRICI a été proclamé, à cette date, Sénateur du Nord, en remplacement de M. Henri Martel.

M. Marcel ULRICI est appelé à faire partie du 5^e^ Bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

## ERRATUM

*Au rapport (n° 665) de M. Jean Geoffroy sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif à la* **répression** *des* **crimes** *et* **délits** *commis* **contre les enfants.**

Page 7, article premier :

Rédiger ainsi le deuxième alinéa :

« ...sauf en ce qui concerne les crimes commis sur les mineurs de 15 ans. »

---

***Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 13 Septembre 1951.***

---

N° 670. — Rapport de M. Michel Yver sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi établissant le statut des déportés.

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 13 Septembre 1951.*

**4e BUREAU, à 15 heures, local nº 202.**

**COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 10 h. 30, local nº 207.**

**COMMISSION des finances, à 11 heures, local de la Commission.**

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 68

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 18 Septembre 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Grassard expose à M. le Ministre du Commerce et des Relations économiques extérieures qu'incessamment doivent commencer les négociations pour l'établissement d'un accord commer-

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

**1er Étage :** Depuis M. de LACHOMETTE, jusqûes et y compris M. Marcel LEMAIRE.

**Tribunes :** Depuis M. Claude LEMAITRE, jusques et y compris M. Charles OKALA.

cial et de payement franco-brésilien, qui comportera sans doute l'importation d'un tonnage de cafés brésiliens de diverses qualités ;

et demande quelles mesures seront prises pour que les arrivages dans les ports français ne coïncident pas avec les périodes d'importation de la production de café de l'Union Française, production à laquelle il est nécessaire d'assurer, dans la Métropole et en Afrique du Nord, à la fois un débouché préférentiel et une protection contre la concurrence étrangère (n° 240).

II. — M. de Villoutreys demande à M. le Ministre de l'Industrie et de l'Energie quelle politique il compte suivre à l'égard de la création éventuelle, en France, d'une industrie du caoutchouc synthétique (n° 241).

III. — M. Bertaud demande à M. le Ministre de l'Industrie et de l'Energie :

1° quelles dispositions sont prises pour assurer à l'industrie française la priorité en fournitures d'alliages légers ;

2° dans quelles conditions sont autorisées les exportations de ces produits ;

3° s'il rentre dans ses intentions de faire un stockage de ces produits afin d'assurer leur répartition ensuite, en tenant compte des besoins exprimés par ses utilisateurs sur le plan national (n° 247).

IV. — M. Naveau expose à M. le Ministre de l'Agriculture qu'en l'année 1939 souvent prise comme année de référence, alors que le prix du blé était de 200 francs le quintal, le prix des tourteaux oléagineux destinés à l'alimentation du bétail s'établissait à 150 francs le quintal ;

qu'en 1951, en fixant le prix du blé à 3.600 francs le quintal alors que les tourteaux valent 4.500 francs, on risque de voir livrer le blé à l'alimentation du bétail et de compromettre ainsi le ravitaillement en pain de la population ;

et demande :

1° ce que les Pouvoirs Publics entendent par la renormalisation du prix des céréales secondaires, annoncée par la presse ;

2° quelles mesures il compte prendre pour faire baisser les aliments du bétail et en particulier les tourteaux à un prix inférieur à celui du blé (n° 246).

V. — M. Naveau expose à M. le Ministre de l'Agriculture que si la nouvelle nomenclature des véhicules à retenir pour la ristourne sur carburants comprend très heureusement les « jeeps » et les voitures de tourisme transformées, il n'en est pas de même pour les « Dodge » dont l'utilisation est cependant identique ;

qu'il est injuste de priver les usagers de ces véhicules des avantages de la ristourne lorsqu'ils ne les emploient que pour les travaux de la ferme et pour les transports à l'intérieur de la ferme ;

que la répartition des crédits affectés à ce titre doit être faite de la façon qui soulève le moins possible de critiques ;

et lui demande de revoir cette attribution avec bienveillance et de la solutionner favorablement et d'extrême urgence, les imprimés de déclaration devant être remis en mairie le 31 août 1951 (n° 248).

2. — Vérification de pouvoirs.

QUATRIÈME BUREAU

Département du Nord. — Proclamation de M. ULRICI, en remplacement de M. Henri Martel, démissionnaire. — (Mme Yvonne Dumont, rapporteur).

3. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Sétif (Algérie). (Nos 439 et 623, année 1951. — M. Héline, rapporteur).

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à instituer un compte spécial du Trésor. (Nos 668 et 676, année 1951. — M. de Maupeou, rapporteur ; et n° 677, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Maurice Walker, rapporteur).

## Vérification de pouvoirs.

Dans sa séance du jeudi 13 septembre 1951, le Conseil de la République a validé les pouvoirs de M. BELS, Sénateur de la Dordogne.

---

## Nomination de membres d'un organisme extraparlementaire.

Dans sa séance du 13 septembre 1951, le Conseil de la République a nommé MM. BRETTES et Robert GRAVIER, membres de la Commission supérieure des prestations familiales agricoles.

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 18 Septembre 1951.*

N° 669. — Proposition de résolution de M. Le Léannec tendant à modifier l'article 93 du décret portant réforme fiscale.

N° 671. — Rapport de M. Ternynck sur la proposition de résolution tendant à étendre le bénéfice de l'article 4 de la loi du 2 août 1949 aux agents des poudreries nationales.

N° 675. — Rapport de M. Péridier sur la proposition de loi modifiant la loi réglementant la profession de courtiers en vins.

*N° 676. — Rapport de M. de Maupeou sur la proposition de loi tendant à instituer un compte spécial du Trésor.

N° 677. — Avis de M. Maurice Walker sur la proposition de loi tendant à instituer un compte spécial du Trésor.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 17 septembre 1951.

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 18 Septembre 1951.*

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 14 h. 30, local n° 207.

---

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Su
l'Ass
Trés
teur
M. M

Les
nent
1er
PLAI
Trib

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 69

## ORDRE DU JOUR

**Du Mercredi 19 Septembre 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à instituer un compte spécial du Trésor. (Nos 668 et 676, année 1951. — M. de Maupeou, rapporteur; et n° 677, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Maurice Walker, rapporteur).

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Jules OLIVIER, jusques et y compris M. Marcel PLAISANT.

Tribunes : Depuis M. PLAIT, jusques et y compris M. SOUTHON.

## Vérification de pouvoirs.

Dans sa séance du mardi 18 septembre 1951, le Conseil de la République a validé les pouvoirs de M. ULRICI, Sénateur du Nord.

---

## Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.

*Groupe Communiste.*

(15 membres au lieu de 14).

Ajouter le nom de M. ULRICI.

*Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.*

(64 membres au lieu de 63).

Ajouter le nom de M. BELS.

## Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 18 septembre 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. DEUTSCHMANN, membre de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), en remplacement de M. Fouques-Duparc.

M. DEUTSCHMANN, membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique, en remplacement de M. Coupigny.

M. FLEURY (Jean), membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, en remplacement de M. Chatenay.

M. BEAUVAIS, membre de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, en remplacement de M. Milh.

M. MILH, membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, en remplacement de M. Beauvais.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mercredi 19 Septembre 1951.*

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 h. 30, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. —
Caisse
1950.

Les
nent :

1er

Tribu

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

---

# FEUILLETON

# N° 70

---

# ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 20 Septembre 1951.**

---

**A SEIZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations sur les opérations de l'année 1950.

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1er Étage : Depuis M. SYMPHOR, jusques et y compris M. VOYANT.**

**Tribunes : Depuis M. Maurice WALKER, jusques et y compris M. BOUSCH.**

2. — Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à instituer un compte spécial du Trésor. (Nos 668 et 676, année 1951. — M. de Maupeou, rapporteur ; et n° 677, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Maurice Walker, rapporteur).

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant et complétant la loi n° 49-1652 du 31 décembre 1949, réglementant la profession de courtiers en vins, dits « courtiers de campagne ». (Nos 666 et 675, année 1951. — M. Péridier, rapporteur).

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux. (Nos 384 et 646, année 1951. — M. Bousch, rapporteur ; et n° 654, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Courrière, rapporteur).

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance. (Nos 372 et 670, année 1951. — M. Michel Yver, rapporteur).

6. — Discussion de la proposition de résolution de M. Leccia et des membres du Groupe du Rassemblement du Peuple Français, tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'article 4 de la loi du 2 août 1949 aux agents des poudreries nationales régis par la loi du 14 avril 1924 sur le régime des pensions. (Nos 281 et 671, année 1951. — M. Ternynck, rapporteur).

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 20 Septembre 1951.*

N° 626. — Proposition de loi de M. Armengaud précisant l'étendue des activités industrielles de l'Etat.

N° 674. — Proposition de résolution de Mme Crémieux tendant à renforcer le contrôle des denrées alimentaires.

N° 678. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à assortir de dispositions pénales la décision de l'Assemblée Algérienne sur l'interdiction de la pêche au ring net.

N° 680. — Projet de loi complétant l'article 7 de la loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire.

## CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 20 Septembre 1951.*

COMMISSION de la défense nationale, à 11 heures, local n° 217.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. —
blée N
nº 46-
bustib
rappor
finance

Les b
nent :

1re É

Tribu
M. DUT

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 71

# ORDRE DU JOUR

**Du Vendredi 21 Septembre 1951.**

## A SEIZE HEURES

## SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux. (N^os^ 384 et 646, année 1951. — M. Bousch, rapporteur ; et n° 654, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Courrière, rapporteur).

---

**Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :**

**1^er^ Étage : Depuis M. BOZZI, jusques et y compris M. CHAZETTE.**

**Tribunes : Depuis M. Robert CHEVALIER, jusques et y compris M. DUTOIT.**

2. — Discussion de la proposition de résolution de M. Leccia et des membres du Groupe du Rassemblement du Peuple Français, tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'article 4 de la loi du 2 août 1949 aux agents des poudreries nationales régis par la loi du 14 avril 1924 sur le régime des pensions. (Nos 281 et 671, année 1951. — M. Ternynck, rapporteur).

---

## Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 20 septembre 1951, le Conseil de la République a nommé :

MM. BELS et Marcel PLAISANT, membres de la Commission du travail et de la sécurité sociale, en remplacement de MM. Saint-Cyr et Breton.

M. BELS, membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, en remplacement de M. Cassagne.

M. ULRICI, membre de la Commission de la production industrielle, en remplacement de M. Henri Martel.

M. ULRICI, membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale, en remplacement de M. Henri Martel.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 21 Septembre 1951.*

N° 659. — Proposition de résolution de M. Pidoux de la Maduère tendant à venir en aide aux habitants du département de Seine-et-Oise, victimes de l'ouragan.

N° 672. — Proposition de loi de M. Rabouin tendant à la création du Conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur.

N° 679. — Proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à créer une commission d'études de la situation des théâtres.

N° 687. — Proposition de loi modifiant l'article 31 *x*) du Code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour les rentes viagères.

## CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Vendredi 21 Septembre 1951.*

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 15 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1, —

I, —
tional

que

Les
nent :

1er

Tribu
BASSE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 72

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 25 Septembre 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Symphor expose à M. le Ministre de l'Education nationale :

que depuis bientôt trois ans, il n'existe pas d'inspecteurs titu-

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis Mme ÉBOUÉ, jusques et y compris M. GIAUQUE.

Tribunes : Depuis M. GILBERT JULES, jusques et y compris M. LE BASSER.

laires de l'enseignement primaire dans le département de la Martinique ;

qu'à l'heure actuelle, cet important service est assuré à titre intérimaire, par un professeur d'école normale qui ne peut évidemment assurer, avec ses propres fonctions, l'inspection de plus de 1.000 classes, les nombreux examens de l'enseignement primaire : (C. E. P., brevets, C. A. P., etc.) les enquêtes administratives et disciplinaires, etc. ;

que les maîtres et parents se plaignent de cette carence de l'inspection, particulièrement préjudiciable aux études primaires et primaires supérieures dans ce département ;

rappelle qu'un examen d'inspection primaire, avec option pour les départements d'Outre-Mer aurait donné un nombre intéressants de lauréats ;

et demande si des mesures ont été prises pour que les trois postes d'inspecteurs primaires soient pourvus de titulaires à la rentrée d'octobre (n° 250).

II. — M. Symphor expose à M. le Ministre de l'Agriculture :

qu'à plusieurs reprises, il lui a signalé les retards qui sont apportés à l'équipement rural du département de la Martinique, à cause de l'inexistence du génie rural dans ce département et les graves inconvénients qui en résultent ;

que le cyclone qui vient de s'abattre sur ce département exigera de toute urgence des travaux particulièrement importants d'équipement rural, au titre de réparations et dommages causés par les calamités publiques, dommages pour lesquels la présence sur les lieux d'un fonctionnaire du génie rural est indispensable ;

et demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour que ce fonctionnaire soit nommé dans le plus bref délai dans le département de la Martinique, ou, qu'à défaut de ce fonctionnaire, ces attributions soient dévolues à tout autre fonctionnaire des travaux publics ou de l'agriculture actuellement en service à la Martinique (n° 251).

III. — M. Jean Doussot expose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques que la récente taxation de la viande

et les mesures relatives aux exportations et importations qui l'ont accompagnée ont apporté de graves inquiétudes chez les agriculteurs, éleveurs et herbagers ;

que cette taxation, faite d'une façon brutale et arbitraire, sans aucune consultation des groupements professionnels, différente suivant les départements par suite de la délégation de compétence donnée aux préfets pour l'établissement des prix-limites, dangereuse du fait qu'elle doit ramener les prix au niveau de ceux qui étaient pratiqués au début de l'année, suivant les paroles mêmes de M. le Président du Conseil dans son allocation radiodiffusée du 10 septembre, alors que l'on enregistre des hausses officielles sur tous les produits, semble avant tout une mesure spectaculaire qui aura pour effet, outre le malaise qu'elle crée par un retour certain au dirigisme, de raréfier temporairement la marchandise par une désorganisation des marchés et de provoquer une abondance en fin de campagne laquelle peut amener une baisse plus importante même que celle désirée ;

et demande si le Gouvernement ne pourrait pas envisager, en accord avec les groupements professionnels, une stabilisation du marché de la viande, par des mesures tout autres que des taxes et laisser toutes possibilités de reprendre les exportations de bovins si l'abondance, lors de la liquidation des herbages, justifie cette mesure. (N° 253.)

---

## Election d'un Sénateur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département de Maine-et-Loire, en date du 23 septembre 1951, que M. de GEOFFRE a été élu, à cette date, Sénateur de Maine-et-Loire, en remplacement de M. Chatenay, démissionnaire.

M. de GEOFFRE est appelé à faire partie du 6e Bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 25 Septembre 1951.*

---

*N° 536. — Proposition de loi de M. Longchambon portant ouverture d'un crédit destiné à porter secours aux Français expulsés des pays étrangers.

N° 559. — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel portant modification à certains articles du Code d'instruction criminelle.

*N° 577. — Proposition de loi de Mme Marcelle Devaud relative à la protection des mères de famille abandonnées.

N° 681. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à autoriser les syndicats de communes à allouer des indemnités de fonctions à leurs administrateurs.

N° 682. — Proposition de résolution de M. Armengaud tendant à assurer l'expension de la recherche et de l'exploitation du pétrole et du gaz naturel.

N° 684. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 79 du Code du vin.

N° 689. — Projet de loi modifiant le décret portant organisation de la sécurité sociale dans les mines.

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 25 Septembre 1951.*

COMMISSION des finances, à 14 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la production industrielle, à 14 heures, local nº 274.

COMMISSION des affaires économiques
COMMISSION de l'agriculture
COMMISSION des finances
COMMISSION du travail et de la sécurité sociale

} à 15 heures, salle de Brosse.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Fixa

Les bi
nent .

1er [E
CILHAC

Tribun

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 73

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 6 Novembre 1951.**

**A SEIZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

Fixation de l'ordre du jour.

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Etage : Depuis M. LECACHEUX, jusques et y compris M. MARCILHACY.

Tribunes : Depuis M. MARCOU, jusques et y compris M. PESCHAUD.

**Nomination d'un membre d'une Commission générale.**

Dans sa séance du 25 septembre 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. TEISSEIRE, membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale, en remplacement de M. Zussy.

---

**Nomination d'un membre d'un organisme extraparlementaire.**

Dans sa séance du 25 septembre 1951, le Conseil de la République a nommé M. MATHIEU, membre du Conseil supérieur de la Mutualité.

---

**Elections de Sénateurs.**

*30 septembre 1951.*

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département de Constantine en date du 30 septembre 1951, que M. AUGARDE a été élu, à cette date, Sénateur du département de Constantine (1er Collège) en remplacement de M. Jules Valle, démissionnaire.

M. AUGARDE est appelé à faire partie du 2e Bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département d'Oran, en date du 30 septembre 1951, que M. ENJALBERT a été élu, à cette date, Sénateur du département d'Oran (1er Collège), en remplacement de M. Fouques-Duparc, démissionnaire.

M. ENJALBERT est appelé à faire partie du 1er Bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département du Haut-Rhin, en date du 30 septembre 1951, que M. Lucien GANDER a été élu, à cette date, Sénateur du Haut-Rhin, en remplacement de M. Bourgeois, démissionnaire.

M. Lucien GANDER est appelé à faire partie du 6e Bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département de l'Orne, en date du 30 septembre 1951, que M. MEILLON a été élu, à cette date, Sénateur de l'Orne, en remplacement de M. Couinaud, démissionnaire.

M. MEILLON est appelé à faire partie du 5e Bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département du Loiret, en date du 30 septembre 1951, que M. PERDEREAU a été élu, à cette date, Sénateur du Loiret, en remplacement de M. de Félice, démissionnaire.

M. PERDEREAU est appelé à faire partie du 1er Bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département de Saône-et-Loire, en date du 30 septembre 1951, que M. PINSARD a été élu, à cette date, Sénateur de Saône-et-Loire, en remplacement de M. Joseph Renaud, démissionnaire.

M. PINSARD est appelé à faire partie du 1er Bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département des Basses-Pyrénées, en date du 30 septembre 1951, que M. Jean-Louis TINAUD a été élu, à cette date, Sénateur des Basses-Pyrénées, en remplacement de M. Cassagne, démissionnaire.

M. Jean-Louis TINAUD est appelé à faire partie du 4e Bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

---

*21 octobre 1951.*

---

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département de la Sarthe, en date du 21 octobre 1951, que M. d'ARGENLIEU a été élu, à cette date, Sénateur de la Sarthe, en remplacement de M. Dronne, démissionnaire.

M. d'ARGENLIEU est appelé à faire partie du 6e Bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département de l'Ain, en date du 21 octobre 1951, que M. CHASTEL a été élu, à cette date, Sénateur de l'Ain, en remplacement de M. Saint-Cyr, démissionnaire.

M. CHASTEL est appelé à faire partie du 2e Bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

---

**Modification à la liste des rapporteurs spéciaux de la Commission des finances.**

1° Présidence du Conseil (dépenses civiles). — Services administratifs et

2° France d'Outre-Mer (dépenses militaires).

*Au lieu de :* « M. André Diethelm » ;

*Lire :* « M. BOLIFRAUD ».

---

**Modification à la liste des membres de la sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale.**

Par la Commission des finances :

*Au lieu de :* « MM. Alric, Pierre Boudet, Courrière, André Diethelm, Pellenc » ;

*Lire :* « MM. Alric, BOLIFRAUD, Pierre Boudet, Courrière, Pellenc ».

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 6 Novembre 1951.*

---

N° 499. — Proposition de loi de M. Saller tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A.

N° 500. — Proposition de loi de M. Saller relative au statut des chefs autochtones en Afrique.

N° 685. — Rapport d'information de M. Delfortrie sur les problèmes de l'exploitation minière de Ronchamp.

N° 691. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République.

N° 692. — Proposition de résolution de M. Jean Geoffroy tendant à mettre fin à la liberté d'importation des concentrés de tomates.

N° 695. — Projet de loi portant création de contingents de croix de la Légion d'Honneur en faveur des personnels militaires n'appartenant pas à l'armée active.

N° 700. — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à limiter la puissance des véhicules à moteur destinés à la route.

---

Imprimerie du Conseil de la République

*olution*

terminer

tatut des

les pro-

un mem-

tendant
ntrés de

de croix
els mili-

ndant à
inés à la

1.
Com

2.
Nati
15 a
sape
— M

3.
Nati
28 oc
— M

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 74

# ORDRE DU JOUR

## Du Jeudi 8 Novembre 1951.

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre d'une Commission générale.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article premier de la loi n° 49-518 du 15 avril 1949 portant relèvement des pensions allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires. (N° 440, année 1951. — M. Verdeille, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification des articles 48 à 58 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre. (N° 458, année 1951. — M. Hébert, rapporteur.)

## Démission d'un Sénateur.

Dans sa séance du 6 novembre 1951, le Conseil de la République a pris acte de la démission de M. Bechir Sow, Sénateur du Tchad (2e section).

## Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques

*Groupe du Rassemblement du Peuple Français.*

(52 membres au lieu de 53)

Supprimer le nom de M. Bechir Sow.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 8 Novembre 1951.*

N° 579. — Proposition de loi de M. Marrane tendant à étendre à toutes les acquisitions immobilières réalisées par l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, la procédure spéciale de purge des hypothèques.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 8 Novembre 1951.*

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 14 h. 30, local n° 207.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 10 h. 30, local n° 207.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 10 heures, local n° 201.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

N
mine
mem

1.
Com

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 75

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 13 Novembre 1951.**

### A QUINZE HEURES

### RÉUNION DANS LES BUREAUX

Nomination d'une Commission de 6 membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République. (N° 691, année 1951.)

### A SEIZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacances, de membres de Commissions générales.

2. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (Application de la loi du 20 juillet 1886, modifiée par la loi du 28 mars 1928).

3. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre de la Commission supérieure de la Caisse nationale d'assurances sur la vie (Application du décret du 16 mai 1949).

4. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre de la Commission chargée d'étudier et de soumettre au Gouvernement les simplifications pouvant être apportées à la législation et au fonctionnement du régime général de Sécurité sociale (Application de l'arrêté du 5 octobre 1949).

5. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Michel Debré demande à M. le Ministre des Affaires étrangères s'il estime que les dispositions du Traité sur la communauté européenne « charbon-acier » ne nuisent pas dangereusement à la poursuite de notre politique à l'égard de la Sarre (n° 229).

II. — M. Michel Debré demande à M. le Ministre de l'Education nationale s'il n'estime pas opportun de faire un effort particulier, à l'intérieur de l'Université française, en faveur des intellectuels étrangers, professeurs, maîtres de conférence, étudiants, membres de professions libérales, qui, expulsés ou réfugiés, cherchent en France et dans d'autres nations européennes encore libres, le moyen d'employer au mieux leurs aptitudes et leurs capacités (n° 237).

III. — M. Durand-Réville demande à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer s'il est exact que l'usine électrique, achetée il y a deux ans dans le nord de la France grâce à une subvention exceptionnelle du budget de l'Etat et qui devait fournir le courant électrique à Pondichéry, se trouve arrêtée, les moyens locaux ne permettant pas d'effectuer le débarquement des fûts de mazout nécessaires à l'alimentation de ses chaudières, d'ailleurs insuffisantes pour assurer la marche de l'ensemble des alternateurs ;

lui demande également de lui indiquer s'il est exact qu'un bateau, acquis toujours sur les fonds de l'Etat, pour transporter le riz de Karikal à Mahé, se trouve depuis plusieurs mois en panne devant Pondichéry avec à son bord, un équipage désœuvré qui coûte au budget local 6.000 roupies par mois, parce que l'administration locale ne dispose pas des crédits nécessaires pour faire procéder aux réparations indispensables ;

demande enfin, si ces renseignements sont exacts, de lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour donner aux populations de nos Etablissements de l'Inde, qui ne cessent de manifester le désir de demeurer françaises, malgré les tendances contraires d'une administration, qui semble vouloir les acculer à une autonomie dont elles ne veulent pas, le sentiment que la France est décidée à ne pas les abandonner (n° 232).

IV. — M. Durand-Réville demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques quelles dispositions il compte prendre pour que les pensions de retraite servies aux anciens fonctionnaires résidant dans ceux de nos Territoires d'Outre-Mer, où ont cours des monnaies d'une valeur différente de celle du franc métropolitain, soient calculées de telle façon qu'elles assurent aux intéressés — notamment par l'institution d'un coefficient de change — des ressources suffisantes et un pouvoir d'achat comparable à celui dont bénéficient leurs camarades retirés dans la métropole (n° 239).

V. — M. Denvers demande à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme :

1° de lui exposer les mesures qu'il a cru devoir prendre pour faire procéder à la remise en service dans les délais les plus courts, de l'écluse Vatier au port de Dunkerque, dont le fonctionnement vient d'être brutalement interrompu par l'accident survenu le dimanche 9 septembre dernier ;

2° de lui indiquer les raisons qui ont pu expressément motiver le retard apporté à la reconstitution de l'écluse Trystram, déchiquetée par les événements de guerre, qui est le seul ouvrage portuaire d'accès susceptible de suppléer aux défaillances prévisibles de la grande écluse aujourd'hui bloquée ;

3° s'il est permis de penser que la leçon de ce pénible accident qui paralyse aujourd'hui les opérations de trafic maritime incitera les Travaux publics à prendre, sans plus attendre, les dispositions nécessaires pour remédier à une situation de fait connue, suffisamment déplorée, et pour équiper notre grand port septentrional français au rythme des besoins de la nation et à l'échelle des services qu'il doit pouvoir rendre en tous temps et en toutes circonstances, pour se maintenir et se développer (n° 252).

**6.** — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au transfert au Panthéon du corps du professeur Hyacinthe Vincent. (N^os^ 445 et 714, année 1951. — M. Héline, rapporteur ; et n° 715, année 1951, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. Raymond Bonnefous, rapporteur.)

---

**Nomination, par suite de vacance, d'un membre d'une Commission générale.**

Dans sa séance du 8 novembre 1951, le Conseil de la République a nommé M. CLAVIER membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale, en remplacement de M. Claude Lemaître.

---

**Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.**

*Groupe des Républicains Indépendants.*

(44 membres au lieu de 43).

Ajouter le nom de M. CHASTEL.

*Groupe du Centre Républicain d'Action Rurale et Sociale.*

(15 membres au lieu de 14).

Ajouter le nom de M. PERDEREAU.

---

*Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.*

(65 membres au lieu de 64).

Ajouter le nom de M. PINSARD.

---

*Groupe Socialiste.*

(59 membres au lieu de 58).

Ajouter le nom de M. PATIENT.

*Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement.*

(2 membres au lieu de 3).

Supprimer le nom de M. Patient.

---

## Elections de Sénateurs.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département d'Alger (2e collège), en date du 4 novembre 1951, que M. FERHAT Narhoun ben Dehilis a été élu, à cette date, Sénateur du département d'Alger (2e Collège) en remplacement de M. Saïah Menouar.

M.FERHAT Narhoun ben Dehilis est appelé à faire partie du 4e Bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la Commission de recensement du département de Constantine (2e collège), en date du 4 novembre 1951, que M. BENHABYLES Cherif a été élu, à cette date, Sénateur du département de Constantine (2e collège), en remplacement de M. Ou Rabah Abdelmadjid, démissionnaire.

M. BENHABYLES Cherif est appelé à faire partie du 1er bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

---

## Nomination de membre de Sous-Commission.

Dans sa séance du mercredi 7 novembre 1951, la Commission de la France d'Outre-Mer a désigné M. POISSON comme membre de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (art. 3 de la loi n° 48-1787 du 25 novembre 1948) en remplacement de M. Siaut, démissionnaire.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 13 Novembre 1951.*

---

N° 578. — Proposition de loi de Mme Marcelle Devaud instituant un contrôle parlementaire des organismes de sécurité sociale.

N° 701. — Proposition de loi de M. Radius tendant à modifier l'article 18 de la loi portant réforme du régime des pensions.

N° 702. — Proposition de résolution de M. Péridier tendant à rétablir la caisse annexe de la viticulture.

N° 703. — Proposition de résolution de M. Péridier tendant à approvisionner suffisamment la viticulture française en sulfate de cuivre.

*N° 714. — Rapport de M. Héline sur la proposition de loi relative au transfert au Panthéon du corps du professeur Hyacinthe Vincent.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 12 novembre 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 13 Novembre 1951.*

1er BUREAU, à 15 heures, local n° 215.

2e BUREAU, à 15 heures, local n° 201.

3e BUREAU, à 15 heures, local n° 207.

4e BUREAU, à 15 heures, local n° 202.

5e BUREAU, à 15 heures,local n° 217.

6e BUREAU, à 15 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 76

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 15 Novembre 1951.**

### A QUINZE HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacances, de membres de Commissions générales.

2. — Nomination d'un membre du Conseil supérieur des infirmières et infirmiers (application du décret du 28 février 1951).

3. — Vérifications de pouvoirs.

PREMIER BUREAU

Département de l'Ain : élection de M. CHASTEL, en remplacement de M. Saint-Cyr, démissionnaire (M. Léger, rapporteur).

Département d'Alger (2e collège) : élection de M. FERHAT Mahroun, en remplacement de M. Saïah Menouar, démissionnaire (M. Courrière, rapporteur).

Département de Constantine (1er collège) : élection de M. AUGARDE, en remplacement de M. Jules Valle, démissionnaire (M. Courrière, rapporteur).

## DEUXIÈME BUREAU

Département de Constantine (2e collège) : élection de M. BENHABYLES Cherif, en remplacement de M. Ou Rabah Abdelmadjid, démissionnaire (M. Siaut, rapporteur).

## TROISIÈME BUREAU

Département du Loiret : élection de M. PERDEREAU, en remplacement de M. de Félice, démissionnaire (M. Raymond Bonnefous, rapporteur).

Département de Maine-et-Loire : élection de M. de GEOFFRE, en remplacement de M. Chatenay, démissionnaire (M. Raymond Bonnefous, rapporteur).

## QUATRIÈME BUREAU

Département d'Oran (1er collège) : élection de M. ENJALBERT, en remplacement de M. Fouques-Duparc, démissionnaire (M. Carcassonne, rapporteur).

Département de l'Orne : élection de M. MEILLON, en remplacement de M. Couinaud, démissionnaire (M. Carcassonne, rapporteur).

## CINQUIÈME BUREAU

Département des Basses-Pyrénées : élection de M. Jean-Louis TINAUD, en remplacement de M. Cassagne, démissionnaire (M. Serrure, rapporteur.)

Département du Haut-Rhin : élection de M. Lucien GANDER, en remplacement de M. Bourgeois, démissionnaire (M. Radius, rapporteur).

Département de Saône-et-Loire : élection de M. PINSARD, en remplacement de M. Joseph Renaud, démissionnaire (M. Southon, rapporteur).

Département de la Sarthe : élection de M. Philippe THIERRY d'ARGENLIEU, en remplacement de M. Dronne, démissionnaire (M. Bertaud, rapporteur).

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'aménagement des lotissements défectueux. (Nos 383 et 720, année 1951. — M. Marrane, rapporteur ; et no , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Jean-Marie Grenier, rapporteur.)

---

**Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République** (no 691, année 1951).

*(Nommée le 13 novembre 1951.)*

---

1er Bureau : M. LÉGER ;

2e Bureau : M. RAZAC ;

3e Bureau : M. DELALANDE ;

4e Bureau : M. CARCASSONNE ;

5e Bureau : M. BRIZARD ;

6e Bureau : M. Georges PERNOT.

---

## Commissions générales.

Dans sa séance du 13 novembre 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. COUPIGNY, membre de la Commission de la défense nationale, en remplacement de M. le Général Corniglion-Molinier;

M. RADIUS, membre de la Commission de la France d'Outre-Mer, en remplacement de M. Dronne ;

M. Gaston FOURRIER, membre de la Commission de la France d'Outre-Mer, en remplacement de M. Béchir-Sow.

---

## Commissions extraparlementaires.

Dans sa séance du 13 novembre 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. François RUIN, membre de la Commission supérieure de la Caisse nationale d'assurances sur la vie, en remplacement de M. Breton ;

M. LANDRY, membre de la Commission chargée d'étudier et de soumettre au Gouvernement les simplifications pouvant être apportées à la législation et au fonctionnement du régime général de Sécurité sociale, en remplacement de M. Saint-Cyr.

**Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.**

*Groupe des Républicains Indépendants.*

(45 membres au lieu de 44).

Ajouter le nom de M. ENJALBERT.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 15 Novembre 1951.*

N° 710. — Proposition de loi de M. Delalande tendant à conférer l'honorariat aux anciens membres des conseils de prud'hommes.

N° 711. — Proposition de loi de M. Marrane tendant à supprimer le prélèvement effectué sur les travaux publics au profit des asiles de Vincennes et du Vésinet.

N° 713. — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à reviser le classement indiciaire des personnels de la police municipale.

N° 718. — Projet de loi tendant à modifier la loi sur la liberté de la presse.

N° 719. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Services français en Sarre).

*N° 720. — Rapport de M. Marrane sur la proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux.

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 14 novembre 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 15 Novembre 1951.*

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 heures, local n° 215.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

aission.

es, local

éma, à

h. 30,

ages de

1.
Comm

2.

I. —
natio
à l'in
étran
de pr
Franc
moye
(n° 2

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 77

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 20 Novembre 1951.**

A QUINZE HEURES

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Nomination, par suite de vacances, de membres de Commissions générales.

2. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Michel Debré demande à M. le Ministre de l'Education nationale s'il n'estime pas opportun de faire un effort particulier, à l'intérieur de l'Université française, en faveur des intellectuels étrangers, professeurs, maîtres de conférence, étudiants, membres de professions libérales, qui, expulsés ou réfugiés, cherchent en France et dans d'autres nations européennes encore libres, le moyen d'employer au mieux leurs aptitudes et leurs capacités (n° 237).

II. — M. Durand-Réville demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques quelles dispositions il compte prendre pour que les pensions de retraite servies aux anciens fonctionnaires résidant dans ceux de nos Territoires d'Outre-Mer, où ont cours des monnaies d'une valeur différente de celle du franc métropolitain, soient calculées de telle façon qu'elles assurent aux intéressés — notamment par l'institution d'un coefficient de change — des ressources suffisantes et un pouvoir d'achat comparable à celui dont bénéficient leurs camarades retirés dans la métropole (n° 239).

III. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre expose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques que les secours alloués par le Gouvernement aux victimes de l'orage de grêle d'une rare violence qui s'est abattu le 31 août dernier sur la Seine-et-Oise, et plus particulièrement dans les cantons de Dourdan-Nord, Dourdan-Sud, Limours, Arpajon, Longjumeau, Palaiseau, s'avèrent insuffisants pour réparer immédiatement tous les graves dégâts ainsi occasionnés ;

et demande si les sinistrés qui ne peuvent bénéficier des prêts de la Caisse nationale de crédit agricole, ou du fonds national d'amélioration de l'habitat, ne pourraient pas — à titre exceptionnel — obtenir d'un établissement public, ou semi-public, de crédit — Crédit foncier ou autre — les prêts nécessaires à la réfection de leurs maisons, et ce au taux actuellement pratiqué par la Caisse nationale de crédit agricole pour ses prêts à long terme, soit 3 % (n° 256).

IV. — M. Denvers demande à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme :

1° de lui exposer les mesures qu'il a cru devoir prendre pour faire procéder à la remise en service dans les délais les plus courts, de l'écluse Vatier au port de Dunkerque, dont le fonctionnement vient d'être brutalement interrompu par l'accident survenu le dimanche 9 septembre dernier ;

2° de lui indiquer les raisons qui ont pu expressément motiver le retard apporté à la reconstitution de l'écluse Trystram, déchiquetée par les événements de guerre, qui est le seul ouvrage portuaire d'accès susceptible de suppléer aux défaillances prévisibles de la grande écluse aujourd'hui bloquée ;

3° s'il est permis de penser que la leçon de ce pénible accident qui paralyse aujourd'hui les opérations de trafic maritime incitera les Travaux publics à prendre, sans plus attendre, les dispositions nécessaires pour remédier à une situation de fait connue, suffisamment déplorée, et pour équiper notre grand port septentrional français au rythme des besoins de la nation et à l'échelle des services qu'il doit pouvoir rendre en tous temps et en toutes circonstances, pour se maintenir et se développer (n° 252).

V. — M. Bertaud expose à M. le Ministre de l'Intérieur que les dispositions de la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 applicables au personnel des services actifs de police, prévoyait en contrepartie de l'abandon du droit de grève par ledit personnel, l'établissement d'un statut spécial, lui reconnaissant implicitement le reclassement en catégorie spéciale (hors catégorie) ;

et demande, rien ne paraissant avoir été fait depuis cette date pour satisfaire aux dispositions de la présente loi, en ce qui concerne ledit statut, si l'on peut considérer, dans ces conditions, que tant que les avantages promis audit personnel ne lui auront pas été accordés, celui-ci peut valablement prétendre se prévaloir de la non-exécution d'un engagement inclus dans la loi, pour considérer comme caduque l'obligation qui lui a été faite de ne pouvoir user du droit de grève prévu par la Constitution (n° 254).

---

## Vérifications de pouvoirs.

Dans sa séance du jeudi 15 novembre 1951, le Conseil de la République a validé les pouvoirs de :

M. CHASTEL, Sénateur de l'Ain ;

M. FERHAT Mahroun, Sénateur d'Alger (2e collège) ;

M. AUGARDE, Sénateur de Constantine (1er collège) ;

M. BENHABYLES Cherif, Sénateur de Constantine (2e collège) ;

M. PERDEREAU, Sénateur du Loiret ;

M. de GEOFFRE, Sénateur du Maine-et-Loire ;

M. ENJALBERT, Sénateur d'Oran (1er collège) ;

M. MEILLON, Sénateur de l'Orne ;

M. Jean-Louis TINAUD, Sénateur des Basses-Pyrénées ;

M. Lucien GANDER, Sénateur du Haut-Rhin ;

M. PINSARD, Sénateur de Saône-et-Loire ;

M. Philippe THIERRY d'ARGENLIEU, Sénateur de la Sarthe.

---

**Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques**

*Groupe du Rassemblement du Peuple Français.*

(56 membres au lieu de 52)

Ajouter les noms de MM. Philippe THIERRY d'ARGENLIEU, Lucien GANDER, de GEOFFRE et MEILLON.

---

**Commissions générales.**

Dans sa séance du 15 novembre 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. PINSARD, membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, en remplacement de M. Claparède ;

M. PINSARD, membre de la Commission de l'agriculture, en remplacement de M. Saint-Cyr ;

M. CLAPARÈDE, membre de la Commission de l'agriculture, en remplacement de M. de Félice ;

M. Louis BRUNET, membre de la Commission des affaires étrangères, en remplacement de M. Ou Rabah Abdelmadjid ;

M. CHASTEL, membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale, en remplacement de M. de Raincourt ;

M. de RAINCOURT, membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma, en remplacement de M. de Maupeou.

---

**Modifications aux bureaux des Commissions générales.**

---

La Commission de la famille, de la population et de la santé publique a nommé, le 14 novembre 1951 :

*Président* : M. René DUBOIS.

---

La Commission de la presse, de la radio et du cinéma a nommé, le 15 novembre 1951 :

*Secrétaires* : MM. HOUCKE,
de RAINCOURT,

en remplacement de M. Emilien Lieutaud, élu président, et de M. de Maupeou, démissionnaire.

---

## Modification à la liste des rapporteurs spéciaux de la Commission des finances.

Travail et sécurité sociale :

*Au lieu de :* M. Demusois,

*Lire :* M. PRIMET.

## Organisme extraparlementaire.

Dans sa séance du 15 novembre 1951, le Conseil de la République a nommé M. René DUBOIS, membre du Conseil supérieur des infirmières et infirmiers.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 20 Novembre 1951.*

N° 708. — Proposition de loi de M. Restat tendant à élargir la garantie accordée aux cultures de tabac contre les avaries de force majeure.

N° 721. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (France d'Outre-Mer).

N° 722. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Monnaies et Médailles).

N° 723. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Légion d'honneur et Ordre de la Libération).

N° 724. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Travail et Sécurité sociale).

N° 725. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Reconstruction et Urbanisme).

*N° 726. — Rapport de M. François Schleiter sur le projet de loi portant création de croix de la Légion d'honneur en faveur des personnels militaires n'appartenant pas à l'armée active.

N° 729. — Rapport de M. Péridier sur la proposition de résolution tendant à accorder une aide efficace à un chai de stockage pilote intercoopératif.

N° 732. — Rapport de M. Jean Bène sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 79 du Code du vin.

N° 733. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Caisse nationale d'épargne).

N° 734. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 90 du Code civil.

N° 735. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Travaux publics, Transports et Tourisme).

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 15 novembre 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 20 Novembre 1951.*

COMMISSION des affaires étrangères, à 16 heures, local n° 201.

COMMISSION de comptabilité, à 16 heures, local n° 272.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 heures, local n° 215.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 14 h. 30 et 21 heures, local n° 213.

COMMISSION chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites (n° 691, année 1951), à 14 h. 45, local n° 201.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 78

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 22 Novembre 1951.**

**A QUINZE HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre d'une Commission générale.

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 79 du Code du vin. (Nos 684 et 732, année 1951. — M. Jean Bène, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Jean Bène et Péridier tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide efficace à un chai de stockage pilote intercoopératif. (Nos 404 et 729, année 1951. — M. Péridier, rapporteur.)

## Commissions générales.

Dans sa séance du 20 novembre 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. MEILLON, membre de la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), en remplacement de M. Bechir Sow ;

M. de GEOFFRE, membre de la Commission du ravitaillement et des boissons, en remplacement de M. Jacques Debû-Bridel ;

M. Philippe THIERRY d'ARGENLIEU, membre de la Commission du ravitaillement et des boissons, en remplacement de M. Cozzano ;

M. Philippe THIERRY d'ARGENLIEU, membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, en remplacement de M. Pinvidic ;

M. Lucien GANDER, membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, en remplacement de M. Couinaud ;

M. Lucien GANDER, membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, en remplacement de M. Jean Fleury.

---

**La Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République** (N° 691, année 1951) (nommée le 13 novembre 1951), a nommé:

*Président :* M. BRIZARD ;
*Rapporteur :* M. LÉGER.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 22 Novembre 1951.*

---

N° 727. — Proposition de résolution de M. Lelant tendant à demander à l'Assemblée Nationale de prendre l'initiative d'une procédure nouvelle de revision constitutionnelle.

N° 728. — Proposition de résolution de M. Pellenc tendant à prendre des mesures en faveur des sinistrés à la suite des graves inondations du Vaucluse.

N° 737. — Proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour améliorer la situation des magistrats.

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 22 Novembre 1951.*

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la production industrielle, à 16 heures, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 30, local n° 213.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 9 h. 30, local n° 214.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 79

## ORDRE DU JOUR

### Du Mardi 27 Novembre 1951.

A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

**1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :**

I. — M. Litaise appelle l'attention de M. le Président du Conseil sur le fait que les organisations syndicales des agents de l'Etat ou du secteur nationalisé adressent l'une après l'autre leurs revendications aux parlementaires, qui ne sont en aucune façon en mesure de juger du bien-fondé de ces appels, et dont les interventions individuelles, en cette matière, n'ont apparemment d'autres résultats que d'apporter de vaines perturbations aux travaux du Gouvernement et du Parlement ;

Il demande, en conséquence, et compte tenu du fait que la plupart de ces revendications semblent basées sur des comparaisans de service à service, s'il ne serait pas opportun de publier, pour la pleine édification du pays et de ses représentantants élus qui pourraient se faire ainsi une juste opinion de certaines inégalités ou insuffisances, un tableau exposant avec précision le nombre des fonctionnaires, militaires, agents ou employés, par service (administration d'Etat, marine, armée,. entreprise nationalisée, société d'économie mixte et toute branche de l'activité nationale dont le personnel est rétribué directement ou non par l'Etat), grade et échelon, avec l'indication :

1° de leur rémunération brute en distinguant le traitement proprement dit des indemnités, primes, gratifications et bonifications diverses, et des avantages en nature (logement, chauffage, éclairage, facilités de transport par fer ou autrement, possibilités d'utiliser des voitures automobiles à des fins personnelles, etc.) ;

2° des prestations sociales qu'ils peuvent recevoir pour eux et leur famille ;

3° du temps moyen qu'ils passent dans chaque grade ou échelon ;

4° de leur régime de retraite ;

5° des conditions mises à leur admission aux emplois qu'ils occupent ;

6° de leurs horaires de travail (tout au moins en ce qui concerne les personnels de simple exécution) (n° 255).

II. — M. Bertaud demande à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme si la législation actuelle des H. B. M. ou des H. L. M. permet aux organismes constructeurs de réserver l'exclusivité de l'occupation des logements créés à une collectivité quelconque, communes, services de l'Etat, sociétés nationalisées ou à économie mixte, etc. ;

et dans le cas où des engagements de cette nature auraient été pris, s'ils peuvent être légalement amendés ou modifiés et quel moyen on doit employer pour aboutir au résultat cherché (n° 257).

III. — M. Oumar Ba expose à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer :

1° que de jeunes Africains d'Afrique Occidentale Française ayant terminé leurs études dans la métropole et pourvus de leurs diplômes d'Etat, éprouvent de grosses difficultés à obtenir du Département d'Outre-Mer leur admission dans les cadres administratifs d'Afrique Occidentale Française correspondant à leurs capacités, alors que le manque de personnel se fait partout sentir ;

2° que de jeunes Africains d'Afrique Occidentale Française ayant terminé leurs études dans la métropole, mais n'ayant pu obtenir de diplômes, ne trouvent aucun emploi administratif pour l'Afrique, alors que dans tous les cadres locaux d'Outre-Mer, il se trouve un nombre considérable de métropolitains comme eux non pourvus de diplôme d'Etat ou des Africains de niveau d'études parfois très inférieur au leur ;

et demande s'il envisage :

1° d'intégrer d'office, sur leur demande, dans des cadres correspondant à leurs aptitudes sanctionnées par leurs diplômes d'Etat, et d'affecter Outre-Mer les jeunes Africains ayant terminé leurs études, cela par priorité sur tous autres postulants ;

2° d'engager pour l'Afrique noire et par priorité sur des postulants de même formation, les Africains ayant terminé leurs études dans la métropole, pour les emplois où le diplôme d'Etat n'est pas exigé ;

— ou de donner des instructions précises aux Territoires relevant de son Département pour l'engagement par priorité de ces jeunes gens dans les cadres locaux (n° 258).

IV. — M. Jean Malonga demande à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer quelles mesures il compte prendre pour endiguer et mettre fin à la vague montante de discrimination raciale qui déferle actuellement sur les Territoires d'Outre-Mer où la formule de l'Union Française est en train de se compromettre (n° 259).

V. — M. Martial Brousse demande à M. le Ministre du Commerce et des Relations économiques extérieures pour quelles rai-

sons il a été délivré des licences d'importation pour du bétail d'élevage en provenance de Hollande et concernant des animaux de race hollandaise non inscrits au Herd-Book de cette race ;

quelle a été la valeur des devises (convertie en dollars) qui ont été nécessaires pour couvrir financièrement cette opération ;

quelles mesures ont été prises pour éviter que ces importations ne compromettent l'état sanitaire de l'élevage national ;

demande s'il ne pense pas qu'il eût été préférable de conserver les devises ainsi utilisées pour financer les importations de blé qui vont être nécessaires pour assurer une soudure qui s'avère, dès à présent, difficile (n° 260).

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (France d'Outre-Mer). (Nos 721 et 740, année 1951. — M. Saller, rapporteur.)

3. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Dulin demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques quelles mesures il entend prendre pour supprimer d'urgence la disparité toujours grandissante qui existe entre les prix industriels et les prix agricoles et, notamment, comment il entend concilier la nouvelle procédure de fixation du prix du lait qui semble résulter de l'arrêté prévu au B. O. S. P. du 18 octobre 1951 avec les hausses successives du prix des engrais, du prix de l'essence et l'augmentation des salaires et des charges sociales en agriculture.

4. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Coupigny, Gatuing, Dassaud, Jézéquel, Ternynck et Michel Yver, tendant à inviter le Gouvernement à créer sans délai un Centre national de rééducation fonctionnelle et professionnelle des mutilés. (Nos 519, année 1950 et 338, année 1951. — M. Dassaud, rapporteur.)

## Commissions générales.

Dans sa séance du 22 novembre 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. Jean FLEURY, membre de la Commission du travail et la sécurité sociale, en remplacement de M. Teisseire ;

M. GILBERT-JULES, membre de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, en remplacement de M. Landry.

---

**La Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) a nommé :**

*Président :* M. SARRIEN, en remplacement de M. Cornu, démissionnaire ;

*Vice-Président :* M. MUSCATELLI, en remplacement de M. Sarrien, élu président.

---

## ERRATUM

*Au rapport (n° 338, année 1951) de* M. DASSAUD *sur la proposition de résolution de MM. Coupigny, Gatuing, Dassaud, Jézéquel, Ternynck et Michel Yver, tendant à inviter le Gouvernement à créer sans délai un* **Centre national de rééducation fonctionnelle** *et* **professionnelle** *des* **mutilés.**

Rédiger comme suit le dispositif de la proposition de résolution :

« Le Conseil de la République invite le Gouvernement à créer sans délai un Centre national d'appareillage et de rééducation fonctionnelle et professionnelle des diminués physiques et des mutilés, quelle que soit l'origine de leur invalidité, dans lequel seraient groupés, pour leur meilleure utilisation, tous les moyens les plus perfectionnés.

« Une section spéciale serait réservée aux paraplégiques ; ils seraient accueillis et soignés, tout en demeurant libres de travailler suivant leurs aptitudes, leurs goûts et leurs possibilités.

« L'activité du Centre national aurait également pour but d'encourager la création de centres régionaux et de fournir, aux centres déjà existants l'aide et les conseils que ses moyens pourraient lui permettre de leur apporter.

« Le Centre national et les centres régionaux comporteraient obligatoirement un service de propagande et de placement. »

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 27 Novembre 1951.*

N° 620. — Proposition de loi de M. Razac relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française.

N° 704. — Proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à éviter, par un contrôle de l'immigration européenne, le séjour dans nos Territoires de l'Afrique Noire d'éléments indésirables.

N° 712. — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à la constitution d'une retraite des élus cantonnaux et des magistrats municipaux.

N° 716. — Proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à la constitution d'une retraite des élus cantonaux et des magistrats municipaux.

N° 730. — Proposition de loi de M. Radius relative à l'aménagement du fonds de péréquation de la taxe locale sur les ventes.

N° 736. — Proposition de loi de M. Courrière relative à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie, en matière de pension.

N° 738. — Proposition de résolution de MM. Delalande et Le Basser tendant à accorder un secours aux populations victimes de la tornade de la Mayenne.

N° 739. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Industrie et Energie).

*N° 740. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (France d'Outre-Mer).

N° 741. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Agriculture).

N° 751. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Services des Affaires étrangères).

N° 752. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Services des Affaires allemandes et autrichiennes).

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 26 novembre 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 27 Novembre 1951.*

COMMISSION de l'agriculture, à 14 h. 30, local n° 214.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 14 h. 30, local n° 202.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 80

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 29 Novembre 1951.**

**A QUINZE HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O. N. I. C. pour leurs effets délivrés en payement des blés qu'ils stockent dans le cadre des dispositions de la loi du 15 août 1936. (N^os^ 643 et 762, année 1951. — M. Le Léannec, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Jozeau-Marigné, rapporteur.)

**2.** — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. (Nos 718 et 749, année 1951. — M. Marcilhacy, rapporteur ; et n° 760, année 1951, avis de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma. — M. Jean Bène, rapporteur.)

**3.** — Discussion de la proposition de résolution de MM. Coupigny, Gatuing, Dassaud, Jézéquel, Ternynck et Michel Yver, tendant à inviter le Gouvernement à créer sans délai un Centre national de rééducation fonctionnelle et professionnelle des mutilés. (Nos 519, année 1950 et 338, année 1951. — M. Dassaud, rapporteur.)

---

## Organisme extraparlementaire.

Dans sa séance du 27 novembre 1951, le Conseil de la République a nommé M. COUPIGNY, membre du Conseil supérieur consultatif des affaires sociales auprès du Ministre de la France d'Outre-Mer (application de l'arrêté ministériel du 15 juillet 1951).

## Modifications à la liste des rapporteurs spéciaux de la Commission des finances.

A. — *Dépenses civiles. — Budget général* :

*Au lieu de* : « Industrie et Commerce : M. Roger Duchet ».

*Lire* : « Industrie et Energie : M. ALRIC ».

D. — *Dépenses militaires.* — Budgets annexes. — Fabrications d'armement, Service des essences, Service des poudres :

*Au lieu de* : « M. Alric ».

*Lire* : « M. ROGIER ».

## ERRATA

*Au rapport* (n° 762) *de* M. LE LÉANNEC *sur la proposition de loi,* ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à permettre aux* **négociants en grains agréés** *de bénéficier de l'***aval de l'O.N.I.C.** *pour leurs* **effets** *délivrés en* **payement des blés** *qu'ils stockent dans le cadre des dispositions de la loi du 15 août 1936.*

1° Page 7, texte proposé par la Commission de l'agriculture pour l'article premier *bis* (nouveau), 2e colonne, 7e et 6e lignes en partant du bas ;

2° Page 11, article premier *bis* (nouveau), 11e ligne :

*Au lieu de* : « ... au taux de la vente par lui obtenu ... »

*Lire* : « ... au taux de l'avance, par lui obtenue ... ».

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 29 Novembre 1951.*

---

N° 705. — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à une stricte réglementation de la prostitution.

N° 707. — Proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à réglementer la prostitution.

N° 742. — Proposition de loi de M. Radius tendant à limiter l'obligation de la cotisation au fonds de la formation professionnelle de l'automobile.

N° 743. — Proposition de loi de M. Soldani tendant à la protection des forêts du Var contre les incendies.

N° 744. — Proposition de résolution de Mlle Mireille Dumont tendant à prendre les mesures indispensables devant le désastre causé par les inondations du Vaucluse.

N° 745. — Proposition de résolution de Mlle Mireille Dumont tendant à la reprise du fonctionnement de l'usine à gaz de Martigues.

N° 746. — Proposition de résolution de M. Méric tendant à accorder une aide aux victimes des calamités atmosphériques de la Haute-Garonne.

N° 747. — Proposition de résolution de M. Pic tendant à prendre des mesures en faveur des victimes des inondations de la Drôme.

N° 748. — Proposition de résolution de M. Careassonne tendant à venir en aide aux populations des Bouches-du-Rhône victimes des calamités atmosphériques.

*N° 749. — Rapport de M. Marcilhacy sur le projet de loi tendant à modifier la loi sur la liberté de la presse.

N° 753. — Rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de loi modifiant l'article 31 *x*) du Livre I^er^ du Code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour les rentes viagères.

N° 754. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Marine marchande).

N° 755. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Services financiers).

N° 756. — Projet de loi relatif à la formation des assemblées de groupe d'Afrique française.

N° 757. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Imprimerie nationale).

N° 760. — Avis de M. Jean Bène sur le projet de loi tendant à modifier la loi sur la liberté de la presse.

*N° 762. — Rapport de M. Le Léannec sur la proposition de loi tendant à permettre aux négociants en grains agréés de de bénéficier de l'aval de l'O. N. I. C. pour leurs effets délivrés en payement des blés qu'ils stockent.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 28 novembre 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 29 Novembre 1951.*

**COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.**

**COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.**

**COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 15 heures, local n° 202.**

**COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 10 heures, local n° 201.**

**COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.**

**COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 heures, local n° 213.**

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ommis-

éparte-

elle et

sports

. 30,

es de

1. —

I. — M
sur le fa
du secte
cations
mesure
tions ind
résultats
Gouvern

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 81

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 4 Décembre 1951.**

A QUINZE HEURES

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Réponses des Ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Litaise appelle l'attention de M. le Président du Conseil sur le fait que les organisations syndicales des agents de l'Etat ou du secteur nationalisé adressent l'une après l'autre leurs revendications aux parlementaires, qui ne sont en aucune façon en mesure de juger du bien-fondé de ces appels, et dont les interventions individuelles, en cette matière, n'ont apparemment d'autres résultats que d'apporter de vaines perturbations aux travaux du Gouvernement et du Parlement ;

Il demande, en conséquence, et compte tenu du fait que la plupart de ces revendications semblent basées sur des comparaisans de service à service, s'il ne serait pas opportun de publier, pour la pleine édification du pays et de ses représentantants élus qui pourraient se faire ainsi une juste opinion de certaines inégalités ou insuffisances, un tableau exposant avec précision le nombre des fonctionnaires, militaires, agents ou employés, par service (administration d'Etat, marine, armée, entreprise nationalisée, société d'économie mixte et toute branche de l'activité nationale dont le personnel est rétribué directement ou non par l'Etat), grade et échelon, avec l'indication :

1° de leur rémunération brute en distinguant le traitement proprement dit des indemnités, primes, gratifications et bonifications diverses, et des avantages en nature (logement, chauffage, éclairage, facilités de transport par fer ou autrement, possibilités d'utiliser des voitures automobiles à des fins personnelles, etc.) ;

2° des prestations sociales qu'ils peuvent recevoir pour eux et leur famille ;

3° du temps moyen qu'ils passent dans chaque grade ou échelon ;

4° de leur régime de retraite ;

5° des conditions mises à leur admission aux emplois qu'ils occupent ;

6° de leurs horaires de travail (tout au moins en ce qui concerne les personnels de simple exécution) (n° 255).

*(Question transmise par M. le Président du Conseil à M. le Secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique.)*

II. — M. Martial Brousse demande à M. le Ministre du Commerce et des Relations économiques extérieures pour quelles raisons il a été délivré des licences d'importation pour du bétail d'élevage en provenance de Hollande et concernant des animaux de race hollandaise non inscrits au Herd-Book de cette race ;

quelle a été la valeur des devises (convertie en dollars) qui ont été nécessaires pour couvrir financièrement cette opération ;

quelles mesures ont été prises pour éviter que ces importations ne compromettent l'état sanitaire de l'élevage national ;

demande s'il ne pense pas qu'il eût été préférable de conserver les devises ainsi utilisées pour financer les importations de blé qui vont être nécessaires pour assurer une soudure qui s'avère, dès à présent, difficile (n° 260).

III. — M. Naveau attire l'attention de M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques sur la crise grave qui sévit depuis plusieurs mois dans l'industrie lainière, obligeant les industriels à occuper leur personnel à des travaux d'entretien non productifs et à ramener à trente-deux seulement le nombre d'heures de travail par semaine ;

lui expose ses craintes de voir s'aggraver cette crise par la politique d'austérité et la réduction des importations de matières textiles qu'elle comporte au point de plonger dans le chômage total les 600.000 ouvriers de cette industrie ;

et lui demande, en conséquence, de bien vouloir préciser, en fonction de ces graves problèmes, les dispositions qu'il compte prendre pour permettre aux industries lainières de subsister dans des conditions normales (n° 262).

*(Question transmise par M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques à M. le Ministre de l'Industrie et de l'Énergie).*

IV. — M. Hoeffel expose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, que les conditions d'avancement des fonctionnaires du cadre local d'Alsace et de Lorraine, sont régies par l'article 3, alinéa 2, de la loi du 22 juillet 1923, qui stipule que l'avancement est automatique et à l'ancienneté, et qu'il est calculé d'après la moyenne des avancements accordés à l'ancienneté et au choix aux agents de la catégorie correspondante du cadre général ;

et demande si les conditions dont bénéficie ce cadre ont été abrogées, et dans l'affirmative, par quels loi ou décret ;

enfin comment il se fait, si aucune réglementation nouvelle n'est intervenue, que, notamment dans un service du cadastre, l'avancement automatique de certains agents ait été suspendu et ne se fasse qu'au choix (n° 261).

V. — M. Chazette demande à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale quelles dispositions il a prises ou compte prendre personnellement ou en liaison avec ses collègues intéressés pour appliquer l'article 4 de la loi du 27 mars 1951 d'après lequel les demandes présentées par les économiquement faibles devront être réglées dans les trois mois de leur dépôt (n° 263).

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Légion d'honneur et Ordre de la Libération). (Nos 723 et 768, année 1951. — M. Litaise, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe des Monnaies et Médailles). (Nos 722 et 767, année 1951. — M. Litaise, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe de l'Imprimerie Nationale). (Nos 757 et 770, année 1951. — M. Litaise, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe de la Caisse nationale d'épargne). (Nos 733 et 769, année 1951. — M. Sclafer, rapporteur.)

6. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Dulin demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques quelles mesures il entend prendre pour supprimer d'urgence la disparité toujours grandissante qui existe entre les prix industriels et les prix agricoles et, notamment, comment il entend concilier la nouvelle procédure de fixation du prix du lait qui semble résulter de l'arrêté prévu au B. O. S. P. du 18 octobre 1951 avec les hausses successives du prix des engrais, du prix de l'essence et l'augmentation des salaires et des charges sociales en agriculture.

7. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Jacques Debû-Bridel, constatant que les budgets respectifs de la Ville de Paris et du Département de la Seine n'ont été approuvés qu'en date des 7 septembre et 20 octobre 1951, demande à M. le Président du Conseil quelles mesures il compte prendre pour faire respecter les dispositions légales stipulant que le décret d'approbation des autorités de tutelle doit être pris au plus tard à la date du 28 février de l'exercice.

Il lui rappelle en outre la gêne considérable et parfois la paralysie totale, par impossibilité d'engager les crédits en temps utile, qu'apportent de tels retards à la vie administrative de la Ville de Paris et du Département de la Seine.

*(Question transmise par M. le Président du Conseil à M. le Ministre de l'Intérieur.)*

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. (Nos 718, 749 et 780, année 1951. — M. Marcilhacy, rapporteur ; et n° 760, année 1951, avis de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma. — M. Jean Bène, rapporteur.)

---

## Décès d'un Sénateur.

Au cours de la séance du 29 novembre 1951, le décès de M. François Labrousse, Sénateur de la Corrèze, a été annoncé au Conseil de la République.

**Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.**

*Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.*

*Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement.*
(11 membres au lieu de 9).

Ajouter les noms de MM. BENHABYLES (Cherif) et FERAT (Marhoun).

## ERRATA

*Au projet de loi (n° 776)*, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **développement** *des* **crédits** *affectés aux* **dépenses de fonctionnement** *des* **services civils** *pour l'***exercice 1952 (Intérieur).**

1° Page 3, article 2, 1re ligne :

*Au lieu de :* « ..., en 1951, ...» ;

*Lire :* « ..., en 1952, ... ».

2° Page 3, *rétablir* à la fin du dispositif les deux lignes suivantes :

« Art. 4.

«.....».

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 4 Décembre 1951.*

N° 706. — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel tendant à déterminer les délais d'approbation des budgets de la Ville de Paris et du département de la Seine.

N° 758. — Proposition de résolution de M. Edgard Tailhades tendant à prendre des mesures en faveur des sinistrés à la suite des inondations du Gard.

N° 759. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Services français en Sarre).

N° 761. — Proposition de loi de M. Symphor tendant à modifier l'article 43 de la loi sur les pensions de retraites.

N° 763. — Rapport de M. Léger sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République.

N° 765. — Avis de M. de Villoutreys sur la proposition de loi modifiant l'article 31 *x*) du Livre I^er^ du Code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour les rentes viagères.

N° 766. — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Marine marchande).

*N° 767. — Rapport de M. Litaise sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Monnaies et Médailles).

*N° 768. — Rapport de M. Litaise sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Légion d'honneur et Ordre de la Libération).

*N° 770. — Rapport de M. Litaise sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Imprimerie nationale).

N° 775. — Projet de loi tendant à intégrer dans le Code d'instruction criminelle l'ordonnance relative à la perception d'amendes de composition pour les contraventions de police.

N° 776. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Intérieur).

*N° 780. — Rapport supplémentaire de M. Marcilhacy sur le projet de loi tendant à modifier la loi sur la liberté de la presse.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 3 décembre 1951.

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 4 Décembre 1951.*

COMMISSION de comptabilité, à 16 heures, local n° 272.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 h. 30, local n° 215.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 82

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 6 Décembre 1951.**

**A QUINZE HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Nomination, par suite de vacance, d'un Secrétaire du Conseil de la République.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Marine marchande). (N[os] 754 et 766, année 1951. — M. Courrière, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travail et Sécurité sociale). (Nos 724 et 784, année 1951. — M. Primet, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification des articles 48 à 58 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre. (Nos 458 et 779, année 1951. — M. Hébert, rapporteur ; et n° 788, année 1951, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur).

---

## Commission générale.

Dans sa séance du 4 décembre 1951, le Conseil de la République a nommé .

M. BENHABYLES Cherif, membre de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, en remplacement de M. Litaise.

---

## ERRATUM

*Au projet de loi (n° 751)*, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **développement** *des* **crédits** *affectés aux* **dépenses de fonctionnement** *des* **services civils** *pour l'*exercice 1952 (Affaires étrangères. — I. — Services des Affaires étrangères).

Page 7 :

*Rétablir* ainsi le libellé du chapitre 6030 :

« 6030. — Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'Office des biens et intérêts privés. »

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 6 Décembre 1951.*

---

N° 750. — Proposition de loi de M. Ernest Pezet tendant à modifier la loi relative à la francisation des noms des étrangers.

N° 764. — Proposition de loi de M. Méric tendant à compléter la loi sur les chambres de métiers.

N° 777. — Avis de M. Robert Chevalier sur la proposition de loi modifiant l'article 31 *x*) du Livre Ier du Code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour les rentes viagères.

N° 778. — Proposition de résolution de M. Henri Maupoil tendant à prendre des mesures en faveur des sinistrés à la suite des inondations.

*N° 779. — Rapport de M. Hébert sur le projet de loi portant modification des articles 48 à 58 de la loi sur les dommages de guerre.

N° 781. — Rapport de M. Albert Lamarque sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Travaux publics, Transports et Tourisme).

N° 782. — Rapport de M. Jean-Marie Grenier sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Reconstruction et Urbanisme).

N° 783. — Projet de loi relatif au Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.

*N° 784. — Rapport de M. Primet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Travail et Sécurité sociale).

N° 788. — Avis de M. Boivin-Champeaux sur le projet de loi portant modification des articles 48 à 58 de la loi sur les dommages de guerre.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 5 décembre 1951.

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 6 Décembre 1951.*

**COMMISSION** des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 h. 30, local n° 215.

**COMMISSION** des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 9 h. 30, local n° 202.

**COMMISSION** de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

---

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 83

## ORDRE DU JOUR

**Du Vendredi 7 Décembre 1951.**

**A QUINZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Jacques Debû-Bridel, constatant que les budgets respectifs de la Ville de Paris et du Département de la Seine n'ont été approuvés qu'en date des 7 septembre et 20 octobre 1951, demande à M. le Président du Conseil quelles mesures il compte prendre pour faire respecter les dispositions légales stipulant que le décret d'approbation des autorités de tutelle doit être pris au plus tard à la date du 28 février de l'exercice.

Il lui rappelle en outre la gêne considérable et parfois la paralysie totale, par impossibilité d'engager les crédits en temps utile, qu'apportent de tels retards à la vie administrative de la Ville de Paris et du Département de la Seine.

*(Question transmise par M. le Président du Conseil à M. le Ministre de l'Intérieur.)*

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics, Transports et Tourisme. — I. — Travaux publics, Transports et Tourisme). (Nos 735 et 781, année 1951. — M. Albert Lamarque, rapporteur ; et n° 791, année 1951, avis de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme. — M. Jules Pouget, rapporteur.)

---

## Bureau du Conseil de la République.

Dans sa séance du jeudi 6 décembre 1951, le Conseil de la République, conformément à l'article 10 du Règlement, a nommé:

M. Camille HÉLINE, Secrétaire du Conseil de la République, en remplacement de M. Saïah Menouar, démissionnaire.

---

## Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques

*Groupe du Rassemblement du Peuple Français.*

(55 membres au lieu de 56)

Supprimer le nom de M. Le Digabel.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 7 Décembre 1951.*

---

N° 771. — Proposition de résolution de M. Radius tendant à proroger l'indemnité de difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'Etat dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle.

N° 772. — Proposition de résolution de M. Radius tendant à engager des pourparlers avec le Gouvernement de Bonn, en vue de l'indemnisation des déportés français.

N° 774. — Proposition de loi de M. Restat portant réforme des finances locales.

N° 791. — Avis de M. Jules Pouget sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Travaux publics, Transports et Tourisme).

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Vendredi 7 Décembre 1951.*

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 h. 30, local n° 215.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 h. 30, local n° 201.

SOUS-COMMISSION des « entreprises nationalisées », à 14 h. 30, local de la Commission des finances.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 84

## ORDRE DU JOUR

**Du Mardi 11 Décembre 1951.**

**A QUINZE HEURES**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — **Réponses des Ministres** aux questions orales suivantes :

I. — **M. Naveau attire** l'attention de M. le Ministre des Finances **et des Affaires économiques** sur la crise grave qui sévit depuis **plusieurs mois dans l'industrie** lainière, obligeant les industriels **à occuper** leur personnel **à** des travaux d'entretien non productifs **et à ramener à** trente-deux seulement le nombre d'heures **de travail par semaine** ;

lui expose ses craintes de voir s'aggraver cette crise par la politique d'austérité et la réduction des importations de matières textiles qu'elle comporte au point de plonger dans le chômage total les 600.000 ouvriers de cette industrie ;

et lui demande, en conséquence, de bien vouloir préciser, en fonction de ces graves problèmes, les dispositions qu'il compte prendre pour permettre aux industries lainières de subsister dans des conditions normales (n° 262).

*(Question transmise par M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques à M. le Ministre de l'Industrie et de l'Énergie).*

II. — Mme Marcelle Devaud appelle l'attention de M. le Président du Conseil sur le problème que pose l'accueil des jeunes étrangers venus en France pour parfaire leur connaissance de la langue et de la culture françaises et qui sont reçus au pair dans des familles ;

lui signale certains incidents fâcheux soulevés à leur sujet par les services du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale ;

et lui demande que cesse enfin l'incertitude dans laquelle se trouvent actuellement accueillants et accueillis (n° 264).

*(Question transmise par M. le Président du Conseil à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.)*

III. — M. Loison demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques de préciser ses intentions en ce qui concerne le recouvrement des impôts dus par les sinistrés de Seine-et-Oise, victimes de l'orage de grêle du 30 août ;

et s'il ne lui semblerait pas particulièrement opportun, aucune instruction spéciale n'ayant été donnée à ce jour au service des contributions directes, d'envisager la suspension jusqu'au 15 mars du recouvrement et des poursuites (n° 266).

IV. — Mme Marcelle Devaud appelle l'attention de M. le Ministre de l'Education nationale sur les difficultés financières auxquelles se heurtent les communes de la Seine depuis qu'est appliquée la loi n° 47-1523 du 18 août 1947, qui a mis à leur

charge le traitement des professeurs spéciaux d'enseignement primaire ;

et demande quelles dispositions il compte prendre pour alléger cette charge, d'année en année plus insupportable, et qui pénalise littéralement les communes de la Seine par rapport aux villes de province (n° 267).

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe de la Caisse nationale d'épargne). (Nos 733 et 769, année 1951. — M. Sclafer, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 31 *x*) du Livre Ier du Code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour la fixation du montant des rentes viagères constituées entre particuliers. (Nos 687 et 753, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur ; et n° 765, année 1951, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. de Villoutreys, rapporteur ; et n° 799, année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur ; et n° 790, année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. Bénigne Fournier, rapporteur ; et n° 792, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Clavier, rapporteur ; et n° 777, année 1951, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Robert Chevalier, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Rogier, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification des articles 48 à 58 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre. (Nos 458 et 779, année 1951. — M. Hébert, rapporteur ; et n° 788, année 1951, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur.)

## Commissions générales.

Dans sa séance du 7 décembre 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. PERDEREAU, membre de la Commission du ravitaillement et des boissons, en remplacement de M. Joseph Renaud ;

M. PERDEREAU, membre de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, en remplacement de M. Jcseph Renaud.

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 11 Décembre 1951.*

N° 769. — Rapport de M. Sclafer sur le projet de loi, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Caisse nationale d'épargne).

N° 785. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à rendre applicable devant la juridiction prud'homale l'article 425 du Code de procédure civile.

N° 786. — Rapport de M. Péridier sur la proposition de résolution tendant à renforcer le contrôle des denrées alimentaires.

N° 787. — Rapport de M. Péridier sur la proposition de résolution tendant à rétablir la caisse annexe de la viticulture.

N° 789. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Santé publique et Population).

N° 790. — Avis de M. Bénigne Fournier sur la proposition de loi modifiant l'article 31 *x* du Livre 1er du Code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour les rentes viagères.

N° 792. — Avis de M. Clavier sur la proposition de loi modifiant l'article 31 *x* du Livre 1er du Code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour les rentes viagères.

N° 799. — Avis de M. Armengaud sur la proposition de loi modifiant l'article 31 *x* du Livre 1er du Code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour les rentes viagères.

## CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 11 Décembre 1951.*

COMMISSION de comptabilité, à 17 heures, local n° 272.

COMMISSION des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 h. 30, local n° 215.

Imprimerie du Conseil de la République

1. —
chargé
contre
année

2. —
Nationa
dépense
cice 19
année
année 1
domma

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 85

## ORDRE DU JOUR

### Du Jeudi 13 Décembre 1951.

### A QUINZE HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion des conclusions du rapport de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République. (Nos 691 et 763, année 1951. — M. Léger, rapporteur).

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Reconstruction et Urbanisme). (Nos 725 et 782, année 1951. — M. Jean-Marie Grenier, rapporteur ; et n° 802, année 1951, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Liotard, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Industrie et Energie). (Nos 739 et 797, année 1951. — M. Alric, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Bousch, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Crémieux et M. Edgard Tailhades tendant à inviter le Gouvernement à renforcer le contrôle des denrées alimentaires. (Nos 674 et 786, année 1951. — M. Péridier, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Péridier, Jean Bène et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir, dans le plus bref délai, la caisse annexe de la viticulture. (Nos 702 et 787, année 1951. — M. Péridier, rapporteur.)

---

## Election d'un Sénateur.

Il résulte d'un télégramme du Haut-Commissaire de la République en Afrique Equatoriale Française, transmis par M. le Ministre de la France d'Outre-Mer, que M. SAOULBA Gontchame a été élu, le 9 décembre 1951, Sénateur du Tchad (2e section), en remplacement de M. Bechir Sow, démissionnaire.

M. SAOULBA Gontchame est appelé à faire partie du 4e bureau auquel appartenait son prédécesseur.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 13 Décembre 1951.*

---

N° 796. — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Agriculture).

*N° 797. — Rapport de M. Alric sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Industrie et Energie).

N° 798. — Rapport de M. Pierre Vitter sur la proposition de résolution tendant à autoriser l'utilisation des produits chimiques pour la fabrication des conserves de poisson.

N° 802. — Avis de M. Liotard sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Reconstruction et Urbanisme).

N° 804. — Projet de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi sur le recrutement de l'armée en ce qui concerne les étudiants en médecine.

N° 805. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à abroger l'article 44 de la loi communale d'Alsace et de Lorraine.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 12 décembre 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 13 Décembre 1951.*

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 h. 30, local nº 215.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local nº 221.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 heures, local nº 274.

Imprimerie du Conseil de la République

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 86

## ORDRE DU JOUR

**Du Vendredi 14 Décembre 1951.**

**A QUINZE HEURES TRENTE**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Agriculture). (N[os] 741 et 796, année 1951. — M. de Montalembert, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. Driant, rapporteur.)

2. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Crémieux et M. Edgard Tailhades tendant à inviter le Gouvernement à renforcer le contrôle des denrées alimentaires. (N[os] 674 et 786, année 1951. — M. Péridier, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Péridier, Jean Bène et des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir, dans le plus bref délai, la caisse annexe de la viticulture. (Nos 702 et 787, année 1951. — M. Péridier, rapporteur.)

---

## Commission générale.

Dans sa séance du 13 décembre 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. Charles OKALA, membre de la Commission de la France d'Outre-Mer, en remplacement de M. Siaut.

---

## Commission extraparlementaire.

Dans sa séance du 13 décembre 1951, le Conseil de la République a nommé :

M. ALRIC et Mme Marcelle DEVAUD, membres de la Commission chargée de proposer les modalités au sein de la Commission chargée de proposer les modalités selon lesquelles seront indemnisés les organismes qui, au cours de l'année 1946, ont pratiqué en France métropolitaine l'assurance des accidents du travail (application du décret n° 51-1236 du 2 novembre 1951).

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 14 Décembre 1951.*

*N° 794. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Services des Affaires étrangères).

*N° 795. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Services des Affaires allemandes et autrichiennes).

N° 803. — Rapport de M. Pauly sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Services financiers).

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 13 décembre 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Vendredi 14 Décembre 1951.*

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 h. 30, local n° 215.

Imprimerie du Conseil de la République

1. —
l'Assem
Code d
pour la
particu
rapport
affaires
ciales. -
avis de
gaud, ra

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 87

# ORDRE DU JOUR

## Du Mardi 18 Décembre 1951.

A QUINZE HEURES

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 31 *x*) du Livre Ier du Code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour la fixation du montant des rentes viagères constituées entre particuliers. (Nos 687 et 753, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur; et n° 765, année 1951, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. de Villoutreys, rapporteur; et n° 799, année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur; et n° 790, année 1951, avis de la Commission

de l'agriculture. — M. Bénigne Fournier, rapporteur ; et n° 792, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Clavier, rapporteur ; et n° 777, année 1951, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Robert Chevalier, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie. — M. Rogier, rapporteur.)

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à abroger le décret n° 51-1214 du 20 octobre 1951 relevant le taux des taxes intérieures de consommation de certains produits pétroliers et à créer un fonds spécial d'investissement routier. (N° 822, année 1951. — M. , rapporteur).

---

## Décès d'un Sénateur.

Au cours de la séance du 14 décembre 1951, le décès de M. Roger Delthil, Sénateur de Tarn-et-Garonne, a été annoncé au Conseil de la République.

---

## Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques

*Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique*

(64 membres au lieu de 65)

Supprimer le nom de M. Delthil.

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 18 Décembre 1951.*

---

N° 806. — Rapport de M. Jacques Masteau sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Intérieur).

N° 807. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Affaires économiques).

N° 811. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Aviation civile et commerciale).

N° 812. — Proposition de résolution de M. Estève tendant à accorder des secours aux victimes de tornades et d'inondations d'Ille-et-Vilaine.

N° 815. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, concernant l'ouverture d'un crédit additionnel applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française.

N° 817. — Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier.

N° 818. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Etats associés).

N° 820. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Anciens combattants et Victimes de la guerre).

*N° 822. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à abroger le décret relevant le taux des taxes intérieures de consommation de certains produits pétroliers.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 17 décembre 1951.

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mardi 18 Décembre 1951.*

**COMMISSION des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.**

**COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 14 h. 15, local n° 215.**

**COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 11 heures, local de la Commission des finances.**

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 88

## ORDRE DU JOUR

**Du Mercredi 19 Décembre 1951.**

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de résolution de M. Radius tendant à inviter le Gouvernement à autoriser l'utilisation des produits chimiques usuels de conservation pour la fabrication des conserves de poisson. (N[os] 42 et 798, année 1951. — M. Pierre Vitter, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

2. — Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 31 *x*) du Livre I[er] du Code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile

pour la fixation du montant des rentes viagères constituées entre particuliers. (Nos 687 et 753, année 1951. — M. Abel-Durand, rapporteur ; et n° 765, année 1951, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. de Villoutreys, rapporteur ; et n° 799, année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur ; et n° 790, année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. Bénigne Fournier, rapporteur ; et n° 792, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Clavier, rapporteur ; et n° 777, année 1951, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Robert Chevalier, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie. — M. Rogier, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 19 Décembre 1951.*

N° 793. — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à la réforme du Code du vin.

N° 814. — Proposition de résolution de M. Deutschmann tendant à modifier pour le département de la Seine les modalités de répartition de la taxe locale.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mercredi 19 Décembre 1951.*

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION des affaires étrangères, à 15 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 17 heures, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 heures, local n° 215.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. —

I. —
des A
prises
le bass

II. —
étrang
assure
France
alliés

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 89

# ORDRE DU JOUR

## Du Jeudi 20 Décembre 1951.

### A QUINZE HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion des questions orales avec débat suivantes :

I. — M. Michel Debré a l'honneur de demander à M. le Ministre des Affaires étrangères quelles dispositions le Gouvernement a prises ou compte prendre pour assurer la sécurité française dans le bassin de la Méditerranée.

II. — M. Marcel Plaisant demande à M. le Ministre des Affaires étrangères quelles dispositions a prises le Gouvernement pour assurer la sécurité de la Méditerranée, et comment les droits de la France, puissance africaine, ont été garantis en accord avec ses alliés dans le bassin de la mer latine.

III. — M. Michel Debré demande à M. le Ministre des Affaires étrangères s'il n'estime pas nécessaire, avant les discussions particulières à la communauté du charbon et de l'acier, à l'armée européenne, à l'accord contractuel avec la République allemande, de tracer les lignes générales de la politique que le Gouvernement entend suivre à l'égard de l'Allemagne et en Europe.

IV. — M. Michel Debré demande à M. le Ministre des Affaires étrangères s'il n'estime pas urgent de préciser une nouvelle fois les objectifs de la politique française à l'égard de l'Etat sarrois.

V. — M. Michel Debré demande à M. le Ministre des Affaires étrangères quelle politique il entend suivre au Maroc et spécialement quelle attitude il entend adopter à l'égard des faits et gestes de certains de nos alliés au Maroc.

VI. — M. Michel Debré demande à M. le Ministre des Affaires étrangères quelle politique il entend mener en Tunisie.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires étrangères. — I. — Services des Affaires étrangères). (N^os 751 et 794, année 1951. — M. Jean Maroger, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires étrangères. — II. — Services des Affaires allemandes et autrichiennes). (N^os 752 et 795, année 1951. — — M. Jean Maroger, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires étrangères. — III. — Services français en Sarre). (N^os 719 et 759, année 1951. — M. Jean Maroger, rapporteur.)

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 20 Décembre 1951.*

---

N° 801. — Proposition de loi de M. Robert Aubé tendant à la création d'un Comité national de l'or.

N° 824. — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant les caisses d'épargne.

N° 825. — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant le service des postes, télégraphes et téléphones.

N° 826. — Projet de loi relatif à la durée de conservation par les greffiers des dossiers prévus à l'article 79 du Code de procédure civile.

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 20 Décembre 1951.*

COMMISSION de la défense nationale, à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 10 heures, local n° 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

SOUS-COMMISSION des « entreprises nationalisées », à 10 heures, local n° 202.

SOUS-COMMISSION « coopération économique européenne », à 17 heures, local n° 261.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 90

## ORDRE DU JOUR

**Du Vendredi 21 Décembre 1951.**

A QUINZE HEURES

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Intérieur). (N[os] 776 et 806, année 1951. — M. Jacques Masteau, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Le Basser, rapporteur.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — II. — Services financiers). (Nos 755 et 803, année 1951. — M. Pauly, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 21 Décembre 1951.*

---

No 809. — Proposition de résolution de M. Martial Brousse tendant à autoriser le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones à signer une convention avec les départements qui feront à l'Etat l'avance des fonds nécessaires à l'établissement du téléphone automatique rural.

No 819. — Proposition de loi de M. Héline tendant à étendre aux veuves de guerre titulaires d'une pension civile certaines dispositions du Code général des impôts.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Vendredi 21 Décembre 1951.*

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 15 h. 30, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30 et 14 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la production industrielle, à 11 h. 15, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Suite
Nationa
dépense
cice 195
803, an

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 91

## ORDRE DU JOUR

**Du Samedi 22 Décembre 1951.**

A TROIS HEURES CINQUANTE

**PREMIÈRE SÉANCE PUBLIQUE**

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — II. — Services financiers). (N[os] 755 et 803, année 1951. — M. Pauly, rapporteur.)

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Dis
Nationa
territoi
Mer. (
année
année
rapport
travail

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 92

## ORDRE DU JOUR

**Du Samedi 22 Décembre 1951.**

A QUINZE HEURES

**DEUXIÈME SÉANCE PUBLIQUE**

Discussion du projet de loi, adopté pat l'Assemblée Nationale, instituant un Code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer. (Nos 252, année 1947, 179, année 1948, 343 et 823, année 1951. — M. Henri Lafleur, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Saller, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — M. Dassaud, rapporteur.)

## Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques

*Groupe des Républicains Indépendants*
*Rattachés administrativement aux termes de l'article 16 du Règlement*

(2 membres au lieu de 1).

Ajouter le nom de M. Jean-Louis TINAUD.

---

## ERRATA

*Au projet de loi (n° 820)*, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **développement** *des* **crédits** *affectés aux* **dépenses de fonctionnement** *des* **services civils** *pour l'***exercice 1952 (Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.)**

1° Pages 3 (article premier, 4e ligne) et 8 (dernière ligne) :

*Au lieu de* : « ... 67.061.077.000... »,
*Lire* : « ... 67.054.077.000... » ;

2° Page 7, chapitre 3100 :

*Au lieu de* : « ... 186.583... »

*Lire* : « ... 179.583... » ;

3° Pages 7 (total pour la 5e partie) et 8 (Récapitulation, 5e partie) :

*Au lieu de* : « ... 1.453.736... »,

*Lire* : « ... 1.446.736... ».

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Samedi 22 Décembre 1951.*

---

N° 505. — Proposition de loi de M. Ousmane Socé Diop tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire en Afrique française.

N° 813. — Proposition de résolution de M. Restat tendant à à créer un insigne pour les mutilés du travail.

N° 823. — Rapport de M. Henri Lafleur sur le projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'Outre-Mer.

N° 831. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Radiodiffusion et Télévision françaises).

N° 835. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Education nationale).

---

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Samedi 22 Décembre 1951.*

**COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.**

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Suite
Nationa
et terri
Mer. (N
année
année
rapport
travail

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 93

# ORDRE DU JOUR

## Du Dimanche 23 Décembre 1951.

### A QUINZE HEURES

### SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant un Code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer. (Nos 252, année 1947, 179, année 1948, 343 et 823, année 1951. — M. Henri Lafleur, rapporteur ; et n° 849, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Saller, rapporteur ; et n° 850, année 1951, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — M. Dassaud, rapporteur.)

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Suite
Nation
et terri
Mer. (
année
année
rapport
travail

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 94

## ORDRE DU JOUR

### Du Lundi 24 Décembre 1951.

A DIX-SEPT HEURES

**SÉANCE PUBLIQUE**

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant un Code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer. (Nos 252, année 1947, 179, année 1948, 343 et 823, année 1951. — M. Henri Lafleur, rapporteur ; et n° 849, année 1951, avis de la Commission des finances. — M. Saller, rapporteur ; et n° 850, année 1951, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — M. Dassaud, rapporteur.)

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. —
Nationa
dépense
cice 195
M. Fléc
sion de
commer

2. —
Nationa
dépense
cice 195

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 95

## ORDRE DU JOUR

**Du Mercredi 26 Décembre 1951.**

A QUINZE HEURES

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires économiques). (N°s 807 et 843, année 1951. — M. Fléchet, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. , rapporteur.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics, Transports et Tourisme. — II. — Avia-

tion civile et commerciale). (Nos 811 et 845, année 1951. — M. Maurice Walker, rapporteur ; et n° 868, année 1951, avis de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme. — M. René Dubois, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Etats associés). (Nos 818 et 840, année 1951. — M. Emilien Lieutaud, rapporteur.)

---

## ERRATA

I. — *Au projet de loi* (n° 343) ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *instituant un* **Code du travail** *dans les* **territoires** *et* **territoires associés** *relevant du* **Ministère de la France d'Outre-Mer.**

1° Page 31, art. 81, dernière ligne :

*Au lieu de* : « ... les engagements... »,

*Lire* : « ... *des* engagements... » ;

2° Page 83, art. 214, 4e ligne :

*Au lieu de* : « ... l'une des deux... »,

*Lire* : « ... l'une *de ces* deux... » ;

3° Page 86, art. 220, 1er alinéa, dernière ligne :

*Au lieu de* : « ... du travail... »,

*Lire* : « ... du travail *et des affaires sociales...* ».

II. — *Au rapport* (n° 823) *de* M. Henri LAFLEUR, *sur le projet de loi*, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *instituant un* **Code du travail** *dans les* **territoires** *et* **territoires associés** *relevant du* **Ministère de la France d'Outre-Mer.**

1° Page 119, 1er alinéa, 5e ligne :

*Au lieu de* : « ... des dispositions... »,

*Lire* : « ... *de ses* dispositions... » ;

2° Page 121, art. 81, dernière ligne :

*Au lieu de* : « ... les engagements... »,

*Lire* : « ... *des* engagements... » ;

3° Page 173, art. 214, 1er alinéa, 3e ligne :

*Au lieu de* : « ... l'une des deux... »,

*Lire* : « ... l'une *de ces* deux... » ;

4° Page 176, art. 220, 1er alinéa, dernière ligne :

*Au lieu de* : « ... du travail... »,

*Lire* : « .... du travail *et des affaires sociales.* ».

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 26 Décembre 1951.*

---

N° 828. — Proposition de loi de M. Auberger tendant à rétablir le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés à certains métayers.

N° 829. — Proposition de résolution de M. Marrane tendant à rapporter la mesure d'interdiction d'un meeting organisé pour le vendredi 21 décembre au Vélodrome d'Hiver.

N° 836. — Rapport de M. Lionel-Pélerin sur le projet de loi tendant à modifier la loi sur le recrutement de l'armée en ce qui concerne les étudiants en médecine, en pharmacie et en art dentaire.

N° 837. — Rapport de M. Muscatelli sur la proposition de loi tendant à assortir de dispositions pénales la décision de l'Assemblée algérienne sur l'interdiction de la pêche au ring net.

N° 840. — Rapport de M. Emilien Lieutaud sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Etats associés).

N° 843 — Rapport de M. Fléchet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Affaires économiques).

N° 844. — Rapport de M. Clavier sur le projet de loi, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Santé publique et Population).

N° 845. — Rapport de M. Maurice Walker sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Travaux publics, Transports et Tourisme. — II. — Aviation civile et commerciale).

N° 846. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Présidence du Conseil).

N° 847. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Justice).

N° 848. — Rapport général de M. Jean Berthoin sur les projets de loi portant fixation du budget de l'exercice 1952.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Mercredi 26 Décembre 1951.*

COMMISSION des affaires étrangères, à 15 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de l'agriculture, à 15 h. 30, local n° 214.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 15 h. 30, local n° 207.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 10 h. 30, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 h. 30, local n° 215.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 11 heures, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

, local

ts, des

, santé

ssion.

local

ports

1.
Natio
dépe
cice
(Nos
no
civile
— M

2.
Natio
dépe
cice 1
— MI

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 96

## ORDRE DU JOUR

**Du Jeudi 27 Décembre 1951.**

### A QUINZE HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Anciens Combattants et Victimes de la Guerre). (N[os] 820 et 851, année 1951. — M. Chapalain, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression). — M. , rapporteur.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Présidence du Conseil). (N[os] 846 et 852, année 1951. — MM. Jacques Debû-Bridel et Avinin, rapporteurs.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Justice). (Nos 847 et 873, année 1951. — M. Emilien Lieutaud, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Santé publique et Population). (Nos 789 et 844, année 1951. — M. Clavier, rapporteur ; et no année 1951, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. Robert Le Guyon, rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe de la Radiodiffusion et de la Télévision françaises). (Nos 831 et 874, année 1951. — M. Minvielle, rapporteur.)

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 27 Décembre 1951.*

No 841. — Rapport de M. Schwartz sur la proposition de loi tendant à abroger l'article 44 de la loi communale d'Alsace et de Lorraine.

No 851. — Rapport de M. Chapalain sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Anciens Combattants et Victimes de la Guerre).

No 852. — Rapport de MM. Jacques Debû-Bridel et Avinin sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Présidence du Conseil).

No 85

No 85

No 85

No 858

No 859

No 860

No 861.

No 862.

No 863.

No 864.

N° 853. — Projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor.

N° 854. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Prestations familiales agricoles).

N° 856. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Finances. — I. — Charges communes).

N° 857. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Postes, Télégraphes et Téléphones).

N° 858. — Projet de loi tendant à modifier la loi relative aux sociétés coopératives de reconstruction.

N° 859. — Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale).

N° 860. — Projet de loi relatif au déclassement des hôpitaux militaires de Marnia, Saïda et Tizi-Ouzou.

N° 861. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à réprimer la contrefaçon des créations des industries de l'habillement et de la parure.

N° 862. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger les délais impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément.

N° 863. — Poposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger l'article 2 de l'ordonnance relative aux caisses d'épargne dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle.

N° 864. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les dispositions relatives à l'établissement et au dépôt sur le bureau des Assemblées du rapport de la Cour des Comptes.

N° 865. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les dispositions relatives au nom des enfants naturels reconnus d'abord par la mère et ultérieurement par le père.

---

## CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Jeudi 27 Décembre 1951.*

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 h. 30, local n° 261.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 16 heures, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 11 heures, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 15 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

# FEUILLETON

# N° 97

## ORDRE DU JOUR

**Du Vendredi 28 Décembre 1951.**

### A QUINZE HEURES TRENTE

### SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Santé publique et Population). (N[os] 789 et 844, année 1951. — M. Clavier, rapporteur ; et n° année 1951, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. Robert Le Guyon, rapporteur).

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exer-

cice 1952 (Budget annexe de la Radiodiffusion et de la Télévision françaises). (Nos 831 et 874, année 1951. — M. Minvielle, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à assortir de dispositions pénales les dispositions de la décision n° 50-056 de l'Assemblée algérienne sur l'interdiction de la pêche au ring net dans les eaux territoriales algériennes. (Nos 678 et 837, année 1951. — M. Muscatelli, rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1952. (Nos 853 et882, année 1951. — M. Jean Berthoin, rapporteur général ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Gaston Charlet, rapporteur ; et n° 883, année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Bousch, rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Postes, Télégraphes et Téléphones). (Nos 857 et 886, année 1951. — M. Selafer, rapporteur ; et n° 887, année 1951, avis de la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme. — M. Bertaud, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Education nationale). (Nos 835 et 871, année 1951. — MM. Auberger et Jacques Debû-Bridel, rapporteurs.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux depenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe des prestations familiales agricoles). — (Nos 854 et 884, année 1951. — M. de Montalembert, rapporteur ; n° , année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. , rapporteur).

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — I. — Charges communes). (Nos 856 et 885, année 1951. — M. Pauly, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. , rapporteur).

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 28 Décembre 1951.*

---

N° 834. — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à exonérer du versement des cotisations d'allocations familiales les travailleurs indépendants âgés de plus de 65 ans.

N° 855. — Rapport de M. Durand-Réville sur le projet de loi relatif à la formation des assemblées locales en Afrique française.

N° 871. — Rapport de MM. Auberger et Jacques Debû-Bridel sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Education nationale).

N° 872. — Rapport de M. de Pontbriand sur la proposition de loi tendant à proroger les délais impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément.

N° 883. — Avis de M. Bousch sur le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Vendredi 28 Décembre 1951.*

COMMISSION de l'agriculture, à 11 heures, local nº 214.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION des moyens de communication, des transports et du tourisme, à 11 heures, local nº 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 heures, local nº 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 15 heures, local nº 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 98

# ORDRE DU JOUR

## Du Samedi 29 Décembre 1951.

A DIX-SEPT HEURES

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête présentée par la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), sur le problème du rattachement du territoire du M'Zab au département d'Alger.

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 37 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, modifié par la loi du 14 juillet 1933, en ce qui concerne les étudiants en médecine, en pharmacie et en art dentaire. (N°s 804 et 836, année 1951. — M. Lionel-Pélerin, rapporteur.)

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Education nationale). (Nos 835 et 871, année 1951. — MM. Auberger et Jacques Debû-Bridel, rapporteurs.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux depenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe des prestations familiales agricoles). — (Nos 854 et 884, année 1951. — M. Saller, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de l'agriculure. — M. Driant, rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — I. — Charges communes). (Nos 856 et 885, année 1951. — M. Pauly, rapporteur ; et n° 888, année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Bousch, rapporteur).

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Samedi 29 Décembre 1951.*

N° 869. — Projet de loi relatif au développement des dépenses de réparation des dommages de guerre.

N° 875. — Rapport de M. Henri Lafleur sur le projet de loi relatif au Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.

N° 876. — Proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier l'article 195 du Code général des impôts.

N° 880. — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi tendant à intégrer dans le Code d'instruction criminelle l'ordonnance relative à la perception d'amendes de composition pour les contraventions de simple police.

*N° 888. — Avis de M. Bousch sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Finances. — I. — Charges communes).

N° 890. — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 90 du Code civil.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Sénateurs le 28 décembre 1951.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Samedi 29 Décembre 1951.*

**COMMISSION** de la production industrielle, à 11 heures, local n° 274.

**COMMISSION** de la reconstruction et des dommages de guerre, à 14 h. 30, local n° 214.

**COMMISSION** du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 16 heures, local n° 221.

**COMMISSION** du travail et de la sécurité sociale, à 15 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 99

# ORDRE DU JOUR

## Du Dimanche 30 Décembre 1951.

A DIX-SEPT HEURES

**SÉANCE PUBLIQUE**

**1.** — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à abroger l'article 44 de la loi communale d'Alsace et de Lorraine du 6 juin 1895. (N[os] 805 et 841, année 1951. — M. Schwartz, rapporteur).

*(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

**2.** — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la formation des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique Occidentale Française, d'Afrique Equatoriale Française, du Cameroun, du Togo et de Madagascar. (N[os] 756 et 855, année 1951. — M. Durand-Réville, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions. — M. Louis Gros, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la composition et à la formation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. (Nos 783 et 875, année 1951. — M. Henri Lafleur, rapporteur.)

---

**Groupes politiques.**

M. Francis LE BASSER a été nommé Président du groupe du Rassemblement du Peuple Français.

---

**ERRATUM**

*Au rapport* (n° 855) *de* M. DURAND-RÉVILLE, *sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif à la formation des* **assemblées de groupe** *et des* **Assemblées locales** *d'***Afrique Occidentale Française,** *d'***Afrique Equatoriale Française,** *du* **Cameroun,** *du* **Togo** *et de* **Madagascar.**

Page 45, art. 16, 3e ligne :

*Au lieu de* : « 5.000 francs C. F. A. »,

*Lire* : « 20.000 francs C. F. A. ».

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Dimanche 30 Décembre 1951.*

N° 832. — Proposition de loi de M. Paumelle tendant à modifier l'article 646 du Code général des impôts relatif aux délais d'enregistrement des actes publics.

N° 833. — Proposition de résolution de M. Paumelle tendant à faire activer le règlement des sommes dues par les administrations aux entrepreneurs de travaux.

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Dimanche 30 Décembre 1951.*

**SOUS-COMMISSION** « Crédits de défense nationale », à 11 heures, local n° 346.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. —
nale, r
domma
(Nos 86
teur ; e
tructio
rapport

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

**ANNEE 1951**

# FEUILLETON

# N° 100

## ORDRE DU JOUR

**Du Lundi 31 Décembre 1951.**

A DIX-SEPT HEURES

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des dépenses de réparation des dommages de guerre et de construction pour l'exercice 1952. (N°s 869 et 895, année 1951. — M. Jean-Marie Grenier, rapporteur ; et n° , année 1951, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Jozeau-Marigné, rapporteur.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1952. (Nos 892 et 903, année 1951. — M. Jean Berthoin, rapporteur général ; et no , année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. , rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux depenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe des prestations familiales agricoles). — (Nos 854 et 884, année 1951. — M. Saller, rapporteur ; et no , année 1951, avis de la Commission de l'agriculture. — M. Driant, rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1952 (Etats associés. — France d'Outre-Mer). (Nos 896 et 897, année 1951. — M. Pierre Boudet, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant les deux premiers mois de l'exercice 1952. (No 899, année 1951. — M. , rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — I. — Charges communes). (Nos 856 et 885, année 1951. — M. Pauly, rapporteur ; et no 888, année 1951, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Bousch, rapporteur).

## ERRATUM

*Au projet de loi* (n° 892), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **développement** *des* **crédits** *affectés aux* **dépenses d'équipement** *des* **services civils** *pour l'*exercice 1952.

Page 66, état D, Radiodiffusion française, Equipement, colonne « CHAPITRES », 3e ligne :

*Au lieu de* : « 1010 »,

*Lire* : « 9010 ».

---

*Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Lundi 31 Décembre 1951.*

N° 881. — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant l'artisanat.

N° 892. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils.

N° 896. — Projet de loi relatif aux dépenses militaires (Etats associés. — France d'Outre-Mer).

N° 897. — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi relatif aux dépenses militaires (Etats associés. — France d'Outre-Mer).

# CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

*Lundi 31 Décembre 1951.*

**COMMISSION** de l'agriculture, à 10 h. 30, local nº 214.

**COMMISSION** des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

ANNEXE AU FEUILLETON N° 30

*Du 17 Avril 1951*

(1re annexe)

# ROLE GÉNÉRAL DES PÉTITIONS

**Nos 64 à 75.** — *Du 28 Décembre 1950 au 10 Avril 1951.*

(Art. 92 à 94 du Règlement du Conseil de la République.)

64. *M. Francisco NAVARRO*, Hospice des Vieillards, clinique Saint-Charles, à Montpellier (Hérault), demande le remboursement de frais d'hospitalisation retenus sur sa pension.

65. *Mme Jean-Baptiste HARRIET*, maison Esteberenia, à Larressore (Basses-Pyrénées), demande une exonération de droits de succession.

66. *Mme GRANJEAN*, 8, rue Claude-Gelée, à Epinal (Vosges), demande une pension.

67. *M. Albert WASSMER*, 17, rue d'Ostwald, à Strasbourg-Montagne-Verte (Bas-Rhin), se plaint de dommages subis pendant la guerre.

68. *M. René LEMAITRE*, à Epargnes (Charente-Maritime), demande un rajustement de pension.

69. *M. l'Abbé Alfred GABRIEL*, à Labroque poste Schirmeck (Bas-Rhin), se plaint de ne pas obtenir satisfaction dans un litige avec l'Administration au sujet d'un droit de passage.

70. *M. Pierre EUDE*, 69, rue du Cardinal-Lemoine, à Paris (5e), demande que certaines méthodes de lutte contre le cancer soient reconnues ou condamnées expressément, si elles sont réellement nuisibles.

71. *M. Aggad LARBI*, 3, boulevard Poincaré, à Relizane (Oran), demande une avance sur pension.

72. *M. Félix SERRURIER*, au Pont-Vacher, à Feurs (Loire), demande une revision de pension.

73. *M. Georges-Abel PRUDOT*, à Aragnouet (Hautes-Pyrénées), se plaint à nouveau de torts et préjudices à lui causés par l'Administration des ponts et chaussées.

74. *Mme GABRIELLI*, à Marigny, par Saint-Lô (Manche), demande si l'amnistie peut s'appliquer à son fils.

75. *M. RIBIERRE*, 33, rue Godot-de-Mauroy, Paris (9e), demande la revision d'un procès.

---

# PÉTITIONS

**examinées par la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions**

---

**Pétition nº 64**

du 9 janvier 1951.

*M. Francisco NAVARRO, Hospice des Vieillards, clinique Saint-Charles, à Montpellier (Hérault), demande le remboursement de frais d'hospitalisation retenus sur sa pension.*

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

**Rapport.** — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques.

*(Renvoi au Ministre des Finances et des Affaires économiques.)*

---

**Pétition nº 65**

du 26 janvier 1951.

*Mme Jean-Baptiste HARRIET, maison Esteberenia, à Larressore (Basses-Pyrénées), demande une exonération de droits de succession.*

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

**Rapport.** — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques en attirant son attention de façon toute particulière sur ce cas.

*(Renvoi au Ministre des Finances et des Affaires économiques.)*

---

**Pétition n° 66**

**du 2 février 1951.**

*Mme Grandjean, rue Claude-Gelée, à Epinal (Vosges), demande une pension.*

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

**Rapport.** — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Défense nationale.

*(Renvoi au Ministre de la Défense Nationale.)*

---

**Pétition n° 67**

**du 6 février 1951.**

*M. Albert WASSMER, 17, rue d'Ostwald, à Strasbourg-Montagne-Verte (Bas-Rhin), se plaint de dommages subis pendant la guerre.*

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

**Rapport.** — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

*(Renvoi au Ministre de la Justice.)*

---

**Pétition n° 68**

**du 20 février 1951.**

*M. René LEMAITRE, à Epargnes (Charente-Maritime), demande un rajustement de pension.*

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

**Rapport.** — La Commission décide de classer cette pétition sans suite.

---

**Pétition n° 69**

du 21 fevrier 1951.

*M. l'Abbé Alfred GABRIEL, à Labroque, poste Schirmech (Bas-Rhin), se plaint de ne pas obtenir satisfaction dans un litige avec l'Administration au sujet d'un droit de passage.*

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

**Rapport.** — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de l'Intérieur.

*(Renvoi au Ministre de l'Intérieur.)*

---

**Pétition n° 70**

du 1er mars 1951.

*M. Pierre EUDE, 69, rue du Cardinal Lemoine, à Paris (5e), demande que certaines méthodes de lutte contre le cancer soient reconnues ou condamnées expressément si elles sont réellement nuisibles.*

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

**Rapport.** — La Commission décide de classer cette pétition sans suite.

---

**Pétition n° 71**

du 13 mars 1951.

*M. Aggad LARBI, 3, boulevard Poincaré, à Relizane (Oran), demande une avance sur pension.*

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

**Rapport.** — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de l'Intérieur pour enquête auprès du Gouvernement général de l'Algérie.

*(Renvoi au Ministre de l'Intérieur.)*

---

**Pétition n° 72**

du 13 mars 1951.

*M. Félix SERRURIER, au Pont-Vacher, à Feurs (Loire), demande une revision de pension.*

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

**Rapport.** — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.

*(Renvoi au Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.)*

---

**Pétition n° 73**

du 13 mars 1951.

*M. Georges-Abel PRUDOT, à Arragnouet (Hautes-Pyrénées), se plaint à nouveau de torts et préjudices à lui causés par l'Administration des ponts et chaussées.*

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

**Rapport.** — La Commission estime que la réponse du Ministre des Travaux publics, en date du 23 novembre 1950, « néglige la plupart des arguments invoqués par le pétitionnaire et se trouve en contradiction avec certains éléments de fait ou de droit soulevés dans cette pétition ».

Tenant compte des observations présentées dans la note sur cette affaire établie par les services du Conseil de la République, elle estime qu'il y a lieu d'obtenir de l'Administration, des explications plus détaillées, tenant compte de la réfutation de ses arguments précédents par la nouvelle requête de M. Prudot.

Elle exprime le vœu qu'une enquête supplémentaire soit menée sur cette affaire par des fonctionnaires indépendants des services directement mis en cause.

En cas de réponse de l'Administration insuffisamment motivée,

la Commission est décidée, conformément à l'article 93 du règlement, à soumettre cette affaire au Conseil de la République siégeant en séance publique.

*(Renvoi au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme.)*

---

**Pétition n° 74**

du 4 avril 1951.

*Mme GABRIELLI, à Marigny, par Saint-Lô (Manche), demande si l'amnistie peut s'appliquer à son fils.*

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

**Rapport.** — La Commission décide de classer cette pétition sans suite, en faisant savoir à l'intéressée que la loi d'amnistie n'est pas applicable aux étrangers.

---

**Pétition n° 75**

du 4 avril 1951.

*M. RIBIERRE, 33, rue Godot de Mauroy, à Paris (9e), demande la revision d'un procès.*

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

**Rapport.** — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

***(Renvoi au Ministre de la Justice.)***

---

# RÉPONSES DES MINISTRES

**Sur les pétitions qui leur ont été envoyées par le Conseil de la République (Application de l'article 94 du Règlement).**

---

**Pétition n° 55.**

*M. Joseph TARI, 32 rue de la Guillotière, faubourg Boulanger à Oran (Algérie) demande sa réintégration dans les services de surveillance pénitentiaire.*

Cette pétition a été renvoyée le 29 juin 1950 sur le rapport de M. René Schwartz, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre de la Justice.

## *Réponse de M. le Ministre de la Justice*

Paris, le 6 octobre 1950.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me transmettre, pour examen, une pétition n° 55 formulée par M. Tari (Joseph) demeurant 32, rue de la Guillotière, faubourg Boulanger à Oran, ex-surveillant au groupe pénitentiaire de Maison-Carrée (département d'Alger) qui sollicite sa réintégration dans les cadres du personnel pénitentiaire d'Algérie.

J'ai l'honneur, en vous renvoyant ladite pétition, de vous faire connaître que M. Tari a été radié des cadres par arrêté du 12 août 1947, après avis du Conseil de discipline, pour manquements à ses devoirs professionnels (M. Tari avait cessé irrégulièrement son service).

Dans ces conditions, il n'est pas possible d'accueillir favorablement la requête de M. Tari.

Pour le Ministre et par délégation,
*Le Directeur du Cabinet,*
*Signé :* Illisible.

## Pétition n° 56.

*M. Adolphe LABAT, 30 rue Victor-Hugo à La Seyne (Var) demande une pension de retraite proportionnelle comme ancien juge de paix.*

Cette pétition a été renvoyée, le 29 juin 1950, sur le rapport de M. René Schwartz, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre de la Justice.

*Réponse de M. le Ministre de la Justice :*

Paris, le 26 août 1950.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me transmettre le 2 août dernier, une pétition de M. Adolphe Labat, demeurant à La Seyne (Var), qui demande la concession d'une pension civile au titre du Ministère de la Justice.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-dessous les résultats de l'enquête à laquelle j'ai fait procéder :

M. Labat a été nommé Juge de paix le 15 avril 1911. Mobilisé le 2 août 1914, il a été réformé définitivement le 11 septembre 1917 avec une pension militaire de 100 0/0 pour « délire de persécution avec hallucinations et réactions mélancoliques, ayant nécessité l'internement ». En tant que magistrat cantonal, il a été par décret du 9 juillet 1918, admis à cesser ses fonctions sur avis de la commission instituée par l'article 21 de la loi du 12 juillet 1905 et remplacé le 27 mars 1919.

La suppression de sa pension militaire incite aujourd'hui M. Labat à faire état des services qu'il a pu accomplir en qualité de Juge de paix pour obtenir la concession d'une pension civile, au titre du Ministère de la Justice.

Or, sa demande est mal fondée et au surplus irrecevable. En effet, le requérant ayant rompu toute attache avec l'Administra-

tion en 1919, ses droits éventuels doivent être examinés au regard de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles qui exige l'accomplissement de trente années de services pour ouvrir un droit à pension, condition qui n'est pas satisfaite dans le cas d'espèce.

La loi prescrit en outre que toute demande de pension doit, à peine de déchéance, être présentée dans le délai de cinq années à partir de la cessation des fonctions.

En conséquence, une fin de non-recevoir doit être opposée à M. Labat, dont la première requête à fin de pension a été enregistrée à la Chancellerie le 24 mai 1949.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,
*Le Chef de Cabinet,*
*Signé :* Illisible.

---

**Pétition nº 60.**

*M. Fernand CONSTANTIN, 5 rue Nicolas-Poussin à Toulouse (Haute-Garonne) demande à ne pas être expulsé de son appartement.*

Cette pétition à été renvoyée le 30 décembre 1950, sous le rapport de M. Robert Le Guyon, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions au Ministre de la Justice qui l'a transmise au Ministre de l'Intérieur.

*Réponse de M. le Ministre de l'Intérieur :*

Paris, le 7 avril 1951.

Monsieur le Président,

M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, m'a transmis pour attribution une pétition nº 60 de M. Fernand Constantin,

demeurant à Toulouse, 5 rue Nicolas-Poussin, que vous lui avez adressée. Aux termes de cette réclamation, l'intéressé, menacé d'expulsion du logement qu'il occupe à l'adresse ci-dessus indiquée, appelle l'attention sur sa situation et invite les Pouvoirs publics à faire cesser les expulsions sans relogement préalable.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il résulte des renseignements qui m'ont été fournis par le Préfet de la Haute-Garonne, Inspecteur général de l'administration en mission extaordinaire, qu'un jugement du Tribunal civil de Toulouse, confirmé par un arrêt de la Cour d'appel du 31 mars 1950, a prononcé l'expulsion du requérant, mais que ce dernier a obtenu à la suite de différentes démarches, des sursis qui se sont prolongés jusqu'au 1er novembre.

Etant donné les renseignements peu favorables recueillis sur l'intéressé, ce haut fonctionnaire n'a pas cru devoir s'opposer plus longtemps à l'exécution des décisions judiciaires ci-dessus visées.

Sur un plan plus général et pour répondre à la deuxième partie de la question évoquée par M. Constantin, il y a lieu d'ajouter que rien, dans notre système juridique actuel, ne permet aux Préfets de refuser le concours de la force publique pour l'exécution des décisions de justice sans engager la responsabilité de l'Etat.

Aucun texte ne les autorise non plus à subordonner l'exécution des expulsions au relogement préalable des expulsés. Néanmoins, allant au delà du droit strict, l'Administration s'efforce, dans tous les cas où la situation digne d'intérêt des personnes expulsées le justifie, de trouver des possibilités de relogement. Malheureusement dans ce domaine, les possibilités offertes par l'ordonnance du 11 octobre 1945 sur les réquisitions immobilières sont devenues extrêmement réduites.

Recevez, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les meilleurs et de mon entier dévouement.

*Signé :* Illisible.

---

**Pétition n° 62.**

*M. Elie LESCALIE, 11, rue Fontaine, Paris (9e) demande réparation d'un accident survenu dans l'exercice de ses fonctions*

Cette pétition a été renvoyée, le 30 décembre 1950, sur le rapport de M. Robert Le Guyon, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions au Ministre de l'Agriculture.

*Réponse de M. le Ministre de l'Agriculture :*

Paris, le 28 mars 1951.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me transmettre le 14 février 1951 la pétition enregistrée sous le n° 62 et émanant de M. Elie Lescalié demeurant 11, rue Fontaine à Paris (9e) qui sollicite la désignation par vos soins de trois experts ayant pour tâche de fixer le montant de la rente à allouer en réparation du préjudice résultant de l'accident dont il a été victime le 19 novembre 1941 dans l'exercice de ses fonctions de chef de district à la direction départementale du ravitaillement général de la Seine.

La chute qui occasionna les blessures pour lesquelles M. Lescalié demande réparation revêt incontestablement le caractère d'un accident du travail, l'article premier de la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 1er juillet 1938 donnant cette qualification à tout accident survenu « par le fait du travail ou à l'occasion du travail, en quelque lieu que celui-ci s'effectue ».

L'article 2 du même texte spécifie que les bénéficiaires des dispositions législatives qu'il édicte ne peuvent se prévaloir d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi, saul application d'un statut personnel spécial élevant le taux des indemnités. Or, contrairement à ce qu'il affirme dans plusieurs documents figurant au dossier joint à la pétition, M. Lescalié ne bénéficiait d'aucun statut particulier en tant qu'employé du ravitaillement général ; c'est ainsi qu'il ne pouvait se voir reconnaître la qualité de fonctionnaire, celle-ci étant strictement réservée, aux termes

de l'article 2 de la loi du 14 septembre 1941 et conformément à une jurisprudence constante (Cour de Cassation 4/12/1947 — G. P. 1919/1/21), aux agents investis d'un emploi permanent, caractère que ne présentait pas les fonctions, essentiellement temporaires, de l'intéressé.

Dans ces conditions, les seules dispositions applicables étaient bien celles de la loi modifiée du 9 avril 1898 laquelle, dans son article 16, a prévu une procédure exclusivement judiciaire pour la fixation du montant des rentes allouées aux victimes d'accident du travail.

En application de ces dispositions, l'administration du ravitaillement, employeur, et M. Lescalié se sont présentés devant le Président du Tribunal de 1re instance de la Seine le 8 juillet 1942 mais n'ont pu se concilier. La victime a, en effet, contesté le résultat de l'expertise effectuée par le médecin désigné sur ordonnance de l'autorité judiciaire et refusé d'accepter l'offre faite par l'administration de lui servir une rente annuelle de 450 francs, à compter du 1er février 1942. Le procès-verbal de non-conciliation a toutefois fixé le montant de la provision due à la victime, soit 17 francs, par quinzaine.

Il appartenait dès lors, à M. Lescalié de poursuivre la procédure en application du 3e alinéa de l'article 16 de la loi. Or, celui-ci n'en fit rien, car il avait engagé devant le Conseil de Préfecture, pour le même objet, une action conte l'administration des Ponts et Chaussées. Convoqué plusieurs fois à la direction départementale du ravitaillement l'intéressé estimant qu'il pourrait obtenir une réparation plus avantageuse par cette nouvelle voie, n'accepta pas les sommes offertes au titre de la provision et, par lettre du 10 août 1944, en demanda la suspension.

Ce n'est que le 13 mai 1948 que M. Lescalié fit assigner l'administration à comparaître devant la 7e Chambre du Tribunal de 1re instance de la Seine. Cette juridiction désigna le 6 mai 1949 trois médecins-experts qui procédèrent à l'évaluation du taux d'incapacité fonctionnelle et déposèrent leur rapport le 1er août 1949. Un jugement fut rendu le 5 mai 1950. Mais, cette décision judiciaire faisant état d'un salaire annuel ne correspondant ni au chiffre retenu par l'administration ni aux prétentions de la victime, mon département, substitué, en application de l'article premier du décret nº 50-84 du 18 janvier 1950 portant transfert d'attributions à différents ministères, aux services du ravitaillement, actuelle-

ment dissous, portait l'affaire devant la Cour d'appel. Celle-ci statuant le 24 février 1951, a, sur défaut de M. Lescalié, fixé le montant de la rente à 1.783 fr. 50 pour la période allant du 1er février 1942 au 1er février 1945 et à 1.337 fr. 85 à partir de cette dernière date.

Le montant de la réparation à laquelle peut prétendre M. Lescalié ayant été déterminé par la voie judiciaire, la requête présentée par l'intéressé apparaît désormais sans objet, la procédure de fixation d'une rente sur avis de trois experts désignés par une Assemblée parlementaire se trouvant, au surplus, en contradiction formelle avec la législation actuellement en vigueur.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre et par délégation :
*Le Directeur du Cabinet,*
*Signé :* Illisible.

Imprimerie du Conseil de la République

Celle-ci
fixé le
lant du
artir de

M. Les-
ète pré-
océdure
ar une
diction

haute

on :

76
(Hé
dien

77
à n
ses f

78
pelle

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1951

## ANNEXE AU FEUILLETON N° 64

*Du 6 Septembre 1951*

(2e annexe)

# ROLE GÉNÉRAL DES PÉTITIONS

**Nos 76 à 78.** — *Du 11 Avril 1951 au 31 Août 1951.*

**(Art. 92 à 94 du Règlement du Conseil de la République.)**

76. *M. Marcel ROUX*, 1, rue des Anciennes-Arènes, à Béziers (Hérault), demande à ne pas être licencié de son emploi de gardien de la paix.

77. *M. Elie LESCALIÉ*, 11, rue Fontaine, à Paris (9e) demande à nouveau réparation d'un accident survenu dans l'exercice de ses fonctions.

78. *M. Fernand GRANDJEAN*, à Biffontaine, par La Chapelle (Vosges) se plaint de réquisitions abusives.

# PÉTITIONS

**examinées par la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions**

---

**Pétition n° 76**

du 23 avril 1951.

*M. Marcel ROUX, 1, rue des Anciennes-Arènes, à Béziers (Hérault), demande à ne pas être licencié de son emploi de gardien de la paix.*

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

**Rapport.** — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de l'Intérieur.

*(Renvoi au Ministre de l'Intérieur.)*

---

**Pétition n° 77**

du 25 avril 1951.

*M. Elie LESCALIÉ, 11, rue Fontaine, à Paris (9e), demande à nouveau réparation d'un accident survenu dans l'exercice de ses fonctions.*

M. Robert Le Guyon, *rapporteur.*

**Rapport. — La Commission décide de classer cette pétition** sans suite.

---

# RÉPONSES DES MINISTRES

**Sur les pétitions qui leur ont été envoyées par le Conseil de la République (Application de l'article 94 du Règlement).**

---

**Pétition n° 43.**

*M. Hippolyte GRANÈS, 1, rue Mayet, Paris (6e), se plaint de l'organisation de la sécurité sociale.*

Cette pétition a été renvoyée, le 30 décembre 1950, sur le rapport de M. René Schwartz, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.

*Réponse de M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.*

Paris, le 5 mai 1951.

Monsieur le Président,

Par lettre du 14 février 1951, vous avez bien voulu me communiquer la pétition déposée par M. Hippolyte Granès auprès de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions au Conseil de la République, et classée sous le n° 43, dont ladite Commission avait ordonné le renvoi à mon Département.

Cette pétition porte :

1° sur l'insuffisance des prestations attribuées à l'intéressé à l'occasion de l'acquisition de verres de lunette, d'une monture et d'un étui et sur le fait que les assurés n'auraient aucun moyen de contrôle pour vérifier la régularité du remboursement qui leur est fait ;

2° sur l'impossibilité dans laquelle M. Granès s'est trouvé de se défendre devant la Commission de première instance de la Sécurité sociale.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, des renseignements qui m'ont été communiqués par l'organisme compétent (Centre ministériel des P. T. T. de la Caisse primaire centrale de sécurité sociale de Paris), il ressort que le remboursement effectué le 23 juin 1948 a été régulièrement opéré sur la base du tarif de responsabilité alors applicable. Ce tarif résultait de l'arrêté du 17 février 1947 modifiant l'arrêté du 10 janvier 1946 fixant le tarif limite de responsabilité des organismes de sécurité sociale pour le remboursement des frais d'appareils et des dépenses pharmaceutiques autres que les médicaments. (*J. O.* du 26 février 1947.)

Aux termes de l'article premier dudit arrêté : « le tarif limite pour le remboursement des verres d'optique médicale est le tarif de vente au public défini par l'arrêté n° 10102 (*Bulletin officiel des services des prix* du 7 juillet 1944). Sont applicables au tarif limite les modifications apportées par l'arrêté n° 15270 du 23 juillet 1946 (*Bulletin officiel des prix* du 26 juillet 1946) et par l'arrêté n° 16785 du 16 décembre 1946 (*Bulletin officiel des services des prix* du 20 décembre 1946).

En ce qui concerne les montures, le remboursement est calculé sur la base d'un forfait fixé au maximum à 395 francs.

Or, des arrêtés susvisés, publiés au *B. O. S. P.*, il ressort que le tarif limite pour le remboursement des verres n° 4 est fixé à 127 francs. Les prestations dues à l'intéressé s'établissent donc comme suit :

| | |
|---|---|
| 2 verres à 127 francs l'un ..... | 254 francs |
| montures ..... | 395 |
| étui ..... | 50 |
| soit ..... | 699 francs |

Étant donné qu'aux termes de l'article 24 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, la participation de l'assuré aux différents tarifs est fixée à 20 0/0, le remboursement dû a été ramené à 559 francs.

Il convient d'observer qu'il n'est pas exact de dire que les assurés « n'ont aucun moyen de contrôle pour s'assurer que le remboursement qui leur est fait correspond bien à celui d'un guide-barème » puisque le tarif de remboursement est établi dans les limites d'un tarif fixé par arrêté du Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (art. 14 de l'ordonnance du 19 octobre 1945) et

d'après un tarif de responsabilité des organismes de sécurité sociale annexé au règlement intérieur desdits organismes.

D'autre part, en ce qui concerne la plainte de M. Granès, au sujet de l'impossibilité où il se serait trouvé de se défendre devant la Commission de première instance de la Sécurité sociale, je ne puis que vous rappeler que le Président de cette juridiction est seul maître des débats ; c'est donc à ce magistrat qu'il appartient d'apprécier si les arguments développés par le demandeur avaient ou non un rapport étroit avec l'affaire en question.

Je crois utile de vous préciser que la décision concernant l'affaire Granès a été rendue le 17 février 1950 et notifiée au demandeur le 15 mars 1950.

M. Granès, débouté de sa demande, n'a pas cru devoir faire appel de cette décision.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Signé :* Illisible.

---

**Pétition nº 57.**

*M. Adouam MISSOUN, à Tobar, chez Cherifi Mbamal, Ammi-Moussa (Oran), demande une pension de retraite proportionnelle à titre militaire.*

**Cette pétition a été renvoyée le 30 décembre 1950 sur le rapport de M. Robert Le Guyon, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.**

*Réponse de M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.*

Paris, le 26 avril 1951.

**Monsieur le Président,**

Par la pétition nº 57 émanant de la Présidence du Conseil de la République, vous avez bien voulu appeler mon attention sur le cas de M. Adouame Missoum ben Tahar, domicilié chez M. Chérifi

Mohamed à Ammi Moussou (Oran), qui désirerait bénéficier d'une pension.

Comme suite à ma lettre en date du 23 février 1951, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'une décision de rejet est intervenue à l'égard de M. Adouame, le 18 octobre 1933, l'affection invoquée n'ayant pas été reconnue imputable au service.

D'autre part, l'intéressé n'ayant pas accompli 15 ans de services effectifs ne peut prétendre ni à pension proportionnelle ni, étant soldat, à solde de réforme, celle-ci étant réservée aux sous-officiers Nord-Africains réformés avant le 28 juin 1941.

Les délais de recours impartis à Monsieur Adouame pour se pourvoir contre la décision précitée étant expirés, il ne m'est pas possible de reprendre l'étude de cette affaire et je ne puis que vous en exprimer mes regrets.

Néanmoins, en raison de la qualité d'ancien combattant de l'intéressé, j'ai demandé à M. le Préfet, président de l'Office départemental des anciens combattants et victimes de la guerre d'Oran, de vouloir bien envisager la possibilité de lui venir en aide si sa situation l'exige.

Ci-joint, en retour, la pétition communiquée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Signé :* Illisible.

---

**Pétition n° 58**

*M. Gaston COULEAU, 5, boulevard Meyniel, Marmande (Lot-et-Garonne), demande une indemnité pour incarcération arbitraire.*

Cette pétition a été renvoyée le 30 décembre 1950, sur le rapport de M. Robert Le Guyon, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions au Ministre de l'Intérieur.

## *Réponse de M. le Ministre de l'Intérieur :*

Paris, le 5 juin 1951.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, en retour, la pétition n° 58 qui vous a été adressée par M. Gaston Couleau, proprié-

taire de l'Hôtel de Paris, 5, boulevard Meyniel, à Marmande (Lot-et-Garonne).

Des enquêtes effectuées et de l'examen des dossiers, il résulte que l'intéressé a été l'objet, à la Libération, de mesures administratives d'internement et d'éloignement prises à son encontre au titre des mesures de sûreté générale.

Déféré devant la Chambre civique de la Cour de Justice du Lot-et-Garonne, M. Gaston Couleau a été acquitté en raison de ce qu'aucune charge sérieuse n'avait été établie contre lui.

Par contre, l'intéressé a pu établir sa participation active à la résistance et notamment aux combats pour la Libération, ainsi qu'il en est attesté par les services du Ministère de la Défense nationale.

Cependant, la requête de M. Gaston Coulon tendant à obtenir une indemnité n'a pu être retenue.

En effet, l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831, modifié par les décrets-lois des 25 juin 1934 et 30 octobre 1935, ainsi que par l'article 148 de la loi du 31 décembre 1945, déclare prescrites et définitivement éteintes lorsqu'elles n'ont pu être liquidées, ordonnancées et payées dans un délai de 4 ans à partir de l'ouverture de l'exercice, toutes les créances sur l'Etat.

Il s'agit là d'une véritable déchéance, le délai de 4 ans ne pouvant être prorogé à raison des faits qui permettent généralement d'interrompre ou de suspendre le cours d'une prescription ordinaire. Cette interprétation a été confirmée récemment par un arrêt du Conseil d'Etat du 18 avril 1951 (affaire Dame Veuve Boudsocq).

Dans ces conditions, il ne m'est pas possible d'envisager l'octroi à M. Couleau d'une indemnité.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération et de mon entier dévouement.

*Signé :* Henri QUEUILLE.

---

**Pétition nº 61.**

*M. Mohamed LARABA, 9, rue de Tunis, Bône (Constantine) demande le renouvellement de son carnet de pension.*

Cette pétition a été renvoyée, le 30 décembre 1950, sur le rapport de M. Robert Le Guyon, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions au Ministre de la Défense nationale qui l'a transmise au Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la guerre.

## *Réponse de M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.*

Paris, le 23 mai 1951.

Monsieur le Président,

Par la pétition nº 61 émanant de la Présidence du Conseil de la République, vous avez bien voulu appeler mon attention sur le cas de M. Laraba, Mohamed Ben Belgacem Ben Ali, domicilié 9, rue de Tunis à Bône (Constantine), qui ne perçoit plus depuis 1928, les arrérages de sa pension d'invalidité.

Comme suite à ma lettre en date du 27 mars 1951, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'une pension temporaire d'invalidité de 35 0/0, avec jouissance du 1er septembre 1923 au 31 août 1925, et de 20 0/0 du 1er septembre 1925 au 31 août 1927, a été concédée au profit de M. Laraba.

Toutefois, une décision de rejet étant intervenue lors de l'examen des droits de l'intéressé au renouvellement de sa pension, c'est à juste titre qu'il n'a pas été remis en possession d'un livret de pension à l'expiration de la pension précitée.

Je ne puis que vous exprimer mes regrets de ne pouvoir réserver une suite favorable à la requête de M. Laraba.

Ci-joint, en retour, la pétition communiquée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre et par son ordre :
*Le Chef-Adjoint du Cabinet :*
*Signé :* Illisible.

**Pétition nº 65.**

*Mme Jean-Baptiste HARRIET, maison Esteberenia, à Larressore (Basses-Pyrénées), demande une exonération de droits de succession.*

Cette pétition a été renvoyée le 17 avril 1951 sur le rapport de M. Robert Le Guyon au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions au Ministre des Finances et des Affaires économiques qui l'a transmise au Ministre du Budget.

*Réponse de M. le Ministre du Budget :*

Paris, le 22 juin 1951.

**Monsieur** le Président,

« Vous avez bien voulu m'adresser le 21 mai 1951 une pétition de Mme Jean-Baptiste Harriet, demeurant à Larressore (Basses-Pyrénées), qui sollicite l'exonération des droits de mutation afférents à la succession de son mari décédé le 25 juillet 1949 des suites de sa captivité.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aux termes de l'article 1235 du Code général des impôts, sont exonérées de l'impôt de mutation par décès, les parts nettes recueillies par les ascendants, les descendants et le conjoint du défunt dans les successions » des militaires qui soit sous les drapeaux, soit après renvoi dans leurs foyers, seront morts, dans l'année à compter de la cessation des hostilités, de blessures reçues ou de maladies contractées pendant la guerre ».

L'article 13 de la loi nº 50-956 du 8 août 1950 (*J. O.* du 13 août) ayant porté ce délai à 3 ans, cette exonération est applicable dans tous les cas où le décès est survenu avant le 2 juin 1949, étant précisé, à cet égard, que l'article premier de la loi du 10 mai 1946 (*J. O.* du 12 mai 1946) a fixé au 1er juin 1946, la date légale de la cessation des hostilités.

Il en résulte que la succession de M. Harriet qui s'est ouverte le 25 juillet 1949, ne peut bénéficier de l'exemption édictée par l'article 1235 précité du Code général des impôts.

Dans ces conditions, et en présence des dispositions impératives de l'article 1902 du Code général des impôts qui interdisent

formellement toute remise ou modération des droits d'enregistrement, il n'est pas possible d'exonérer même partiellement Mme veuve Harriet des droits de succession dont elle est redevable.

Toutefois, si l'intéressée éprouve des difficultés à se libérer des sommes à sa charge, il lui appartient de se mettre en rapport avec le directeur de l'Enregistrement à Pau qui pourrait lui accorder toutes les facilités de payement comptatibles avec la sauvegarde des intérêts du Trésor.

J'ajoute qu'en raison des circonstances, j'accorde d'office la remise de la pénalité de retard encourue.

Je vous retourne ci-joint le dossier communiqué.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Pour le Ministre et par autorisation,
*Le Directeur du Cabinet,*
*Signé :* Illisible.

---

**Pétition n° 66**

*Mme GRANDJEAN, rue Claude-Gelée, à Epinal (Vosges), demande une pension.*

Cette pétition à été renvoyée, le 17 avril 1951, sur le rapport de M. Robert Le Guyon au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions au Ministre de la Défense nationale.

*Réponse de M. le Ministre de la Défense nationale :*

Paris, le 31 juillet 1951.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous retourner le dossier de la pétition n° 66 déposée par Madame Grandjean en vous faisant connaître que l'intéressée peut prétendre au bénéfice de l'article 22 de la loi du 14 avril 1924.

En conséquence, un état indiquant le montant des retenues des intérêts et de la subvention de l'Etat devant servir de base à l'établissement par la Caisse de Dépôts et Consignations de cette rente, prévue aux paragraphes 2 et 3 de l'article et de la loi précitée, a été demandé à la Direction Régionale de l'Intendance de Paris.

Dès réception de cette pièce, le maximum de diligence sera apporté à cette affaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

*Signé :* Jules MOCH.

---

**Pétition n° 69**

*M. l'Abbé Alfred GABRIEL, à Labroque, poste Schirmeck (Bas-Rhin), se plaint de ne pas obtenir satisfaction dans un litige avec l'Administration au sujet d'un droit de passage.*

Cette pétition a été renvoyée, le 17 avril 1951, sur le rapport de M. Robert Le Guyon au nom de la Commission du Suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions au Ministre de l'Intérieur.

*Réponse de M. le Ministre de l'Intérieur :*

Paris, le 21 août 1951.

Vous avez bien voulu me communiquer, pour avis, une pétition qui vous a été adressée par M. l'Abbé Gabriel au sujet d'un litige qui l'oppose à la municipalité de la Broque en ce qui concerne l'occupation d'une ruelle.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'enquête à laquelle j'ai fait procéder m'a permis d'obtenir les renseignements suivants :

1° La parcelle incriminée faisait partie de la Bezirkstrasse, ancienne route du Donon, passant autrefois à gué sur la Bruche à quelques mètres des propriétés de M. Heyberger et de M. Gabriel et désaffectée vers 1880 lors de la construction de la nouvelle route ; actuellement cette parcelle ne sert plus qu'exceptionnellement comme lieu de passage. Elle ne semble toutefois pas avoir fait l'objet d'un déclassement régulier de la part de l'administration allemande de l'époque. Mais il paraît bien que l'administration et la commune l'ont considérée en fait comme déclassée ; en effet, dès le 15 mars 1881, une parcelle de 19 ares fut cédée à la famille Gabriel qui y a édifié une construction. D'autre part, cette même famille a été autorisée à y établir deux emprises, l'une servant de descente à une cave, l'autre contenant une fosse septique. M. l'Abbé Gabriel paraît donc aujourd'hui mal fondé à élever une réclamation contre un acte de même nature effectué au profit d'une autre personne.

2° Il n'a pu être trouvé trace de l'autorisation, accordée par le Maire de Schirmeck pendant l'occupation à M. Heyberger, de construire une cabine cinématographique en saillie sur la parcelle dont il s'agit, ni à la mairie de Schirmeck ni à la mairie de La Broque (La Broque était à ce moment-là rattachée à Schirmeck) ; mais une telle délibération paraît constituer dans le cas où la parcelle serait encore du domaine public, une permission de voirie que l'autorité administrative de la commune pouvait légalement délivrer et pour laquelle M. Heyberger paye d'ailleurs depuis 1942 une redevance.

3° M. l'Abbé Gabriel avait la possibilité, conformément à l'Ordonnance du 21 avril 1945, d'introduire une demande en annulation s'il estimait que cette permission de voirie constituait une spoliation accomplie par l'ennemi ou sous son contrôle. Actuellement il est forclos puisque la loi du 19 juin 1947 a fixé au 2 décembre 1947 la date limite de l'introduction d'une demande de cette espèce.

4° La largeur de l'emprise de la cabine cinématographique sur la parcelle est de 0,66 m. et à l'endroit le plus étroit il reste une largeur de passage de 2 m. 10. Je précise que l'entrée de la maison Gabriel ne donne pas sur cette parcelle mais sur la rue de la Gare et qu'il existe une autre voie d'accès à la cave de M. l'Abbé Gabriel.

Dans ces conditions, il ne semble pas que la réclamation de M. l'Abbé Gabriel soit susceptible d'une suite favorable même dans le cas où il s'agirait d'un terrain du domaine public communal.

*Signé :* Illisible.

---

**Pétition n° 72**

*M. Félix SERRURIER, au Pont-Vacher, à Feurs (Loire) demande une revision de pension.*

Cette pétition a été renvoyée le 17 avril 1951 sur le rapport de M. Robert Le Guyon au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions au Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale.

*Réponse de M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale :*

Paris, le 18 juillet 1951.

Monsieur le Président,

A la demande de la Commission du Suffrage Universel, du contrôle constitutionnel du Règlement et des pétitions du Conseil de la République, vous m'avez transmis la pétition n° 72 émanant de M. Félix Serrurier, domicilié au Pont Vacher à Feurs (Loire).

L'intéressé expose que, titulaire d'une pension militaire proportionnelle, il a obtenu, en 1936, une rente au titre des assurances sociales d'un montant annuel de 132 francs et demande qu'il soit procédé à la révision du montant de ladite rente pour tenir compte des versements effectués pour son compte depuis le 1er Septembre 1941.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. Serrurier, qui est né en septembre 1880, est placé, pour la liquidation de ses droits, à l'assurance vieillesse, sous le régime du décret-loi du 28 octobre 1935.

Sous ce régime, les droits des intéressés sont déterminés compte tenu des versements effectués jusqu'au premier jour du trimestre civil suivant la date de leur 60e anniversaire ou la date d'entrée en jouissance de la pension ou rente en cas de liquidation anticipée ; les versements effectués postérieurement à l'arrêt du compte ne sont pas susceptibles de provoquer une révision des droits ainsi déterminés.

La demande de M. Serrurier ne peut donc recevoir une suite favorable,

J'ajoute que les versements effectués au titre de l'assurance obligatoire postérieurement à la liquidation des droits à l'assurance vieillesse ont couvert l'intéressé et sa famille contre le risque maladie et auraient, le cas échéant, permis à ses ayants-droit de bénéficier du capital-décès.

Par ailleurs, des renseignements fournis, il ne semble pas que la rente attribuée à M. Serrurier ait fait l'objet des revalorisations prévues par les textes en vigueur. J'ai donc invité la Caisse Régionale d'Assurance Vieillesse des Travailleurs salariés de Lyon à procéder, le cas échéant, à la régularisation de la situation de l'intéressé et à m'indiquer, en outre, s'il peut prétendre à l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Je vous prie de trouver, ci-joint, en retour, le dossier communiqué.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre,*
*Signé :* Illisible.

---

**Pétition n° 73**

*M. Georges-Abel PRUDOT, à Arragnouet (Hautes-Pyrénées), se plaint à nouveau de torts et préjudices à lui causés par l'Administration des ponts et chaussées.*

Cette pétition a été renvoyée. le 17 avril 1951, sur le rapport de M. Robert Le Guyon au nom de la Commission du suffrage

universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme.

*Réponse de M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme.*

Paris, le 12 juillet 1951.

Monsieur le Président,

Par lettre du 21 mai 1951, comme suite à une décision de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel du règlement et des pétitions du Conseil de la République publiée au *Journal officiel* du 20 mai 1951, vous m'avez renvoyé le dossier de la pétition de M. Georges Abel Prudot, demeurant à Aragnouet (Hautes-Pyrénées), affaire au sujet de laquelle je vous avais fait connaître, par lettre du 23 novembre 1950, la position de mon administration. Ladite Commission désire obtenir des explications complémentaires « tenant compte de la réfutation de mes arguments précédents par la nouvelle requête de M. Prudot. »

Dans cette nouvelle requête, du 19 février 1951, M. Prudot fait valoir que, lorsqu'il a acquis, le 27 mai 1936, la propriété qu'il possède à Aragnouet, l'acte notarié a indiqué que le terrain acquis était cadastré sous les numéros 149 p, 152 p, 153, 154 et 155 p de l'ancien cadastre et que ce terrain bordait au Nord la route nationale. Il soutient en outre que l'ingénieur de la subdivision d'Arreau aurait délimité, le 4 juillet 1936, c'est-à-dire plus d'un mois après la date d'acquisition, son terrain par rapport à la route et que cet ingénieur lui aurait confirmé le 11 décembre 1936 la position de ce terrain en bordure de la route nationale. C'est seulement en 1937 qu'un nouveau plan cadastral fixe à la propriété de M. Prudot une limite en excluant une certaine parcelle désignée à ce plan sous le numéro 131.

M. Prudot fait reproche à l'administration des Ponts et Chaussées d'avoir mis, en 1941, sans formalités, cette parcelle à la disposition du service de la distribution des eaux de la Neste relevant du Ministère de l'Agriculture pour y construire nne maison en pierre. Cette construction lui impose, dit-il, un voisinage qu'il

n'avait pas prévu et enclave sa propriété, le tout sans indemnité.

La note établie par la Commission fait d'autre part observer qu'à partir du moment où le service des Ponts et Chaussées ne considère plus l'emplacement de la construction comme affecté à l'usage public, M. Prudot doit jouir du droit de préemption des riverains.

Elle relève en outre que la déclaration d'utilité publique des travaux n'est intervenue que le 11 mars 1942 alors que, d'après un constat d'huissier produit par le pétitionnaire, la construction était terminée le 3 décembre 1941 et que d'autre part cette construction est beaucoup plus vaste et n'a pas la même destination que la baraque qui existait précédemment.

Elle indique également que la décision du Conseil d'Etat qui a annulé pour excès de pouvoir la délimitation de la route nationale n° 129 faite par l'administration justifie entièrement les prétentions de M. Prudot et confirme toute son argumentation.

Elle demande enfin des justifications concernant l'utilité de la nouvelle construction édifiée pour loger le garde-vannes des lacs et rappelle qu'il n'a pas été répondu aux allégations de M. Prudot qui tendent à prouver une particulière malveillance à son endroit (occupation de certaines parties de son terrain pendant les travaux, sans autorisation ni indemnité, destruction de clôtures, arrachage d'arbres, établissement de vues abusives, déjection d'eaux).

Elle conclut que des explications sont à demander :

1° au Ministère des Ponts et Chaussées sur la délimitation de la R. N. n° 129, la propriété de la parcelle 131, l'enclavement du tènement Prudot et l'indemnisation offerte ;

2° au Ministère de l'Agriculture, sur l'utilité de la construction incriminée, restée inutilisée depuis ; l'irrégularité de la procédure de déclaration d'utilité publique ; l'établissement de servitudes abusives (vues, écoulement des eaux) ; l'indemnisation offerte.

Dans les notes marginales qui figurent sur la copie de ma lettre du 23 novembre 1950, la Commission, en dehors des observations rappelées ci-dessus, indique à propos du talus de remblai : « Il n'y a jamais eu de remblai, » et à propos de l'ancienne baraque exis-

tant sur la parcelle 131 : « La baraque n'était pas à usage d'habitation ».

Par ailleurs, elle estime très discutable la décision ministérielle du 17 novembre 1943, qui fait observer que le fait pour l'administration des Travaux publics de mettre un délaissé de route à la disposition d'une administration ne constituait pas une atteinte à la loi de 1807 qui a institué le droit de préemption des riverains.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, pour déférer au désir exprimé par la Commission des pétitions, j'ai chargé un Inspecteur général des Ponts et Chaussées de mener sur cette affaire une enquête supplémentaire, indépendamment des services directement mis en cause. Les conclusions présentées par ce haut fonctionnaire ont corroboré la position déjà prise par mon administration.

Il ressort de ce nouvel examen que les points en litige concernant le Département des Travaux publics peuvent se grouper sous trois chefs ,

— délimitation réciproque du domaine de l'Etat et du Thènement Prudot ;

— transfert de gestion d'une partie du talus au Ministère de de l'Agriculture ;

— expropiation d'une partie du terrain Prudot.

Il convient d'étudier successivement ces trois chefs en fournissant les explications complémentaires demandées par le Conseil de la République.

1° *Délimitation.* — L'administration des Travaux publics n'avait pas à intervenir et n'est en fait nullement intervenue dans l'acquisition d'un terrain qui a été faite le 27 mai 1936 par M. Prudot, à Aragnouet, laquelle acquisition était affaire uniquement entre lui et son vendeur.

En ce qui concerne les numéros des parcelles ayant servi à définir sa propriété dans l'acte du 27 mai 1936 (n$^{os}$ 149, 152, 153, 154, 155), il résulte des renseignements recueillis à l'occasion de l'instruction ultérieure de l'affaire que ces numéros étaient ceux qui figuraient sur un ancien plan cadastral remontant au 18 mai 1834 dont un extrait est ci-joint (pièce 1). Or en 1834 la route n'existait pas. Ce n'est qu'en 1863 que fut entreprise la construction de la route impériale n° 129, qui, déclassée vers 1877, devint le chemin de grande communication n° 19, puis le chemin d'intérêt

commun n° 19, lequel fut enfin classé en 1931 dans le nouveau réseau des routes nationales sous le n° 129.

Cet ancien plan cadastral ne pouvait donc offrir en 1936 que des indications assez imprécises, C'est pourquoi un nouveau plan (pièce 2) a été établi en 1937 par le service compétent, qui a dû certainement s'entourer à cet effet, comme il le fait toujours, de toutes les garanties nécessaires. Or, sur ce nouveau plan cadastral, les numéros de toutes les parcelles de la zone intéressée ont été modifiés et l'ancien bâtiment en planches du Service des Eaux de la Neste figure à ce plan sur une parcelle n° 131 attribuée par la matrice des rôles à : « l'Etat par l'administration des Ponts et Chaussées. »

On a peine à imaginer que M. Prudot ait pu supposer, de bonne fois, en 1936, que les deux baraquements en planches avec fondation en maçonnerie que le Service de la distribution des Eaux de la Neste possèdait depuis plus de 30 ans à usage de magasin et de logement de garde-vannes — l'agent du Service y logeait effectivement tout au moins durant la plus grande partie de l'année — qui bordait la route nationale n° 129 sur une longueur de près de 25 mètres, aient pu faire partie de la propriété qui lui avait été vendue ou même être situés sur une partie de ce terrain.

Quant aux déclarations qui lui auraient été faites par un ingénieur de la subdivision d'Arreau, il n'en a pas été trouvé trace au dossier. De toute façon ces déclarations, en admettant qu'elles aient été fidèlement reproduites par M. Prudot, ne changent rien au fond de l'affaire, étant intervenues postérieurement à l'acte de vente et n'ayant au surplus aucune valeur officielle. Il aurait été facile à M. Prudot de connaître en 1936 la limite exacte de sa propriété en demandant que lui fût délivré l'alignement dans les formes régulières, comme peut le faire tout propriétaire. Il ne l'a pas fait.

L'affectation au domaine public de la parcelle en cause (parcelle 131 du plan cadastral de 1937) remonte à la date de construction de la route dont elle a constitué dès l'origine le talus de remblai, ladite parcelle faisant d'ailleurs partie des surfaces acquises lors de la construction de la route, ainsi qu'il ressort des vérifications faites par les ingénieurs. On ne peut nier l'existence de ce talus. Il n'a pas été possible d'obtenir un document permettant de définir quelle en était exactement la configuration en 1937. Mais il ne pouvait différer sensiblement de ce qu'il est actuellement, tel que le représentent les profils 1 et 2 ci-joints (pièce 3). Les arbres

existant encore dans la partie en taillis paraissent remonter en tout cas à une époque antérieure à 1937.

D'ailleurs M. Prudot lui-même a reconnu à plusieurs reprises l'existence de ce talus de remblai. Dans une pétition du 26 octobre 1943, il écrivait ce qui suit : « Elle (l'Administration des ponts et chaussées) n'avait pas le droit de s'investir de pouvoirs que la loi ne lui accorde pas et ne pouvait détourner de leur affectation spéciale la route et ses dépendances imprescriptibles comme la route elle-même, pour faire cadeau du *talus de remblai* à l'Ingénieur des eaux de la Neste ... ». Il ne conteste donc pas alors l'existence du talus de remblai constituant la parcelle 131, mais seulement le droit pour l'Administration d'en disposer comme elle pouvait l'entendre.

Au demeurant, M. Prudot n'avait jamais songé, avant 1941, à utiliser le talus de remblai de la route ou les parties avoisinantes. Et il n'avait, avant 1941, jamais prétendu que la parcelle 131 lui appartînt. Il était seulement intervenu auprès du Service des revisions foncières pour faire rectifier à son profit les limites *sud* et *est* de la parcelle 131, les nouvelles limites étant *b' d' e'* du plan. Cette rectification faite à l'insu du service des Ponts et Chaussées n'a jamais été officiellement approuvée par celui-ci. Aussi bien la parcelle 131 couverte d'arbustes et de broussailles impénétrables, se différenciait nettement en 1941 de la propriété de M. Prudot.

Tels sont les faits. En droit également, rien n'autorise M. Prudot à revendiquer la propriété de la parcelle en cause. Il est en effet de jurisprudence constante que le talus de remblai constitue une dépendance nécessaire et une partie intégrante de la route, au même titre que tous les autres ouvrages soutenant le corps même de la voie publique. En conséquence, le talus, comme toutes les dépendances de la route, conserve son caractère de domanialité et demeure par suite inaliénable. Il en résulte qu'un talus ne peut être en aucun cas regardé comme partie intégrante de la propriété riveraine et que, même si le riverain venait à établir par titre un droit de propriété à son profit sur le sol occupé par le talus, l'incorporation de fait du talus à l'ouvrage public mettrait un obstacle absolu à la revendication du terrain par le riverain.

L'arrêt du Conseil d'Etat du 28 janvier 1948 n'infirme en rien l'existence du remblai de la parcelle 131. Il ne s'applique qu'aux

parcelles 128 et 130. Le « considérant » de cet arrêt que cite la Commission est ainsi conçu :

« Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que la limite de la route nationale n° 129 en bordure de la propriété du sieur Prudot suivait, à l'époque où l'alignement a été demandé, un tracé figuré sur le plan parcellaire annexé au dossier par une ligne située au nord et à quelque distance de la construction à usage de garage établie sur la parcelle *b* 128 appartenant au sieur Prudot ; que l'alignement délivré le 12 décembre 1945 fixe la limite de la propriété Prudot suivant un tracé qui coupe l'emplacement dudit garage tel qu'il est figuré sur le plan ; que ce tracé, qui implique que ce garage a été en partie construit sur une dépendance du domaine public, alors que l'Administration ne l'avait jamais allégué, méconnaît la situation des lieux, à laquelle on doit se référer en l'absence d'un plan général d'alignement ; qu'ainsi l'arrêté dont s'agit est entaché d'excès de pouvoir ; que par suite et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens, le sieur Prudot est fondée à en demander l'annulation ».

Cette décision du Conseil d'Etat signifie seulement que l'alignement entre les points *d* et *f* (cf. plan pièce n° 3) ne doit pas couper l'emplacement du garage établi par M. Prudot sur la parcelle 128, ce qui impliquerait que le garage aurait été construit sur une dépendance du domaine public, alors que l'Administrane l'avait jamais allégué. La haute juridiction administrative ne reconnaît nullement par là à M. Prudot la propriété des parcelles 128 et 130 jusqu'à la plateforme de la route, mais elle laisse le soin à l'Administration de fixer les nouveaux alignements conformément aux principes ci-dessus rappelés.

Les limites actuelles de la propriété de M. Prudot, compte tenu de la décision du Conseil d'Etat du 28 janvier 1948, paraissent devoir s'établir en définitive suivant la ligne *d e f* du plan. C'est ce tracé — qui m'apparaît assez libéral — que je prescris à l'Ingénieur en chef d'adopter.

La propriété de M. Prudot n'est donc pas plus enclavée qu'elle ne l'était dès l'origine. Il reste riverain de la route en dehors du talus de remblai, c'est-à-dire entre les points *f* et *i*. L'accès à la route se fait à l'extrémité Est de la parcelle 130 entre les deux bâtiments existants, comme il s'est toujours fait.

En ce qui est enfin de l'objection concernant le droit de pré-

emption de M. Prudot, il suffit de faire remarquer que celui-ci ne pouvait, par définition, avoir aucun droit de préemption sur une parcelle qui n'a jamais été mise en vente par l'Administration. Elle a été mise depuis fort longtemps à la disposition du Ministère de l'Agriculture par le Ministère des Travaux publics, mais elle n'est pas sortie pour autant du domaine public de l'Etat. Que ce soit l'Etat Travaux publics ou l'Etat Agriculture qui en est bénéficiaire, ce point ne regarde que ces deux Administrations et celle des Domaines, et non un particulier quelconque, fût-il propriétaire voisin.

2° *Transfert de gestion.* — Dans ces conditions, l'Etat avait parfaitement le droit de disposer comme il l'a fait de la parcelle 131. L'Etat est maître de son domaine. Le Service de la distribution des Eaux de la Neste est un service d'une certaine importance, et qui présente en tous cas un caractère indéniable d'intérêt général et public. Il dépend du Ministre de l'Agriculture, mais est assuré, sous l'autorité de celui-ci, par des fonctionnaires des Travaux Publics. Il était donc tout-à-fait naturel que l'Administration des Ponts et Chaussées lui affectât la partie des emprises de la route non offerte à la circulation. D'autre part, l'occupation d'une partie du talus d'une route par un bâtiment à l'usage d'un service relevant de l'Administration de l'Agriculture n'est aucunement incompatible avec l'affectation de l'ouvrage public que constitue la route, dont la destination essentielle est de servir à la circulation publique sur la chaussée et les accotements et non sur les talus, ce qui n'empêche d'ailleurs que le talus ainsi occupé continue à faire partie du domaine public. C'est en raison d'une impropriété de terme que la décision ministérielle du 17 novembre 1943 s'est servie du mot de « délaissé » pour désigner le talus de remblai. En réalité, il s'agit d'une dépendance de la route et ce terrain a été mis à la disposition du Service de la Distribution des Eaux de la Neste par voie d'occupation temporaire. De telles occupations du domaine public par d'autres administrations ou certains services publics sont couramment autorisées. Les canalisations de gaz et d'eau, les lignes électriques et leurs transformateurs, les lignes des P. T. T., bien d'autres installations sont établies sous le bénéfice de ce régime dans les emprises des voies publiques. Une autorisation d'occupation temporaire peut d'ailleurs permettre d'édifier des ouvrages ayant une certaine peren-

nité. C'est dans ces conditions que le terrain en cause, devenu la parcelle 131, a été occupé à une date très ancienne par le Service de distribution des Eaux de la Neste. Les baraques, au nombre de deux, telles que les représente le plan (pièce 4) en hachures noires, devaient avoir été construites entre 1900 et 1905.

C'est sur ce terrain que le Ministère de l'Agriculture décida en 1941 de remplacer les baraquements vétustes servant de magasin et d'abri par un nouveau bâtiment répondant mieux aux besoins du Service et permettant d'assurer à son personnel un confort minimum que l'évolution sociale rendait indispensable. Pour ce faire, elle jugea indispensable de mordre sur la propriété de M. Prudot en en expropriant une petite partie.

3° *Expropriation.* — Cette partie de l'affaire concerne, comme l'a d'ailleurs reconnu la Commission, le Ministère de l'Agriculture beaucoup plus que mon Administration. J'indiquerai seulement que, pour la construction du nouveau bâtiment sur la parcelle 131, aucune déclaration d'utilité publique n'était nécessaire puisque cette parcelle appartenait à l'Etat. La déclaration d'utilité publique n'a porté que sur la partie (figurée en teinte jaune sur le plan), de 0a 68, de la parcelle 128 (n° 2 du plan), dont la propriété était reconnue à M. Prudot et également sur les deux parcelles n^os^ 3 et 4 du plan (parties des parcelles 128 et 130 du cadastre) ayant respectivement une surface de 1a 08 et 0a 20, ces parcelles 3 et 4 étant celles dont il est question plus haut, qui ont fait l'objet à la demande de M. Prudot d'une rectification à son profit du plan cadastral de 1937 que le Service des Ponts et Chaussées n'a pas admise, mais dont, par prudence, il a été fait état dans l'arrêté de cessibilité.

C'est le Service de Distribution des Eaux de la Neste qui a engagé la procédure d'expropriation. L'enquête a été ordonnée le 13 novembre 1941. La déclaration d'utilité publique a été prononcée sur le vu du dossier d'enquête par arrêté du Préfet des Hautes-Pyrénées en date du 11 mars 1942.

Mais en fait, devant les protestations élevées par M. Prudot, l'Administration de l'Agriculture a décidé de renoncer à construire le mur de soutènement pour l'établissement duquel la parcelle n° 2 avait été expropriée et cette parcelle n'a finalement pas été occupée.

En ce qui concerne l'indemnisation, M. Prudot qui avait, comme il l'indique, acquis sa propriété de 3.227 m² en 1936, pour le prix de 45.000 francs, frais compris, avait demandé en 1942 comme indemnité d'expropriation :

— 300.000 francs pour dépréciation de sa propriété ;

— 500 francs par mètre carré de terrain à exproprier ;

— 100.000 francs pour trouble de jouissance.

L'Administration des Domaines évalua à 1.500 francs toutes indemnités comprises la parcelle de 68 m² à acquérir.

La Commission arbitrale accorda à M. Prudot, par décision du 17 juillet 1943 :

— 10.000 francs pour la parcelle 2 du plan (surface 0 a. 68) ;

— 2.816 francs pour les parcelles 3 et 4 du plan (surface 1 a. 28) si, pour ces deux dernières parcelles, M. Prudot était reconnu en être le propriétaire.

Le Tribunal civil de Bagnères-de-Bigorre confirma en entier la décision de la Commission arbitrale.

M. Prudot ayant déclaré s'être pourvu en cassation contre ce jugement, l'indemnité ne paraît pas avoir été versée. En tout cas, le règlement en incombe à l'Administration de l'Agriculture. Au surplus, celle-ci, à ma connaissance, renonce à l'expropriation des 68 m² en cause et, dès lors, les griefs de M. Prudot sur ce point n'ont plus d'objet.

Que reste-t-il après cela des protestations sans nombre, de plus en plus véhémentes et injurieuses que M. Prudot, depuis plus de dix ans ne cesse d'élever au sujet de cette affaire, dont, après l'avoir portée devant toutes les juridictions, il saisit maintenant les plus hautes autorités ?

Sur le premier point M. Prudot a reconnu l'existence du talus de remblai, et d'autre part l'Administration a exécuté l'arrêt du Conseil d'Etat du 28 janvier 1948 en corrigeant d'une façon assez libérale l'alignement fixé antérieurement.

Sur le troisième, l'Administration renonce à l'expropriation prononcée à son encontre.

Il ne subsiste donc que le second point, des griefs du pétitionnaire, sur lequel il n'est pas possible de lui donner satisfaction. M. Prudot s'élève surtout contre le fait que le Service de la Distribution des Eaux de la Neste a fait édifier, sur un terrain appartenant, depuis la construction de la route, à l'Etat, un bâtiment en dur pour remplacer les modestes baraquements qui existaient jusque là. M. Prudot a bien remplacé lui-même sur son terrain la vieille maison et la grange, qui s'y trouvaient, par son habitation et son garage actuels. Pourquoi l'Etat aurait-il sur son domaine, surtout quand il s'agit d'assurer un service d'utilité publique incontestable, moins de droits que n'en ont chez eux tous les particuliers ?

Ce dernier point, en tout cas, relève plus particulièrement du Ministère de l'Agriculture.

En ce qui concerne mon Administration, j'estime qu'il y a lieu de s'en tenir aux décisions judiciaires qui sont intervenues et qu'il n'est pas d'ailleurs en mon pouvoir de modifier, et je demande au Conseil de la République de bien vouloir, comme l'a fait l'Assemblée Nationale, classer sans autre suite la pétition de M. Prudot.

Je vous renvoie ci-joint le dossier que vous m'avez communiqué.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Signé :* Antoine PINAY.

---

**Pétition n° 75**

*M. RIBIERRE, 33, rue Godot de Mauroy, à Paris (9e), demande la revision d'un procès.*

Cette pétition a été renvoyée le 17 avril 1951 sur le rapport de M. Robert Le Guyon au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions au Ministre de la Justice.

*Réponse de M. le Ministre de la Justice :*

Paris, le 13 juin 1951.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me transmettre une pétition nº 75 de M. Georges Ribierre, demeurant à Paris, 33, rue Godot-de-Mauroy qui sollicite « la révision du procès menacé d'être sans fin qu'est le scandale Guillet ».

J'ai l'honneur de vous renvoyer sous ce pli, cette pétition en vous faisant connaître que M. Guillet ainsi que deux sociétés créées par lui, les Etablissements Guillet et la société SADDOF, ont été déclarés en faillite en 1934. Depuis M. Guillet, a exercé toutes les voies de recours mises à sa disposition par la loi, et un pourvoi en cassation est encore en instance devant la Cour suprême. En outre, notamment par l'intermédiaire de M. Ribierre, il a multiplié les plaintes contre les auxiliaires de justice qui ont eu à s'occuper de son affaire. Aucune des enquêtes diligentées en vue de rechercher si ces plaintes étaient fondées ou non n'ayant permis d'établir une faute professionnelle à la charge de l'un deux, aucune suite ne peut être donnée à cette affaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
et par délégation, le Directeur du Cabinet :

*Signé :* Illisible.

Imprimerie du Conseil de la République